Pierre Fougeyrollas

Un philosophe dans la résistance

en dialogue avec François George

2001

Table des matières

1. Tel que je le connais : François George

J'ai rencontré Pierre Fougeyrollas en 1959. L'enfant de douze ans ressentit une impression qui ne devait jamais se démentir : était entré dans sa vie un personnage quelque peu fabuleux.

Je ne suis pas seul dans ce cas. Une rumeur, un cri d'angoisse, parcourut un jour le bâtiment administratif de l'université Jussieu. Il ne concernait pas l'amiante, le danger paraissait pire. « Attention, hurlait une caste dirigeante aux abois, Cyrano arrive à la tête d'une armée d'étudiants » Quand Fougeyrollas, à son habitude souriant, bonhomme, prêt au dialogue (je dirai même à la polémique), arriva avec sa petite délégation, qui ne comprenait ni Perce-Bedaine ni Casse-Trogne, il trouva les portes closes. Le président, les secrétaires, les appariteurs, tous avaient préféré la fuite.

Donc Cyrano de Périgueux, ou encore le Père Igor, comme disaient ses élèves de Bordeaux par une double allusion à ses origines et à sa russophilie communisante. Quand l'Université me demanda de rendre hommage à son professeur, ce que j'acceptais d'enthousiasme, mais faute d'autorité scientifique, je répondis : « Je parlerai de la réplique. » Réplique préférée à riposte, la référence théâtrale à la connotation militaire, même si de Fougeyrollas comme de Cyrano on pourrait dire : « grand riposteur du tac au tac... ». Un collègue gauchiste se frappait la poitrine devant la jeunesse, s'angoissant d'exercer, à travers son savoir, un pouvoir illégitime. Il s'entendit répondre : « Étant donné ton peu de savoir, ton inquiétude me paraît démesurée. » Je pourrais évoquer une flamboyante improvisation, une parodie du *Jules César* de Shakespeare où le trotskiste tendance Lambert se montrait savamment féroce pour le, si j'ose dire, voisin de palier : « Et certes Krivine est un homme honorable L.. » Je n'étais là que spectateur. Mais vers 1980 nous nous lançâmes tous deux à l'assaut de la citadelle lacanienne. Lors d'un débat public, une historienne de la psychanalyse provoqua le démystificateur en ces termes : « Monsieur, vous critiquez Lacan parce qu'il est obscur. Alors que faites-vous avec la poésie moderne ? » Fougeyrollas de répliquer, pour la jubilation de l'assistance : « Eh bien, Madame, quand je parle, c'est déjà de la poésie. » Nous avions gagné.

S'il le faut contre Mme Roudinesco et contre Brutus-Krivine, je témoigne que Fougeyrollas parle un français admirable. M'eût-il commenté le *Programme de transition* en ses années trotskistes, je l'aurais écouté avec le même contentement. Comment caractériser l'éloquence de celui que Georges Canguilhem, Méridional froid, qualifiait de « rhéteur occitan » ? Notamment, me semble-t-il, par une certaine manière de découper la réalité qui m'a fait penser parfois à Fernand Léger ou à Georges Braque. La confusion du réel ne résiste pas à cette voix claironnante : musique aussi d'un accent qui n'est qu'à lui. Et donc poésie... Comme François Mitterrand, je fus de ceux qui l'encouragèrent à se lancer dans la carrière politique. « Ah, si j'avais eu la moitié de ton verbe ! », lui confiait l'un de ses condisciples de Périgueux qui, propulsé après une brillante carrière judiciaire dans l'hémicycle du Palais-Bourbon, y connut des difficultés. Mais Pierre, comme n'explique ici, voulait faire l'histoire, non de la politique quotidienne, poésie de la révolution, non prose de la gestion.

Hybris ? Peut-être, mais avec le sourire. Fun de mes amis, tâchant de négocier académiquement sa conversion de la philosophie à la médecine, lui proposa ce sujet de thèse : le rôle de l'idéologie dans l'institution médicale. Le professeur tiqua :

— Ce sujet me paraît quelque peu gauchiste...

— Qu'entendez-vous par là ? s'enquit mon ami qui, quoique plutôt sceptique, avait fait 68.

— Le gauchisme est une déviation du marxisme, lequel s'incarne aujourd'hui dans le trotskisme, pas n'importe lequel, le trotskisme OCI et, comme cette organisation n'est pas nécessairement consciente de la justesse de sa position, on peut dire désormais que le marxisme repose sur la pierre angulaire de ma personne — et il ajouta à l'adresse du futur médecin : « tout délire paranoïaque mis à part ».

Professeur, Pierre Fougeyrollas manifesta un art particulier de concilier l'autorité et la liberté, il fut un autoritaire libéral, aussi bien qu'il est minutieux et planétaire, comme l'inspecteur Canguilhem l'a exprimé mieux que moi — vous ne manquerez pas d'apprécier son annotation. Du « gauchisme », Pierre ne pouvait cautionner un laisser-aller capable de préparer une tyrannie, et aussi bien cette mauvaise foi qui a conduit les trublions à la salle des commandes, ayant juste pris le temps de changer de sectarisme. Je ne dis pas que lui a fait le bon choix, d'autant qu'il ne le dit plus lui-même : au-delà du dogmatisme et du n'importe quoi post-soixante-huitard, il a entrepris d'élaborer une pensée nouvelle, sur la base d'une culture qui me laisse souvent pantois. Je souligne simplement, tout bêtement ajouterais-je si je cédais à l'esprit du temps, qu'il se battit derechef pour une société plus digne, plus équitable, plus conviviale, moins obsédée par l'argent, moins tétanisée par les rapports de force, c'est-à-dire qu'il est resté fidèle à sa jeunesse résistante (un souvenir me revient à l'instant : à un stalinien persistant qui lui reprochait d'avoir trahi sa jeunesse, il répondit : « Si tu veux dire que les communistes ont été des héros pendant la guerre, tu as raison, j'en étais »), où il n'avait pas mis sa vie en jeu seulement par patriotisme.

Reconnaîtrez-vous en moi un nouveau Voltaire ? Je ne vous en demande pas tant. Je souscris néanmoins à cette profession de foi lumineuse : « Je n'ai pas vos idées, mais je suis prêt à me battre pour que vous puissiez les exprimer. » Voltaire a défini là l'esprit parlementaire. Je n'ai partagé en rien la passion lambertiste, et même j'ai dû parfois faire appel à l'amitié pour calmer mon agacement. Songez que face à une prudente objection Pierre s'emporta un jour jusqu'à me traiter de nihiliste ! Et cependant je comprends la tristesse (ce ne fut même pas une colère) qui fut la sienne quand il vit ses jeunes camarades rivaliser dans la surenchère à l'abandon, pour ne pas dire dans la course à l'assiette au caviar. Naïveté, sans doute, qui a fait de cet incomparable orateur et débatteur un excommunié des médias (lui qui fut parmi les premiers à signaler leur avènement). Brillez si vous voulez, mais à condition de ne pas casser le spectacle, sans risque pour ses commanditaires. Allez-y de vos larmes de crocodile, cela fera monter le baromètre de la bonne conscience, mais n'oubliez pas que l'essentiel est la transformation des idées en espèces sonnantes, cette alchimie capitale où nos idéologues ont surclassé Paracelse et

Fulcanelli Aux innocents de mai 68 les mains pleines de *stock-options.* Trente ans après, d'indécents grands-pères se donnèrent en exemple à la jeunesse : « Regardez comme nous avons su contester le capitalisme, nous qui aujourd'hui le servons si bien. » Je présente à Pierre Fougeyrollas mes excuses d'appartenir à une génération puante.

La poésie mise à part, qu'est-ce qui lui fit défaut pour mener cette carrière politique pour laquelle un spécialiste lui a donc reconnu des dons certains ? Fougeyrollas est franc comme il respire. Hospitalisé d'urgence, il ajouta à l'intention de l'interne qui procédait au bilan : « Et je dois préciser que je bois comme un trou. » 'interne : « Merci, d'habitude c'est quelque chose qu'on nous cache. » Malgré mes invitations répétées, Pierre (c'est sans doute le seul grief que je puisse lui faire) ne vint jamais aux Amis d'Arsène Lupin du temps où je les présidais. Faut-il le regretter, ou, Claudie, Isabelle, s'en réjouir ? Nous aurions pu donner aux habitants d'Étretat un *remake* d'Un *singe en hiver.* Mais loin de moi l'idée de me lancer dans une alcoologétique, puisque aussi bien les années à peu d'écart nous ont convaincus des vertus de l'eau de ce Vichy que Pierre en 1944 voulut rebaptiser Libération-sur-Allier.

De celui qui fut aussi Africain j'aurais pu, vous en conviendrez, être le griot, pas au sens de parasite bien sûr. Mais en vérité il pouvait parfaitement se passer de moi pour raconter ses aventures, ses hauts faits. J'ai dû me contenter d'une position de psychanalyste pour satisfaire en fait un besoin de confrontation amicale, mais en me bornant souvent à un « Hmmmm... » de clinicien chevronné, suffisant à la relance. Pierre fut incontestablement mon meilleur patient.

J'aurais voulu toutefois lui en faire transcrire davantage, je me suis heurté à sa discrétion, à une modestie pudiquement cachée sous la faconde. Pas de confidences, simplement un affectueux salut aux proches, mais le mari et le père se retirent avec élégance dans un domaine réservé, et, suivant cet exemple, je me bornerai à dire que, pour ce qui est de ma vie personnelle, je lui dois énormément. Il ne vous dira donc pas comment, rencontrant Ursula Andress sur une plage déserte, seule sa haute moralité l'empêcha de se substituer à James Bond. Motus aussi sur cette soirée parisienne, sans doute trop, où il se lança dans une improvisation féroce dont Roland Barthes, présent, voulut tirer une resucée d'une célèbre satire de Boileau : « Mes chers amis, je ne vous méprise pas, bien que vous soyez méprisables... » L'ancien lycéen pourrait raconter comment l'élève qui lui avait insolemment demandé de l'appeler « de B. » et non simplement « B. » se fit répondre, répliquer : « Je ne dis pas de Vigny ou de Musset, mais je vous dis de B., de mes deux, dehors ! » Le pédagogue ne se vantait pas de cet éclat, cependant il parut flatté quand je lui appris que, dans la cour de récréation, j'avais entendu interpeller ainsi le prétentieux : « Eh, de Mes Deux ! » Son départ de Lakanal en cours d'année (pour le Sénégal) laissa d'ailleurs des classes désespérées, j'en témoigne.

Franchise, disais-je, et Fougeyrollas, abattant ses cartes, nous aide à comprendre ce que fut lors du dernier siècle ce personnage qui paraîtra bientôt aberrant, un marxiste, c'est-à-dire un homme sincère, conséquent, et sans doute mystifié par sa foi utopique, mais on pourra mesurer ici combien le parallèle avec le nazisme est infondé, insensé. Par son engagement communiste, il a donc cru prolonger son engagement à tous risques dans la

Résistance. Son *Marxisme en question* fut aussi en son temps (1959) de ces livres qui favorisèrent la prise de conscience. Mais je l'entends encore répondre à ceux qui le félicitaient : « Ce succès est dérisoire, par rapport à mes ambitions, qui sont immenses... » Il faudrait que les jeunes, les contemporains de Frédéric, d'Ophélie, de Raphaël, d'Alice, de Paul, comprennent la complexité de ce lointain après-guerre, et par exemple la complicité polémique, en souvenir de la lutte commune pour l'essentiel, des gaullistes et des communistes. Pierre Fougeyrollas peut évoquer avec émotion ses accrochages girondins avec Jacques Chaban-Delmas, tous deux étant capables de se situer au-dessus des partis.

Taciturne, introverti, son père était son contraire, mais j'ai appris à l'aimer, ce procureur de la République, à travers la geste du fils, et notamment avec cette anecdote de l'an 1940. Au palais de justice de Périgueux, un avocat met paternellement en garde un jeune homme. « Jeune homme, nous devons nous méfier des Juifs, car ils sont plus intelligents que nous. » Le jeune homme réplique : « Maître, que les Juifs soient plus intelligents que vous me parait une chose acquise. » Furieux, l'avocat se précipite dans le bureau du procureur et se plaint d'avoir été gravement insulté par son fils, et le père, habitué, lève les yeux au ciel. Sitôt informé, il tranche : « Mon fils est souvent excessif, mais cette fois ce qu'il a dit est l'expression même de la vérité. » Le père et le fils revinrent à la maison fiers l'un de l'autre, tout Œdipe et contre-Œdipe résolus... Le républicain de la France profonde, cramponné à ses racines, attaché viscéralement à la terre natale, s'opposa sans délai à Pétain. Le fils, donc, a étouffé entre les murs de la vieille cité pittoresque, il a cherché l'ouverture, l'universel, et en 1940 l'arrivée des Juifs polonais fut pour lui une divine surprise - trois enfants, Bernard, Dominique, Béatrice, en sont nés. C'est ainsi aussi qu'ayant sauté sur une occasion universitaire, Pierre Fougeyrollas aura eu une histoire d'amour avec l'Afrique, agaçant Léopold Senghor contraint de reconnaître plus senghorien (au sens de défenseur de la négritude, de l'africanité) que lui.

Jamais dupe de ses fanfaronnades qui donnent simplement une illustration de ce que peut être le plaisir d'exister, Pierre Fougeyrollas dresse un tableau perspicace de la mer où il a dû naviguer, de l'histoire dont il a pris une vue globale et une part aussi intense que possible. Le rhéteur Georges Canguilhem l'a reconnu, est aussi un pédagogue, capable de vous donner une belle leçon de XXe siècle. Et, autre leçon, à la morosité universelle, il oppose la vertu de bonne humeur, dont on s'aperçoit qu'elle ne tient pas seulement à une bonne nature, qu'elle procède d'une authentique culture, celle par exemple de Montaigne plus encore que de Cyrano. Cette jovialité est moins innée qu'acquise, elle résulte d'un effort, même si cet effort, comme celui du virtuose, ne se laisse que supposer, elle est celle d'un *surmonteur,* d'un superbe effronté qui tutoie le destin : « Je te combattrai, et nous négocierons. » Je vous laisse donc dans la bonne compagnie de celui qui a failli ne pas naître (ce dont je ne me serais jamais consolé) et à qui le général de Gaulle, entre autres actions décisives, a sauvé la vie.

2. Comment j'ai failli ne pas naître

FRANÇOIS GEORGE - **Tu m'as souvent parlé de ton Périgord natal sans que tu me paraisses torturé par la nostalgie.**

PIERRE FOUGEYROLLAS - En fait, je ne suis pas né en Périgord. Je suis né à Mont-de-Marsan, le chef-lieu des Landes où mon père était alors jeune substitut du procureur de la République. Mais je suis Périgourdin « pur sucre », comme on dit aujourd'hui, parce que mes quatre grands-parents étaient périgourdins.

Dans *Si le grain ne meurt,* Gide déclare qu'il doit sa richesse spirituelle au fait d'avoir un père cévenol et une mère normande...

F. G. - Il se servait aussi de cette double origine pour s'opposer à Maurras et à sa conception étriquée des racines...

P. F. - ... Moi qui n'ai jamais eu la moindre sympathie, ni même la moindre indulgence pour Maurras, j'étais attristé par la déclaration de Gide qui m'enfermait dans une horrible étroitesse provinciale.

F. G. - Il me semble que cette étroitesse, tu l'as surmontée.
P. F. - Certes.

F. G. - Parle-moi de tes grands-parents.

P. E - Antoine Fougeyrollas, mon grand-père paternel, était né en 1856 dans le village de Fougeyrollas qui appartient à la commune de Génis, elle-même partie du canton d'Hautefort aux confins de la Corrèze. Issu d'une famille de petits propriétaires exploitants, Antoine alla chercher fortune à Périgueux où il devint saute-ruisseau dans une étude d'avoué. Débordant d'énergie, il apprend le droit sur le tas et succède à son patron en 1881. Bien intégré au milieu des officiers de justice, il épouse Marie Monmarson, ma future grand-mère qui était fille d'un avoué et qui appartenait à une famille de notables pétrocoriens. Son oncle, secrétaire général de la préfecture de la Dordogne, a servi de modèle, sous le nom de Maufrangeas, à un personnage du *Moulin du Fraujun* des meilleurs romans d'Eugène Le Roy qui, à mon avis, a été beaucoup plus qu'un écrivain régionaliste. Les Monmarson étaient alliés aux Magne qui ont fourni un ministre des Travaux publics à Napoléon III.

Cependant, Antoine Fougeyrollas n'a eu aucun penchant ou aucune nostalgie pour le Second Empire. À quarante ans, il est élu conseiller municipal sous les couleurs du Parti radical. Après avoir rempli les fonctions de premier adjoint, il est élu maire de Périgueux en 1904. Membre d'une loge maçonnique affiliée au Grand Orient de France, il combat pour la séparation de l'Église et de l'État et pour la laïcité de la République. Il est mort à la fin de 1905 d'un cancer du larynx. Parmi les rares hommes de sa génération que j'ai connus, les républicains me l'ont dépeint comme un bon vivant, généreux et tolérant, et les cléricaux comme un sectaire, voire un fanatique. Un vieux cousin, que j'appelais « oncle » par déférence, disait et répétait en me regardant : « c'est Antoine tout craché ». Je n'étais pas mécontent de ressembler à mon grand-père, mais le *tout craché* me déplaisait souverainement.

Antoine et Marie ont eu trois enfants : Jacques qui préparait l'agrégation de droit à Paris quand il est mort, en 1904, peut-être de tuberculose, ce qui a probablement hâté la fin d'Antoine, Georges qui épousa une jeune fille de Morlaix, et partit vivre en Bretagne et qui

mourut, en 1918, des suites de sa participation à la Grande Guerre, sur le front de la Somme, enfin mon père, Paul dont je te parlerai plus tard.

Ces grands-parents que je n'ai pas connus, et dont mon père peu loquace ne m'a guère parlé, formaient probablement un couple représentatif du Sud-Ouest, lui, notable radical, elle mère de famille catholique, pieuse mais sans bigoterie. Et, sans doute dois-je à Antoine une bonne part de mon penchant pour la vie politique.

F. G. - Je vois que tu ne renies pas ton côté radical-socialiste. Je ne t'en blâme pas. Mais tu n'as pas parlé de tes grands-parents maternels.

P. F. - Pierre Mouret, mon grand-père maternel, était né, en 1860, à Thiviers, principale localité du nord du Périgord, dans une famille dont les hommes travaillaient pour la Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans. Et Thiviers devait justement sa prospérité à sa situation de nœud ferroviaire, entre Limoges et Périgueux. Pierre était un garçon très studieux qui remporta de nombreux prix à l'école primaire et réussit le concours d'entrée à l'École normale d'instituteurs de la Dordogne.

La rencontre à Thiviers de l'un des dirigeants de la Compagnie des Batignolles, société de construction de chemins de fer en France et à l'étranger, détourna Pierre Mouret de sa vocation enseignante pour une grande aventure de dessinateur industriel, puis d'ingénieur formé sur le tas. Il participa successivement à la construction du chemin de fer de Saujon à Royan, puis de la ligne reliant Naples à Reggio-de-Calabre, puis de la ligne allant de Saint-Louis-du-Sénégal à Dakar, enfin du Transandin entre l'Argentine et le Chili.

Il épousa alors Marthe Personne, ma future grand-mère, issue d'une famille de Verteillac dans le Ribéracois, qui s'était assez récemment installée à Thiviers. Marthe avait douze ans de moins que Pierre qui l'emmena en voyage de noces au Liban où il devait participer à la construction du chemin de fer de Beyrouth à Damas. Par la suite, Mouret accomplit des missions en Tunisie et en Serbie. Monté en grade et titulaire de nombreuses décorations, il termina sa brillante carrière à Athènes où il devint directeur général des chemins de fer helléniques jusqu'à ce qu'il transmette le flambeau à un directeur grec en 1923.

Pierre et Marthe n'ont eu qu'un seul enfant : Marie-Louise, ma mère dont j'ai été l'enfant unique. C'est dire si, dans mon adolescence, j'ai été sensible et même marqué par les propos pessimistes sur la France, nation de fils uniques et de ce fait menacé par l'importance de la population allemande.

F. G. - Est-ce pour cela que tu as toi-même quatre enfants ?

P. F. - C'est bien possible. Mais, quoi qu'il en soit, quand je dis que j'ai failli ne pas naître, c'est plus qu'une plaisanterie. En effet, ma future mère avait fait ses études (jusqu'au brevet supérieur) dans un établissement d'Athènes tenu par des religieuses françaises de l'ordre de Sainte-Marthe, et sa piété, on peut même dire son mysticisme, était allé jusqu'au désir de devenir religieuse. Heureusement, son père Pierre veillait et entendait bien la marier pour continuer sa descendance.

De retour en France, après leurs nombreuses années de Grèce, mes grands-parents renouaient des liens avec de vieux amis laissés à Périgueux. Parmi eux, un architecte et sa

femme organisèrent une rencontre entre les trois Mouret et Paul Fougeyrollas, jeune magistrat dont la mère était en train de mourir. Après plusieurs entrevues, les fiançailles eurent lieu à Royan et le mariage fut célébré à Verteillac en 1921. Néanmoins, des membres de ma famille m'ont raconté que le matin même du mariage Marie-Louise opposait encore une certaine résistance et qu'elle n'a finalement cédé que par devoir d'obéissance à son père. Finalement, le 20 décembre 1922, un jeudi à midi, je fis mon apparition en ce monde.

E G. - Je ne doute pas que tu aies été un enfant gâté. Mais as-tu été un enfant heureux ?

P. F. - Sans hésitation, je réponds que mon enfance a été très heureuse, mais dans des conditions bien particulières.

F. G. - Lesquelles ?

P. F. - Ma mère m'a nourri au sein pendant quelques semaines, puis des examens de laboratoire ont établi que son lait était devenu impropre à la nourriture d'un jeune enfant. Devant une telle situation, je fus désormais nourri au biberon et ma grand-mère Marthe en profita pour m'élever et m'enlever, en quelque sorte, durant mes cinq premières années. Ma première enfance s'est donc passée chez mes grands-parents Mouret dans leur maison de Verteillac pendant la saison froide et dans leur villa de Royan pendant la bonne saison.

De Verteillac, je garde le souvenir des peupliers. *Populus atba,* c'est bien l'un de mes arbres favoris. Et, du Royan d'avant-guerre dont il ne reste presque rien, je conserve la mémoire de la plage de Foncillon où j'ai, paraît-il, fait mes premiers pas aidé et surveillé par mon grand-père plein d'amour et d'anxiété pour moi. À l'horizon, le phare de Cordouan qui me fascinait, et, de Saint-Georges-de-Didonne à la Grande-Côte, le petit tacot à vapeur dont j'entends encore les coups de sifflet. Ma mère venait me voir, de temps en temps, chez mes grands-parents et une vieille tante m'a raconté qu'une fois où Marie-Louise m'appelait *Pierre,* je lui aurais rétorqué en trépignant : *Je suis Monsieur Pierre.* Au lieu de m'administrer une gifle bien méritée, ma mère aurait fondu en larmes. J'ajoute à cela que Pierre Mouret avait ramené de Samos une jeune fille dont les parents avaient été massacrés à Smyrne par les Turcs et que cette jeune fille était tout naturellement devenue ma baby-sitter. Entre ma grand-mère Marthe et Joséphine la Grecque, il n'y avait plus beaucoup de place pour maman Marie-Louise.

J'avais environ six ans, quand Joséphine lavait le carrelage de la cuisine dans la maison de Bergerac, en chantant et les pieds nus. Avant qu'elle ait pu réagir, je lui entourai les jambes de mes bras et baisai ses pieds qui m'excitaient tellement. Entrant dans la pièce, ma mère fit certainement ses remontrances aux deux « coupables », mais j'ai oublié cet épilogue. Douce avait été la vie chez mes grands-parents loin de la sévérité de mon père et de la petite jalousie de ma mère.

F. G. - En somme, la communication passait mieux avec tes grands-parents qu'avec tes parents.

P. F. - On peut le dire, car mon père était d'un naturel peu communicatif et fort rigide, tandis que ma mère était extraordinairement timide bien que d'un caractère assez gai. Mon père a été

successivement substitut à Mont-de-Marsan et à Niort, puis procureur de la République à Bergerac, à Bayonne, enfin à Périgueux. Il semble que son vœu le plus cher était d'être nommé dans ce chef-lieu de la Dordogne où Antoine avait jadis « régné ». Paul était considéré par l'opinion publique comme tin magistrat extrêmement intègre et d'une grande sévérité. Son ami d'enfance, l'avocat Étienne Dubourg qui a joué tin rôle important dans ma propre formation, lui disait en riant : « Si Jésus revenait dans ton ressort judiciaire, tu serais capable de le faire arrêter pour vagabondage ! » En fait, mon père n'était pas réactionnaire. Il restait fidèle aux idées radicales-socialistes de son père. Il demeurait marqué par l'héritage des luttes qui s'étaient déroulées au temps de l'Affaire Dreyfus. Avec la retenue de mise, selon lui, à un magistrat, il demeurait discrètement anticlérical et passablement méfiant vis-à-vis de l'armée. En 1936, il comprenait les grèves tout en condamnant les occupations d'usines comme contraires au droit. Il condamnait aussi la rébellion de Franco contre la République espagnole tout en se méfiant du *Frente popular.*

Ma mère avait des opinions bien différentes qu'elle évitait d'exprimer pour ne pas entrer en conflit avec son mari. Elle regrettait le temps où l'Église était toute-puissante, elle détestait la Révolution française et elle approuvait la « croisade » des franquistes contre les rouges.

Quand mes parents habitaient Bergerac, ma mère rendait fréquemment visite à une vieille dame royaliste qui habitait une belle maison dans le faubourg de La Madeleine. Elle m'entraînait avec elle et la vieille dame me donnait à lire tin livre rempli de gravures représentant les principaux dirigeants de la Révolution française que le texte dénonçait comme des monstres. Ils étaient tous là - Mirabeau, Marat, Danton, Robespierre et les autres -, boutonneux, pustuleux et grêlés de petite ou de grande vérole, hideux et puant la folie et le crime. Moi, je détestais la vieille noblaillonne et j'aimais ce qu'elle haïssait. J'avais huit à neuf ans, je ne comprenais pas bien les imprécations du texte, mais je sais aujourd'hui que mon amour des *grands ancêtres* date du jour où j'ai vu ces gravures.

F. G. - En somme, c'est à une royaliste que tu dois ta découverte de la Révolution ; ce qui confirme l'idée que nos pauvres intentions peuvent aboutir à des effets contraires.

P. F. - Bien sûr. Mais, c'est seulement quelques années plus tard que cet amour de la Révolution fera partie de ma vision politique du monde.

F. G. - Le cœur de la Révolution, c'était Paris. Ton amour de la Révolution ne t'éloignait-il pas de ton Périgord ?

P. F. - Mes sentiments par rapport au Périgord ont toujours été ambigus. À la fin de repas bien arrosés, j'avais l'habitude de proclamer qu'aucun autre département français que la Dordogne, c'est-à-dire le Périgord, n'avait compté autant de célébrités : Bertrand de Born, Montaigne, La Boétie, Brantôme, Fénelon, Maine de Biran, Talleyrand, Daumesnil, Bugeaud, Eugène Le Roy, Bloy, Sartre, pour ne citer que les plus connus. J'étais fier de cette énumération et agacé d'entendre d'autres Périgourdins en faire une manie chauvine.

En vérité, le Périgord que j'aime est un Périgord sublimé. Le Périgord réel de mon enfance et de mon adolescence, c'était, bien sûr, des femmes et des hommes infiniment estimables, comme il y en avait ailleurs. Mais c'étaient aussi des politiciens souvent ministres comme Yvon Delbos et

Georges Bonnet. Delbos, normalien et agrégé d'histoire, a été ministre des Affaires étrangères entre les deux guerres mondiales et a présidé à l'impuissance de la Petite Entente qui devait protéger l'Europe balkanique de l'expansion nazie. Bonnet a été lui aussi, un peu plus tard, ministre des Affaires étrangères. Il n'était pas présent à Munich, en septembre 1938, mais il avait conçu et préparé cet accord funeste. Il était l'un des artisans de la politique d'« apaisement » face à l'Allemagne hitlérienne. Ces deux députés de la Dordogne représentaient à mes yeux l'abaissement, la vassalisation de la France ainsi que l'impuissance du régime parlementaire devant la montée des périls. C'étaient des gens incapables de représenter un pays que j'aurais voulu grand, fort, puissant, fidèle à ses gloires historiques. Hitler n'a-t-il pas déclaré dans ses *Propos de table,* en évoquant l'entre-deux-guerres : « Je me suis trouvé devant des gouvernements de nains » ?

3. Lycéen studieux et chahuteur

FRANÇOIS GEORGE - Quel souvenir gardes-tu de tes années d'école primaire ?

PIERRE FOUGEYROLLAS - Je dois dire que je n'ai jamais fréquenté l'école primaire. J'ai été inscrit par mes parents dans les classes élémentaires du collège de Bergerac, puis du lycée de Bayonne avant d'entrer dans la sixième du lycée de Périgueux où j'ai fait toutes mes études jusqu'au bachot. De ces petites classes, je me souviens de très peu de chose. En neuvième, à Bergerac, à la sortie du collège, un dentiste est venu un jour m'admonester parce que j'avais frappé sa fille avec un sac à billes. C'était peut-être de ma part une manifestation maladroitement amoureuse. Et l'année suivante, à Bayonne, le censeur du lycée dit de moi d'un air navré à un surveillant : « Ce sera un second Lacouture. » Je suppose maintenant que ce Lacouture était un élève extrêmement indiscipliné.

En sixième, il y avait un professeur de français et de latin qui organisait sa classe un peu sur le modèle de la République romaine afin de stimuler notre ardeur au travail. Chaque banc de trois élèves était censé représenter une *gens* avec un classement des trois élèves selon les notes de la semaine, ce qui engendrait parmi nous une certaine « mobilité sociale » symbolique et probablement quelques jalousies ou conflits. En outre, les résultats des compositions trimestrielles déterminaient la désignation des *magistrats :* deux *censeurs,* deux *consuls, deux préteurs,* deux *questeurs* et deux *tribuns du peuple* dont les noms étaient affichés sur un grand tableau placé au-dessus de la tête du maître. Premier à une composition de latin, je devais figurer sur ce tableau comme *censeur,* mais je ne sais quelle mouche m'a piqué et j'ai refusé cet honneur en dénigrant devant le professeur sa ridicule république romaine. Il en fut péniblement affecté, car c'était un brave homme. Quant à moi, je terminai l'année dans la classe, mais sur un banc à part, hors de la république.

Au demeurant, j'avais pour le latin un intérêt d'autant plus passionné qu'au milieu des monuments romains de Périgueux, je m'identifiais non aux Gaulois vaincus dont on me disait qu'ils étaient mes ancêtres, mais aux Romains victorieux dont je pensais, à l'encontre de du Bellay, qu'ils étaient les *pères des armes et des lois.*

Souvent, j'allais passer le dimanche à Thiviers dans la maison de mes grands-parents maternels. Nous n'avions le téléphone ni à Périgueux ni à Thiviers, si bien que j'arrivais chez les Mouret par l'autocar sans les avoir prévenus. Pour le dîner, Marthe me cuisinait un morceau de confit de canard ou d'oie conservé dans la graisse. Il m'arrivait de protester et de lui dire : « Tu aurais pu m'acheter un bifteck ! » À quoi elle répondait non sans ironie : « Ce que tu dis là, un jour tu le regretteras. »

F. G. - J'imagine que tu n'as pas attendu notre entretien, ni nos déjeuners pour le regretter. Mais comment, l'eucharistie mise à part, t'es-tu situé par rapport à la religion catholique ?

P. F. - Jusqu'à l'âge de treize ou quatorze ans, je partageais la foi catholique de ma mère, bien que l'incroyance de mon père m'ait parfois posé quelques questions. Il avait néanmoins donné à ma mère l'autorisation de m'inscrire à un patronage où les adolescents pratiquaient des activités sportives et pendant les vacances scolaires le camping, le tout enrobé dans un halo d'éducation religieuse.

F. G. - Ne m'as-tu pas dit que tu avais rompu brutalement avec le catholicisme ?

P. F. - En réalité, j'ai effectivement pris congé de l'Église d'une manière assez pittoresque. Dans la grande salle du patronage dont je viens de te parler, il y avait, chaque semaine, la liste des films qu'il nous était interdit de voir. Après avoir violé une première fois cette consigne, j'estimais que les films interdits devaient être les plus attrayants et je me réglais ensuite sur l'affiche du patronage pour aller voir précisément ces films-là.

Repéré par des mouchards à l'entrée ou à la sortie des cinémas aux projections sulfureuses, je fus dénoncé à l'abbé responsable du patronage. Il me convoqua dans son bureau et me fit promettre de ne plus recommencer. Je m'y engageai avec l'intention de ne pas tenir cet engagement. Quand l'abbé comprit ma perfidie, il se rendit à la maison - ma mère le reçut dans le salon où elle me fit venir pour que je m'explique. Elle m'interpella d'une voix tout à fait inhabituelle : « Pierre ! Monsieur l'abbé me dit que, malgré ta promesse, tu es allé voir des films interdits. » Je l'interrompis en criant : « Est-ce qu'il t'a dit aussi qu'il couchait avec la mère Juneau qui dirige la chorale du patronage ? » Ma mère se leva et m'intima l'ordre de quitter le salon immédiatement. Ce que je fis et je crois bien que je quittai en même temps la Sainte Église catholique, apostolique et romaine.

F. G. - Tu as donc perdu la foi tout d'un coup ?

P. E - Évidemment, non ! Tout en accompagnant le dimanche ma mère à la messe et en fréquentant le patronage où elle m'avait envoyé, je subissais l'influence du monde extérieur. J'étais impressionné par les défilés du Front populaire avec leurs drapeaux rouges et leurs chants nouveaux pour moi : *L'Internationale, La Carmagnole* et d'autres encore. Il y avait là-dedans comme un souffle de liberté qui suscitait mon enthousiasme et qui, par comparaison, me faisait considérer la religion comme un étouffoir.

C'est seulement vingt ans plus tard que des amis protestants m'ont fait comprendre que mon ancienne foi n'avait pas été une foi adulte et que le christianisme n'était pas réductible au catholicisme sulpicien avec lequel j'avais rompu lors de ma puberté.

E G. - Alors, tu es devenu protestant ?

P. F. - Non, c'était trop tard. Et puis, en pensant aux guerres de Religion qui avaient été particulièrement atroces en Périgord, je me disais que, sur le plan de l'esprit, j'aurais en ce temps-là sans doute choisi le calvinisme, mais que, sur le plan de la vie, j'aurais préféré le catholicisme, moins puritain et plus indulgent pour les plaisirs de la chair. Durant mon long séjour en Afrique, la rencontre de l'islam et des religions traditionnelles m'a conduit à comprendre la religion comme matrice de la culture. J'ai continué à demeurer incroyant, mais j'ai reconnu que le catholicisme avait marqué ma culture personnelle comme celle de la majorité des Français pratiquants ou non-pratiquants, croyants ou incroyants. Pour d'autres c'était le protestantisme ou le judaïsme, pour d'autres encore l'islam ou le bouddhisme, etc.

E G. - Tu as dit que tu avais été un lycéen studieux et chahuteur, mais de quelle sorte de chahuts s'agissait-il ? Fais-moi ton portrait en jeune chahuteur, toi que je ne peux imaginer en chahuté.

P. F. - J'ai toujours préféré le chahut individuel, disons « la provocation », au chahut collectif. Je me souviens de notre professeur de physique et chimie et des travaux pratiques de chimie où sous sa houlette nous nous livrions à différentes manipulations à l'aide de tubes à essais qu'il fallait rembourser lorsque nous les cassions. C'est ce qui m'est arrivé une certaine fois - le professeur s'est approché de moi et m'a déclaré sur un ton de mécontentement : « Fougeyrollas, cinq sous pour le tube que vous avez cassé ! » Je lui tendis une pièce de dix sous. Il me dit : « Je n'ai pas de monnaie mais je garde vos dix sous pour la prochaine fois que vous casserez un tube. » D'un ton paisible, je lui répondis : « Qu'à cela ne tienne ! » Et, avant qu'il ait eu le temps de réagir, je m'emparai d'un tube à essais tout neuf et le brisai contre la paillasse. Bien entendu, j'ai payé d'un dimanche de retenue cette insolence, mais j'avais imprimé mon image sur mes camarades de classe. Il est vrai aussi que je ne rechignais pas à participer aux chahuts collectivement organisés. Ainsi, nous avions en troisième un professeur de lettres très cultivé mais passablement dénué d'autorité et en outre atteint d'une très forte myopie. La classe se trouvait au rez-de-chaussée et il est arrivé qu'une latte du plancher soit défaite. L'occasion faisant le larron, nous avons petit à petit défait toutes les lattes que nous avons entassées au fond de la salle sans que notre professeur Nimbus ne s'en aperçoive ou peut-être daigne s'en apercevoir. À la fin du trimestre, le proviseur et le censeur sont venus lire solennellement, comme ils le faisaient d'habitude, les notes des compositions. Stupeur ! Ils n'en croient pas leurs yeux. La salle n'a plus de plancher et les tables et les chaises des élèves sont posées sur la terre battue. Le proviseur se tourne vers notre maître : « Monsieur le professeur, comment se fait-il qu'il n'y ait plus de plancher dans votre salle de classe ? » Interloqué, celui-ci balbutie : « Excusez-moi, mais je n'en sais rien, Monsieur le proviseur. » Ce dernier hausse les épaules et accompagné du censeur se retire sans commentaires. Le dimanche suivant, c'est toute la classe qui a été consignée au lycée. Mais, comme le remarqua l'un d'entre nous : « on a bien rigolé ».

F. G. - Étiez-vous déjà des contestataires à la mode soixante-huitarde ?

P. E - Pas vraiment parce que nous ne mettions pas en cause l'institution ni le bien-fondé des enseignements et des punitions. C'était seulement tin jeu où nous cherchions les points faibles de nos professeurs. C'est ainsi qu'en seconde nous abusions de la faiblesse et du caractère timoré

d'un professeur de lettres qui était d'ailleurs en fin de carrière. Je ne sais quel jour de la semaine on voyait par la fenêtre de notre classe qui donnait sur la cour d'honneur du lycée un militaire portant un fusil-mitrailleur qui attendait les lycéens qui suivaient une préparation militaire. Certains d'entre nous sont arrivés à faire croire à ce vieux professeur que le militaire, qu'il pouvait voir lui aussi par la fenêtre, était un individu dangereux qui avait tenu des propos menaçants contre lui. Un jour où nous avons été particulièrement persuasifs, nous avons demandé au maître, pour le protéger, d'entrer dans un vieux placard désaffecté, donc vide, jusqu'à ce que le « dangereux militaire » soit parti. Et il l'a fait. L'affaire, racontée dans plusieurs familles de lycéens, est finalement remontée aux oreilles du proviseur qui punit, pas tout à fait au hasard, divers suspects.

Ces coups pendables n'étaient quand même pas l'essentiel de ma vie d'adolescent. Il y avait aussi la vie de famille qui se déroulait entre tin père sévère, mais aimant avec discrétion, et une mère toute en indulgence. Ainsi, j'avais un grand appétit bi- ou triquotidien, alors que mon père, lui, laissait toujours quelque chose dans son assiette. Certains soirs, à la fin du dîner, ma mère, toujours inquiète, me disait : « Pierre, as-tu encore faim ? Veux-tu un œuf ? » l'occasion étant trop bonne, j'acquiesçais. Et mon père criait : « Mais qu'il bouffe, qu'il bouffe et qu'il en crève, ce cochon ! » Sur quoi, il m'envoyait terminer ou compléter mon repas à la cuisine avec les bonnes, l'ancienne qui avait déjà été au service de mes grands-parents et la jeune qui avait succédé à Joséphine. Dois-je ajouter que je n'ai jamais pris à la lettre les vociférations de mon père et que je ne les ai jamais ressenties comme une menace ?

Au-delà du foyer, il y avait la vie publique. Depuis 1936, les événements se précipitaient. En 1937, en vacances à Hendaye, j'entendis tonner le canon de l'autre côté de la frontière : c'était la bataille d'Irun finalement gagnée, non sans difficultés, par les franquistes. Les actualités cinématographiques nous montraient chaque semaine des scènes de guerre et les grandes parades de Nuremberg et de Moscou. Nous étions la première génération à voir en direct, ou presque, l'histoire en train de se faire. Du coup, les images des cabinets ministériels constitués à Paris et à Londres donnaient une impression de faiblesse, voire d'impuissance face aux démonstrations en uniformes d'Allemagne, d'URSS et même d'Italie.

En classe de première, notre chance fut d'avoir un professeur plein de compétence et d'autorité qui nous faisait traduire les discours de Démosthène dénonçant la progression politique et militaire de Philippe, ce roi de Macédoine qui menaçait la cité athénienne. Notre maître avait trop de conscience professionnelle pour politiser ses cours. Mais nous n'avions aucun mal à voir dans l'Athènes menacée par Philippe la France menacée par Hitler, et dans les cités grecques successivement occupées par l'armée macédonienne, la Rhénanie, l'Autriche et la Tchécoslovaquie. Nous n'avions pas besoin d'aller à la politique, c'est elle qui venait à nous sous la forme de ce que l'on a appelé « la montée des périls ».

F. G. - Cela se traduisait-il par des bagarres comme au Quartier latin de l'époque ?

P. E - Non, les affrontements restaient verbaux et les engagements sérieux n'auront lieu qu'après la défaite. Même la déclaration de guerre en septembre 1939 n'avait pas changé grand-chose dans notre vie quotidienne si ce n'est que des Alsaciens avaient été évacués en

Périgord et que dans notre classe de philosophie nous avions des condisciples strasbourgeois.

Notre professeur de philosophie n'était pas loin de la retraite, il professait curieusement une vive admiration pour Bergson en métaphysique et, d'une manière plus discrète, pour Maurras en philosophie politique. Périodiquement, l'un d'entre nous lui demandait : « Maître, quels sont les grands philosophes actuellement vivants ? » Incroyablement vaniteux et imperméable au ridicule, il répondait : « Eh bien, je vois Monsieur Bergson qui enseigne au Collège de France et, mon Dieu, moi-même. » À ce moment-là, la classe se levait comme un seul homme et l'on criait : « Vive le Grand Maître ! Le Grand Maître au pouvoir ! »

En cette saison dite de « la Drôle de guerre », je faisais partie d'une association littéraire de lycéens de première et de terminale qui s'appelait « Le Cercle Baudelaire ». En réaction contre le Grand Maître, j'étais devenu un lecteur et un admirateur de Nietzsche. Je décidai donc de prononcer une conférence sur Nietzsche devant la trentaine d'adhérents du club. Mais cette association était officiellement déclarée et ses réunions se tenaient dans l'arrière-salle d'un café. Je fus donc obligé de soumettre le texte de la conférence à un censeur militaire qui avait le grade d'adjudant et dont le bureau se trouvait dans les sous-sols du palais de justice. Quand je revins chercher le texte en question, l'adjudant me dit : « Savez-vous que Nietzsche vient d'être annexé par Ribbentrop ? » Je lui répondis : « Mais, Monsieur l'adjudant, Nietzsche n'est pas un territoire, c'est un penseur. » Le censeur me jeta presque mon texte à la figure muni de l'autorisation que rien ne lui permettait de me refuser.

Ce qui me séduisait dans Nietzsche comme dans Baudelaire, c'étaient les accents antichrétiens et un certain refus de la médiocrité. J'ai appris depuis ces temps lointains que Baudelaire n'était pas aussi antichrétien que je le croyais. Et Nietzsche m'a intéressé à d'autres titres, principalement comme annonciateur d'une pensée que j'appelle « post philosophique ».

F. G. - Cette période, encore aujourd'hui méconnue, obscure, de la « Drôle de guerre », n'a-t-elle été pour toi qu'intellectuelle ou politique ?

P. E - Non bien sûr. Ce fut aussi ou surtout pour moi le début des amours véritables. Mais nous avons décidé, toi et moi, de laisser de côté cet aspect de ma vie, autrement dit ma vie privée.

F. G. - Soit !

P. E - Bien sûr, nous ne pouvions pas imaginer, au début de 1940, que la France serait écrasée en un mois par la Wehrmacht. Nous avions perdu confiance dans les déclarations des chefs de ce que l'on appelait « les démocraties parlementaires ». Et l'Amérique était si loin ! Mais nos professeurs d'histoire ne nous avaient-ils pas enseigné que la France avait la première armée du monde ? Les hommes d'âge mûr étaient mobilisés, mais aucun combat meurtrier n'avait lieu sur la ligne de front, et les adolescents que nous étions encore ou les jeunes gens que nous étions déjà devenus, nous pouvions nous occuper des jeunes filles et des femmes restées à l'arrière en toute liberté et sans aucun sentiment de culpabilité. Curieuse période d'attente d'on ne savait quoi et d'ambiguïté des sentiments. C'était l'état de guerre mais il n'y avait pas de combats, sauf

quelques escarmouches dans la forêt de la Warndt. Dans la presse et à la radio, il n'était pas question du régime hitlérien, comme si l'on voulait ménager le Führer pour une paix de compromis. En revanche, on dénonçait avec violence l'URSS, agresseur de la « petite Finlande ». Et l'on nous annonçait que le général Weygand, commandant des forces françaises du Proche-Orient, se préparait à attaquer Bakou et à détruire les approvisionnements en pétrole de l'Armée rouge.

Moi, je rêvais d'un monde différent en lisant Gide, Montherlant et Giono et en découvrant le sentiment de la nature *(Naturgefühl)* dans les poèmes de Goethe. Mes attaches paysannes remontaient à mes arrière-grands-parents, de telle sorte que je ne savais pas distinguer les arbres et, plus généralement, les végétaux les uns des autres, à la différence de mon ami Pierre Lachaud, qui dès notre rencontre en sixième m'avait impressionné par ses connaissances en la matière et dans d'autres domaines. La nature, c'était seulement, pour moi, un décor sur lequel ma subjectivité pouvait se déployer, annonce du sens cosmique que l'Afrique devait ultérieurement m'apporter. Telle a été pour les jeunes de ma génération qui n'étaient pas encore mobilisables, ce Noël 1939 et ce Nouvel An 1940 qui m'apparaissent aujourd'hui comme la fin d'une époque historique, comme la fin d'un monde auquel je n'étais pas sentimentalement attaché.

4. L'effondrement

FRANÇOIS GEORGE - Tout cela, je le comprends assez bien. Mais la défaite de 1940, comment l'as-tu vécue ?

PIERRE FOUGEYROLLAS - Je l'ai vécue comme une catastrophe nationale, comme un effondrement collectif. En moins de deux mois, la France envahie jusqu'aux Pyrénées, les Allemands à Angoulême et à Bordeaux et cette armée française dont on nous enseignait qu'elle était la première du monde, en train de subir la plus effroyable raclée de son histoire ! De surcroît, c'étaient les généraux et les amiraux vaincus qui établissaient à Vichy, sous l'égide du vieux Pétain sorti de la naphtaline, tin régime de leur façon.

Ni moi ni la plupart de mes camarades de classe, nous ne regrettions le régime parlementaire de la IIIe République qui s'était révélé incapable de protéger le pays de l'invasion et de la défaite. Mais la voix chevrotante de Pétain qui nous disait que nous étions vaincus nous paraissait ajouter une nouvelle faiblesse à la faiblesse antérieure. Aucun d'entre nous n'avait entendu l'appel lancé à la radio anglaise par de Gaulle et il faudrait attendre encore plus d'une année pour que sonne l'heure des engagements.

Dans les églises que je ne fréquentais plus, des prêtres montaient en chaire et déclaraient que nous avions été battus à cause de nos péchés et de notre impiété. Les autorités de Vichy organisaient dans la zone non occupée des cérémonies pitoyables en l'honneur de Vercingétorix et de Jeanne d'Arc. À la fin de la tragique année 1940, des flammes avaient été transportées des divers points de la Pétainie vers Vichy ou vers Clermont-Ferrand, et, l'année suivante, c'est de la terre qu'on avait véhiculée suivant les mêmes trajets. Mon père me dit à cette occasion : « Tu verras, la prochaine fois, ils transporteront de la merde ! »

Malheureusement, il n'a pas pu le voir parce qu'il fut emporté entre-temps par le cancer dont il souffrait depuis 1939.

F. G. - En somme, tu as immédiatement rejeté Vichy.

P. F. - Oui, parce que ce régime, qui prétendait jouer un double jeu et dont on sait qu'il s'est de plus en plus asservi à l'Occupant, donnait le spectacle permanent et ridicule de son abjection. Walter Benjamin a déclaré avec pertinence que les nazis avaient fait de la politique un spectacle artistique. Les parades de Nuremberg étaient terrifiantes mais esthétiquement fascinantes. Les défilés du régime de Vichy étaient moins terrifiants, et beaucoup plus grotesques.

Au-delà de ces démonstrations, nous avons appris que notre professeur de première, Marius Lévy, était exclu de l'enseignement public en tant que juif. Un groupe de ses anciens élèves dont je faisais partie s'est rendu chez lui pour lui dire son indignation et sa solidarité (toute symbolique hélas !).

F. G. - Est-ce que la défaite a eu des conséquences sur ta vie personnelle ?

P. F. - Oui. Je devais initialement, avec l'accord de mes parents, suivre après le bachot les cours d'une khâgne à Paris. La ligne de démarcation établie par l'armistice séparait Périgueux non seulement de Paris, mais aussi de Bordeaux. Mon père parvint alors à m'inscrire dans la khâgne du lycée de garçons de Toulouse où je me rendis effectivement à la fin d'octobre 1940.

Au mois d'août précédent, j'étais encore en vacances à Périgueux et par un après-midi au ciel plombé et à la chaleur étouffante je marchais en longeant les murs de la vieille caserne d'artillerie du faubourg Saint-Georges. Soudain une Mercedes grise me dépasse et s'arrête devant l'entrée de la caserne. Deux officiers allemands en descendent et pénètrent dans l'édifice. Je ne les vois qu'un instant, mais je suis bouleversé en apercevant les uniformes feldgrau, les croix gammées sur la veste et sur la casquette. Une bouffée de haine m'envahit. Pour la première fois, j'éprouve le désir de tuer. Étant donné que nous sommes dans la zone dite « non occupée », ces deux officiers sont probablement membres d'une commission d'armistice et *ce* sont plutôt des bureaucrates que des conquérants. N'empêche ! La perception de leur uniforme a transformé notre désastre national en une humiliation et un ressentiment personnel. Au fond de mes tripes, je viens d'éprouver mon appartenance à la nation française. Bien entendu, mes parents et mes maîtres m'avaient enseigné cette appartenance. Mais c'était comme l'air que l'on respire, cela ne demandait pas une proclamation personnelle. Face à la réalité perceptible de la défaite et de l'occupation étrangère, la Patrie n'était plus un vieux mot du discours politicien ; elle devenait le bien le plus cher, le bien perdu qu'il s'agissait de reconquérir.

F. G. - Tu vas donc t'engager dans la Résistance ?

P. F. - Pas tout de suite, car je n'ai pas de contact avec des gens participant à des mouvements de résistance ou capables de me faire passer en Angleterre.

F. G. - En 40, ils sont encore rarissimes.

P. E - Oui. Et puis il y a les propos déprimants des pessimistes et des attentistes de tout bord : « Avec quoi voulez-vous combattre les Allemands : avec des lance-pierres ? » Enfin, il y a la vie quotidienne avec ses soucis qui ne font pas oublier la détresse du pays mais qui exigent des réponses individuelles ou familiales à hauteur d'homme, si l'on peut dire. Ainsi, moi, je me prépare à intégrer ce lycée de Toulouse que je ne connais pas, dans une ville où je ne suis jamais allé.

J'ai dix-sept ans et je n'ai jamais été interne ni même demi-pensionnaire. Or, le lycée de Toulouse exige que ses khâgneux dont les parents n'habitent pas Toulouse soient pensionnaires. Quelle aventure pour moi !

F. G. - Est-ce que tu l'as bien supporté ?

P. F. - Finalement assez mal. Mais n'anticipons pas. Les internes portaient tous ou presque tous une blouse. Or, ma mère qui ne le savait pas, n'en avait pas mis dans mon paquetage. Je me promenais donc dans les cours du lycée vêtu d'un manteau et portant de surcroît un chapeau mou, comme j'en avais eu l'habitude à Périgueux. Passant un jour à proximité de la loge du concierge, je m'aperçus qu'il me saluait. Il avait dû me prendre non pas pour un élève, mais pour un pion. Tirant la leçon de cette situation inattendue, je sortais du lycée pour sécher certains cours que je jugeais ennuyeux en saluant d'un coup de chapeau le concierge qui ne manquait pas de me rendre mon salut.

F. G. - Quels étaient ces cours inintéressants ?

P. E - J'ai dit ennuyeux plutôt qu'inintéressants. Je pense à ceux d'un professeur de latin passionné de César et tout particulièrement de *La Guerre des Gaules* qui nous parlait interminablement du siège d'Alésia et qui s'interrogeait avec gravité sur la profondeur et la largeur des fossés creusés par les légions romaines. Je pense aussi à un professeur d'histoire qui se perdait dans les détails de la Question d'Orient au XIXe siècle.

F. G. - Tu me parais bien sévère pour ces professeurs toulousains.

P. F. - Comprends-moi bien. J'ai caricaturé leurs douces manies, mais, chez les deux dont je viens de parler, il y avait pas mal de choses à prendre et à apprendre.

En outre, nous avions un professeur de français passionnant qui nous faisait découvrir la pensée janséniste derrière chaque vers de la *Phèdre* de Racine. Je l'entends encore déclamer sa fin tragique :

Et la mort à mes yeux dérobant la clarté

Rend au jour qu'ils souillaient toute sa pureté.

Cet homme dont j'ai oublié le nom (quelle ingratitude !) nous a montré des liens que je ne connaissais pas encore entre le théâtre classique français et les courants religieux de la France de Louis XIII et de Louis XIV. Il nous enseignait aussi le grec en mettant l'accent sur le paganisme de la tragédie attique. Sans abuser du comparatisme, il nous montrait les ressemblances et les dissemblances entre le théâtre antique et le théâtre moderne classique. De plus, il était assez visible qu'il préférait Euripide à Sophocle et Racine à Corneille. Mais qu'importent les préférences de l'enseignant s'il les reconnaît et si sa capacité d'informer et d'éclairer n'en est pas affaiblie !

F. G. - **Tu prêches pour ta paroisse ?**

P. F. - Si tu veux bien, nous parlerons de ça plus tard. Dans la khâgne toulousaine, je ne suis pas un enseignant et je n'imagine pas pour moi un avenir d'enseignant. J'en reviens donc à mes maîtres d'antan. Et je n'oublie pas notre professeur d'allemand qui, comme cela arrive assez souvent, était un fervent mélomane envoûté par Schubert, Schumann et autres auteurs de *Lieder.*

En cette horrible année de débâcle et de défaite, il avait le mérite de nous faire aimer une autre Allemagne que celle dont nous subissions le joug. Il nous parlait notamment de la résistance des Prussiens à la conquête et à l'occupation de leur pays par les armées napoléoniennes. Il nous faisait traduire et il commentait pour nous des passages du *Prince de Hornbourg* qui se terminait par le cri : « Dans la poussière, tous les ennemis du Brandebourg ! » - cri applaudi à tout rompre par le public du Berlin de l'hégémonie napoléonienne, y compris par les officiers français présents dans la salle et souvent ignorants de la langue allemande.

Cependant, le véritable choc qui se produisit, du moins pour moi, dans cette khâgne provint de notre professeur de philosophie, Georges Canguilhem. Il faut dire que j'avais quitté Périgueux dans l'intention de faire des études littéraires, non pour enseigner mais pour devenir un grand reporter voyageant de par le monde. Or après avoir écouté Canguilhem pendant seulement une heure, j'avais changé de projet et décidé de me consacrer à la philosophie.

F. G. - On dirait la conversion de saint Paul sur le chemin de Damas, pour ne parler ni de Pascal ni de Claudel.

P. F. - Soyons modestes. Il ne s'agit pas, dans mon cas, d'un persécuteur prenant le parti des persécutés sous une mystérieuse contrainte spirituelle. Il s'agit, sous l'influence d'un enseignant exceptionnel, d'une brusque réorientation de mon programme d'études et aussi de ma hiérarchie de valeurs. En effet, quand j'étais au lycée de Périgueux je mettais les lettres (la poésie, le roman, le théâtre, etc.) au-dessus de tout. Par ailleurs, la philosophie, que je connaissais mal et que mon professeur de terminale ne m'avait guère aidé à aimer, me paraissait trop abstraite et trop loin de la vie.

F. G. - Est-ce que Canguilhem t'a présenté l'image d'une philosophie plus proche des problèmes de la vie, des questions concrètes, ce qui fit peu après le succès de l'existentialisme ?

P. F. - Pas le moins du monde.

F. G. - Alors, de quoi s'agissait-il ?

P. E - Je vais essayer de retrouver l'atmosphère de son enseignement. Il avait un parler singulier. On aurait dit qu'il était en train de découvrir sa pensée en l'exprimant non sans effort ou, du moins, avec une apparence d'effort. C'était le contraire de l'art oratoire du prédicateur, de l'avocat, de l'homme politique ou, tout simplement, des autres professeurs. Je n'avais jamais entendu personne parler comme ça. Pour moi, c'était absolument fascinant.

E G. - En somme, ton Canguilhem avait une parole envoûtante.

P. E - Oui et non. Car je me sentais peut-être envoûté, mais pas du tout au point d'en perdre la raison. Au contraire, il me semblait qu'en parlant le maître m'invitait et m'incitait à penser

par moi-même. Il y avait une sorte de socratisme dans sa façon d'enseigner, comme s'il se défendait précisément d'enseigner.

F. G. - Canguilhem avait été un élève d'Alain et c'est probablement de lui qu'il tenait ce que tu appelles son socratisme.

P. E - Je le pense aussi, mais Canguilhem, quand je l'ai connu, avait rompu avec Alain dont il n'avait plus accepté, face au danger hitlérien, les thèses pacifistes.

F. G. - Au cours de cette heure qui a changé ton orientation intellectuelle et en un sens ta vie même, de quoi parlait Canguilhem ?

P. F. - Il commençait une série de leçons sur la notion de renversement copernicien à travers l'histoire de la philosophie. On sait que, de même que Copernic avait supposé que ce n'était pas le Soleil qui tournait autour de la Terre, mais la Terre qui tournait autour du Soleil, Kant avait supposé que, dans la connaissance humaine, ce n'était pas le sujet qui se réglait sur l'objet mais que c'était, au contraire, l'objet qui se réglait sur le sujet. À partir de ces illustres exemples, Canguilhem repensait devant nous le devenir de la philosophie. Platon n'avait-il pas renversé le rapport communément admis entre le monde sensible et le monde intelligible ? Aristote n'avait-il pas, à son tour, inversé le rapport admis par Platon entre chaque réalité et l'essence de cette réalité ? Et ainsi de suite de l'Antiquité jusqu'à Bergson qui avait renversé la relation entre la quantité et la qualité.

E G. - Je comprends ton exaltation. Mais as-tu eu l'occasion de dire à Canguilhem qu'il t'avait en une heure converti à la philosophie ?

P. F. - Oui, après la Libération. Mais il a refusé de me croire ou a feint de ne pas me croire.

F. G. - Comment expliques-tu *ce* **refus de paternité ?**
P. F. - Peut-être n'avions-nous pas d'atomes crochus.

F. G. — Vous étiez occitans l'un et l'autre.

P. F. — En 1940, on parlait moins d'Occitanie qu'on ne le fera après 1968. Pour moi, cela n'avait aucun sens et je ne sais pas ce qu'en pensait alors Canguilhem. Il me semble d'ailleurs que les Occitans n'ont pas une personnalité de base unique. Il y a notamment des Occitans extravertis qui ont été dépeints dans la littérature comme des personnages de Gascons : le d'Artagnan de Dumas, le capitaine Fracasse de Gautier, le Cyrano de Rostand. Bien que le Périgord ne soit pas la Gascogne, je me sens assez proche de ces bretteurs bavards et intempérants, au demeurant joyeux drilles. Je n'oublie pas mon envie de parler que mon père réprimait pendant nos repas quotidiens et mon accent méridional qui était également réprimé par ma famille. Bref, il y a une exubérance occitane qui a toujours été mienne.

Canguilhem, qui venait de Castelnaudary, c'était tout autre chose. Il semblait ne s'exprimer que dans la mesure où c'était indispensable, je dirais même nécessaire. Sa parole était rigoureuse parce que sa pensée était la rigueur même. Quand il faisait son cours, il n'élevait pas la voix et ne changeait jamais de ton. À certains moments, ses lèvres esquissaient une sorte de rictus qui semblait traduire une certaine difficulté d'aboutir à l'idée qu'il exprimait et aussi une invitation à relativiser la portée de cette idée.

Marqué par l'introversion, Canguilhem me fait penser à ces prêtres cathares qui ont été tout le contraire des d'Artagnan, des Fracasse et des Cyrano parce que son obsession de la rigueur rejoignait à travers les siècles l'exigence cathare de pureté absolue.

Voilà les oppositions de caractères qui expliquent peut-être que le courant ne soit pas passé entre celui qui avait déclenché ma vocation philosophique et moi-même. Canguilhem n'a pas terminé l'année 1940-1941 avec nous, car il a été appelé dans une autre ville à d'autres fonctions et je ne le retrouverai qu'après la Libération.

Pour Noël 1940,5e reviens en vacances à Périgueux. Arrivé de bon matin, je vais chercher vers midi mon père au palais de justice. Dans la salle des pas perdus, je rencontre un avocat qui me demande de mes nouvelles et veut savoir comment je vis mes débuts hors du nid familial. Passant du coq à l'âne, il dit, comme s'il se parlait à lui-même : « Je me demande ce que le Maréchal attend pour prendre des mesures plus sévères contre les Juifs. » Interloqué, je lui demande pourquoi il souhaite de telles mesures. Il me regarde avec une certaine hauteur et me dit : « Jeune homme, apprenez que les juifs sont plus intelligents que nous et que nous devons nous protéger. » Furieux d'entendre de tels propos, je lui réplique : « Que la plupart des juifs soient plus intelligents que vous, maître, j'en suis tout à fait convaincu, mais comme je ne souffre pas personnellement de ce complexe, je ne suis pas d'accord avec vous. »

Il se mit à crier en affirmant que je l'avais traité d'imbécile. Mon père sortit alors de son cabinet, témoigna d'un certain étonnement de me voir aux prises avec l'avocat et lui demanda des explications. L'avocat lui dit que je l'avais insulté. Mon père me regarda d'un air réprobateur et poursuivit ses interrogations : « Et pourquoi mon fils vous a-t-il insulté ? » L'autre reconnut sans peine la vérité : « parce que j'ai dit à ce jeune homme inexpérimenté que les juifs étaient plus intelligents que nous et que nous devions prendre des mesures contre eux ». Mon père mit un terme à cet entretien grinçant en disant : « Maître, je suis souvent en désaccord avec mon fils. Mais, cette fois-ci, je suis d'accord avec lui et je le félicite d'avoir répliqué à vos propos inadmissibles. »

Et, pour la première fois, nous sommes rentrés à la maison, père et fils, avec un sentiment de satisfaction et d'amitié. Sous l'étouffoir de Vichy, ma révolte d'adolescent, qui n'avait d'ailleurs pas été bien violente, était dépassée et, sans besoin de grands discours, nous nous sentions, mon père et moi, à l'unisson.

Ma réaction aux propos de l'avocat était toute morale et dictée par un refus de l'injustice, car je n'avais auparavant fréquenté aucun Juif à l'exception de notre professeur de lettres de première qui se réclamait d'une tradition laïque et, à certains égards, antireligieuse. Cela devait changer au cours de mes nouveaux séjours à Périgueux à l'occasion des vacances scolaires, car, parmi les réfugiés qui avaient fui l'avance allemande, un certain nombre de juifs, le plus souvent d'origine étrangère, s'étaient arrêtés dans la ville ou dans les campagnes environnantes.

Je fis d'abord la connaissance d'un Juif berlinois, chimiste de son état avec qui j'avais plaisir à perfectionner l'allemand appris au lycée. Je le questionnais, un jour, sur le débat entre Bernstein qui, en 1900, voulait « réviser » le marxisme, et Kautsky, le défenseur de

l'orthodoxie marxiste. Rencontrer au fond de la province française un étudiant ayant eu vent de cette vieille affaire lui mit les larmes aux yeux.

Nous prîmes l'habitude de nous rencontrer assez souvent, le vieux chimiste et moi. Je lui parlais de mes grands-pères et de la tradition radicale de ma famille remontant à l'affaire Dreyfus et il me parlait de Guillaume II, de la Grande Guerre qu'il avait faite sur le front russe, de la République de Weimar et aussi, bien sûr, du rôle des Juifs en Allemagne sur le thème « grandeur et décadence ». Quand nous étions fatigués d'arpenter du nord au sud et vice-versa les boulevards de Périgueux, nous entrions dans un café moins pour boire que pour jouer aux échecs où le réfugié de Berlin était beaucoup plus fort que moi et devenait un maître qui me faisait faire pas mal de progrès.

F. G. - Un homme comme lui n'était-il pas inquiété par la police de Vichy ?

P. E - Pas encore en 1941, du moins en ce qui le concernait. C'était un retraité qui n'était en compétition de travail avec personne et dont les papiers étaient probablement en règle.

Ces réfugiés tuaient le temps en jouant dans l'après-midi aux échecs ou au bridge et donnaient aux cafés pétrocoriens une atmosphère nouvelle et inattendue. C'est seulement bien après la fin de la guerre que je découvrirai quelque chose d'assez semblable à Vienne dans les petits cafés de la célèbre Dorotheergasse.

F. G. - La fréquentation de ces Juifs étrangers a élargi ton horizon de jeune Périgourdin.

P. F. - Incontestablement. D'autant plus qu'outre le chimiste allemand dont je viens de parler, j'ai fait ensuite la connaissance de jeunes Juifs strasbourgeois d'origine polonaise qui avaient été transportés en Dordogne dès septembre **1939.** Avec eux et leurs parents, au cours d'interminables conversations j'ai découvert non seulement divers aspects de l'Alsace mais encore l'histoire récente de la Pologne, de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie et plus généralement de l'Europe centrale et orientale.

Ces conversations s'accompagnant de contacts affectueux m'ont enrichi d'une connaissance que les livres ne m'auraient sûrement pas donnée. Avant d'effectuer après la Deuxième Guerre mondiale mes « pèlerinages » d'intellectuel à Vienne, à Prague et à Budapest, j'avais acquis une connaissance, pour ainsi dire charnelle, de ce triangle impérial fabuleux.

E G. - En somme, tu es devenu culturellement européen malgré la domination, à ce moment-là, du III' Reich sur l'Europe et grâce à des fugitifs qui n'avaient guère de raisons de porter l'Europe de l'heure dans leur cœur.

P. F. - Bien entendu, il s'agissait d'une Europe purement culturelle qui était à la fois une nostalgie du temps de paix et l'espoir d'un avenir radicalement différent du cruel présent. En ce qui me concerne, je me sentais plus proche des exilés de l'Est que de mes compatriotes périgourdins demeurés souvent captifs d'une existence étriquée. J'avais naguère aspiré à sortir de la Dordogne pour parcourir librement le vaste monde. En attendant de réaliser cette aspiration, je lui donnais une réponse dans l'imaginaire. Comme me le disait une amie polonaise : *Einbildung ist auch eine Bildung.* (L'imagination est aussi une éducation.)

Au cours de mes va-et-vient entre Périgueux et Toulouse, j'avais l'occasion de parler politique avec des gens assez divers. Je constatais que Pétain était en train de perdre une partie de son prestige, ce qui était peut-être un effet à terme de son entrevue avec Hitler à Montoire. Puis il y avait la radio anglaise qui était de plus en plus écoutée et les restrictions alimentaires résultant du pillage accompli systématiquement par les occupants. Pourtant, en dépit de l'optimisme vital de la jeunesse, nous étions loin d'apercevoir encore le bout du tunnel.

F. G. - Et de Gaulle, tu n'en parles pas. Pourquoi ?

P. F. – Je dois avouer que durant l'année universitaire 1940-1941 de Gaulle m'était peu perceptible. Je savais qu'il existait un général français qui avait été membre du gouvernement de Paul Reynaud en 1940 et qui appelait de Londres à continuer la lutte. Comme beaucoup j'étais hostile au Reich hitlérien et comme de plus en plus d'individus je détestais le régime de Vichy et son hypocrisie. Je constatais néanmoins que les États-Unis et l'URSS ne participaient pas à la guerre et je me demandais si l'Angleterre pourrait un jour renverser la situation.

C'est sur ces entrefaites que le 22 juin la radio nous apprit que depuis quelques heures les forces armées du Reich et de ses alliés hongrois et roumain avaient envahi le territoire de l'URSS. Hitler venait de lancer l'opération *Barbarossa* dans le but d'en finir avec l'Union soviétique et avec le communisme.

Je me souviens très bien de cette belle journée estivale et du ciel parfaitement clair de Périgueux. Je peux dire sans exagération que beaucoup de gens avaient conscience de l'importance de l'événement. La plupart d'entre eux manifestaient leur contentement, non qu'ils aient de la sympathie pour l'URSS, Staline et le communisme, mais parce qu'ils comprenaient que Hitler s'était mis une grosse affaire sur les bras et que l'Angleterre ne serait désormais plus seule contre l'Allemagne hitlérienne.

Mes amis réfugiés éprouvaient l'événement à l'unisson des Périgourdins, mais ils avaient une plus grande connaissance des choses de l'Est. Fun d'eux, sexagénaire, me dit : « La Wehrmacht prendra sûrement Kiev et l'Ukraine. Elle prendra peut-être Leningrad, mais ne prendra pas Moscou. » Ce qui s'est vérifié, à cette exception près que le siège de Leningrad a finalement échoué. En ce qui me concerne, cette extension de la guerre a sûrement précipité mon engagement. Avec l'URSS, il me semblait qu'une possibilité sérieuse de vaincre Hitler existait désormais. Jules Romains avait intitulé l'un des tomes des *Hommes de bonne volonté : «* Cette grande lueur à Pest ». Pour moi, il s'agissait moins de la révolution d'Octobre et de ses suites, dont j'étais alors passablement ignorant, que de la puissance supposée de l'Union soviétique et de sa capacité également supposée de vaincre Hitler. Mais, en même temps, il y avait en moi un refus de la société française d'avant-guerre et encore plus de Vichy avec ses inégalités et son hypocrisie. *Liberté, égalité, fraternité,* ça n'avait pas été vrai. *Travail, famille, patrie,* c'était encore moins vrai.

F. G. – Tu avais donc un double rejet.

P. E - C'est en fait assez simple. Je pensais qu'il fallait « bouter » les Allemands hors de France, ce qui est, me semble-t-il, élémentaire. En plus, je pensais qu'il fallait profiter des

circonstances pour libérer la société de la domination d'une minorité de privilégiés économiques tout-puissants. Bref, dans une vision quelque peu romantique, je souhaitais inséparablement la libération nationale et la révolution sociale. C'est comme ça que je crois comprendre aujourd'hui que je sois entré, en 1942, non chez les gaullistes, mais chez les communistes. Peut-être faudrait-il dire que mes motivations d'engagement appartenaient non pas au marxisme, dont j'étais assez largement ignorant à l'époque, mais à ce que l'on a par la suite nommé, à propos de Tito et des partisans yougoslaves, le *national-communisme.*

5. L'engagement

PIERRE FOUGEYROLLAS - En 1941, j'ai quitté la khâgne pour rejoindre l'Université. Quelques mois de cette khâgne m'avaient permis d'obtenir aisément le certificat d'études littéraires classiques qui devait être ultérieurement rebaptisé « propédeutique », de telle sorte qu'en octobre 1941, je me suis inscrit à deux des quatre certificats de la licence de philosophie et, pour faire plaisir à mon père, en première année de droit.

Peu de temps après cette rentrée - je n'appartenais pas encore à une organisation de Résistance - je me suis livré à un acte qualifiable de « patriotique. » Cela se passait dans le cours d'histoire du droit. Le professeur, fier de son esprit comparatiste, exposait gravement : « De même que les anciens Romains sont passés, sous la direction de leurs généraux vainqueurs *(imperatores),* de la république au régime du principat que nous appelons impérial, de même nous venons de passer de la HÉ République à l'État français, c'est-à-dire au régime du Maréchal vainqueur. » Devant une telle ignominie, mon sang ne fit qu'un tour, je me suis levé et j'ai hurlé : « Régime du Maréchal vaincu et des généraux vaincus. » À son tour, le professeur offensé se mit à crier : « Appariteur, prenez la carte d'étudiant de ce monsieur. » Je filai alors vers le haut de l'amphi pour gagner la sortie tandis que les étudiants s'écartaient pour me laisser passer et que l'appariteur se dirigeait vers moi sans hâte ni zèles excessifs.

Peu avant Noël 1941, un étudiant qui m'avait repéré et que je croisais parfois dans l'un de ces restaurants universitaires « spécialisés » dans les rutabagas et autres nourritures non nourrissantes me dit avec un clin d'œil complice : « Je sais par des renseignements confidentiels que les Allemands ont été obligés de faire retraite devant Moscou. » Première bouffée d'oxygène reçue dans l'air vicié de la Pétainie.

Au cours du premier trimestre 1942, quelqu'un que des affiches présentaient comme tin professeur d'une célèbre Université d'Allemagne entreprit de prononcer dans la grande salle du Capitole une conférence sur l'amitié franco-allemande et les bienfaits de la « collaboration ». En fait, ce fut le plus beau chahut de ma vie et de celle de beaucoup d'autres.

Spontanément, un grand nombre d'étudiants se sont dirigés, au jour dit et à l'heure dite, vers la place du Capitole. J'appris ensuite que les organisations de la Résistance avaient largement contribué à cette mobilisation. Présenté par je ne sais quel notable vichyste, le conférencier n'eut guère le temps de prouver ses talents oratoires. Munis de sifflets à roulette et armés de

poudre à éternuer et de boules puantes, nous avons transformé cette manifestation « culturelle » en un épouvantable charivari.

Par moments, nous faisions silence pour tenter de mesurer l'impact du chahut sur l'indésirable invité. Il demanda d'abord le silence au nom de la courtoisie universitaire. Le chahut recommençant de plus belle, il tint ensuite des propos menaçants qui provoquèrent de notre part de tels hurlements que rien n'était plus audible dans cette magnifique salle qui avait été et qui devait plus tard redevenir un temple du bel canto.

FRANÇOIS GEORGE - **Comment cette affaire** s'est-elle terminée ?

P. F. - Le mieux du monde. À un moment donné, le vichyste et son conférencier se sont levés et ont quitté la scène en disparaissant dans les coulisses. Au même moment, la police est entrée dans la salle en nous intimant l'ordre de l'évacuer. Nous ne nous sommes pas fait prier car notre objectif avait été atteint : empêcher la « conférence » d'avoir lieu. Le lendemain, le quotidien local parlait à sa manière de cette conférence en indiquant *qu'elle avait été quelque peu perturbée par un petit groupe d'agitateurs professionnels manifestement aux ordres de l'Étranger.*

F. G. - Il me semble avoir lu que la projection du film de Veit Harlan, *Le Juif Süss,* avait suscité chez les étudiants toulousains de violentes réactions.

P. F. - C'est exact. Lorsque le titre de ce film est apparu sur la façade d'un cinéma du centre de la ville, nous avons tout de suite compris que son scénario, qui était un appel au massacre des Juifs, s'inscrivait dans la plus pure propagande nazie.

Nous en avons discuté entre étudiants à la Faculté des lettres et nous avons estimé que ce serait une honte pour Toulouse de tolérer qu'un film aussi abject puisse être présenté tranquillement dans une salle publique. Un certain nombre d'entre nous se sont rendus à la première séance et ont utilisé les « armes » dont on vient de parler : sifflets à roulette, poudre à éternuer et boules puantes. Après moins de dix minutes de projection, la direction du cinéma décidait d'arrêter le film et de faire sortir les spectateurs. Il était temps car ils commençaient à tousser, à pleurer et à suffoquer, victimes de leurs propres moyens de lutte.

Naturellement, après que la salle eut été aérée, une nouvelle séance commença. Cette situation avait été prévue, de telle sorte que d'autres étudiants sont venus relayer le premier groupe et ont saboté la seconde séance comme cela avait été fait pour la première. La police ne tarda pas à intervenir et à « interpeller », comme on dit, des perturbateurs. Certains citaient Boileau qui avait affirmé que tout spectateur en achetant son billet d'entrée achetait du même coup le droit d'applaudir ou de siffler le spectacle. Malheureusement, les agents de police ne se laissaient pas convaincre par cet argument - peut-être, me disait un étudiant en lettres, après un bref séjour au commissariat, parce qu'ils ne connaissaient pas ou avaient oublié ce passage d'un texte classique. Autant que je m'en souvienne, il y eut un jour tin attentat contre le cinéma concerné. La police fut ensuite présente en permanence dans la salle. On m'a dit que, pour des raisons de sécurité, les séances se déroulaient avec la lumière allumée et presque sans autre public que les policiers, tout simplement parce que, désormais, le public potentiel avait peur d'un nouvel attentat ou de vengeances personnelles. En

province, même dans une ville importante comme Toulouse, tout le monde se connaît plus ou moins, ou finit par se connaître.

F. G. - Te souviens-tu d'étudiants en lettres ou d'étudiants en droit que tu as fréquentés entre 1940 et 1943 ?

P. E - Curieusement, je n'ai gardé aucun souvenir de ce genre. Il faut dire que je vivais plutôt en solitaire et que c'est à Périgueux que se trouvaient ceux et celles dont je partageais l'intimité. À Toulouse, j'ai cherché pendant plusieurs semaines le contact avec les Jeunesses communistes. Je l'ai finalement trouvé, en mars 1942, grâce à une étudiante qui m'avait donné furtivement un tract de l'organisation en question. À la fac, je l'ai reconnue et j'ai couru le risque de lui demander comment faire pour rejoindre son mouvement. Elle m'a répondu très vite, comme si d'autres pouvaient nous entendre : « On te fera bientôt signe et on te donnera un rendez-vous. »

Effectivement, une dizaine de jours plus tard, la même jeune fille m'indiqua que je devrais me rendre à Saint-Cyprien, faubourg de Toulouse, à midi, dans je sais plus quelle rue, en tenant à la main l'hebdomadaire *Gringoire,* publication raciste et collaborationniste bien connue, et qu'un homme tenant également *Gringoire à* la main viendrait à ma rencontre et nie demanderait l'heure. Je devrais lui répondre : « Excusez-moi, ma montre est en réparation. »

C'est effectivement comme ça que les choses se sont passées. L'organisation avait probablement fait une enquête sur moi et, le résultat m'étant favorable, le rendez-vous m'avait été donné. Celui que je rencontrai à Saint-Cyprien fut mon responsable, sous le pseudonyme de Raymond, jusqu'au 11 novembre 1942. Après cette date, je l'ai définitivement perdu de vue. Dès notre première rencontre, il me donna tin paquet de tracts à mettre dans les boîtes aux lettres d'une rue du centre-ville, ce que je fis consciencieusement. À certaines de nos rencontres, il me donnait non seulement des tracts à diffuser, mais aussi des petites brochures de formation politique.

Dans une de ces brochures, il était question de Thorez et de Duclos et de leur rôle à la tête du Parti communiste à l'époque du Front populaire. Aujourd'hui, cette référence à la continuité du Parti me paraît normale ou pour le moins logique. À l'époque, j'étais étonné de ce rappel historique des luttes de classes dans la France d'avant-guerre alors que je ne pensais qu'aux actions de résistance et qu'aux gigantesques batailles qui se déroulaient sur le territoire de l'URSS envahie.

F. G. - Au fond, si je te comprends bien, dans ce que tu as appelé ton « national-communisme », c'était plutôt le côté national, patriotique, tant pour la France que pour l'URSS, qui t'attirait.

P. E - Mes origines petites-bourgeoises ne m'avaient pas sensibilisé à la lutte des classes, du moins à son déroulement effectif et aux passions particulières qui l'accompagnaient. Dans la guerre d'Espagne, c'est l'aspect politique plutôt que l'aspect social qui m'avait fasciné. Enfin, j'ignorais presque tout du syndicalisme et de ce que l'on désigne sous le nom de « mouvement ouvrier ». Mais je voulais changer radicalement la société et il me semblait que le seul endroit de la planète où un bouleversement de cette sorte s'était produit, c'était l'URSS. D'où mon

engagement qui avait des motivations différentes de celles des militants communistes d'avant-guerre et qui étaient assez répandues parmi les jeunes de ma génération.

E G. - Tu places donc tes espoirs dans l'URSS de Staline. Mais n'étais-tu pas troublé par le souvenir des procès de Moscou, de ces accusés comme Zinoviev, Kamenev ou Boukharine, bolcheviks de la première heure qui reconnaissaient devant leurs juges avoir été des traîtres à leur pays et au communisme ?

P. F. - Pour comprendre, il faut se replacer dans le contexte de l'époque et se mettre à ma place. D'une part, je connaissais mal ces procès de Moscou et je savais qu'on les comparait à ceux des Girondins, des Dantonistes et des Hébertistes sous la Révolution française. Durant mes mois de khâgne, j'avais lu Mathiez. J'admettais la vision historique selon laquelle la Révolution dévore immanquablement ses enfants. D'autre part, le rôle de l'Armée rouge dans la lutte contre le Reich nazi me paraissait si considérable et si indispensable que toute considération sur le passé de l'URSS me semblait sans intérêt par rapport aux problèmes vitaux du présent.

Il se trouve que j'avais précédemment lu *Ma vie,* l'autobiographie de Trotski. Un beau et grand livre qui m'avait beaucoup plu, mais dont je n'avais pas intégré l'enseignement à ma vision politique. Au demeurant, Trotski avait été assassiné par un agent stalinien et l'Armée rouge dont il avait été le principal fondateur continuait à exister et combattait alors la Wehrmacht.

F. G. - À part les brochures des Jeunesses communistes, lisais-tu quelques grands textes classiques du marxisme ?

P. F. - Il faut savoir que le régime de Vichy avait éliminé ces textes des bibliothèques ou avait rendu leur accès quasiment impossible. À la bibliothèque universitaire de Toulouse, j'ai essayé d'emprunter *l'Anti-Dühring* de Engels que mon responsable m'avait recommandé comme la meilleure introduction au marxisme. Il a fallu que l'un de mes professeurs de la Fac des lettres me fasse une attestation certifiant que j'avais besoin pour une recherche de consulter cet ouvrage. Je n'ai donc pas pu le retirer du prêt et j'ai été obligé de le consulter sur place au cours de plusieurs séances de travail.

En revenant d'une de ces séances dans ma chambre d'étudiant, je trouvai tin télégramme de Périgueux me disant que mon père était au plus mal. Je sautai dans le train et le soir même j'étais rentré chez mes parents. Mon père était effectivement à l'agonie mais il était encore conscient. Probablement soupçonnait-il mon engagement, car il me tint des propos que je pouvais interpréter comme une approbation mesurée. Il me dit : « Il faut chasser les Allemands et détruire le régime de Pétain et de Laval. Ensuite tu ne devras jamais rien faire contre la République. » Redoutait-il mon inclination vers l'extrémisme ? C'est ce que j'ai cru comprendre. Et c'est aussi ce que, plus tard, je n'ai pas évité.

Ma mère désirait intensément que mon père ait une fin chrétienne. Elle me demanda d'intervenir auprès de **lui** pour qu'il accepte de recevoir tin prêtre. Je transmis le message et il me fut répondu : « Dis à ta mère que quand je serai mort elle pourra faire ce qu'elle voudra, mais pour le moment je veux qu'on me laisse tranquille. » Ainsi mon père qui avait souvent

déclaré qu'il était agnostique est mort sans « recevoir », comme on dit, « les sacrements » et il a eu ensuite un enterrement religieux conformément à la volonté de ma mère.

En octobre 1942, je revins à nouveau à Toulouse pour préparer les deux derniers certificats de ma licence de philosophie et ma deuxième année de droit. En novembre, la Wehrmacht envahit la zone sud et occupa Toulouse. Étant donné ce que je pensais de Pétain, de Laval et de leur gouvernement, cette extension de l'occupation ne fut, pour moi et beaucoup d'autres, ni une surprise ni une catastrophe. Nous avions plutôt le sentiment que la Résistance en tirerait profit en s'élargissant et en s'unifiant. Le 11 novembre, une grande manifestation rassembla non seulement de très nombreux étudiants toulousains, mais aussi des gens venus des milieux les plus divers.

E G. - À quoi servaient ces manifestations de foules désarmées qui n'avaient pas de moyens militaires contre l'armée d'occupation ?

P. F. - Elles servaient à serrer les rangs des résistants de diverses provenances, à élever le moral de la population et à porter atteinte à celui des troupes du Grand Reich. Dans le même temps, les Allemands étaient chassés d'Afrique du Nord et la grande et décisive bataille de Stalingrad commençait à se dérouler.

Je dois dire que, pour moi, l'invasion de la zone de Vichy a eu des conséquences directes et immédiates. En effet, un certain nombre d'étudiants résistants ont quitté Toulouse comme une volée de moineaux pour gagner l'Espagne proche avec l'idée de rejoindre l'Angleterre ou au moins l'Afrique du Nord. Parmi eux se trouvait mon responsable des Jeunesses communistes. Ainsi mon contact avec l'organisation fut rompu et, malgré quelques tentatives risquées, je ne parvins pas à le renouer à Toulouse.

Je cherchai alors à le retrouver au cours de mes vacances à Périgueux. C'est ainsi que je fis la connaissance d'un tailleur d'origine polonaise qui m'inspira confiance et auquel je finis par exposer mon problème. Après une certaine attente bien compréhensible, il m'indiqua qu'il pouvait me faire entrer dans le mouvement Combat et qu'ensuite on essaierait de me faire retrouver les communistes.

E G. - Je croyais savoir que Combat était une organisation plutôt gaulliste, sans entrer dans le détail des positions d'Henri Frenay qui, à la différence de Franc-Tireur et de Libération, était très anticommuniste.

P. F. - La direction de Combat était sans doute passablement anticommuniste, mais je ne le savais pas et mon ami le tailleur, qui avait longtemps vécu à Paris, n'avait pas de préjugés de ce genre. Me voilà donc résistant gaulliste en attendant de retrouver mon engagement initial. Cela peut paraître aujourd'hui étonnant, mais en ce temps-là ça ne l'était pas. Les raisons communes de lutter contre l'occupant l'emportaient sur les divergences idéologiques qui devaient réapparaître à la Libération.

F. G. - Quelles différences y avait-il entre les actions que tu avais faites à Toulouse aux Jeunesses communistes et celles que tu as faites en Périgord à Combat ?

P. E - Il me semble que la différence essentielle se situait dans la perspective, disons, « stratégique ». Les communistes cherchaient à agiter, dans l'immédiat, les milieux qu'ils pouvaient atteindre, dans la perspective d'une libération à la fois nationale et sociale. Les gaullistes cherchaient plutôt à accumuler les moyens d'action en vue de la grande échéance, à savoir le débarquement des Anglais et des Américains.

Je vais te donner un exemple. Mon ami le tailleur, qui était bien entendu mon responsable à Combat, m'a un jour envoyé porter un pli chez un jésuite du célèbre collège catholique de Sarlat. Je suppose que cette lettre ne devait pas emprunter les voies postales bien que je n'aie jamais connu son contenu.

F. G. - Toi qui étais un produit de l'enseignement public, dans quel esprit allais-tu chez les jésuites ?

P. F. - Bien sûr, ça m'étonnait. Mais le climat interne de la Résistance, qui était, au moins à ce moment-là, un climat d'union, avait quelque chose d'exaltant. Imagine un peu : le message d'un Juif à destination d'un jésuite transporté par un jeune communiste tout ce qu'il y a de plus laïque ! À Sarlat, je fus reçu à bras ouverts et on me servit un repas exceptionnel pour cette période de restrictions forcées. Après la Libération, j'ai entendu dire que plusieurs jésuites de Sarlat avaient assuré tin contact radio avec Londres sous l'Occupation et qu'ils avaient dissimulé tin dépôt d'armes qui a servi dans les combats de juin 1944.

Une autre fois, j'ai transporté un message chez un instituteur du Bergeracois qui avait été un grand « bouffeur de curés » et qui pensait alors qu'il fallait rassembler tout le monde contre l'occupant et ses collaborateurs. À travers tout cela, j'ai acquis le sentiment très fort de la réalité nationale qui, sous diverses formes et en diverses circonstances, ne m'a plus jamais quitté.

Saisis de ma demande de renouer le contact, les communistes de Périgueux firent d'abord une enquête sur moi. Pensez donc, le fils de l'ancien procureur de la République ! Après avoir été rassurés, ils me donnèrent un rendez-vous avec le responsable des Jeunesses et, avec le consentement de mon responsable de Combat, je revins dans les rangs de ce que j'appelais « la Grande Armée communiste ».

E G. - Peux-tu préciser la date ?

R F. - Je la situe au printemps de 1943. Au cours de cette année, je passe aussi peu de temps que possible à Toulouse, l'assistance aux cours n'étant pas obligatoire, et je prépare mes examens à Périgueux où se trouvent ma mère et ma grand-mère et surtout celles et ceux qui constituent mon milieu affectif. Cela ne me réussit pas trop mal puisqu'en juin j'obtiens ma licence de philosophie et ma seconde année de droit. Mais une échéance périlleuse approche. Le *Gauleiter* Sauckel a décidé avec la complicité du gouvernement de Vichy de requérir pour le Service du travail obligatoire, c'est-à-dire pour le travail en Allemagne, tous les jeunes de la classe 42 dont il se trouve que je fais partie. En plein accord avec les Jeunesses communistes, j'ai décidé d'être réfractaire à une telle « obligation ». Je me préparai en conséquence à passer bientôt dans la clandestinité. Dernier cadeau de mon vieil ami de Combat, une « vraie fausse carte d'identité »

soi-disant établie à la préfecture de Lille sous le nom de Paul-Florian Druart que sa date de naissance met hors de convocation au Service du travail obligatoire.

Les Jeunesses communistes et d'autres organisations de la Résistance préparent un 14 juillet contre l'occupant et contre le régime Pétain-Laval et Cie. Je conçois un plan ambitieux et naïf, car la suite prouvera que je ne pouvais pas disposer des moyens suffisants à son exécution. Ce plan « prévoyait » que pendant que la manifestation du 14 juillet se déroulerait sur les boulevards, un groupe de jeunes communistes attaquerait la prison de Périgueux afin de libérer les détenus politiques.

Une semaine avant cette échéance, nous avons commencé de nuit une campagne d'inscriptions au goudron. Il faut savoir que les « bombes » qui permettent aujourd'hui aux tagueurs de faire à toute vitesse leurs inscriptions murales n'existaient pas encore. Il fallait transporter tin seau rempli de goudron liquide et faire l'inscription avec de gros pinceaux. Je réussis à organiser trois équipes de quatre jeunes qui badigeonnèrent plusieurs murs avec nos mots d'ordre de rassemblement patriotique pour la Fête nationale. Malheureusement, l'une de ces équipes se heurta en pleine action à une ronde de la police municipale. Or, il s'est trouvé que l'un des jeunes communistes, Georges, avait été condisciple à l'école primaire de l'un des policiers. Après un bref conciliabule, ces derniers laissèrent filer mes camarades.

F. G. - Que fallait-il faire dans cette situation ?

P. E - Les instructions du Parti et des Jeunesses communistes étaient formelles : faire partir dans la clandestinité les quatre membres de l'équipe ayant été interpellés par les policiers et, en cas de refus de leur part, couper le contact avec eux pour préserver l'organisation et ses militants. Rencontré le lendemain de l'incident, Georges m'assura que l'identité des trois autres membres de son équipe n'avait pas été percée à jour et que, en outre, il était sûr que son ancien camarade de classe ferait en sorte que l'incident n'ait pas de suite. La réalité, c'est qu'à aucun prix il ne voulait pour des raisons familiales quitter Périgueux.

F. G. - Alors, qu'est-ce que tu as fait ?

R F. - J'étais très inquiet quant aux suites de cette affaire, mais j'ai manqué d'autorité à l'égard de Georges et je n'ai pas coupé le contact avec lui. Je me suis contenté de stopper la campagne d'inscriptions au goudron en la remplaçant par des diffusions de tracts aussi discrètes que possible. Le 13 juillet, j'avais rendez-vous à dix-huit heures avec Georges pour arrêter les dernières dispositions en vue des opérations prévues pour le lendemain. J'ai attendu une demi-heure en vain. Connaissant le caractère distrait de mon camarade, je m'avançais vers le pavillon où il habitait avec ses parents et qui était proche du lieu de notre rendez-vous. Je marchais en tenant mon vélo à la main avec l'intention de voir si Georges n'était pas dans les parages. Parvenu devant le pavillon, j'installai mon vélo contre la bordure du trottoir et je me disposais à ouvrir la porte du jardin entourant la petite maison quand surgit un inspecteur de police me hurlant au visage : « Tes papiers et vite ! » Je lui donnai ma carte d'identité puis, pendant qu'il la scrutait, je fis quelque chose que je n'avais jamais fait auparavant et que je n'ai plus refait par la suite.

F. G. - Qu'as-tu donc fait ?

P. F. - Je lui ai donné un coup de tête dans la poitrine, un coup de boule comme nous disions au lycée. Déstabilisé, il me laissa filer. Je sautai sur mon vélo et je fonçai à toute allure. Au bout de la rue, j'étais sur le point de tourner dans une rue adjacente quand j'entendis par deux fois un drôle de sifflement à mes oreilles. De toute évidence le salopard me tirait dessus.

Je traversai la ville et me rendis dans un faubourg assez éloigné chez des amis sûrs. J'y passai la nuit, ce qui n'allait pas sans risques pour mes hôtes qui étaient des Juifs n'ayant pu acquérir à Strasbourg la nationalité française. Et le lendemain, je pris le train de Brive dans la petite station de Niversac pour éviter la gare de Périgueux où j'aurais eu beaucoup de chances de faire une mauvaise rencontre.

F. G. - Pourquoi un inspecteur de police se trouvait-il devant la maison de ton camarade Georges ?

P. F. - Tout simplement parce que le gardien de la paix ex-condisciple de Georges avait craqué et que la police de Périgueux effectuait une perquisition chez les parents de Georges quand imprudemment je me présentai à la porte de leur jardin. Muni de ma carte d'identité, l'inspecteur qui venait de me prendre pour cible de son pistolet perquisitionna chez moi un quart d'heure après en présence de ma mère et de ma grand-mère qui ne comprenaient pas bien ce qui se passait. En les quittant, je leur avais dit que je rentrerai pour dîner avec elles à l'heure habituelle. La perquisition ne donna rien et les policiers restèrent toute la nuit à mon domicile en me tendant une souricière dans l'espoir que je reviendrai faire un tour chez moi.

Dans le jardin, il y avait un banc sur lequel j'avais fait bien des lectures. Deux policiers s'y étaient installés pour passer plus commodément leur veille. Devant ce spectacle, ma mère et ma grand-mère, découvrant qu'il s'agissait de gens qui en voulaient à leur rejeton, ont fait lever les policiers et ont ramené le banc à l'intérieur de la maison.

F. G. - Tu viens de dire que tu avais pris le train de Brive, mais tu n'avais plus de carte d'identité.

P. E - Bien sûr, ma situation était précaire, mais j'avais laissé aux amis chez lesquels je m'étais réfugié le moyen de me contacter à Brive. Une camarade des Jeunesses communistes que je devais épouser après la Libération et après la naissance de Bernard, notre premier enfant, m'apporta ma « vraie fausse » carte d'identité qui devait me mettre à l'abri des contrôles policiers redoutablement fréquents dans la France occupée.

Par ailleurs, à Périgueux, la manifestation du 14 juillet avait été un succès malgré une véritable mobilisation policière. Certes, les manifestants ne portaient pas de banderoles et ne criaient pas de mots d'ordre ; ils se rassemblaient et marchaient en silence mais cela n'en était que plus impressionnant. L'opération de commando contre la prison que j'avais imaginée n'eut pas lieu. En outre, j'avais presque perdu le contact avec mon organisation. Du moins, il m'avait été indiqué que quelqu'un viendrait me donner de nouvelles instructions à Limoges, tin mardi, à une certaine heure, dans une certaine rue, avec les signes de reconnaissance habituels.

Je quittai Brive pour Limoges où je n'attendis pas longtemps les instructions promises. Il me fut remis en même temps une modeste somme d'argent qui faisait de moi un *permanent* de l'organisation clandestine. En août, je pris le train pour Grenoble qui faisait encore partie de la zone

d'occupation italienne. J'y arrivai pour assister à la débandade des soldats italiens qui, à l'annonce de l'arrestation de Mussolini et de la fin du régime fasciste, se mirent à défiler sur le cours Berriat en chantant *Bandiera rossa* et en scandant : « Finita la guerra ! Viva la libertà ! »

Cette euphorie fut de courte durée, car Hitler fit promptement occuper par ses troupes la zone de France abandonnée par les Italiens et la Gestapo se mit aussitôt au travail. Est-ce que ces perturbations ont joué un rôle dans le rendez-vous prévu pour moi à Grenoble ? je n'en sais rien. En revanche, je sais que quinze jours après la première date prévue personne ne s'était présenté à moi et que mes ressources étaient épuisées.

F. G. - Dans ce cas que pouvais-tu faire ?

P. F. - C'est simple. J'avisais une affiche écrite à la main et apposée sur la vitrine d'un restaurant du quartier de la gare. Elle disait que le restaurant en question avait besoin d'un plongeur. Je me présentai au patron qui m'embaucha illico et qui eut la bonté de me dire que si je donnais satisfaction à la plonge, je pourrais devenir garçon de café, à la terrasse.

E G. - Ton avenir était assuré.

P. F. - Exactement ! Le lendemain matin, je pris mon service à six heures et je compris très vite que dans ce restaurant le plongeur devait être aussi un factotum. À sept heures, le patron me montra une charrette que je devais traîner comme un bourricot. Il me dirigea vers le marché où il chargea la charrette de légumes, de fruits et d'autres subsistances. De retour au restaurant, il fallait aider au déchargement de la charrette et préparer le « coup de feu » du repas de midi. Vers onze heures, le chef cuisinier me dit : « Attention ! voilà la maîtresse du patron qui arrive. » Une blonde platinée fit son entrée dans les cuisines. Elle me toisa : « C'est vous le nouveau ? - Oui, Madame. - Quel est votre prénom ? - Paul, Madame. - 11 y a déjà un Paul ici. Désormais, vous vous appellerez François. - Bien, Madame. »

Apparemment docile, mais silencieusement furieux, je me suis juré de ne pas demeurer longtemps sous le joug de cette hétaïre. Je restai tout de même jusqu'au repas de midi ou plutôt de quatorze heures, une fois les clients partis et la vaisselle nettoyée. Je partis à mon rendez-vous de repêchage sur le coup de seize heures et là, ô joie, pleurs de joie, comme disait l'autre, mon responsable s'y trouvait avec ses consignes et mon « salaire » de permanent. Après la Libération, j'appris que l'hétaïre avait travaillé pour la Gestapo, qu'elle avait causé l'arrestation et la déportation de son amant, le patron du restaurant, et qu'elle avait été fusillée par les maquisards en 1944.

À Grenoble, comment ne pas penser, ne pas rêver à Stendhal ! J'avais lu *La Chartreuse de Parme* quand j'étais en seconde et ç'avait été mon roman préféré. Dois-je avouer qu'aujourd'hui mon enthousiasme juvénile s'est maintenu, peut-être même a-t-il encore augmenté. En 1943, je m'arrêtais souvent place Grenette, puis je marchais jusqu'à l'église Saint-Louis tout ému à la pensée que je voyais ce que Stendhal avait vu en son temps. Et mon esprit s'envolait vers le lac de Côme que je ne visiterai que douze ans plus tard.

F. G. - Est-ce que tu t'identifiais à Fabrice del Dongo ?

P. E - Inévitablement. Avec tout de même quelques différences.
F. G. - Lesquelles ?

P. E - Eh bien, Fabrice arrive sur le champ de bataille de Waterloo quand tout est consommé tandis que moi je participe à une guerre qui n'est pas encore gagnée. Mais bien sûr il y a la question de la distanciation. Certes, je suis engagé dans une lutte à mort contre un ennemi implacable tout en sachant que la décision se fera ailleurs. Ce n'est pas la Résistance française, si héroïque qu'elle soit, qui peut vaincre à elle seule la Wehrmacht, c'est, pour le moment, l'Armée rouge et bientôt le second front ouvert par les Anglo-Américains.

Je suis organisé, je me bats, je cours des risques mais je comprends que mon théâtre d'opération est un théâtre secondaire et que ce que fait la Résistance aussi bien communiste que gaulliste a une portée symbolique encore plus grande que son efficacité militaire.

Dans mes promenades au centre de Grenoble, il m'arrive de passer devant le local de la Milice de Vichy souvent gardé par des sentinelles en armes si bien que je ne m'attarde pas dans ces dangereux parages. Quand les sentinelles sont absentes, j'ai le temps de regarder la vitrine où sont exposées des photos de « terroristes ». Et par une belle journée d'été, je discerne parmi ces photos ma propre binette ainsi exposée aux regards de dénonciateurs potentiels.

Je suppose qu'au cours de la perquisition conduite **à** mon domicile un policier a dérobé une photo d'identité dont j'avais fait cadeau à ma mère et que cette photo a été ensuite reproduite à toutes fins utiles. J'éprouve quand même un certain choc face à un danger que je croyais moins grand. Fierté d'être distingué à ce point et peur d'être tôt ou tard reconnu. Depuis l'âge de treize ans, j'utilise des lunettes pour lire et pour écrire afin de corriger ma myopie. Désormais, je vais porter ces lunettes tout le temps afin d'être moins reconnaissable.

Je me souviens de ces films américains que l'on voyait avant la défaite et où le shérif placardait sur une porte ou sur un mur le nom du criminel à rechercher avec en grosses lettres la mention *WANTED.* C'était donc ce qui m'arrivait : j'étais désormais *wanted.*

F. G. - Tu me donnes l'impression que ça t'a amusé.

P. F. - Oui et non. D'un côté, je me disais que mon destin de lycéen chahuteur continuait ; d'un autre côté, je comprenais que c'était beaucoup plus sérieux et que je devais prendre de grandes précautions.

F. G. - Est-ce que tu les prenais, ces précautions ?

P. F. - Oui. Je dirais même que les organisations communistes étaient sur ce point exemplaires. Il nous était, par exemple, interdit d'aller au cinéma ou d'entrer dans les cafés et les bistrots parce que c'étaient des endroits où la Gestapo et la police de Vichy faisaient souvent leurs rafles. Nos rendez-vous de travail avaient toujours lieu dans la rue avec des repêchages journaliers ou hebdomadaires selon une entente préalable. Par ailleurs, j'ai pu constater que les gaullistes étaient généralement moins prudents. Il n'empêche que l'affichage de ma photo m'avait passablement inquiété. Des années après la fin de la guerre, quand j'entendais les pas de quelqu'un derrière moi, j'avais le sentiment d'être suivi et je ralentissais pour être dépassé et n'avoir plus d'inquiétude. Pendant ma saison grenobloise, je m'étais installé dans une pension de famille à Fontaine sur la route de Sassenage. Pour éviter ou dissiper les soupçons des autres pensionnaires ou d'autres personnes, je m'étais soigneusement donné l'allure, on dirait aujourd'hui le « look », du

conformiste, genre adepte modéré du régime pétainiste : cravate, béret et leggins, en laissant dépasser d'une de mes poches *L'Action française* du jour.

Les actions des Jeunesses communistes dans le Dauphiné étaient très variées. Elles allaient de la rédaction et de la diffusion de journaux clandestins jusqu'à l'organisation de grèves dans les entreprises travaillant directement pour l'ennemi en passant par des affrontements avec les francs-gardes de la Milice et l'installation de maquis dans les montagnes voisines. Me déplaçant presque tous les jours, je crois que mon « look vichyste » a été réellement protecteur.

Un jour d'août, je constate dans la pension de famille de Fontaine la présence d'un jeune de mon âge avec des cheveux en brosse et une allure martiale qui ne me disent rien qui vaille. Je m'arrange pour lui parler de la pluie et du beau temps sans oser lui demander ce qu'il fait là. Pendant plusieurs soirées notre conversation ne sort pas des banalités les plus conventionnelles. Cependant, je crois sentir qu'il se méfie autant de moi que je me méfie de lui. Finalement, nous découvrons que nous sommes, lui et moi, tous les deux clandestins. L'inconnu se révèle être Maurice Nusembaum qui habitait à Paris avant-guerre et dont le père, la mère et la plus jeune sœur ont été raflés et déportés à Auschwitz d'où ils ne reviendront pas. Nous devenons amis et, autant que je m'en souvienne, je le mets en contact avec tin militant qui le conduira en Périgord où il deviendra rapidement un chef de maquis particulièrement courageux et efficace qui libérera une bonne partie du département. Après un détour en compagnie de Maurice par les confins de la Corrèze et de la Dordogne, mon organisation m'envoie à Lyon. Je trouve une planque à La Mulatière, tout près du confluent du Rhône et de la Saône. C'est l'hiver et c'est bien entendu l'Occupation qui donnent à l'environnement de cette banlieue un aspect sinistre et comme funèbre. Presque tous les jours, je quitte La Mulatière pour me rendre à mes rendez-vous au centre de Lyon ou vers le nord dans un endroit qui s'appelle « Le Point-du-Jour ». Je repense à ce lieu avec une sorte d'effroi rétrospectif, car il me semble bien que je n'étais pas le seul à y rencontrer des camarades de combat. D'autres jeunes gens s'abordaient et échangeaient à mi-voix des propos rapides. Un romancier du XIXe siècle aurait écrit que ça sentait les conspirateurs à une lieue à la ronde. Et il est fort possible que la Gestapo ait arrêté là des résistants.

F. G. - Cela n'a rien d'étonnant puisque Lyon était la capitale de la Résistance de la zone sud.

P. F. - Sans doute, mais il y aurait eu intérêt à diversifier les endroits de rendez-vous pour réduire les risques de chacun. Chose curieuse, d'ailleurs, les communistes, habituellement plus sérieux que les gaullistes en matière de sécurité, fréquentaient eux aussi assidûment ce périlleux Point-du-Jour.

F. G. - Comment expliques-tu que les communistes aient été plus rigoureux que les autres sur la question de la sécurité ?

P. F. - À mon avis, cela provient de l'expérience historique. À l'origine, il y a le Parti bolchevik clandestin des débuts du siècle qui devait user de la plus grande rigueur pour ne pas être décimé par l'Okhrana. Ensuite, les méthodes de sécurité se sont transmises par le canal des organisations illégales de l'Internationale communiste. Au fond, les gaullistes se sentaient chez eux et

narguaient parfois l'occupant en commettant des imprudences. Les communistes, en raison de leur internationalisme originel, se sentaient moins chez eux et respectaient davantage les consignes de sécurité.

F. G. - Je ne te vois pas caporalisé...

P. F. - Mais pas du tout. Une chose est la discipline de type militaire qui est indispensable dans l'action en général et l'action clandestine en particulier, une autre chose est la personnalité de l'individu, notamment la mienne. Je vais t'en donner un exemple.

À Lyon, je passais fréquemment devant le siège de *L'Action française* non loin de la place Bellecour et *ça* m'a donné l'idée d'écrire une méchante lettre à Maurras qui était le maître de ce journal et le théoricien par excellence du régime de Vichy. Je rédigeai donc une missive en trois parties. Dans la première, je lui disais qu'il ne laisserait pas un grand nom dans la littérature et que les œuvres de Gide, de Giono, de Mauriac et de Malraux l'emportaient de loin sur ses productions. Dans la seconde partie, je lui faisais remarquer que, sur le plan de la philosophie et, plus généralement, de la pensée théorique, il était un nain à côté de Marx et que son *Enquête sur la monarchie* qui datait de 1901 était maintenant complètement dépassée et, pour tout dire, obsolète. Qui pouvait encore songer et demain qui pourrait encore penser au rétablissement de la monarchie en France ?

Enfin, dans fa troisième partie, je m'en prenais à son soi-disant nationalisme et même à son prétendu amour de la France. Je l'accusais de trahison en raison de son soutien à Pétain et de la politique de collaboration avec l'ennemi. Je terminai en lui promettant pour un proche avenir la mort des traîtres avec douze balles dans la peau. Je signai Philippe de Champagne, sans bien entendu donner d'adresse.

F. G. - Tu ne t'attendais quand même pas à une réponse.

P. F. - Si, parce que je le sentais plein de lui-même et incapable de ne pas répliquer à la lettre d'un inconnu pour peu qu'elle lui ait fait mal. Tous les jours, il écrivait sous le titre *La Politique* un long article en plusieurs parties qui commençait en première page et qui se poursuivait par une retourne dans une page intérieure. Et, effectivement, quelques jours après l'envoi de ma lettre par la poste, je pus lire dans *La Politique* une partie qu'il avait intitulé *Un petit poulet judéo-marxiste* et que l'on pourrait aujourd'hui retrouver dans l'un des premiers numéros de janvier 1944 de *L'Action française.*

F. G. - Que répondait Maurras à Fougeyrollas, alias Philippe de Champagne ?

P. F. - Il disait avoir reçu une lettre qu'il appelait *un petit poulet,* ce qui témoignait d'un certain archaïsme de langage. Il précisait que sous *un grand nom de France* se dissimulait un misérable individu *judéo-marxiste,* terme appartenant au vocabulaire nazi. Et il tentait de réfuter point par point mes accusations et mes critiques. Il défendait bec et ongles son œuvre poétique et littéraire. Il estimait être un plus grand penseur que Marx dont *Le Capital* était « illisible ». Enfin, il réitérait ses positions favorables à Vichy et à la « collaboration » en maudissant les résistants qui n'étaient pour lui que de vulgaires terroristes au service de l'étranger.

F. G. - Votre correspondance en est restée là, je suppose.

P. F. - Naturellement. J'aurais finalement couru trop de risques en la poursuivant. En fait, si j'ai redonné vie à ce petit épisode, c'est pour montrer que l'appartenance au mouvement communiste n'entraînait pas forcément l'abolition des initiatives personnelles. Certes, le Parti ne m'aurait jamais demandé d'écrire à Maurras et si j'avais sollicité son autorisation peut-être ne m'aurait-elle pas été donnée. Mais, dans la période de la Résistance, bien des initiatives personnelles étaient possibles précisément parce que, en quelque sorte, la Résistance s'en nourrissait.

Dans les premières semaines de 1944, mon organisation m'envoie dans l'Indre et la Creuse où j'ai pour mission de créer et de développer les Forces unies de la jeunesse patriotique (FUJP) qui sont censées rassembler, outre les Jeunesses communistes, des jeunes résistants non communistes. Je m'installe, si j'ose ainsi parler, à Déols, petite commune au nord de Châteauroux.

Pour des raisons que j'ai oubliées, l'Indre et la Creuse faisaient partie de la même sous-région des organisations communistes. En tant que responsable des FUJP de cette sous-région, je devais périodiquement rencontrer des camarades à Châteauroux et d'autres à Guéret, ce qui m'obligeait de changer de train dans la gare de Saint-Sulpice Laurière dont j'avais tout lieu de craindre qu'elle soit fréquentée par la Gestapo et la police de Vichy.

Il est évident qu'un bulletin en forme de tract qui se serait appelé *Le Jeune Patriote de l'Indre et Creuse* aurait pu donner l'idée à des gestapistes d'attendre à Saint-Sulpice l'inévitable passage de son principal et parfois unique rédacteur.

F. G. - Quel stratagème as-tu inventé ?

P. F. - Tout simplement en diffusant deux bulletins un peu variés de contenu et ayant pour titre, l'un *Le Jeune Patriote de l'Indre* et l'autre *Le Jeune Patriote creusois.*

F. G. - Et comment fonctionnait ton organisation ?

P. F. - J'avais deux responsables : l'un pour les Jeunesses communistes dont le nom de guerre était Frédéric, et l'autre pour les FUJP que j'appelais Jean. J'ai perdu de vue ce dernier depuis longtemps. En revanche, Frédéric, qui se nommait Jean Suret-Canal, a été vers la fin de sa carrière et de la mienne mon collègue à l'université Paris-VII.

F. G. - Et, toi, de qui étais-tu le responsable ?

P. E - Vers mars 1944, j'étais responsable d'un camarade résidant à Châteauroux, d'un autre à La Châtre, d'un troisième à Guéret, d'un quatrième à Boussac et d'un cinquième à La Souterraine. Chacun d'eux dirigeait un groupe de trois ou de quatre jeunes communistes opérant sur le terrain et ayant un contact avec d'autres, qui constituaient avec eux les FUJP.

Je me souviens particulièrement bien d'un rendez-vous avec Frédéric. Nous étions sur les hauteurs de Guéret enneigé et pendant que nous marchions, il m'apprenait que l'Internationale communiste avait été dissoute par son présidium afin de permettre, disait-il, un meilleur développement de chaque parti communiste dans le monde.

F. G. - Cette nouvelle n'était pas faite pour te déplaire.

P. F. - Certes pas. Mais ce célèbre Komintern représentait manifestement beaucoup plus aux yeux de Frédéric qu'aux miens. Un peu plus âgé que moi, il avait appartenu aux Jeunesses communistes avant la guerre et il avait participé à la manifestation des étudiants parisiens contre les occupants le 11 novembre 1940. Bref, il avait une expérience politique plus riche que la mienne. Pour lui, la dissolution du Komintern n'allait pas de soi alors que, pour moi, ce qui comptait c'était la Grande Armée communiste avec ou sans Internationale. D'ailleurs, il me rassurait, si besoin était, en m'affirmant que rien n'était changé quant à notre attachement à l'URSS, à l'Armée rouge qui devenait l'Armée soviétique, et à notre grand camarade Staline.

F. G. - Que penses-tu maintenant de la dissolution du Komintern ?

P. E - Il me semble qu'il en existe trois interprétations : l'interprétation officielle qui nous dit qu'il s'agissait de permettre le développement maximum des partis communistes dans leurs pays respectifs ; l'interprétation des observateurs occidentaux prétendant que Staline avait voulu faire une fleur à ses alliés, Roosevelt et Churchill, enfin, la troisième interprétation selon laquelle il s'agissait pour Staline d'en finir avec le mythe de la révolution mondiale et de se consacrer pleinement à une politique de puissance de l'État soviétique. C'est ce que j'ai fini par penser longtemps après la rencontre de Guéret.

F. G. - L'horizon qui était le tien me paraît plus vaste que celui des Résistants non communistes.

P. E - Peut-être. Il y a aussi la question de certaines techniques d'action. Je pense à une usine se trouvant dans une petite localité de la Creuse mais dont la production allait directement à l'ennemi. En plein hiver, un carreau est accidentellement cassé dans un des ateliers. La direction néglige de le faire remplacer immédiatement. D'où un mécontentement spontané chez des ouvriers de cet atelier. Deux membres des Jeunesses communistes qui y travaillent, s'emparent de cette situation et organisent une délégation auprès de la direction pour exiger le remplacement immédiat du carreau cassé. Leur ton paraît insupportable à l'ingénieur en chef qui les reçoit et qui leur dit : « La réparation aura lieu quand vous vous serez montrés plus polis. » De retour dans l'atelier, les membres de la délégation font le compte rendu de ce qui s'est passé. Colère des ouvriers qui décident de se mettre en grève. La nouvelle de cette réaction se propage dans les autres ateliers et le lendemain, c'est toute l'usine qui cesse le travail. Au total, la grève a mis en avant un tas de revendications ; elle a duré une dizaine de jours et elle a montré qu'en exploitant un fait divers assez mince, il est possible d'accomplir un acte de résistance contre un patronat stupide et surtout, par-delà lui, contre l'occupant.

F. G. - On ne parle pas souvent, je veux dire pas assez de ces formes de résistance dont tu viens de donner un exemple.

P. F. - Parce que ça ne correspond pas aux images d'Épinal qui ont été fabriquées après la Libération pour raconter la Résistance. En ce qui me concerne, je découvrais à une modeste échelle que la lutte des classes pouvait jouer un rôle dans le combat pour la libération nationale. À l'époque, nous aimions particulièrement citer cette formule d'un discours du général de Gaulle : « La Libération nationale est inséparable de l'insurrection nationale. » Il reste que le Général et nous, nous n'accordions probablement pas tout à fait la même signification à cette phrase.

En février ou mars 1944, j'entrais au Comité départemental de libération de l'Indre, non sans difficultés de dernière heure. En effet, le président gaulliste de ce comité faisait remarquer au responsable du Parti communiste que précisément ce parti était déjà représenté et qu'avec ma venue il le serait deux fois. À quoi je rétorquais que je représentais non seulement les Jeunesses communistes, mais encore les Forces unies de la jeunesse patriotique. Vieux routier de la SFIO d'avant-guerre, le président du comité n'avait peut-être pas beaucoup d'illusions concernant la représentativité de mes FUJP. Finalement, il décida en accord avec le responsable du Parti communiste que mon entrée éventuelle dans le Comité départemental de libération serait décidée par un vote du comité lui-même. J'étais furieux de dépendre d'une possible majorité alors que j'estimais que mon organisation devait être représentée de plein droit. Le responsable du Parti, qui avait une bonne culture germanique, me dit en souriant : « Tu connais la formule : *Mehrheit ist Wahrheit* (la majorité, c'est la vérité). » Le Comité départemental m'accepta majoritairement sans que j'aie moi-même adhéré à l'illustre formule.

F. G. - Que se passait-il dans ce Comité départemental de libération ?

P. F. - En principe, on y préparait l'après-Libération ; on y concevait les mesures à prendre pour remplacer le régime de Vichy par un régime nouveau dans l'esprit du Conseil national de la Résistance dont nous recevions les directives. En fait, je n'ai participé qu'à deux ou trois réunions du Comité de l'Indre avant la Libération parce que mon organisation m'enverra bientôt à Limoges. J'en ai retiré l'impression d'une sorte de retour à la politique, à des luttes de partis se disputant un futur pouvoir, ce qui ne me plaisait guère.

Je préférais de loin aller sur le terrain et rencontrer les camarades qui menaient les actions prévues par nous. Un jour, j'étais avec deux d'entre eux dans les environs de La Souterraine. C'était le temps où l'on multipliait les sabotages de voies ferrées pour désorganiser les transports des Allemands au maximum. J'avais apporté à ces camarades quelques pains de plastic avec des « crayons » qui devaient en minuter l'explosion. Comme je prétendais faire la démonstration de l'emploi de l'explosif en introduisant le crayon dans le plastic, l'un de mes interlocuteurs m'enleva le crayon des mains de peur que je ne fasse un malheur qui aurait pu causer notre disparition à tous les trois. Il avait probablement deviné que je n'étais pas d'une grande adresse dans les travaux manuels et je lui rends grâce encore aujourd'hui de m'avoir préservé ainsi que les deux autres.

Je me souviens aussi d'une rencontre avec Frédéric au cours de laquelle il me dit avec un air de reproche : « J'ai remarqué que dans tes journaux et tes tracts tu n'employais pas le mot "boche" ; tu dois le faire parce que c'est un mot qui exprime un aspect de la politique du Parti. » Je lui ai répondu que dorénavant j'y prendrai garde.

E G. - As-tu été convaincu par cet argument ?

P. F. - Non, parce que ce mot me faisait penser à la guerre de **14-18** et qu'il me choquait dans l'amour que j'éprouvais dès cette époque pour les philosophes, les écrivains et les musiciens allemands. Patriote, oui. Chauvin, non.

Si je te raconte ça, c'est pour te montrer que pendant la Résistance l'appartenance même enthousiaste au mouvement communiste n'excluait pas une réelle liberté pour qui voulait bien s'en servir.

E G. - Pourrais-tu m'en donner un autre exemple ?

P. F. - Bien entendu. Je vais te parler du responsable des Jeunesses communistes de Châteauroux dont j'ai oublié le nom de guerre, mais qui est demeuré l'un de mes amis sous son vrai nom d'André Nicolas. Tout en menant son action clandestine, il suivait alors les cours de l'École libre des sciences politiques à Paris. À un rendez-vous du printemps de 1944, précédant de quelques semaines le débarquement de Normandie, il me dit tout de go : « Staline, c'est Pierre le Grand. » Cette déclaration m'a choqué, car j'aimais bien Pierre le Grand mais enfin c'était un tsar, un despote, alors que Staline était le chef du communisme mondial qui ne me semblait comparable à aucun tsar, à aucun monarque de l'Ancien Régime.

Je me suis contenté de dire à André que ce n'était pas le point de vue du Parti, mais je ne crois pas qu'il ait changé d'opinion pour autant. Cependant, moi, j'étais embêté, car si je signalais ce propos, André risquait, me semblait-il, d'être exclu de l'organisation compte tenu de la place de Staline pour les communistes. En revanche, ne pas le signaler, n'était-ce pas de ma part une faute vis-à-vis de cette même organisation ?

F. G. - Victor Hugo aurait appelé ça « tempête sous un crâne ».

P. F. - N'exagérons pas. Je tranchai très vite la question en décidant de ne rien faire et je crois toujours que c'était la bonne solution. En fait, ce n'était pas la première fois que je rencontrais le problème de Staline. En 1943, peu de temps avant d'échapper à la tentative d'arrestation que l'on sait, je bavardais avec Guy Besse, un étudiant de philosophie plus âgé que moi et comme moi de Périgueux. Connaissant son désir de participer à la Résistance, j'essayais de le persuader d'entrer dans les Jeunesses communistes. Il me faisait part de ses ultimes réticences à cause de ce qu'il appelait notre glorification excessive, notre déification de Staline.

Je lui répondais que pour nous, les communistes, Staline était bien entendu un homme faillible, comme tout individu, et qu'il était aussi un symbole de notre lutte, le symbole du communisme. Ce que Besse appelait notre « glorification », voire notre « déification » s'adressait non à l'individu Djougachvili, mais au symbole Staline. Je lui rappelais que Léon Blum, qui n'était pas un sympathisant du bolchevisme, avait comparé, en 1937, Staline à Richelieu et à Cromwell, c'est-à-dire à deux bâtisseurs d'États modernes sans trop de ménagements pour leurs concitoyens. Alors, si Blum avait dit cela, ne pouvions-nous aller plus loin dans notre attachement à Staline symbole ? N'était-ce pas une façon de nous magnifier nous-mêmes en tant que soldats de l'Armée communiste ?

Besse entra effectivement aux jeunesses communistes et, après-guerre, il fit une carrière exemplaire dans l'appareil du Parti, devenant pour finir membre du Bureau politique. Mon plaidoyer panégyrique avait sans doute contribué à cet engagement.

F. G. - Peut-on dire que pendant la Résistance tu es déjà stalinien ?

P. E - Non, je crois que l'admiration pour l'Armée rouge et pour Staline n'est pas encore « cristallisée », comme aurait dit Stendhal, en une passion ou plutôt en une idéologie. Pour moi et pour d'autres jeunes de ma génération, le stalinisme interviendra plus tard.

J'en reviens à cet avant-printemps de 1944 où, le 5 mars, mon fils Bernard naît à l'hôpital de Châteauroux sous le faux nom de « Druart » qui est celui de ma fausse identité. C'est à peu près à ce moment-là que j'apprends que la Cour spéciale de Limoges - un tribunal composé à moitié de chefs miliciens et à moitié de magistrats professionnels - m'a condamné par contumace au mois de décembre dernier à dix ans de travaux forcés et à une amende assez forte que ma mère a été obligée de payer mais que je récupérerai après la Libération.

F. G. - Quel était le motif de cette condamnation ?

P. E - J'ai été condamné pour *activités communo-gaullistes.* C'était évidemment la suite de la perquisition au domicile de Georges et de ma fuite du 13 juillet. Ce dernier avait été arrêté le même jour et il a comparu devant cette cour infâme qui l'a condamné lourdement et l'a livré à la Gestapo. Il ira au camp de concentration de Mauthausen dont il reviendra après la guerre avec une santé très amoindrie.

Un magistrat de Limoges qui était l'oncle d'un de mes amis racontait qu'au moment où la Cour prononçait son verdict, j'étais au fond de la salle en train de la narguer. Ai-je besoin de préciser que j'ignorais alors jusqu'à l'existence de ce tribunal d'exception et que si je l'avais connue ainsi que la date du verdict, je n'aurais pas eu la stupidité de me jeter dans la gueule du loup ? Il est vrai que j'avais laissé chez certaines personnes une image d'espièglerie pouvant favoriser de tels bobards. Ce qu'il y avait pour moi de certain, c'est que j'étais non seulement *wanted,* comme dans les westerns, mais aussi *contumax,* comme dans les romans du XIXe siècle.

6. De Gaulle me sauve la vie à Argenton-sur-Creuse

PIERRE FOUGEYROLLAS - Par un beau jour de mai, je prends le train à Châteauroux pour me rendre à un rendez-vous à Guéret. À Argenton-sur-Creuse, le train s'arrête et ne repart pas. Un ordre est donné : tout le monde descend. Les voyageurs, à vrai dire peu nombreux, se rassemblent dans la salle d'attente et des heures passent sans que quelqu'un daigne les informer des raisons de cet arrêt et de sa probable durée. J'imaginais que c'était peut-être un sabotage de la voie ferrée qui nous valait de rester en carafe à Argenton. La nuit tomba et on y voyait à peine tellement l'éclairage était faible.

Vers vingt-deux heures, deux policiers en uniforme entrèrent dans la salle en annonçant qu'ils allaient procéder à un contrôle d'identité, formalité fréquente sous Vichy. Quand ce fut mon tour, celui qui avait l'air d'être le chef examina attentivement ma carte d'identité et finalement la regarda à travers la lumière d'une lampe électrique. Il constata que les deux derniers chiffres de ma soi-disant date de naissance avaient été raturés et il déclara d'un ton furieux : « Cette carte a été trafiquée. » J'eus beau me livrer à des protestations indignées, le sergent de ville me dit : « Suivez-nous au commissariat. »

J'éprouvais comme un vertige et une horrible crispation stomacale. Mon aventure allait se terminer et j'allais être envoyé dans je ne sais quel camp de la mort. Quand le policier eut terminé son contrôle, il me rendit ma carte et me réitéra l'ordre de le suivre au commissariat d'Argenton. Pour sortir de la gare, il fallait emprunter un corridor. Dès que les policiers et moi nous sommes trouvés dans ce couloir et que les gens de la salle d'attente ne pouvaient plus nous entendre, je fis un bond de deux ou trois mètres et je me suis mis presque à crier : « Oui, je travaille pour le général de Gaulle. Si vous m'arrêtez, je suis foutu. Mais mes camarades de la Résistance savent où je suis et ils sauront que c'est vous qui m'avez livré aux Allemands. Alors, vous serez fusillés. » Ils hésitèrent en se consultant du regard. J'en profitai pour m'éclipser sans tambour ni trompette. Le nom du Général m'avait sauvé !

FRANÇOIS GEORGE - Ensuite, qu'est-ce que tu as fait ?

P. E - J'ai contourné la gare et je me suis caché de l'autre côté des voies. Quand j'ai vu et surtout entendu que les voyageurs regagnaient le train, je suis moi-même monté dans un wagon à contre-voie et le lendemain j'étais à Guéret avec un sentiment de convalescence. Si je m'étais laissé conduire au commissariat, j'étais perdu. Si j'avais avoué mon appartenance aux Jeunesses communistes, j'étais encore plus perdu. C'est vraiment le nom du général de Gaulle et mes menaces qui ont fait peur aux policiers et assuré ma survie.

F. G. - Es-tu repassé à Argenton après la Libération ?

P. E - Non. J'avais bien d'autres choses à faire. Quand je suis revenu de Guéret, mon organisation m'a demandé de prendre contact avec un responsable de l'AS (l'Armée secrète qui était l'organisation militaire des Mouvements unis de Résistance rassemblant depuis peu Combat, Libération et Franc-Tireur). Je le rencontre sous le pont du chemin de fer à Châteauroux et, après avoir mis au point les mesures à prendre de part et d'autre en vue du débarquement, nous parlons librement des questions qui nous intéressent. Je comprends bien que pour lui tout est subordonné à ce débarquement des Anglais et des Américains qui représente l'objectif à préparer et, quand il aura eu lieu, la fin de la Résistance. Il entrevoit que ma perspective est différente et que, après la Libération, se posera le problème du pouvoir.

E G. - N'as-tu pas dit que dans la lutte, gaullistes et communistes, vous étiez à l'unisson ?

P. E - C'était vrai aux heures les plus sombres. Mais au printemps 1944, nous savions que le Reich hitlérien serait prochainement vaincu et, en ce qui concerne l'avenir de la France, nous étions en train de passer du militaire au politique.

Bien que j'aie temporairement appartenu à *Combat,* je connaissais très mal l'état d'esprit de la Résistance gaulliste alors que le mouvement communiste, dont j'ignorais en grande partie le passé historique, est devenu pour moi comme l'air que l'on respire. Je crois bien avoir déclaré au responsable de l'AS : « Comment aujourd'hui peut-on ne pas être communiste ? »

Notre opposition n'était pas celle du marxisme et du non-marxisme, car j'estime qu'en ce temps-là je n'étais pas encore marxiste. L'opposition en question me paraît avoir été l'expression de deux « patriotismes d'organisation » qui tendaient assez nettement vers des

chauvinismes de parti. Ce que l'on a appelé les guerres de Religion se nourrissait peut-être de ces chauvinismes partisans plutôt que de profonds antagonismes théologiques, du moins au niveau des combattants de base.

F. G. - Voudrais-tu insinuer que les oppositions dans la Résistance, c'était comme celles des bleus et des verts dans les hippodromes de Byzance ?

P. E - Dans une certaine mesure, je te le répète, pour les résistants de base. Mais il est certain que les dirigeants gaullistes et communistes savaient quelles étaient les différences idéologiques entre leurs mouvements respectifs et quels étaient les enjeux différents qu'ils entendaient poursuivre. Pour en revenir à ma rencontre avec le représentant de l'Armée secrète, je dirai qu'à aucun moment notre discussion n'a pris un caractère violent. Nous avions trop conscience de la menace qui pesait encore sur nous par-delà nos divergences discutables. Cette menace, à vrai dire permanente, je la sentais intuitivement s'aggraver en mai 1944. Il m'était permis de penser que mes déplacements incessants à travers l'Indre et la Creuse finiraient par alerter quelque gestapiste ou quelque mouchard. C'est pourquoi je partis de Déols avec femme et enfant pour Nohant, dans la Vallée noire, le petit pays de George Sand.

Je n'eus pas longtemps à attendre. Dans la matinée du 6 juin, un camarade de La Châtre, la sous-préfecture voisine, vint me prévenir que le débarquement anglo-américain avait commencé en Normandie depuis quelques heures. Je commençai par douter de cette information, car ce n'était pas la première fois que le débarquement était annoncé et qu'il se serait agi d'une fausse nouvelle probablement lancée par l'ennemi.

F. G. - Dans quel but ?

P. F. - Leur intérêt, je crois, c'était de faire sortir les résistants de la clandestinité pour les localiser et, si possible, les détruire. D'où ma prudence en ce qui concerne l'organisation des Jeunesses communistes de l'Indre et de la Creuse et, bien entendu, celle des FUJP.

En écoutant la radio, je fus convaincu assez vite de la réalité du débarquement de Normandie. Conformément aux mesures prévues pour une telle situation, je me suis rendu vers midi à La Châtre où j'ai pris contact avec un camarade un peu plus âgé que moi qui répondait au nom de Pablo et qui avait participé en 1938 aux dernières phases de la guerre d'Espagne. Pablo et moi sommes allés à un endroit connu de lui où se trouvaient planquées quelques armes : cinq ou six mitraillettes Sten, une dizaine de colts calibre 12 fabriqués à Syracuse aux États-Unis et des grenades défensives. Après quoi, nous les avons distribuées à huit membres des FUJP qui formèrent une sorte de commando sous les ordres de Pablo. Très satisfait de sa promotion, il me dit : « Yé vé toué lé coura » (je vais tuer le curé). Je l'arrêtai aussitôt : « Malheureux, ne fais pas ça ! C'est contraire à la politique du Parti. »

F. G. - Ton Pablo devait être un anarchiste qui n'avait pas entendu parler de la politique de la main tendue.

P. E - Peut-être. Mais ce qui pouvait passer pour un acte révolutionnaire à Barcelone en 1936 aurait été un crime à La Châtre en 1944.

Le commando est entré non pas à l'église, mais à la sous-préfecture pour mettre le représentant de Vichy aux arrêts en attendant sa destitution définitive. Ma préoccupation principale concernait la liste des gens à arrêter en cas de troubles, une sorte de carnet B servant à guider la répression par Vichy ou même par la Gestapo. Avant de la remettre à Pablo, le sous-préfet demanda d'être traité avec ménagement car c'était la troisième fois, disait-il, que sa femme s'évanouissait depuis le début de la journée. Agacé, l'un des membres du commando lui rétorqua : « Les évanouissements de la sous-préfète nous sont parfaitement indifférents. »

À ce moment-là, le fonctionnaire se rebiffe et crie presque : « Mais enfin de quel droit me donnez-vous des ordres ? » Pablo lui répondit en tapotant le colt qu'il portait à la ceinture, comme dans les westerns : « De ce droit-là. »

E G. - En tant que membre du Comité départemental de Libération de l'Indre, tu aurais pu te réclamer d'une véritable légitimité.

P. F. - Sans aucun doute. Mais, sur l'heure, je n'y ai même pas pensé. J'étais emporté par le mouvement grisant de l'insurrection qui se soucie peu de légitimation parce que sa logique est celle de la force. Quoi qu'il en soit, je me félicite encore aujourd'hui de notre expédition à la sous-préfecture, car, trois jours après, un détachement motorisé de la Wehrmacht a traversé La Châtre et son chef est allé voir le sous-préfet pour lui réclamer précisément le document que nous lui avions confisqué. Ainsi ont probablement été protégées des vies menacées.

E G. - Pendant que le commando de Pablo agissait d'une façon militaire, que faisait la population de la ville ?

P. E - Eh bien, elle se rassemblait petit à petit devant la mairie en attendant des informations et en manifestant sa joie de ce qui était déjà un début de libération. En sortant de la sous-préfecture, nous avons rejoint cette foule. Puis nous sommes entrés dans la mairie et nous sommes montés au premier étage pour atteindre le balcon donnant sur la place. J'étais entouré de deux camarades qui avaient trouvé dans la mairie deux drapeaux tricolores. Quand la foule nous a vus armés et déployant les drapeaux, elle a applaudi.

Manifestement, il fallait chanter quelque chose de solennel. Pétain et sa bande ayant si souvent utilisé et prostitué, pour ainsi dire, *La Marseillaise,* j'entonnai : « La victoire en chantant nous ouvre la barrière. » Et, chose étonnante, chose admirable, la foule reprit *Le Chant du départ* dont elle avait remarquablement gardé en mémoire les paroles, du moins celles de quelques strophes. Après le chant, a parole proprement dite. Ce fut mon premier discours sur une place publique. Je le prononçai avec force car il n'y avait pas de micro.

F. **G. - Et que disais-tu dans ce discours ?**

P. F. - Je ne m'en souviens plus. Ce devait être des banalités patriotiques et des imprécations contre l'ennemi et ses agents. Je donnai aussi des consignes de mobilisation et de sécurité. Tout le monde a applaudi et chacun est rentré chez soi.

F. G. - Je suppose que Pablo, toi-même et le commando, vous n'êtes pas simplement rentrés chez vous.

P. F. - Non, bien sûr. Tandis que la foule se disloquait, des hommes pour la plupart assez âgés nous entouraient et nous demandaient d'arrêter ou même de fusiller un type qui avait été, à La Châtre, le chef du Parti populaire français, le PPF de Doriot, un ramassis de collaborateurs de la pire espèce.

Guidés par ceux qui demandaient justice, nous sommes parvenus devant la maison du fameux chef PPF. Pablo fit en sorte que le commando empêche nos accompagnateurs de nous suivre dans cette maison. Une jeune fille tout éplorée nous ouvrit la porte. Pablo et moi, nous avons été les seuls à entrer. Nous avons demandé où se trouvait le maître de maison. Nous avons aussitôt aperçu un septuagénaire qui soulevait une cloche à melons au milieu de son jardin.

J'eus immédiatement l'intuition qu'il y avait erreur sur la personne, que ce vieillard ne pouvait pas être le redoutable doriotiste que l'on venait de nous signaler. Pablo, qui, le matin, disait qu'il voulait tuer le curé, eut le soir une intuition semblable à la mienne. Après avoir soumis le septuagénaire à un bref interrogatoire, nous avons compris qu'il avait appartenu avant la guerre au Parti social français, le PSF du colonel de La Rocque, très différent du PPF et dont le nationalisme anti-allemand avait finalement empêché ses anciens adhérents de participer à la politique de collaboration. Nous lui avons donné l'ordre d'emporter une couverture et l'avons conduit en lieu sûr pour le protéger de ses concitoyens ignorants et rancuniers. Enfin, nous l'avons libéré après trois jours de cette captivité salvatrice.

Le lendemain de cette glorieuse journée, nous avons rendu visite aux gendarmes qui ne savaient quoi penser de l'insurrection, et nous les avons persuadés de rejoindre les Forces françaises de l'intérieur en train de se constituer. Il est vrai qu'on nous avait fait savoir que ces gendarmes avaient à plusieurs reprises prévenu des résistants ou des Juifs d'un danger imminent d'arrestation et les avaient ainsi sauvés.

Les jours suivants furent employés à préparer l'investissement et la libération de Châteauroux où se maintenait une garnison allemande. L'arrondissement de La Châtre ayant cessé ses diverses livraisons obligatoires aux occupants, plusieurs personnes nous firent remarquer qu'il n'y avait plus de raison de payer la viande aussi chère que pendant la pénurie provenant du pillage organisé par les occupants.

F. G. - Et qu'est-ce que tu as fait ?

P. F. - Eh bien, au nom du Comité départemental de Libération, j'ai fixé pour les différentes viandes des prix inférieurs à ceux qui étaient pratiqués avant l'insurrection et je les ai fait afficher.

Alors là, il y a eu une réaction extrêmement violente des bouchers du coin qui sont partis à ma recherche avec très probablement l'intention de me faire la peau.

F. G. - Comment t'en es-tu sorti ?

P. F. - Par un coup de chance. Il se trouve que l’organisation des Jeunesses communistes venait de me désigner comme responsable des FUJP de toute la région de Limoges et comme membre du Comité de libération de la Haute-Vienne. Lorsque les bouchers sont arrivés à ma planque à Nohant, j'étais déjà en route pour la capitale du Limousin. Ce voyage d'ailleurs ne fut pas de tout repos, car, depuis le débarquement, il n'y avait plus ni train ni autobus circulant dans cette région où les maquisards s'étaient rendus maîtres de

certains secteurs tandis que la Wehrmacht en retraite en contrôlait d'autres et les miliciens de Vichy d'autres encore. C'était le temps des pendaisons de Tulle et du massacre d'Oradour-sur-Glane. J'ai fait ce déplacement en vélo ; j'ai réussi à éviter les soldats allemands, les SS et les miliciens, mais je suis tombé du côté de Bourganeuf sur des maquisards qui m'ont jugé suspect et il m'a fallu beaucoup parler pour leur faire admettre que j'étais un responsable de la Résistance.

F. G. - Étais-tu réellement menacé ?

P. F. - Oui, les gars avaient la gâchette rapide et un accident pouvait vite arriver. Après avoir été reconnu comme un « bon », j'ai déclaré aux maquisards qui m'avaient arrêté et interrogé ; « Camarades, vous avez eu raison. Mieux vaut flinguer un innocent que de laisser passer un coupable pouvant mettre en cause votre sécurité. »

F. G. - Nous voilà loin de la khâgne de Toulouse. Socrate ne dit-il pas qu'il vaut mieux subir l'injustice que la commettre ?

P. F. - Quelqu'un a déjà dit : « J'aime bien Platon, mais je lui préfère la vérité. » Plus modestement, je me demanderais si un précepte comme celui de Platon, valable à l'échelle de l'individu, l'est aussi à l'échelle de la collectivité, à l'échelle d'une société, surtout en période d'insurrection. Cela dit, je reconnais que c'était pure forfanterie de ma part que de justifier, après coup et sans risque, une décision stupide qui m'aurait fait mourir de la main des combattants de mon propre camp. Une fois tous *ces* obstacles franchis, je participai à l'entrée des soldats de Gingouin dans Limoges sous les ovations de la population pendant que le général commandant la Wehrmacht locale se rendait sans conditions à cet ancien instituteur communiste.

Dans la foule en liesse, je retrouvai mon ami Marc Movschin, chirurgien-dentiste parisien d'origine russe que j'avais connu à Périgueux où il s'était réfugié en 1940. Je lui demandai ce qu'il était devenu depuis mon passage dans la clandestinité. Il me dit qu'il avait trouvé un boulot d'occasion à Limoges, mais que quelques jours avant la Libération il avait été arrêté par un type de la Gestapo qui s'était amusé à lui brûler le dos avec le bout enflammé d'une cigarette. Joignant le geste à la parole, il souleva sa chemise et je pus voir cette horreur. Un des officiers de Guingouin qui se trouvait à côté de nous lui dit : « *On peut petit-être retrouver votre tortionnaire, car on m'a signalé que des gestapistes avaient été internés dans la prison militaire de Limoges*. »

Sous la conduite de l'officier, nous entrons dans cette prison. Marc montre son dos à un maquisard de garde qui nous ouvre plusieurs cellules où croupissent des résidus de la Gestapo. À la cinquième ou sixième cellule, Marc dit : « C'est lui. » Le maquisard demande à Marc ce qu'il veut lui faire. La réponse est immédiate : « Je veux lui cracher dans l'œil. » Le gestapiste comprend et tend sa face d'un air résigné. Sans un mot, Movschin lui balance un gros mollard dans l'œil droit. Puis nous repartons sans bien voir que nous laissons le maquisard derrière nous. À peine arrivés au bout du couloir, nous entendons le crépitement d'une mitraillette. Le maquisard avait fait justice. Je réorganisai au mieux les FUJP de la région dite « R5 » qui allait de l'Indre jusqu'au Lot en englobant la Creuse, la Corrèze, la Haute-Vienne et la Dordogne, autrement dit le Périgord. À Limoges même, je fis ouvrir rue du Clocher une permanence FUJP tandis que s'installait non loin de là une permanence des Jeunesses communistes. J'avais le

sentiment passablement naïf qu'avec ces boutiques nous pourrions développer irrésistiblement nos organisations.

F. G. - La Libération ayant eu lieu, quel but poursuivais-tu ?

P. F. - Le pouvoir, tout simplement le pouvoir ! Un jour Chaintron, membre du Comité central du Parti communiste que de Gaulle avait nommé préfet de la Haute-Vienne, réunit à la préfecture un certain nombre de responsables dont j'étais afin de parler à bâtons rompus de la situation politique. Je me souviens assez bien des bêtises que j'ai dites ce jour-là précisément parce que j'ai compris assez peu de temps après que c'étaient des bêtises.

Lorsque la parole me fut donnée, je déclarai que la Libération pouvait être comparée à la révolution de février **1917** en Russie et que nous devions nous préparer à la révolution d'Octobre. J'ajoutais quelque chose du genre « de Gaulle, c'est Kérensky et il nous appartient de renverser son Gouvernement provisoire pour le remplacer par un gouvernement du Parti communiste, en commençant par organiser la marche sur Paris des Francs-Tireurs et Partisans de la R5 ».

À ce moment-là, Chaintron, qui était un pince-sans-rire, proposa de suspendre la discussion et de faire venir quelques rafraîchissements. Après cette pause, il me demanda si je connaissais Paris, puis si j'avais quelque idée du rapport des forces militaires en Europe occidentale et particulièrement en France alors que la guerre n'était pas terminée. Je répondis par la négative aux deux questions, et Chaintron nous fit une excellente leçon de géopolitique qui me convainquit de la légèreté de mon propos.

E G. - Jean Chaintron que j'ai connu beaucoup plus tard, effectivement charmant et raisonnable, a-t-il réussi à te faire changer d'opinion aussi vite ?

P. E — Peut-être pas immédiatement, mais vraiment peu de temps après, parce que le rapport des forces militaires et politiques que le camarade préfet nous avait exposé a ouvert mon horizon. C'était le partage du monde de Yalta quelques mois avant Yalta.

F. G. - Je suis sensible à la différence entre ce que tu as vécu à l'époque et ce que nous pensons aujourd'hui, toi et moi, de cette époque.

P. E - Je crois effectivement que le vécu des changements politiques d'une certaine importance ne s'accompagne pas chez la plupart des acteurs et des spectateurs d'une claire conscience de leur sens et de leur portée.

F. G. - Sans parler de la pluralité des interprétations que nous offre l'histoire « équivoque et inépuisable », comme le disait Raymond Aron.

P. F. - D'accord, mais c'est une autre question. Pour le moment, je voudrais te donner un exemple d'« étonnement » face à l'actualité qui me paraît intéressant. Le Parti m'avait chargé, à l'automne 1944, d'accompagner en voiture de Limoges à Périgueux Léon Mauvais, qui était alors secrétaire à l'organisation du Comité central, et Gaston Monmousseau, vieux dirigeant syndicaliste alors membre du bureau politique. J'étais à côté du chauffeur et les deux grands dirigeants se trouvaient sur la banquette arrière. Nous roulions entre les paysages boisés de mon enfance et de mon adolescence et

je me tournai de côté pour expliquer aux nouveaux venus dans la région ce qui s'était passé dans la clandestinité et leur raconter les combats des Jeunesses communistes et des Francs-Tireurs et Partisans. Je leur montrais que dans la R5 nous étions les maîtres ou du moins les plus forts par rapport aux autres organisations de la Résistance.

Alors, l'un des deux apparatchiks (je ne sais plus lequel) laissa jaillir ce cri d'étonnement : « Qui aurait dit en 1939-1940 que nous remonterions si vite et si haut. »

F. G. - On a raconté une histoire semblable concernant de Gaulle et Juin en inspection sur le front d'Alsace au cours de l'hiver 1944-1945. Juin aurait dit à de Gaulle : « Qui aurait cru en 1940 que quatre ans après nous aurions une armée française à nouveau capable d'affronter les Allemands ? » Et de Gaulle aurait répondu simplement : « Moi » !

P. E - Finalement, cela me paraît signifier que de Gaulle avait eu foi dans la France même aux pires moments et que Juin n'avait pas toujours eu cette foi ou qu'il l'avait eue insuffisamment. De même, Mauvais et Monmousseau avaient peut-être douté de la capacité du Parti de redevenir une grande force après la période de complet isolement des débuts du second conflit mondial. À propos de mes visites à Périgueux, je me souviens d'une entrevue fort désagréable avec l'évêque du lieu. Étant donné que les FUJP étaient censées rassembler toute la jeunesse de la Résistance ou issue de la Résistance, il était arrivé, notamment en Dordogne, que des membres des FUJP mettent abusivement la main sur des salles appartenant à des patronages ou à d'autres organisations catholiques. Et, comme tu peux l'imaginer, l'évêque de Périgueux n'a que médiocrement apprécié ces tentatives de « sécularisation ». Naturellement, dès que j'ai été mis au courant de *ces bévues,* j'ai donné des instructions pour que cela cesse. Mais cela n'a pas suffi pour calmer l'ire de l'évêque de Périgueux. Je lui ai donc demandé de m'accorder un entretien pour que je puisse m'expliquer en toute clarté avec lui. Au jour dit, à l'heure dite, je fus introduit auprès du prélat. Je revois encore sa soutane aux boutons violets, sa ceinture et sa barrette de la même couleur. Quant à moi, j'étais sanglé dans une tenue paramilitaire du genre chasseur alpin et botté comme pour un combat.

Je commençais à exposer la politique d'union entre jeunes communistes, jeunes catholiques et autres et à préciser que les intrusions de certains d'entre nous dans des salles catholiques étaient de très regrettables erreurs. Il m'interrompit assez vite pour me dire d'un ton courroucé : « Vous avez du sang sur les mains. - Quel sang ? - Vous le savez très bien. C'est le sang de Monsieur Sevère qui a toujours été un irréprochable militant de l'Action catholique. » À mon tour, je hausse le ton : « Il a été aussi l'un des chefs miliciens de Périgueux et il a combattu les armes à la main contre le maquis de Vergt. Il a été pris et fusillé comme on doit fusiller les traîtres. » l'évêque change de sujet et d'un ton qui n'est pas celui d'une aimable homélie, me déclare : « L'Église a survécu à bien des régimes. Elle a survécu à la République, au régime de Vichy comme vous l'appelez, et soyez persuadé, Monsieur, qu'elle survivra au régime actuel et à celui que vous essayez d'instaurer. »

Je compris ou, du moins, je crus comprendre ce qui avait déclenché une si violente agressivité : c'était la crainte de voir se constituer une organisation unique de la jeunesse comme cela s'était produit en URSS ou dans des pays comme l'Italie et l'Allemagne,

organisation dans laquelle les jeunes catholiques seraient absorbés. Je pouvais toujours plaider les circonstances atténuantes, l'évêque continuerait à voir en moi un représentant de la menace totalitaire. Après des échanges de propos de moins en moins amènes des deux côtés, nous nous sommes quittés sans nous serrer la main.

Je revins à Châteauroux pour obtenir la régularisation de l'état civil de mon fils Bernard qui était né sous le régime de l'Occupation et qui se trouvait inscrit sur un faux livret de famille. À la mairie, je me suis adressé à une femme apparemment responsable de l'état civil. Quand je lui ai exposé que, résistant clandestin, j'avais fait une fausse déclaration par nécessité, elle m'a dit le plus sérieusement du monde : « C'est très grave ce que vous avez fait. » Il est vraisemblable que j'ai dû lui lancer une bordée d'injures bien senties. Au-delà de cet incident minime, ce qui me paraît significatif, c'est l'aveuglement d'une bureaucrate parmi d'autres aux événements encore très récents de l'Occupation et de la Résistance.

Dans ce même Châteauroux, je pris la parole dans un grand meeting des FUJP. André Nicolas, principal organisateur de cette manifestation, avait fait placarder des affiches où l'on pouvait lire les noms des orateurs prévus et où il avait aimablement indiqué : « et, pour terminer, notre ténor Pierre Fougeyrollas ». Quelle ne fut pas sa surprise quand l'administration fiscale lui adressa une note d'impôts particuliers pour l'emploi du ténor ! Il eut beaucoup de mal à prouver qu'il ne s'était pas agi d'une représentation d'opéra. Ainsi se confirmait que si les régimes politiques changent ou peuvent changer, l'administration, elle, demeure. Mais n'est-ce pas ce que l'histoire moderne avait déjà largement confirmé ?

F. G. - D'accord, mais, outre que le terme de ténor me paraît justifié, ne penses-tu pas qu'en tant que permanent d'une organisation communiste tu appartenais à une forme d'administration ou, comme on le dit plus souvent, à une bureaucratie capable de décisions arbitraires, voire stupides ?

P. F. - C'est ce que je pense maintenant. Dans le contexte de la fin de la guerre, je rêvais encore d'une prise du pouvoir par le Parti, malgré l'« enseignement » de Chaintron, et je croyais qu'en restant permanent, je pourrais jouer un rôle plus important dans les événements à venir. Pourtant, je me posais aussi la question de reprendre mes études et d'accéder à une situation professionnelle indépendante, ce que je devais faire au cours de 1945.

En attendant, je ne reste pas confiné à Limoges. Mon organisation m'envoie en mission en divers endroits où il faut exposer, justifier et défendre la politique communiste. Une fois, je me rends à Bordeaux au volant d'une voiture réquisitionnée que je conduis sans permis, et je parviens à faire accepter la présence d'un représentant des FUJP dans le Comité de libération de la Gironde, en constatant la faiblesse de nos effectifs dans cette ville où la Gestapo et ses agents locaux ont été d'une terrible efficacité.

Une autre fois, je vais à Aigrefeuille, sur ce que nous appelions « le front de La Rochelle » et je harangue les jeunes communistes et les autres qui font partie des troupes d'« encerclement ». Enfin, je vais pour quelques jours à Clermont-Ferrand afin d'installer un membre des FUJP dans le Comité de libération de la région Auvergne. Je profite de l'occasion pour tenter de faire débaptiser Vichy, lieu symbolique de la défaite et de la trahison. Ne suis-

je pas dans le droit fil de la Révolution française débaptisant la ville de Lyon et la rebaptisant Ville-Affranchie ?

F. G. - Et du moins dans la tradition de la Révolution soviétique.

P. F. - Disons que pour moi les deux traditions se rejoignaient. Je prononce donc mon réquisitoire contre Vichy dans un climat de consensus. Après quoi, je propose d'abolir ce nom devenu odieux aux oreilles des patriotes et de rebaptiser la ville : Libération-sur-Allier. Alors, mon bon maître Canguilhem, qui avait terminé sa résistance dans les rangs des Auvergnats, me lance imperturbable : « Et vous la vendrez comment votre eau de Libération-sur-Allier, Monsieur Fougeyrollas ? » Mon entreprise s'arrêta là, ce que je regrette encore aujourd'hui.

F. G. - Je partage ce regret. Les jeunes citoyens de Vichy souffrent d'un opprobre qu'ils n'ont point mérité.

7. Le temps du stalinisme

FRANÇOIS GEORGE - Tu viens de dire qu'en 1945 tu avais cessé d'être permanent des Jeunesses communistes et que tu avais repris le cours de tes études et trouvé du travail. Comment cela s'est-il passé ?

PIERRE FOUGEYROLLAS — Après mon bref séjour à Clermont-Ferrand, mon organisation me nomme à la direction nationale de l'Union des étudiants patriotes qui était l'organisation étudiante des FUJP. Je « monte » donc à Paris où j'accomplis ma dernière tâche de permanent. À cette occasion, je participe en Sorbonne à la réception solennelle du général Eisenhower qui nous déclare que l'insurrection française a représenté pour lui l'appui de plusieurs divisions.

On me présente à Louis Aragon qui promet de donner *à Clarté, la* revue des étudiants communistes, un poème sur la Commune de Paris. En prévision du numéro du 18 mars 1945, je me rends au Comité national des écrivains pour recueillir le précieux poème. Aragon n'est pas là. Je suis reçu par Elsa Triolet qui m'annonce qu'Aragon ne s'est pas senti inspiré, ces temps-ci, par la Commune et qu'il a fait un nouveau poème d'amour sur elle dont elle me tend le texte. Je le refuse poliment mais nettement en lui faisant remarquer que ça ne correspond pas à notre attente. Elle me foudroie d'un regard méprisant et je me retire sur la pointe des pieds.

Quinze jours après, j'abandonne ma condition de permanent et, grâce à l'aide d'un camarade, je deviens rédacteur à la direction de l'architecture du ministère de l'Éducation nationale, rue de Valois, qui, sous la Ve République fera partie du ministère de la Culture. Tous les matins, le chef du bureau me fait porter les lettres ou les dossiers annotés de sa main pour lesquels je dois préparer, à la plume, les réponses appropriées. Une fois qu'il les aura visées, elles seront dactylographiées par une secrétaire qui me les fera porter pour que j'en vérifie la forme et que, dernière phase, le chef du bureau les signe ou fasse signer les plus importantes par un sous-directeur ou un directeur du ministère, voire le ministre lui-même.

Pendant un mois, je fais consciencieusement ce travail répétitif tout en remarquant que les réponses que je dois rédiger peuvent être classées selon un petit nombre de types, toujours les

mêmes. Je n'évite pas un certain ennui. Pour y remédier, je mets en place la stratégie suivante avec la complicité d'une dactylo pleine d'indulgence pour moi : dès que j'ai reçu les lettres et documents que je dois traiter, je me rends chez elle, et je lui dicte les réponses appropriées qu'elle prend en sténo et qu'elle tape, dans la journée, sur sa machine à écrire. En fin d'après-midi, je reçois les lettres dactylographiées dont je vérifie la correction et que je fais porter au chef du bureau.

F. G. - En somme, tu es l'auteur méconnu d'une réforme des procédures de fonctionnement de l'Administration centrale.

P. F. - On peut peut-être dire ça, mais mon objectif était beaucoup plus modeste. Au lieu de rester huit heures dans mon bureau, grâce à ma « réforme », je quittais en douce la rue de Valois vers onze heures et j'y revenais vers seize heures pour relire les réponses dactylographiées. Entre-temps, je fréquentais le Louvre et d'autres musées dont j'avais été privé dans mon adolescence provinciale.

F. G. - **Il n'empêche, si j'en crois tes propos, que l'administration aurait pu faire ou pourrait faire avec ta méthode une économie de temps et d'énergie.**

P. F. - Je ne sais pas où en sont les choses aujourd'hui. Elles ont tout de même dû changer depuis 1945. En ce temps-là, mon chef de bureau a fini par découvrir mon astuce et il m'a conseillé de trouver un emploi plus conforme à mes aspirations. C'est ainsi que je suis devenu professeur d'enseignement général au centre d'apprentissage du Clos-Montholon à Malakoff, vieille municipalité communiste.

F. G. - Tu ne devais **pas être mécontent de cette nouvelle profession et de l'endroit où tu étais nommé.**

P. E - Bien sûr. Pour moi, c'était le contact avec la classe ouvrière de la banlieue parisienne. Je suis resté quatre ans à Malakoff où j'ai été élu au bureau de la section du Parti communiste. Mais je ne suis resté que deux ans au centre d'apprentissage, temps que j'ai mis à profit pour préparer et rédiger un mémoire de diplôme d'études supérieures en philosophie sous la direction du vieil Émile Bréhier qui faisait alors figure de pape de l'histoire de la philosophie.

F. **G. - Quel était le sujet de ce mémoire ?**

P. F. - *La Critique de Rousseau par Helvétius.* C'était tout à fait conforme à la ligne du Parti qui exaltait le matérialisme français du XVIIIe siècle.

F. G. - Qu'en pensait Bréhier ?

P. F. - Il me semble qu'il était favorablement impressionné par mon passé de résistant Il m'a fait remarquer que les réfractaires au Service du travail obligatoire, et à plus forte raison les anciens combattants de la Résistance, étaient légalement dispensés de ce diplôme. Je lui ai répondu que je me sentais le besoin d'un complément de formation et que je voulais particulièrement traiter ce sujet. Il m'a dit que dans son *Histoire de la philosophie,* qui faisait autorité à l'époque, il avait sous-estimé l'importance du matérialisme français du XVIIIe. Il m'accorda, lecture faite, la meilleure mention. Ce que j'aimais par-dessus tout chez Helvétius, c'était le refus de l'idée de l'inné dominant, le refus du poids de

l'hérédité sur l'intelligence individuelle que Jacques Monod devait un quart de siècle plus tard me reprocher comme une tare antiscientifique.

F. G. - Qu'est-ce que c'est que cette histoire de Monod ?

P. E - Oh, ça se situe aux alentours de 1972, lors de mon installation à l'université Paris-VII. Un collègue biologiste m'a invité à dîner en compagnie de Jacques Monod qui était alors au sommet de sa gloire. Comme j'évoquais l'inégalité des chances des enfants à l'école en raison de leurs milieux familiaux plus ou moins favorables ou défavorables à l'acquisition des savoirs, l'illustre savant me reprit avec vivacité en évoquant les inégalités de nature relevant de l'hérédité ou transmises par elle. Il dit avec autorité : « L'inégalité des chances due au milieu social, ça fait 20 % et l'inégalité provenant de l'hérédité, ça fait 80 %. » J'eus beau mégoter en rétorquant : « Pourquoi 80 % plutôt que 70 ou 90 ? », je fus renvoyé aux insuffisances théoriques de ce matérialisme français du XVIIIe siècle que j'avais si passionnément défendu un quart de siècle auparavant.

F. G. - Et maintenant, qu'est-ce que tu en penses ?

P. F. - Je me garderais bien de nier l'inné et l'héréditaire comme j'avais eu tendance à le faire autrefois dans l'esprit de la philosophie des Lumières. Je me garderais aussi de réduire à la génétique les inégalités d'intelligence entre les individus. Toute généralisation n'est-elle pas abusive en ce domaine comme en d'autres ? En fait, ce sont les idéologies et non pas les observations scientifiques qui font conclure à une égalité ou à une inégalité congénitale et définitive des possibilités intellectuelles de l'individu humain. Monod avait au moins partiellement raison contre moi, mais son refus de l'optimisme du XVIIIe siècle ne provenait-il pas à bien des égards de sa rupture récente avec ses anciennes convictions marxistes ?

F. G. - Ce débat me paraît passablement loin du stalinisme. Tu m'as dit souvent que, dans la Résistance, tu n'étais pas vraiment stalinien et que tu l'étais devenu dans la période qui a suivi. Peux-tu m'expliquer *ce* passage ?

P. E - Bien volontiers, bien que ce ne soit pas si facile que ça. Il y a d'abord le fait que de 1942, date de mon adhésion aux Jeunesses communistes, jusqu'en 1947, c'est-à-dire au début de la guerre froide, je vis mon communisme dans un contexte d'union avec les autres forces combattant l'Allemagne hitlérienne. Avec la guerre froide, c'est cette union qui est déchirée, c'est une rupture qui est consommée et qui infléchit mon orientation politique comme celle des autres communistes de ma génération.

Le **5** mars **1946,** Churchill, dans son célèbre discours de Fulton, accuse Moscou d'avoir fait tomber un rideau de fer de la Baltique à l'Adriatique pour imposer aux peuples de l'Europe de l'Est sa domination politique et idéologique en opposition avec l'Occident. De leur côté, les dirigeants soviétiques accusent les Américains de protéger en Allemagne de l'Ouest des criminels nazis afin de préparer une revanche contre l'URSS. Comment, dans ces conditions, les anciens résistants communistes n'auraient-ils pas le sentiment que leur lutte d'hier continue, qu'il s'agit de la même lutte ? Un certain abbé Boulier, grand ami des communistes, ne s'écrie-t-il pas : « C'est la lutte des mêmes contre les mêmes » ?

F. G. - Ne te posais-tu pas des questions sur le régime intérieur de l'URSS ?

P. F. - Pas encore. N'oublie pas que nous sortons à peine de la guerre, que l'URSS est le pays qui a payé le plus lourd tribut à la cause commune. En outre, elle est devenue l'une des deux superpuissances et bientôt la victoire des communistes en Chine donnera l'impression à beaucoup de personnes de ma génération que l'extension du communisme au monde entier est un processus irréversible.

F. G. - Tout n'était peut-être pas aussi limpide. Qu'as-tu pensé de la rupture de Tito avec l'URSS et de sa condamnation par Staline ?

P. E - Là, tu touches un point sensible. J'avais en effet beaucoup d'admiration pour Tito, en tant que chef des partisans yougoslaves qui avaient tenu tête à Hitler et ses alliés et qui avaient libéré presque seul le sol de la Yougoslavie. Je me souviens d'avoir hésité pendant une semaine entre le point de vue des Yougoslaves et celui des Soviétiques.

F. G. - Autrement dit, entre Tito et Staline.

P. E - On peut dire ça effectivement. En fait, je suis parfaitement intégré au milieu communiste dont Staline est le chef mondial. À Malakoff, je suis connu et reconnu comme un des dirigeants locaux du Parti ; à Paris, je participe aux activités du Cercle des philosophes communistes, je suis l'un des trois secrétaires de l'Université nouvelle qui enseigne le marxisme-léninisme dans la tradition d'avant-guerre de l'Université ouvrière de Georges Politzer ; enfin, je fais partie de la Commission idéologique du Comité central du Parti.

F. G. - Étant donné que tu enseignes le marxisme-léninisme, cela signifie, au moins d'une certaine façon, que tu es devenu marxiste.

P. F. - Oui, mais tu as bien raison de dire *d'une certaine façon.* J'ai attentivement lu, à cette époque, les classiques du marxisme, mais à travers un prisme qui s'appelle précisément le *marxisme-léninisme* et qui constitue l'aspect théorique du stalinisme.

F. G. - Nous y voilà !

P. F. - Les jeunes d'aujourd'hui ne peuvent pas imaginer l'importance que des gens comme moi ont accordée à cet opuscule de Staline intitulé *Matérialisme dialectique et matérialisme historique.* Un jour, je fais part à Victor Leduc, principal responsable du Cercle des philosophes communistes, de mon intention de rédiger un commentaire du petit ouvrage en question. Victor, habituellement très affable, me répond avec une certaine sévérité : « On ne commente pas Staline, on l'étudie. » D'ailleurs, pour en revenir à l'Affaire Tito, j'ai fait remarquer à Fajon, responsable de la Section idéologique du Comité central et membre du bureau politique du Parti, que dans le texte de condamnation publié par le Bureau d'information des partis communistes et ouvriers l'expression *despotisme turc* était peu compréhensible par le grand public français. Je ne contestais pas, du moins ouvertement, le fait que Tito fasse régner dans son pays un despotisme, mais je trouvais impropre de le qualifier de turc. Fajon me dit : « Qu'est-ce que tu proposes ? - De remplacer turc par un autre adjectif. - Tu veux donc modifier le texte ? - Oui. - C'est impossible, car le texte est de la main même du camarade Staline, » Et la conversation en est restée là.

F. G. - Quel effet a produit sur toi ce genre de déclaration péremptoire ?

P. F. - Cela m'a gêné, du moins sur le moment. Puis deux arguments ont fait disparaître la gêne et maintenir la fidélité au Parti : premièrement, je dois me méfier de réactions individualistes qui proviendraient de mes origines petites-bourgeoises ; deuxièmement, je dois constater que d'éminents philosophes communistes comme Henri Lefebvre et Jean-Toussaint Desanti, plus anciens et politiquement plus avertis que moi, demeurent fidèles au Parti.

F. G. - On est loin du libre examen et de la liberté de pensée qui devraient être l'apanage de l'intellectuel.

P. F. - On en est exactement aux antipodes. En ce qui me concerne, il me semble que la foi catholique de mon enfance m'avait préparé, en quelque sorte, à cette mentalité qu'il faut bien appeler *totalitaire.*

E G. - Comment cela ?

P. F. - Eh bien, le catéchisme de mon enfance posait la question : « Qu'est-ce qui me prouve que je suis dans la vraie foi ? » Puis, il donnait la réponse : « Ce qui me prouve que je suis dans la vraie foi, c'est que je suis d'accord avec mon curé, qui est lui-même d'accord avec son évêque, qui est lui-même d'accord avec notre Saint-Père le pape. »

F. G. - C'est ce qui explique que le marxisme, notamment le marxisme-léninisme, ait eu de grands succès parmi les peuples catholiques et les peuples orthodoxes et qu'il en ait eu si peu parmi les peuples protestants.

P. F. - C'est également mon avis. Dans ma cellule de Malakoff, les séances se déroulaient toujours de la même façon. D'abord, on se répartissait les tâches des prochains jours : vente publique de *L'Humanité Dimanche,* distribution de tracts, affichages divers, etc. Ensuite, un membre de la cellule ne manquait pas de dire : « Maintenant, notre camarade Fougeyrollas va nous expliquer la situation politique. » Ma qualité de membre du bureau de la Section et ma qualité de diplômé se conjuguaient pour faire de moi celui qu'il fallait écouter parce qu'il était supposé expliquer le mieux possible la situation vue par le Parti. Bien entendu, après mon exposé, il y avait des questions et aussi des objections, mais le débat, car il y avait un débat, se déroulait en conformité fondamentale avec la ligne du Parti.

F. G. - Que penses-tu rétrospectivement de ces réunions de militants ?

P. E - Je crois que nous avions tous l'idéal d'une politique de nature scientifique qui provenait de Saint-Simon à travers Marx et Lénine ; d'où le fait que mes camarades me jugeant plus *compétent* m'accordaient l'initiative de la parole. On touche là à l'aspect technocratique du stalinisme. En outre, il y avait le fait hiérarchique : j'étais écouté parce que j'exprimais le point de vue de la Section qui était celui de la Fédération, qui était celui du Comité central et, à l'échelle internationale, celui du *camarade Staline,* symbole personnifié de notre unité mondiale. Insensiblement, j'étais passé de la révolte résistante à l'acceptation d'un ordre spécifique. Comme le chante *La Jeune Garde : «* Nous reconstruirons sur vos ruines le communisme, ordre nouveau. » j'étais évidemment aux antipodes de l'anarchisme et du gauchisme et je demeurais étranger à cette mentalité démocratique, voire simplement

républicaine à laquelle mon père mourant m'avait demandé d'être fidèle. Reconnaissons que la mentalité totalitaire a quelque chose d'apaisant, de tranquillisant puisqu'elle répond à tout et prétend légitimer ses réponses au nom de la science et en vertu de la hiérarchie politique.

E G. - Tu as collaboré dans ces années-là à *La Nouvelle Critique.*

P. E - C'est exact et je comprends bien maintenant qu'elle a été créée en raison de la tiédeur idéologique de cette revue plus ancienne qui s'appelait *La Pensée* et qui se disait la revue du rationalisme moderne. Dans *La Nouvelle Critique,* c'était le marxisme-léninisme qui régnait en maître. Cela dit, les articles que je lui ai donnés critiquaient l'utilisation des tests dans le recrutement des salariés, l'usage de la sociologie au service de l'Occident et finalement l'idéologie immanente aux disciplines se disant « sciences sociales. » En mettant de côté le ton trop agressif, je pourrais presque encore les signer. Ce n'est pas moi, en tout cas, qui ai écrit que Staline était le plus grand penseur de l'histoire universelle, ce qui prouve qu'il y a des degrés dans l'aliénation totalitaire et que je sentais qu'il y avait des limites de la déraison à ne pas franchir.

F. G. - Est-ce à dire que tu n'as été qu'un *petit stalinien, comme* l'a dit de lui-même Jean Récanati qui, si je ne m'abuse, a été l'un de tes amis ?

P. F. - S'il s'agit du pouvoir dont je disposais effectivement dans l'appareil du Parti, je n'ai été, comme Récanati - et peut-être encore moins que lui -, qu'un *petit stalinien.* Mais s'il s'agit de mon vécu personnel, de ma vision de l'être humain et du monde, entre 1946 et 1953, je crois que j'ai été un stalinien au sens plein du terme, avec ce que ce qualificatif comportait alors pour moi d'élogieux, voire de glorieux.

Cherchant à sortir de mon Centre d'apprentissage de Malakoff, j'obtiens une délégation rectorale au lycée Janson-de-Sailly, haut lieu d'enseignement pour les fils d'une partie de la bonne bourgeoisie du XVIe arrondissement. J'y enseigne seulement pendant quelques mois en remplacement d'un collègue titulaire du poste. Mes élèves de philo sont très sympathiques et mon enseignement passe très bien à en croire leurs témoignages. Malheureusement, outre cette classe, le proviseur est obligé de me confier des heures dans des classes de préparation aux grandes écoles, notamment dans une corniche (classe de préparation à Saint-Cyr). Il me met en garde avant ma première séance : « Méfiez-vous de ces candidats à Saint-Cyr ; ils détestent ce qu'ils appellent le cours de laïus et, l'an dernier, ils m'ont usé trois professeurs de philosophie. »

F. G. - Tes rencontres avec ces gaillards n'ont sans doute pas manqué de piquant.

P. F. - Tu ne crois pas si bien dire. Quand je me suis rendu pour la première fois à la corniche, j'ai été accueilli avec un salut militaire par le responsable de la classe qui commanda à ses camarades le garde-à-vous lors de mon entrée dans la salle. C'était tout à fait dans la tradition. Ce qui l'était moins, c'était l'énorme inscription qui s'étalait sur toute la largeur du tableau et qui proclamait : « La philosophie, c'est de la merde. » Je ressortis aussitôt de la corniche en faisant signe au responsable de me suivre.

Je l'interpellai d'une voix forte : « Monsieur, je vous donne l'ordre de faire immédiatement effacer l'inscription ridicule écrite au tableau. En outre, vous devez savoir que pour saluer un

officier supérieur, on commande non pas le *garde-à-vous,* mais le à *vos rangs fixe !* C'est ce que vous allez faire pour moi qui suis par rapport à vous beaucoup plus qu'un officier supérieur ! » Quelques minutes après, je faisais un retour triomphal dans la corniche, tableau effacé et le à *vos rangs fixe* commandé dans les formes. Je n'en prononçais pas moins une harangue dans laquelle j'accusais les aînés de mes élèves d'avoir accepté l'armistice de 40 et d'avoir trop souvent « lavé leur honte dans les bidets des hôtels de Vichy » alors que moi, simple civil, je m'étais battu les armes à la main. Résultat de cette algarade : un silence respectueux et attentif jusqu'à la fin de mon enseignement.

Deux ou trois mois auparavant, j'avais déposé un formulaire de candidature au CNRS en vue de recherches sur les structures familiales dans la région parisienne. Alors que je désespérais d'obtenir une réponse, je fus convoqué dans un bureau situé dans l'immeuble où était imprimé *Le Populaire,* organe du parti socialiste, sur le boulevard Montmartre. Je parvins dans une pièce tellement modeste que je crus être reçu par un quelconque gratte-papier du CNRS. Je fis front à ses questions avec la plus grande désinvolture. Pourquoi, me dit-il, avez-vous choisi d'étudier les structures familiales ? Parce que, répondis-je, j'ai pensé que le sujet était à la mode bien qu'il ne m'intéresse pas particulièrement. **Et** le tout à l'avenant !

D'appris quelques jours plus tard que celui qui m'avait reçu était le professeur Jean Stoetzel, fondateur de l'Institut français d'opinion publique dont les locaux se trouvaient dans l'immeuble abritant par ailleurs les installations du *Populaire.* Cet homme, qui devait jouer un rôle déterminant dans ma carrière et auquel m'a lié une longue et fidèle amitié, n'avait pas mal pris ma prestation un tantinet insolente. Grâce à son intervention, je devins stagiaire de recherche en sociologie, à la rentrée d'octobre 1948. Je menai très sérieusement mon enquête sur le terrain qui aboutit à un article de *Population,* la revue de l'Institut national d'études démographiques, intitulé « Prédominance du mari ou de la femme dans le couple conjugal », article qui me valut très vite une certaine notoriété.

F. G. - **Comment conciliais-tu ta recherche de sociologie dite « bourgeoise » et tes convictions marxistes-léninistes ?**

P. F. - Tout se passait sur deux registres distincts. Sur l'un, j'employais les méthodes et les techniques que j'avais apprises de l'Université, sur l'autre, je soumettais à une impitoyable critique l'idéologie que je qualifiais de bourgeoise et qui, selon moi, était inhérente à la théorisation des sociologues officiels. Ce genre de contradictions n'empêchait pas la vie de se dérouler heureusement. Ainsi, le 23 février 1950, au tournant du siècle, comme on dit, naît ma fille Dominique qui plus tard deviendra sociologue, spécialiste du travail non salarié des femmes. Désireux d'acquérir une situation professionnelle stable et définitive, je me présente au concours de l'agrégation de philosophie en **1950.** Le Parti encourageait fortement ce genre d'études, à telle enseigne que de temps en temps Jean-Toussaint Desanti et Louis Althusser m'accueillent ainsi que d'autres agrégatifs communistes dans leurs bureaux de la Rue d'Ulm pour nous préparer au concours. Je réussis à l'écrit et au premier oral, mais j'échoue au second oral. Premier collé, le jury m'accorde l'équivalence du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les collèges (CAEC) et j'obtiens une nomination de délégué ministériel au lycée Marcellin-Berthelot, à Saint-Maur. Grâce au cours que je suis obligé de préparer pour mes élèves, je

réussirai l'année suivante à l'agrégation et je serai nommé à Bordeaux, nouvelle étape dans ma vie.

F. G. - N'as-tu pas gardé quelques souvenirs de ton année à Marcellin-Berthelot ?

P. F. - Je vais en évoquer deux. Le premier concerne mes relations avec le proviseur, un ancien matheux barbu que les élèves avaient baptisé « Barbenzinc ». Il me convoque dans son bureau peu de temps après la rentrée. Il m'interroge sans aménité : « On me rapporte que vous auriez dit à vos élèves que Dieu était un fait social ; qu'avez-vous à répondre ? » Je lui réponds que je n'ai jamais proféré une telle ineptie et que j'ai seulement déclaré en classe que la religion était un fait social. Le proviseur ne fait guère la distinction et il voit dans mon propos une inadmissible attaque contre la religion. Je lui apprends que c'est Durkheim qui a constaté que la religion était un fait social. « Pouvez-vous me le prouver ? », rétorque-t-il. Je le renvoie aux *Formes élémentaires de la vie religieuse* en l'assurant qu'il pourra s'en procurer un exemplaire dans n'importe quelle bonne librairie. Et, pour qu'il n'y revienne pas, je l'exécute verbalement dans le journal de la cellule communiste du lycée.

Le second souvenir, c'est celui d'une conversation à la sortie du lycée avec un collègue littéraire. Naturellement, nous parlons de politique et j'essaie de le persuader, sans succès d'ailleurs, du bien-fondé de la ligne du Parti. J'emploie le « nous » en quelque sorte communautaire, sans y faire particulièrement attention : « Nous communistes, nous pensons que, nous estimons que, nous croyons que... » Le collègue m'interrompt « Arrêtez de dire tout le temps nous, nous, nous. Arrêtez avec ce nous de curés. Essayez un peu de penser par vous-même et pour vous-même. » Je n'ai pas su quoi répondre et je ne me souviens plus très bien de la façon dont la conversation s'est terminée. Mais ce que je sais, c'est que je n'ai plus jamais employé ce *nous de curés* si ce n'est exceptionnellement et dans des conditions bien particulières.

F. G. - Cela semble indiquer que tu étais perméable à certaines critiques et que ton totalitarisme n'était pas sans failles. À propos de ton passage de l'agrégation, j'ai entendu dire qu'au grand oral tu avais tiré un sujet de leçon intitulé *le rationnel et l'irrationnel,* et que tu avais illustré ton propos en déclarant qu'aujourd'hui le rationnel, c'était Thorez, et que l'irrationnel, c'était de Gaulle.

P. F. - Comme tu t'en doutes, c'est une grosse blague qui a circulé quelques jours dans certains couloirs de la Sorbonne. J'ai effectivement planché sur le rationnel et l'irrationnel, mais je me suis bien gardé de références inopportunes à Thorez et à de Gaulle.

En revanche, je me souviens avec un certain déplaisir de ce qui s'est passé au moment de mon oral de grec. J'ai tiré la dernière page du *Philèbe* à traduire et à commenter. J'avais été remarquablement préparé à cette épreuve par mon ami Yvan Denys, futur agrégé de lettres. Pendant ma traduction publique, Davy, qui était le président quasi inamovible du jury de philosophie, m'interrompt et me demande de répéter la traduction d'un membre de phrase. Bien entendu, j'hésite et finalement je réitère ma précédente version. Davy me dit : « Vous êtes sûr ? » Dans un souffle, je réponds affirmativement. Yvan, présent dans la salle, pousse un ouf de soulagement.

J'étais fort connu à l'époque comme militant communiste et comme auteur d'articles polémiques dans *La Nouvelle Critique,* ce qui ne plaisait pas à tout le monde, y compris dans les milieux de la Sorbonne. Le doyen Davy, réputé pour son conservatisme, avait-il voulu me déstabiliser en me demandant de répéter ma traduction d'une petite ligne de Platon ? On ne le saura jamais. L'essentiel, c'est que ce jour-là j'aie décroché le gros lot.

Je suis nommé au lycée de Talence, qui est une annexe du lycée Montesquieu de Bordeaux, entouré d'un beau parc. L'Établissement est mixte. Quand arrive la belle saison, j'entraîne les garçons et les filles dans le parc et il ne manque que l'Ilissos pour que je me prenne pour Socrate entourée de ses disciples. L'administration fronce les sourcils sans pour autant faire obstacle à mon enseignement champêtre. À la fin de l'année, la distribution des prix a lieu au Grand Théâtre sous la présidence du député-maire Chaban-Delmas et, comme nouvel arrivant, c'est moi qui suis chargé de prononcer le discours d'usage. J'ai choisi de parler de Léonard de Vinci précisément parce que le Mouvement de la paix célébrait alors le cinq centième anniversaire de sa naissance dans le cadre d'une grande campagne d'agitation en faveur de la paix. Â certains passages de mon discours, le président de la cérémonie ne cache pas son agacement. Quand nous nous retrouvons seuls dans tin lieu du Grand Théâtre où nous avons le loisir de changer de tenue, Chaban me dit : « Dans des circonstances comme celles d'aujourd'hui, il faut avoir la tête au-dessus des partis. » Par un contresens délibéré je commente : « Mais n'est-ce pas la situation propre à tout individu du sexe masculin ? » Chaban sourit et conclut ce bref échange en marmonnant : « Oh ! c'est fin ! c'est fin ! »

À la rentrée de 1952, je suis nommé, sur ma demande, au lycée Michel-Montaigne qui est beaucoup plus proche de mon domicile et où je resterai jusqu'à la fin de mon séjour bordelais.

Quand les professeurs sortaient du lycée, il y avait, devant la porte, un homme en guenilles qui tendait la main en disant : « C'est pas pour manger, c'est pour boire » ou même « c'est pour me soûler la gueule ». On lui donnait toujours. Certains de mes élèves appartenaient à ces grandes familles bordelaises du Pavé des Chartrons. Grâce à leurs pères, je découvrais les grands crus du Médoc, de Saint-Émilion et de l'Entre-Deux-Mers. Et, le dimanche, j'allais souvent en famille à Arcachon déguster des huîtres accompagnées des crépinettes si typiques de la région.

E G. - À propos d'Arcachon, ne m'as-tu pas raconté une anecdote avec Rostropovitch ?

P. E - Oh ! Je l'avais oubliée. Effectivement, l'illustre violoncelliste soviétique avait été invité à donner un récital en soirée au Grand Théâtre. Il était prévu qu'il arrive le matin. Aussi le Parti m'avait-il chargé avec un camarade, président de l'Association France-URSS de Gironde, de lui faire passer une journée de détente en le conduisant à Arcachon. Nous nous installâmes tous les trois dans tin des meilleurs restaurants d'huîtres de la ville, sans savoir si Rostropovitch aimait ou n'aimait pas les huîtres. En tout cas, il donna son accord pour y goûter. Dès qu'il en eut absorbé une, il commanda à la serveuse : « cognac »1 La jeune fille remplit trois petits verres et s'apprêta à remporter la bouteille. Rostro lui fit signe de la laisser. Et chaque fois qu'il prenait une huître il l'arrosait de cognac et la dégustait en nous manifestant sa satisfaction.

Le camarade de France-URSS, moins buveur que moi, m'exprima discrètement son inquiétude : « Est-ce que ce grand artiste soviétique qui nous a été confié serait capable ce soir d'être à la

hauteur de sa réputation de virtuose mondialement apprécié ? » Je le rassurai, confiant dans la capacité d'absorption des Russes. Le soir, au Grand Théâtre, ce fut un triomphe absolu.

F. G. - As-tu fait comme Rostro ? As-tu versé du cognac dans tes huîtres ?

P. F. - C'est si ancien que je suis incapable de me souvenir. Et pendant que la vie s'écoulait fort paisiblement à Bordeaux, un dernier procès politique se déroulait à Prague et se concluait par l'exécution d'une brochette de dirigeants communistes tchèques et slovaques.

F. G. - Je ne comprends pas bien le rapport que tu établis, même sous une forme contradictoire, entre ta vie bordelaise et un procès stalinien en Europe de l'Est.

P. E - Je reconnais que ce rapport est complètement subjectif. J'ai simplement voulu dire que dans la situation proprement bordelaise, je me sentais en accord avec mon parti. En revanche, le procès qui se tenait à Prague en 1952 ne pouvait pas ne pas me faire souvenir des deux grands procès de 1949 : celui de Rajk en Hongrie et celui de Kostov en Bulgarie. D'où un malaise à l'égard de *L'Humanité* et du Parti lui-même qui justifiaient successivement ces procès et qui traînaient dans la boue d'anciens dirigeants tenus désormais pour des traîtres, sans parler des attaques continuelles contre Tito.

F. G. - Pourtant tu m'as dit que les procès de Moscou des années 1930 contre Zinoviev, Kamenev, Boukharine et d'autres vieux bolcheviks ne t'avaient pas empêché de rejoindre les Jeunesses communistes en 1942.

P. E - Certes. Mais, si j'avais pu admettre, dix ans auparavant, que la Révolution soviétique s'était défendue contre des « déviationnistes » à la façon dont Robespierre avait éliminé les Girondins, les hébertistes et les dantonistes, je comprenais moins bien le fonctionnement d'une sorte d'« automatisme de répétition » alors que l'URSS était au sommet de sa puissance. Les grands procès qui ont eu lieu dans les pays dits de *démocratie populaire* ont beaucoup plus influencé mon évolution politique que tout ce qui se passait au même moment en France.

F. G. - C'est assez facile à comprendre. Ce qui se passait en France relevait d'un monde imparfait dont tu faisais la critique. Ce qui se passait à l'Est appartenait à un monde que tu idéalisais et dont tu ne supportais pas qu'il ne correspondît point à cette idéalisation.

P. E - Pour te montrer à quel point mon esprit était tourné vers les pays de l'Est, je vais te parler de mes rencontres avec Jacques Duclos et du dialogue que nous avons eu sur cette région du monde. Comme tu le sais, Duclos était le numéro 2 du Parti communiste.

F. G. - J'ai même entendu dire qu'à l'échelle internationale, notamment aux yeux des dirigeants soviétiques, il était plus important que Thorez. En tout cas, Duclos était resté clandestinement en France pendant toute la Résistance et faisait rétrospectivement figure de chef de la Résistance communiste.

P. E - Quoi qu'il en soit, Duclos se rendait périodiquement en voiture de Paris à Tarbes où il avait gardé de la famille. À la mi-journée, il s'arrêtait à Bordeaux et il lui arrivait de déjeuner

chez moi, au Bouscat. Je l'invitais avec le secrétaire de la Fédération communiste de la Gironde et la plupart des membres du bureau fédéral.

F. G. - Cela faisait beaucoup de monde.

P. F. - Oh, huit à dix personnes. Naturellement, j'installais à la place d'honneur le « petit Jacques », comme on l'appelait affectueusement dans le Parti, et je m'asseyais en face de lui, à l'autre bout de la table. Souvent la conversation prenait la forme d'un dialogue entre lui et moi. Il respirait la bonne humeur et il ne manquait jamais d'épicer ses propos de quelques mots d'esprit. Encouragé par son apparence bonhomme, je risquais parfois une de ces plaisanteries qui n'étaient pas de mise devant les hauts dirigeants du Parti. Bon prince, Duclos riait fort jovialement, ce qui déclenchait le rire des autres camarades comme une cascade descendant la hiérarchie de l'appareil.

F. G. - C'était une façon d'éviter de parler politique.

R E - Pas toujours. Une fois, Duclos me demande ce que mes collègues du lycée pensent de la politique du Parti. Je lui réponds que l'un d'eux avoue se poser des questions en ce qui concerne les condamnations et les exécutions d'anciens dirigeants communistes de Tchécoslovaquie. J'ajoute que les procès de Budapest, de Sofia et de Prague sont mal compris et mal appréciés dans mon milieu professionnel. Duclos n'est pas dupe ; il comprend que ces objections ne sont pas seulement celles de mes collègues et qu'elles sont aussi les miennes.

F. G. - Comment y répond-il ?

R E - Il reprend l'argumentation officielle tout en y ajoutant des remarques qui se veulent plus personnelles : « Tu sais, les partis communistes de l'Europe de l'Est ne sont pas enracinés dans des traditions révolutionnaires comparables à celles des grands partis ouvriers occidentaux. Et puis ces partis sont brusquement passés d'une clandestinité férocement réprimée à un pouvoir sans partage. Des aventuriers ont pu *se* glisser dans leurs rangs et d'anciens révolutionnaires ont pu par ailleurs connaître une sorte de vertige du pouvoir que l'ennemi de classe, l'ennemi de toujours, a utilisée. »

F. G. - Duclos t'a-t-il convaincu ?

P. F. - Pas vraiment. Et c'est sans doute ce jour-là que j'ai commencé à penser qu'il y avait « quelque chose de pourri dans le royaume de Danemark », je veux dire « dans le monde communiste ». Bien entendu, ce qui se passait en Occident n'était pas toujours de nature à hâter ma déstalinisation. Je pense à l'affaire Rosenberg qui nous a mobilisés pendant des mois. Les deux époux, Julius et Ethel, étaient accusés d'avoir participé à une entreprise de livraison du secret de la bombe atomique à l'URSS. Le principal accusateur était le frère d'Ethel et les preuves manquaient pour confondre les Rosenberg. De nombreux chefs d'État et de gouvernement, y compris le pape Pie XII, demandèrent au Président Eisenhower la grâce des suspects.

À Bordeaux, une jeune militante du Parti interrogeait le secrétaire fédéral : « Pourquoi le camarade Staline ne demande-t-il pas lui aussi la grâce des Rosenberg ? » Il lui fut répondu : « Si tu poses cette question, c'est que tu as encore beaucoup à apprendre. » Je vécus leur électrocution mortelle très douloureusement. Le même secrétaire fédéral s'efforçait de me

consoler en me glissant dans l'oreille : « Eisenhower en a fait des martyrs, ça va nous permettre de recruter et de nous renforcer. » Au début de 1953, une inquiétante affaire vient aggraver mes doutes concernant les régimes de l'Est. Un groupe de médecins du Kremlin est accusé de tentatives d'assassinat sur les personnes des principaux dirigeants de l'URSS. Il apparaît en outre que la plupart de ces accusés sont d'origine juive.

F. G. - En as-tu parlé avec Jacques Duclos ?

P. F. - Non. Mais j'ai refusé de signer et de faire signer par les médecins bordelais une pétition émanant du Parti et demandant un châtiment exemplaire pour les médecins du Kremlin. Mon argumentation était imparable. Je disais : « Tenter de faire pression sur la justice en URSS par une pétition, n'est-ce pas douter de la capacité des tribunaux soviétiques de rendre une justice supérieure à celle des pays capitalistes ? »

F. G. - Tes camarades de la Fédération communiste de la Gironde étaient-ils plus dupes que Duclos sur tes sentiments ?

P. E - Vraisemblablement pas. Sur ces entrefaites se produisit un événement considérable : la mort du camarade Staline, le 5 mars 1953. C'est le matin. Je n'ai pas cours au lycée, je suis chez moi au Bouscat et je lis je ne sais plus quel livre en écoutant la radio. Le programme musical s'interrompt et une voix sépulcrale à souhait annonce : « Le Comité central du Parti communiste de l'URSS, le Soviet suprême, le Gouvernement soviétique ont la douleur de vous faire part du décès du camarade Joseph Vissarionovitch Staline. » Je ne me maîtrise pas. Je fonds en larmes, en proie à une douleur extrême. Pour moi le monde s'effondre.

Cet homme dont j'ai souvent dit qu'il symbolisait le mouvement communiste mondial et dont je refusais d'admettre que nous l'idolâtrions, voilà que je le pleurais comme un proche. L'après-midi, je me suis rendu à mon lycée et j'ai été aussitôt reçu par le proviseur avec lequel j'entretenais les meilleures relations. Je lui ai demandé de faire mettre en berne le grand drapeau qui se trouvait lors des circonstances officielles au-dessus de l'entrée principale du lycée. Après un temps d'hésitation, cet homme qui était un ancien résistant accéda à ma demande. Le lendemain, nous apprenions que le gouvernement français avait ordonné de mettre les drapeaux en berne seulement sur les édifices militaires en raison du rôle officiel joué par le maréchal Staline à la tête des armées soviétiques durant la Deuxième Guerre mondiale.

F. G. - Comment réagissaient tes camarades du Parti face à cette situation ?

P. F. - Écoute ! Le secrétaire de la Fédération, qui était un ancien déporté résistant, me trouvait excessivement sentimental. Il me disait : « Staline était notre chef, notre maître, mais le mouvement communiste international continuera sans lui et nous serions impardonnables de vivre la mort de Staline comme la fin du communisme. »

E G. - **Pour toi, n'était-ce pas sinon la fin de ton engagement militant, du moins la fin d'une époque historique et d'une période de ta vie ?**

P. E - Aujourd'hui, j'ai tendance à le croire. Certes, j'ai rompu avec le Parti communiste lors de l'écrasement par les chars soviétiques de l'insurrection hongroise de 1956, en maudissant

le stalinisme. Il n'en reste pas moins qu'avec la mort de Staline quelque chose s'est cassé dans ma conscience de militant. S'agissait-il d'une image du père ? Je me méfie de ces explications pseudo-psychanalytiques qui ne sont jamais complètement fausses, mais qui sont toujours très insuffisantes. Peut-être la mort de Staline a-t-elle été tout simplement la fin du mythe sur lequel s'était construite ma vision communiste, très loin sans doute de la réalité prosaïque de la vie quotidienne dans un pays comme l'URSS.

Une semaine après la mort de Staline, Canguilhem, qui est maintenant inspecteur général, me rend visite dans ma classe. Il s'assoit au fond de la salle et m'invite à poursuivre ma leçon qui porte sur la nature de l'État. Hegel, Marx, Lénine et Staline lui-même : j'enchaîne mes références favorites, comme si mon ancien maître n'était pas là. Deux ou trois *élèves* me posent des questions et me présentent des objections. Je leur réponds comme je le fais d'habitude en accordant la plus grande importance à leurs points de vue et en citant Hobbes et Tocqueville. Dans son rapport d'inspection dont il m'envoie une copie le mois suivant, Canguilhem me donne un satisfecit concernant mes connaissances dans la question traitée et la clarté de mon exposition, et surtout il écrit cette phrase dont je garde encore le souvenir : « M. Fougeyrollas fait régner dans sa classe un climat de bonhomie qui est l'équivalent d'un libéralisme doctrinal. » Peut-on mettre en lumière de façon plus élégante le dogmatisme de ma pensée d'alors et mon souci pédagogique de ne pas l'imposer à l'esprit de mes élèves et de ne pas les opprimer ?

Peu après, j'assiste dans une loge du Grand Théâtre, voisine de celle du maire, à une représentation de la pièce de Sartre *Le Diable et le Bon Dieu* avec Pierre Brasseur dans le rôle de Goetz. À la fin du spectacle et après d'interminables applaudissements, j'entends Chaban qui de sa voix de fausset dit à sa femme. « Allons féliciter Brasseur. »

Une seconde représentation était prévue et annoncée sur des affiches au début de la saison théâtrale suivante. Puis, apparition de nouvelles affiches sur lesquelles ne figurent plus la pièce de Sartre. Renseignements pris, cette déprogrammation s'expliquerait par la proximité des élections municipales. L'archevêque de Bordeaux, hostile à la pièce en question, aurait fait pression sur Chaban afin qu'un tel spectacle ne soit pas infligé une deuxième fois à ses ouailles. Je dénonce le pot-aux-roses dans un article destiné à *La Gironde populaire, le* quotidien régional du Parti. Je l'intitule : « L'archevêque de Bordeaux censure Jean-Paul Sartre. »

Je n'étais pas au bout de mes peines. Le secrétaire fédéral du Parti me convoque pour m'obliger à changer le titre du papier et à modifier quelques phrases. Il me fait la leçon : « l'ennemi principal, c'est pour nous aujourd'hui l'impérialisme américain ; par ailleurs, nous pratiquons la politique de la main tendue aux catholiques. Tu dois donc titrer ton article : « L'impérialisme américain censure Jean-Paul Sartre. » Je réplique que l'impérialisme américain se contrefout de la pièce de Sartre et que je ne changerai rien à mon texte. Finalement, l'article paraîtra revu et corrigé, mais, bien entendu, sans ma signature. Une faille encore peu visible s'élargit entre moi et l'appareil du Parti.

F. G. - **Qu'entends-tu par cette faille ?**

P. F. - Je ne doute pas encore de la possibilité du communisme, non plus que de la légitimité de la lutte contre la société capitaliste. Je pense seulement que **le Parti** s'y prend mal et que

certains de ses dirigeants manquent d'intelligence. Bref, c'est la lourdeur de leurs démarches qui me devient de plus en plus insupportable. Mais je ne suis pas encore capable de comprendre que cette lourdeur est inhérente au stalinisme. J'essaie de m'en protéger en laissant libre cours à mon goût des plaisanteries en tout genre.

Je suis conseiller municipal du Bouscat. Le conseil est composé de dix-sept membres de la droite, de cinq socialistes et de cinq communistes. Lors de la première séance, j'essaie de semer la zizanie entre les gaullistes et les représentants de la droite libérale. Mécontent, le sénateur maire me dit : « Je ne vous laisserai pas jeter une poire de discorde dans les rangs de la majorité. » Je lui rétorque : « Si j'en crois mes souvenirs mythologiques, cette poire serait plutôt une pomme. » Tout le monde rit, sauf le sénateur-maire. Je n'ai pas gagné une bataille politique, mais je me suis imposé dans une sorte de petit intermède théâtral.

Une autre fois - juste retour des choses - c'est à mes dépens que se joue l'intermède. Je conduis une délégation de conseillers municipaux communistes de l'agglomération bordelaise auprès de Chaban-Delmas qui est devenu ministre du gouvernement Mendès France, pour lui présenter un certain nombre de requêtes et de revendications. Il m'écoute avec une apparente attention et quand j'ai fini mon intervention, il me remercie brièvement et se tourne vers un conseiller de Bègles en lui lançant : « Alors, comment se porte votre équipe de rugby ? » Au lieu de ramener

Chaban à l'objet de notre visite, l'autre entame une longue, une trop longue conversation sur le rugby. Après quoi, autant que je m'en souvienne, il a été question avec d'autres conseillers de diverses activités sportives, de telle sorte que je ne parvins pas à remettre le train sur les rails. J'eus beau admonester mes camarades une fois que nous fûmes retournés dans la rue, il n'en était pas moins vrai que Chaban les avait possédés grâce à leur commune passion pour le sport

E G. - Tu viens d'évoquer le gouvernement Mendès France : qu'en pensais-tu à l'époque ?

P. E - J'espérais beaucoup que Mendès aboutisse à un accord de paix en Indochine, mais j'étais choqué de l'entendre dire dans son discours d'investiture qu'il ne tiendrait pas compte des voix communistes. J'étais assez sensible aux aspects modernisateurs de la politique mendésiste qui tranchaient avec l'immobilisme des gouvernements précédents et au style inhabituel du nouveau chef du gouvernement qui ne ressemblait pas à celui des politiciens ordinaires de la III' et de la IV` **République.**

E G. - À t'écouter, on éprouve l'impression que tu subissais à Bordeaux des influences extérieures au Parti.

P. F. - Sans aucun doute. Je retiendrai particulièrement celle de quelques collègues et amis protestants, comme André et Jeannette Jacques, qui m'ont permis de connaître un visage du christianisme différent de celui de mon enfance catholique.

E G. - Pour la deuxième fois, je te demande pourquoi tu n'es pas devenu protestant.

P. E - Mais tout simplement parce que ma croyance en Jésus-Christ et en Dieu avait disparu. Je m'intéressais au christianisme et, plus généralement, aux phénomènes religieux non pas en

croyant mais en homme qui cherchait à comprendre et qui se mettait en situation de sympathie vis-à-vis de celles et de ceux qui croyaient. Cette attitude de compréhension, je la dois aux protestants que j'ai rencontrés à Bordeaux et je leur en reste reconnaissant. Ils ne m'ont pas converti ; d'ailleurs, ils ne le cherchaient pas. Mais ils m'ont rendu spirituellement moins fruste, ils m'ont déniaisé relativement au christianisme et ils m'ont, en un certain sens, quelque peu civilisé ou du moins plus empreint de civilité.

F. G. - je t'ai entendu dire que tu étais un barbare.

P. F. - Je me dis tel en effet pour ne pas être confondu avec *ceux* qui se veulent avant tout des *intellectuels.* La référence à la barbarie signifie pour moi le recours à la vie, aux forces vitales et cosmiques que les analyses de l'intelligence n'épuisent pas.

F. G. - Durant cette période, as-tu eu l'occasion d'aller à l'Est pour observer ce monde « communiste » auquel tu appartenais tout en prenant du champ par rapport à lui ?

P. F. - Oui, je suis allé en Pologne pendant l'été 1954 dans un groupe d'enseignants français invités par les autorités polonaises ; et ce voyage m'a laissé des impressions inoubliables. Pour la première fois, je prenais l'avion et pour la première fois, je sortais des limites de l'Europe occidentale. Nous avons fait une escale sur l'aéroport de Schônfeld, à Berlin-Est. Notre délégation gagna une salle d'attente, où des samovars, trônant sur de petites tables entourées d'officiers soviétiques, disaient clairement qu'ils étaient en pays conquis. Sur un mur, un grand poster de Malenkov, le nouveau chef du gouvernement soviétique, et sur le mur d'en face celui de Wilhelm Pieck montraient que l'on était à jour des développements de l'idéologie officielle.

Je pensais à Karl Liebknecht et à Rosa Luxemburg qui avaient été assassinés non loin de l'endroit où nous nous trouvions. Le reste de la délégation buvait sans vergogne le thé russe et ne s'inquiétait en rien des Slaves campant en maîtres sur le vieux sol germanique. Les conversations russes, l'atmosphère militaire et le climat d'occupation, tout cela était étouffant. Enfin, une hôtesse polonaise rassembla les voyageurs à destination de Varsovie.

Le temps était clair et l'avion volait à une altitude moyenne qui me permettait d'apercevoir les paysages. Je découvrais des forêts plus denses que celles d'Europe occidentale et d'assez nombreux lacs. Il me semblait que le travail des êtres humains avait moins modifié la nature originelle dans ces régions et je songeais à l'immensité de la plaine eurasiatique. Je n'eus guère le temps de prolonger ma rêverie, car nous atterrîmes bientôt sur l'aéroport de Varsovie.

F. G. - Comment avez-vous **été** accueillis ?

P. F. - De la manière à la fois la plus officielle et la plus chaleureuse. N'oublie pas que les Français étaient chers au cœur des Polonais pour des raisons historiques. Ceux qui étaient d'accord avec le régime dit de « démocratie populaire » nous aimaient pour la Révolution française et la Commune de Paris. Quant aux opposants, ils nous aimaient pour la fraternité d'armes des temps napoléoniens et de la Première Guerre mondiale.

On nous installa à l'ancien hôtel Bristol, devenu l'hôtel Orbis, qui se trouve au centre de la capitale et qui avait accueilli entre les deux guerres mondiales nombre de gens illustres. Un

réceptionniste nous demanda de lui remettre nos passeports pour qu'il inscrive nos noms sur le registre de l'hôtel, puis chacun monta dans la chambre qui lui était assignée. Un quart d'heure après, nous étions de nouveau rassemblés dans le hall de l'hôtel en vue de notre première promenade en ville. Le professeur Bernard Lavergne, juriste de réputation internationale qui avait fréquenté la Pologne à l'époque de Pilsudski, demanda au réceptionniste de lui rendre son passeport. Ce dernier lui répondit que nos passeports nous seraient remis le jour où nous reprendrions l'avion pour rentrer en France. Colère de Lavergne : « J'ai l'habitude de voyager dans le monde entier et je n'ai pas l'habitude que l'on me confisque mon passeport. Ou bien vous me le rendez immédiatement, ou bien je prends le premier avion pour Paris. »

F. G. - Comment les Polonais ont-ils pris cette sortie ?

P. F. - Ils semblaient frappés de stupeur. Après un bref conciliabule entre les employés de la réception, le directeur de l'hôtel fut alerté. Il vint aussitôt à notre rencontre, nous salua fort courtoisement, tout particulièrement Lavergne, et nous dit : « Chers amis français, veuillez nous excuser pour ce malentendu. Vos passeports vont vous être remis immédiatement. Vous allez pouvoir faire un tour dans Varsovie juste avant le crépuscule. »

E G. - Qu'as-tu pensé de cet incident ?

P. F. - Sur le moment, j'en voulais à Lavergne d'avoir fait ce petit scandale dont je ne voyais pas la nécessité. Par la suite, j'ai compris qu'il avait eu raison sur le fond parce que c'était une question de droit et de dignité. En fait, la rétention des passeports pendant la durée du séjour relève moins d'un système policier que d'une simple lourdeur bureaucratique. Par ailleurs, Lavergne a obtenu gain de cause pour lui et pour les autres parce qu'il était connu comme un conservateur et comme un nationaliste français, ami non du régime de cette époque, mais de la Pologne de toujours. Un « intellectuel de gauche » n'aurait probablement pas si vite réussi dans une telle démarche.

E G. - Alors, au cours de votre première promenade dans Varsovie, qu'avez-vous vu ?

P. F. - Nous étions accompagnés par deux jeunes femmes, Wanda et Rosa, parlant parfaitement français et ne manquant pas de charme. Elles se sont présentées comme deux assistantes de l'Université de la capitale. Elles devaient, selon toute vraisemblance, être chargées de notre sécurité et nous éviter les « mauvaises rencontres ». Elles nous ont conduits jusqu'à l'avenue Nowy-Swiat où l'on pouvait admirer la qualité du travail de reconstruction de cette ville que Hitler avait temporairement fait rayer de la carte.

F. G. - Que veut dire Nowy Swiat ?

P. F. - Cela veut dire « le nouveau monde », l'avenue du Nouveau-Monde. Je demandai à Wanda s'il s'agissait de l'Amérique où de nombreux Polonais étaient partis s'établir depuis le me siècle, ou s'il s'agissait du monde nouveau devant résulter de la construction du socialisme. Wanda hésita un peu, puis me répondit que ce nouveau monde était celui du socialisme. Je devais apprendre par Bernard Lavergne quelques jours plus tard qu'il s'était promené sur cette avenue qui s'appelait déjà ainsi dans les années 1930. Nous sommes entrés vers la fin du jour dans le vieux Varsovie admirablement reconstruit grâce aux cartons et aux toiles de Bernardo Bellotto, neveu de Canaletto. Un autre soir, nous sommes revenus sur la place principale de cette même vieille ville et nous nous sommes rendus

dans une sorte de cabaret montmartrois. La vodka coulait à flots et les chansonniers déclenchaient les rires de ceux qui comprenaient le polonais. Assis à côté de Wanda, je lui demandais de me traduire leurs propos., j'en ai retenu un : « Qu'est-ce que la pensée ? » demandait le chansonnier. Après avoir constaté que le public ne répondait pas, il déclarait doctement : « C'est le plus court chemin qui va d'une citation du chef suprême à une autre citation du chef suprême. » Le public éclatait alors de rire et applaudissait à tout rompre. Et moi, je pensais que Staline était mort depuis moins de dix-huit mois.

F. G. - Penses-tu que les plaisanteries des chansonniers varsoviens étaient un signe de libéralisation ?

P. F. - Cette année-là, une blague avait cours à l'Est sur la Pologne et sur la Yougoslavie : « En Pologne, on peut dire du mal du gouvernement, mais pas du voisin soviétique ; en Yougoslavie, on peut dire du mal de l'URSS, mais pas du gouvernement. » Je crois finalement que la mort de Staline avait entraîné un début d'atténuation de la rigueur totalitaire variant avec la situation de chaque pays de l'Est.

Tout en visitant divers quartiers de Varsovie, j'ai été le témoin d'un étrange dialogue entre Lavergne et un historien de la Sorbonne, membre du Parti communiste. Lavergne manifestait son heureuse surprise devant le spectacle de la nouvelle Pologne : « J'ai connu ce pays sous la dictature de Pilsudski. Malgré la poigne de ce patriote, il y avait beaucoup de misère, un énorme chômage, du racisme et des pogroms, bref tout ce que Hitler a su utiliser pour préparer sa guerre de conquête et d'anéantissement. Aujourd'hui, tout est différent : les gens sont au travail et l'ordre règne. J'ai toujours été anticommuniste parce que j'ai toujours eu des convictions libérales, mais ici et maintenant je me demande si certains peuples n'ont pas besoin des méthodes qu'utilisent pour le bien commun les communistes. »

L'historien communiste répondit : « Je me réjouis de votre jugement qui reconnaît l'œuvre accomplie par les Polonais sous leurs dirigeants communistes, mais les attendus de ce jugement m'inquiètent. Si le principal résultat du mouvement communiste, c'est de mettre les gens au travail et d'instaurer ou de restaurer l'ordre, c'est peut-être qu'il s'est éloigné de ses principes fondateurs. Peut-être le pouvoir a-t-il ses lois spécifiques. Peut-être aussi le mouvement communiste est-il en train de vieillir. »

F. G. - En somme, ce voyage à l'Est bouleversait les habitudes idéologiques des uns et des autres.

P. F. - Ou accélérait l'évolution de leurs idées. Parmi les membres du groupe, je découvris Jacques Madaule, qui avec son impressionnant accent du Rouergue disait que la liberté et l'égalité étaient contradictoires en tant que valeurs sociales. Il expliquait le manque de liberté observable en Pologne par les contraintes de l'égalité.

F. G. - N'oubliait-il pas la nomenklatura, cette manifestation d'une inégalité fondamentale ?

P. F. - Il l'oubliait ou il préférait ne pas s'en rendre compte. Je le vois encore à Lublin, aux frontières de l'URSS, où l'on nous faisait visiter une exposition agricole et pastorale dont la pièce

maîtresse, si j'ose ainsi m'exprimer, était un énorme verrat. Il disait ironiquement : « Je ne suis pas venu au fond de la Pologne pour admirer un verrat. On en trouve d'aussi beaux chez moi en Rouergue. » Après quoi, le groupe se transporta à Wroclaw, capitale de la Silésie, l'ancienne Breslau des Allemands.

Nous y fûmes reçus d'une manière assez pittoresque par un grand vieillard aux moustaches retroussées et à l'œil droit agrémenté d'un monocle qui nous déclara : « Bienvenue à vous, Mesdames et Messieurs les Français, dans notre Silésie polonaise comparable historiquement à votre Alsace-Lorraine. Je suis un gentilhomme polonais de vieille souche. Je ne suis pas communiste et je ne le serai jamais. En revanche, si j'aperçois un jour un Prussien en Silésie, je le descends. »

F. G. - Chauvinisme, pas mort !

P. F. - Chauvinisme utile à des gouvernants suspects d'être aux ordres de Moscou, mais capables de surenchère face au voisin germanique.

F. G. - À quoi ça ressemble, Wroclaw ?

P. F. - La cathédrale, les autres églises et les bâtiments publics étaient tous, en 1954, de style germanique. Les habitants, eux, étaient d'authentiques Polonais que les transferts de populations de 1945 avaient arrachés à la région de Lwow, récupérée par l'Ukraine, pour les installer en Silésie. En nous accompagnant dans la visite de la ville, le gentilhomme polonais nous expliquait le caractère allemand du décor architectural par une occupation autrichienne, puis prussienne de plusieurs siècles. Il précisait que si les villes de cette belle province avaient été partiellement germanisées, les campagnes étaient demeurées immuablement polonaises. Je demandai à l'historien communiste ce qu'il pensait de cette vision des choses. Il reconnut qu'elle correspondait assez largement à la réalité en ajoutant : « Ce qui m'étonne, c'est l'importance et l'intérêt majeur que l'on porte en Europe de l'Est à la nationalité, à l'ethnie, pour ne pas dire à la race des populations passées et présentes. N'est-il pas permis de se demander si l'internationalisme prolétarien officiel ne serait qu'un vernis cachant des sentiments beaucoup plus anciens et beaucoup plus durables ? »

E G. - Quelle anticipation par rapport aux tensions et aux conflits que cette Europe orientale connaît de nos jours !

P. F. - En fait, le dépassement de l'ethnocentrisme et du nationalisme fermé à son origine dans le mouvement des Lumières et, à l'échelle de l'humanité, il apparaît encore maintenant comme une exception plutôt que la règle.

De Wroclaw nous avons gagné Cracovie après une halte de quelques heures à. Bytom où nous avons pu contempler l'énorme bassin minier de Haute-Silésie. Fabuleux spectacle que ce cirque dont les horizons étaient marqués non par des cimes montagneuses, mais par des terrils et de grandes cheminées d'usines. On l'aurait dit sorti d'un roman de Zola. Et je n'imaginais pas que ce temps du charbon et de l'acier auquel me renvoyait Bytom était déjà révolu ou, du moins, que ses jours étaient comptés.

Cracovie, c'était autre chose, c'était la ville mère de l'ancien royaume de Pologne, miraculeusement épargnée par les combats de la Deuxième Guerre mondiale.

F. G. - Qu'est-ce qui t'a le plus fasciné dans cette illustre cité ?

P. F. - Incontestablement, le retable de Wit Stwosz consacré à la vie de la Vierge. Chance exceptionnelle, il se trouvait, lors de notre visite, non pas dans l'église Notre-Dame où sa situation en hauteur le rend plus difficile à regarder, mais dans le château du Wawel où il était possible d'en contempler les personnages de beaucoup plus près. Certains d'entre eux sont grandeur nature, ceux qui occupent la partie centrale du retable sont plus grands que nature, et tous sont saisissants de vie et de puissance. Ce prodigieux ensemble sculptural en bois peint raconte la naissance, les épreuves, la sanctification et la fin de la vie terrestre de Marie. Un guide du Wawel commentait à notre intention les scènes successives du retable. Il nous faisait remarquer que la Vierge, Joseph et les autres étaient vêtus comme on l'était à Cracovie au temps de la Renaissance. On pouvait par-là distinguer les seigneurs, les bourgeois et les gens du peuple. C'était donc un témoignage magnifique de l'art réaliste.

F. G. - Tout de même pas un témoignage du réalisme socialiste.

P. F. - Non, mais il y avait dans les propos du guide comme un écho de l'idéologie officielle selon laquelle l'œuvre d'art se réduit au rôle de miroir quand ce n'est pas au rôle de reflet d'une l'époque ou disons, d'une société donnée à une époque donnée. Peut-être est-ce de cette visite au Wawel et de cette fascination pour le retable de Wit Stwosz que date mon refus du réductionnisme marxiste ou pseudo-marxiste.

Après deux belles journées passées à Cracovie, nous avons atteint par la route l'inoubliable site d'Auschwitz dont les images ont été ultérieurement popularisées par la télévision et le cinéma. Quarante-six ans ont passé et je ne parviens pas à chasser l'angoisse extrême qui accompagne mes souvenirs.

F. G. - Que veux-tu dire précisément ?

P. F. - Je veux dire que, face aux installations d'Auschwitz et de Birkenau, on ne peut pas ne pas penser douloureusement à celles et à ceux qui y ont été exterminés. Mais il y a encore quelque chose d'autre, quelque chose de monstrueusement énigmatique. Le génocide des Juifs et des Tsiganes, à quelle rationalité a-t-il obéi ? Sous Bismarck et sous Guillaume II, les Juifs allemands n'avaient-ils pas été des sujets loyaux et l'exode des savants juifs n'a-t-il pas affaibli le potentiel du Troisième Reich ? Alors pourquoi la « Solution finale » ? Quant aux Tsiganes, dernier peuple nomade du continent européen, quel avantage les nazis escomptaient-ils de leur anéantissement ? Sans doute les exterminations de la Seconde Guerre mondiale n'étaient pas les seules dans l'histoire des peuples. L'Occident moderne s'est en partie construit sur la destruction de peuples amérindiens et sur la déportation massive d'Africains aux Amériques, sur leurs souffrances indicibles et sur leurs morts innombrables. En ce tournant du XXe siècle, des guerres coloniales se poursuivaient avec leur cortège d'horreurs. La logique de ces entreprises de mort était une logique d'intérêt, une logique d'exploitation. Dans le cas du génocide des Juifs et des Tsiganes, rien de tel ne fournit une explication suffisante.

F. G. - Penses-tu finalement qu'il n'y a pas d'explication du tout et que l'énigme reste entière ?

P. F. - Je m'en suis tenu là pendant longtemps. Maintenant, je crois que l'irrationalité du génocide des Juifs et des Tsiganes provient de sa source, à savoir de l'idéologie nazie dont la quintessence, comme celle de toute idéologie, est l'irrationalité.

F. G. - Tu es donc d'accord avec les récentes déclarations de Jean-Paul II sur la Shoah ?

P. F. - Je vais même plus loin, car le pape a dit, à Jérusalem, qu'il avait fallu une idéologie antichrétienne pour concevoir, préparer et réaliser l'extermination de tout un peuple. Je vais plus loin parce que, selon moi, c'est la nature, le caractère intrinsèque de l'idéologie, qu'elle soit ou ne soit pas antichrétienne, qui portent en eux la capacité des exterminations au-delà de toute logique prosaïque de l'intérêt.

Ai-je besoin de te dire qu'il n'y a rien de plus éprouvant que la visite de ces lieux de mort que sont pour toujours Auschwitz et Birkenau, avec ce qui reste des fours crématoires en partie détruits par les SS avant de prendre la fuite ? Le lendemain, nous sommes arrivés à Zakopane où l'on croise des calèches semblant sortir d'une pièce de Tchekhov ou d'un roman de Dostoïevski et où l'air pur des Tatras nous fit du bien.

F. G. - Quel intérêt y avait-il à vous faire visiter cette station de montagne ?

P. F. - Intérêt double. Premièrement, nous montrer que désormais ce sont des ouvriers qui font du ski là où se prélassaient jadis les nobles et les bourgeois. En fait, nous apprendrons sur place que les vacances de neige sont réservées en priorité aux travailleurs de choc *(oudarniki),* les stakhanovistes de la nouvelle Pologne. Deuxièmement, nous faire rencontrer l'économiste Oskar Lange qui fut ministre et qui exerce d'importantes responsabilités à **l'ONU.**

Parmi les questions que nous avons posées à cet important personnage, je me souviens tout particulièrement de celle qui concernait les grèves. Il faut dire que nous l'avions déjà posée à Wanda et à Rosa et que l'une et l'autre nous avaient répondu par le discours stéréotypé suivant : « Étant donné que dans la Pologne socialiste les ouvriers sont collectivement propriétaires des instruments de production, pourquoi voulez-vous qu'ils se mettent en grève contre eux-mêmes ? Il n'y a pas de grève chez nous parce que la grève n'a plus aucun sens. »

Interrogé par l'un d'entre nous sur le même sujet, Lange haussa légèrement les épaules et déclara : « Bien sûr qu'il y en a eu des grèves dans la nouvelle Pologne et ces grèves ont été d'autant plus "sauvages" qu'elles se sont produites en dehors des syndicats et même le plus souvent contre ces syndicats. » D'un rang beaucoup plus élevé que nos accompagnatrices, il jouait cartes sur table et misait sur la franchise.

Un autre demanda à Lange s'il ne craignait pas que l'appareil du Parti ouvrier polonais engendre une nouvelle couche sociale pouvant confisquer le pouvoir à son avantage et détourner ainsi le projet communiste de sa visée initiale. Il répondit, toujours aussi affable : « C'est effectivement un risque qui d'ailleurs ne concerne pas la seule Pologne. Dans l'état actuel de l'humanité, il est inévitable de prendre ce risque. Hors de cette voie, il n'y a que la stagnation dans le capitalisme. Il faut le reconnaître, la construction du socialisme n'est pas réalisable par des moyens exclusivement démocratiques, surtout dans des pays comme le mien où le retard économique,

de surcroît aggravé par les terribles destructions de la dernière guerre, a engendré des conditions historiquement défavorables. »

Nous nous séparâmes. Les Français n'étaient peut-être pas tous convaincus. Mais la plupart étaient contents, car leur interlocuteur s'était adressé à leur intelligence et les avait traités en adultes.

À la fin de notre séjour, l'historien communiste et moi-même, nous avons été invités à une séance spéciale de travail de la Commission idéologique du Comité central du Parti. À la demande des organisateurs, je fis un exposé sur la situation actuelle des intellectuels en France. À l'écoute de la traduction, les participants semblaient intéressés, voire satisfaits. Néanmoins, l'un d'eux me fit part d'une difficulté : « Vous nous avez dit, camarade, que Jean-Paul Sartre s'était prononcé nettement contre la guerre coloniale en Indochine. Mais vous avez également indiqué qu'il restait fidèle à sa philosophie existentialiste qui est une forme particulièrement réactionnaire de l'idéologie bourgeoise. Comment peut-il être à la fois contre la bourgeoisie relativement à l'Indochine et avec elle en philosophie ? »

F. G. - **Que lui as-tu répondu ?**

R F. - J'ai évoqué la dialectique pour lui faire admettre que toute pensée résulte de contradictions ou porte en elle des contradictions. Je n'ai pourtant pas la faiblesse de croire que je l'ai délivré de son problème et encore moins de son dogmatisme aux semelles de plomb.

Quand, au retour, l'avion qui nous ramenait à Paris s'est posé sur l'aéroport de Bruxelles, j'ai été tout étonné *de* voir, la nuit tombée, les immenses enseignes publicitaires qui brillaient *de* mille feux. La publicité n'était-elle pas devenue le décor permanent de l'Occident ? Celui de la Pologne était alors voué à la propagande politique, à la glorification des prouesses des *oudarniki.* D'où l'impression d'austérité qui n'avait cessé de me frapper, ainsi que mes compagnons de voyage, durant notre séjour à l'Est.

F. G. - Finalement, quelle appréciation globale portais-tu sur la Pologne au moment où tu retrouvais la France ?

P. F. - À ceux qui m'accueillaient à la descente de l'avion, j'avais fourni une formule lapidaire : « Un mois sous l'étouffoir. » Mais ce jugement à l'emporte-pièce était en même temps juste et injuste. Ce qui m'avait frappé avant tout, c'était les phénomènes de censure et d'autocensure, certaines dissimulations, le mensonge, bref une propagande lourde et envahissante. Cependant, il y avait d'autres choses dont j'avais été le témoin et dont je découvrirai le sens à la réflexion : les efforts de reconstruction après une guerre dévastatrice, une entreprise novatrice en dépit de la pesanteur d'un certain despotisme.

F. G. - Ce bilan contrasté, l'as-tu consigné quelque part ?

P. F. - Oui, dans un manuscrit d'environ deux cents pages que j'ai intitulé *Méditations polonaises.* Je l'ai donné à lire à un collègue, membre comme moi du Parti. Il me l'a vite rendu en me disant : « Ne publie pas ça, ce serait tin coup de poignard dans le dos du Parti. » Certes, j'étais dans une situation de crise. Mes doutes s'entassaient pour ainsi dire les uns sur les autres. Mais je ne me sentais pas le courage de rompre avec une organisation et surtout un milieu de vie auquel j'appartenais depuis mon engagement dans la Résistance. De 1954 à 1956, j'ai vécu deux années intellectuellement

difficiles, éclairées pourtant par la naissance, le 7 juillet 1955, de ma fille Béatrice dans l'excellente clinique protestante de Bagatelle à Talence, agréable commune de l'agglomération bordelaise.

F. G. - Entre la mort de Staline et le XXe congrès du Parti communiste de l'URSS, il s'est passé là-bas pas mal de choses. Qu'en pensais-tu ?

P. F. - Les journaux qu'avec mes camarades j'appelais encore « bourgeois » ne cessaient précisément de dire que des changements avaient lieu en URSS. Ils appelaient ça le *newlook.* Tout en me méfiant de leurs assertions, je comprenais que les dirigeants soviétiques mettaient en cause certains aspects de la politique qui avait eu cours sous Staline. **Beria, l'ancien ministre tout-puissant** de la police, n'avait-il pas été écarté du pouvoir et exécuté comme traître ? Et je me demandais surtout pourquoi la direction du Parti communiste français refusait obstinément d'admettre que quelque chose bougeait au « pays du socialisme triomphant ». Il n'était pas nécessaire de pratiquer l'analyse de contenu dans ses raffinements pour constater que, dans les journaux soviétiques et dans la presse en français ou en anglais émanant de la même source, le nom de Staline figurait de plus en plus rarement ou même avait quasiment disparu.

F. G. - Étais-tu, à ce moment-là, en relation avec Pierre Hervé qui avait publié, au début de 1956, un pamphlet intitulé *La Révolution et les fétiches ?*

P. F. - Non, je n'ai fréquenté Hervé qu'après ma propre rupture avec le PCF. Mais, naturellement, j'ai lu avec gourmandise son pamphlet où il dénonçait la stupidité bureaucratique régnant dans l'appareil communiste et la servilité des permanents faisant carrière dans cet appareil. Étant donné la condamnation et l'exclusion sans appel qui ont frappé Hervé dès la sortie de son livre, je me gardais bien d'en parler, si ce n'est pour m'en désolidariser, dans les instances du Parti auxquelles j'appartenais. En revanche, j'en parlais abondamment et favorablement dans mon entourage familial et amical. Je vivais ainsi une période de double langage dont je sentais bien qu'elle s'apparentait à ce que vivaient la plupart des individus dans les pays de l'Est. Mais, heureusement, pour moi c'était sans risque.

E G. - Finalement, pourquoi ne pas rompre avec une organisation dont tu voyais bien des tares ?

P. F. – Parce que je n'apercevais pas dans l'espace politique un parti pouvant remplacer le PCF dans sa mission sociale et nationale et parce que j'avais encore l'espoir qu'il était possible aux militants de l'arracher à sa dégénérescence bureaucratique et de lui redonner son élan révolutionnaire originel. Quelques semaines après la parution de *La Révolution et les fétiches,* s'ouvrait à Moscou le XXe Congrès du PC de l'URSS qui permettait de reconnaître l'importance et les limites des changements intervenus dans la direction soviétique. Ce congrès se terminait en outre par un rapport dit « secret » de Nikita Khrouchtchev qui dénonçait « les fautes et les crimes du camarade Staline », comme des produits du *culte de la personnalité.*

Marie-Jeanne et Gilbert Manuellan, que j'avais rencontrés au Parti et qui étaient devenus de grands amis et qui le sont restés...

F. G. - Je sais...

P. F. - ... me racontèrent comment à Tulle le secrétaire de leur cellule avait tenté d'expliquer les crimes de Staline, argumentant : « Il faut savoir que le camarade Staline a raté sa sénescence. » À quoi les Manuellan répondirent : « C'est dommage qu'on ne l'ait pas su avant, pour son soixante-dixième anniversaire on lui aurait envoyé de la camomille, » Plus sérieusement, Gilbert et Marie-Jeanne m'annoncèrent leur intention de quitter le Parti.

F. G. - Et toi, où en étais-tu ?

Thorez commença par nier ou, pour le moins, par contester l'authenticité de ce rapport. Puis, comme il était difficile de ne pas en parler, en raison des attaques de la presse dite « bourgeoise », la direction du PCF s'y référa, comme on prend un objet avec des pincettes, en l'appelant le rapport *attribué* au camarade Khrouchtchev. En fait, ce texte n'était bouleversant que pour les militants et les sympathisants qui idéalisaient encore l'URSS et Staline.

F. G. - Toi, où en étais-tu ?

P. F. - Depuis la mort de Staline, j'avais passablement évolué. Je savais bien que le niveau de vie d'un ouvrier soviétique était très inférieur à celui d'un ouvrier américain à compétences égales. Je savais aussi que la collectivisation de l'agriculture avait été réalisée avec de terribles violences faites aux paysans et que la bureaucratisation du parti unique avait entraîné une répression endémique contre les intellectuels à l'esprit critique. Je supposais en outre que Staline exerçait au-dessus du Parti un pouvoir personnel et qu'il était devenu une sorte d'autocrate. Mais je croyais que ces aspects négatifs provenaient de nécessités historiques et qu'ils avaient été eux-mêmes nécessaires pour que l'URSS s'industrialise et devienne une grande puissance et pour qu'elle joue un rôle déterminant dans la victoire sur l'Allemagne nazie. Dénonçant essentiellement le *culte de la personnalité,* le rapport Khrouchtchev me donnait l'espoir d'une rénovation interne du mouvement communiste mondial.

F. G. - Tu devais alors sympathiser avec Togliatti et le Parti communiste italien.

P. F. - Bien sûr, et cet exemple me faisait d'autant plus déplorer l'immobilisme de la direction du PCF. Au printemps 1956, je reçus, pour la dernière fois, Jacques Duclos et les camarades qui l'accompagnaient habituellement. Il reconnaissait alors que le rapport *attribué* était bien l'œuvre du successeur de Staline. J'en profitai pour lui dire : « C'est l'occasion pour le mouvement communiste de faire peau neuve... » Comme si je lui avais marché sur le pied, Duclos me rétorqua en grinçant : « Nous n'avons pas à faire peau neuve. » Au fond, tout avait été dit entre lui et moi. Moi, je pensais à l'image nietzschéenne du serpent qui change de peau et qui assure ainsi son perpétuel devenir et je croyais que le communisme serait lui-même un devenir en se métamorphosant sans cesse. Lui, tel un prince de l'Église, s'arc-boutait sur une manière de dogme pour refuser la métamorphose comme un danger mortel.

F. G. - Aujourd'hui, que penses-tu de ce que tu pensais face à Duclos en 1956 ?

P. E - J'ai fini par reconnaître que ce communisme que je voulais naguère réformer n'était pas réformable. Duclos avait raison de redouter une entreprise de réforme touchant le mouvement communiste et l'URSS tels qu'ils étaient à cette époque. Trente ans plus tard, la tentative de Gorbatchev et son échec l'ont confirmé. L'établissement d'une société fondée

sur une économie collectivisée implique, en vertu d'une nécessité intrinsèque, l'usage de la contrainte et le recours à une coercition permanente. **Je** ne crois pas qu'il puisse jamais exister une société qui soit à la fois une société socialiste et une société de liberté. Mais cela, je n'étais pas prêt à l'admettre en 1956.

Au demeurant, 1956 a été, à bien des égards, une année terrible. En Pologne et en Hongrie, la contestation antitotalitaire s'amplifie et s'intensifie. À Budapest, cette contestation initiée par les intellectuels du Cercle Petôfi prend une tournure insurrectionnelle. Le 23 octobre, Gerô, qui vient de remplacer Rakosi à la tête du Parti unique, fait tirer sur la foule des manifestants qui tentaient de s'emparer de l'immeuble de la radio.

F. G. - Qu'éprouves-tu devant un tel événement ?

P. F. - Une très violente colère. Je ne me gêne plus pour dénoncer comme des criminels Gerô et ses comparses, y compris devant mes camarades de parti. Dans les jours qui suivent, on voit se développer le mouvement que Raymond Aron qualifiera judicieusement d'« antitotalitaire ». On voit aussi les hésitations des dirigeants soviétiques qui vont même jusqu'à retirer leurs troupes de Budapest et d'une partie du territoire hongrois. Et moi, je constate que *L'Humanité* et les autres organes de la presse communiste mentent d'une manière éhontée et se livrent à un travail de désinformation.

À Budapest, Imre Nagy, communiste réformateur, accepte de légaliser le multipartisme tel qu'il existait, en 1945, à la libération du territoire hongrois par l'Armée soviétique, et il semble que Khrouchtchev accepte ce qui est pour lui un pis-aller. Mais, lorsque le gouvernement Nagy dénonce le Pacte de Varsovie qui enchaînait la Hongrie à Moscou, c'est la rupture. Le 4 novembre, les chars de l'URSS déferlent sur le pays et pénètrent en force dans Budapest pour y écraser l'insurrection. Je démissionne le jour même de ce parti auquel j'ai appartenu si passionnément pendant près de quinze ans.

F. G. - **Comment as-tu fait concrètement pour démissionner ?**

P. F. - J'ai écrit une lettre à Maurice Thorez, secrétaire général du Parti, avec copies au secrétaire de la Fédération de la Gironde, au secrétaire de ma section et au secrétaire de ma cellule.

F. G. - Que **disais-tu dans cette lettre ?**

P. F. - Je rappelais que j'étais entré aux Jeunesses communistes, puis au Parti parce que je considérais alors le mouvement communiste comme au service de la vérité, au service des travailleurs et au service de l'indépendance nationale. Je constatais maintenant que *L'Humanité* mentait chaque jour sur les événements de Hongrie, que les troupes soviétiques tiraient sur les travailleurs de Budapest et que ces mêmes troupes étaient en train d'écraser un peuple cherchant à retrouver son indépendance. Je concluais en constatant que le contrat tacite qui me liait au Parti avait été rompu du fait de sa direction et que, dans ces conditions, je reprenais ma liberté.

E G. - **As-tu donné une publicité à ta lettre de démission ?**

P. F. - Je m'en suis bien gardé, car je redoutais que l'on en fasse un usage non souhaité par moi. Ma démission a quand même été connue par un certain nombre de gens. Ainsi, les conseillers municipaux gaullistes du Bouscat se sont rendus à mon domicile pour me féliciter et pour me demander de conserver mon mandat. Je leur ai répondu que ma rupture avec le PCF ne me rapprochait pas d'eux pour autant et que je ne pouvais pas garder un mandat que j'avais obtenu d'électeurs ayant alors voté communiste. C'est surtout à l'intérieur du Parti et du petit monde de ses compagnons de route que ma démission a été connue et diversement appréciée.

Un collègue qui était aussi un camarade m'a, lui aussi, rendu visite, peut-être mandaté par l'appareil. Ayant fermement refusé de reprendre ma démission, il me lança : « Tu n'emporteras pas le marxisme à la semelle de tes souliers. » En ricanant, je lui ai répondu : « Aucun risque en effet car de marxisme chez vous il n'y en a plus. »

F. G. - Au fond, tu t'étais libéré d'un grand poids ?

P. F. - Oui, mais non sans souffrance. Le soir de ma démission, je suis parti pour Arcachon avec mon épouse, Maurice Rabau, un collègue et ami, qui venaient eux aussi de démissionner, et Jeannette qui n'était pas communiste. Nous arpentions le bord de mer malheureux, très malheureux de notre rupture avec le Parti. Nous ne la regrettions pas, nous ne la remettions pas en question. Mais nous la vivions comme une déchirure qui nous faisait mal. Dans de tels moments, la raison se trouve d'un côté et le sentiment de l'autre. Ou plutôt notre raison nous confirmait que la rupture était un acte salubre. En revanche, sur le plan des sentiments nous étions partagés entre la haine des chefs de l'URSS et de leurs subordonnés de l'appareil international pour ce qu'ils étaient en train d'infliger au peuple hongrois, et la nostalgie des moments heureux vécus dans le cocon du communisme mondial depuis des années.

F. G. - Pourquoi parles-tu de cocon ? Est-ce pour désigner ce qu'Annie Kriegel a appelé plus tard une *contre-société ?*

P. E - Le cocon, c'est l'aspect affectif de la *contre-société,* **c'est** une convivialité intense qui dépasse la diversité des origines sociales, religieuses ou ethniques et le clivage des âges. Deux militants communistes qui se rencontraient pour la première fois étaient tout de suite comme de vieux amis qui avaient en commun tout un passé, toute une mémoire. Le cocon, c'est une manière imagée d'évoquer une vie quotidienne colorée par l'appartenance au Parti.

E G. - Peux-tu me donner des exemples de cette vie quotidienne ?

P. E - L'anecdote se situe aux alentours de 1950, à Thiviers, où je me trouvais en vacances chez ma grand-mère maternelle. Vers dix heures du matin, je sommeillais encore lorsqu'on vint me prévenir que Marcel Cachin, le célèbre doyen des communistes français, était impliqué dans un accident de la circulation au cœur de Thiviers et qu'il fallait que je me rende immédiatement sur **les lieux.**

Ce qui s'était passé était très simple : le chauffeur de Cachin roulait lentement dans la rue Lamy, celle que Sartre qualifia improprement à mon avis de « triste grand-rue de Thiviers ». Devant la voiture un piéton zigzaguait imprudemment au milieu de la chaussée. Malgré la prudence du chauffeur, ce piéton fut légèrement touché par l'aile avant droite du véhicule. On le conduisit aussitôt à une pharmacie

toute proche où les occupants de la voiture le rejoignirent. À ce moment-là, le blessé reconnut Cachin et lui déclara qu'il était lui-même membre du Parti communiste. Le pharmacien, qui était maire de la commune et conseiller général socialiste du canton, fit prévenir mon ami et camarade Raymond Boisset qui était le secrétaire de la section locale du PCF.

À mon tour, je rejoignis le groupe qui s'était déjà formé dans la pharmacie. Cachin tenait la vedette et des gens se rassemblaient devant l'officine donnant à un tout petit fait divers la tournure d'un événement clochemerlesque. Le vénérable sénateur me prit à part et exprima sa tristesse devant la légère blessure du militant de base. « Mais, enfin, me dit-il, il était saoul comme toute la Pologne. » Je ne fis aucun commentaire et pourtant j'étais à la fois amusé et un peu choqué par ce vieux cliché de l'ivrognerie des Polonais alors que leur pays était une « démocratie populaire » encore irréprochable. Pendant des années, on se raconta à Thiviers cette traversée de la petite ville par Marcel Cachin.

À Malakoff, plus encore qu'ailleurs, je vivais dans le cocon.

Vers la fin de 1946, je me trouvais dans un cinéma de cette banlieue, quand les actualités montrèrent le bombardement de Haïphong sur ordre de l'amiral Thierry d'Argenlieu, sorti de son monastère pour reprendre du service dans la Royale. Je mis mes mains en porte-voix et je hurlai : « À mort le moine assassin ! » Aussitôt, la projection fut interrompue et la lumière se ralluma, comme sous l'Occupation. Un gardien de la paix assisté d'une ouvreuse demanda qui avait crié. Je ne fis aucune difficulté pour reconnaître que c'était moi. L'agent de police me demanda alors de lui montrer mes papiers. Je lui répondis que je n'en ferais rien car j'avais acheté avec mon billet d'entrée le droit d'applaudir ou de siffler ce qui était montré sur l'écran. Mon interlocuteur en uniforme m'indiqua que, dans ces conditions, je devrais le suivre au commissariat de police de Malakoff Je mis un terme à l'incident en disant : « Je ne vous conseille pas d'insister si vous ne voulez pas de désagréments, car je suis membre du bureau de la Section de Malakoff du Parti communiste. » Le policier haussa les épaules et repartit avec l'ouvreuse. La lumière s'éteignit et la projection reprit. Je savourai ma victoire en silence, victoire qui au fond était celle d'une municipalité qui tenait la commune depuis les années 1920.

F. G. - Ton plaisir était probablement double. D'une part, tu restais un rebelle en opposition au gouvernement qui s'enferrait dans la guerre d'Indochine ; d'autre part, tu jouissais sous une municipalité communiste d'une sorte de statut de notable.

P. F. - On peut dire ça, à condition de savoir que la position de rebelle et le statut de notable ne pouvaient être conservés qu'au prix d'un militantisme continu. Après le départ des communistes du gouvernement, en mai 1947, un **sénateur** de droite prétendit organiser dans la salle Wagram un rassemblement de personnalités anticommunistes des pays de l'Est désireuses de dénoncer la domination de Moscou sur ces pays. Naturellement, le PCF et les organisations satellites appelèrent à une contre-manifestation dans l'avenue Wagram même afin d'empêcher le rassemblement antisoviétique. Le socialiste Depreux, qui était ministre de l'Intérieur, interdit la contre -manifestation et déclara qu'il ferait son devoir pour que la réunion anticommuniste puisse se tenir dans la salle Wagram.

Au jour dit, je me retrouvai avec des dizaines de milliers de militants vers le haut de l'avenue Wagram. C'était la première fois depuis la Libération qu'une manifestation du PCF était interdite. Nous chantions *La Marseillaise, Le Chant du départ* et *L'internationale.* Nous scandions entre chaque chant le vieux mot d'ordre du Front populaire et de la guerre d'Espagne : « Le fascisme ne passera pas, le fascisme ne passera pas... » À l'heure prévue pour la réunion de la salle Wagram, des sections de gardes mobiles se ruèrent sur nous et nous firent reculer à coups de crosses de fusils. Sous la pression de la foule qui refluait, je vis éclater les baies vitrées de quelques cafés dont les vérandas s'avançaient sur les trottoirs et je vis des camarades qui passaient à travers ces vitres et que d'autres retiraient de là blessés et répandant beaucoup de sang. Même les combats de la Libération ne m'avaient pas préparé à ce spectacle qui était tin peu un spectacle de guerre civile dans le contexte de la guerre froide. L'entrée de la salle Wagram ayant ainsi été dégagée, un commissaire de police dit au sénateur de droite qu'il pouvait tenir sa réunion. En fait, il n'y eut pas de réunion du tout, car les valeureux réfugiés de l'Est avaient renoncé à leur rassemblement en raison de notre contre-manifestation.

Le lendemain nous avons appris qu'un militant communiste de Vitry qui avait participé à cette contre-manifestation avait été trouvé mort dans son logement. Selon l'enquête policière, cette mort provenait d'un appareil de chauffage en mauvais état. Selon l'opinion communiste, elle résultait d'un coup de crosse sur la tête reçu la veille.

Quelques mois plus tard ont eu lieu les élections municipales tandis qu'en Bulgarie le principal opposant à la domination communiste, Petkov, était condamné à mort pour trahison et pendu. Pour soutenir la liste socialiste à Malakoff, tin grand meeting était prévu dans lequel Depreux prendrait la parole. La section du Parti me désigna pour aller lui porter la contradiction. Quand le président du meeting me donna la parole pour le Parti communiste, je fus salué par des cris répétés : « À Moscou, à Moscou ! » Puis, la foule des supporters de Depreux cria : « Petkov, Petkov. » Pour m'imposer je hurlai dans le micro : « Si vous êtes des démocrates, donnez-moi une leçon de démocratie en me laissant exprimer mon opinion ! » Profitant du silence qui s'était établi, je dénonçai l'asservissement à l'impérialisme américain de la soi-disant Troisième Force (PS, MRP et Parti radical). Puis je me tournai vers Depreux en lui rappelant la répression brutale de notre contre-manifestation de l'avenue Wagram et la mort de notre camarade de Vitry. Je terminai en lui lançant : « S'il existait en France une justice du peuple, une corde semblable à celle qui a étranglé Petkov serait déjà autour de votre cou. »

À ce moment-là, la grande majorité des assistants du meeting se mit à nouveau à hurler contre moi. Et c'est à l'excellent service d'ordre du Parti que je dois d'avoir quitté la salle indemne. Je dois ajouter que le bureau de la section m'a reproché la violence excessive et inutile de mon attaque contre Depreux. En effet, il était bien vrai que j'avais fait passer mon goût de l'algarade avant tout souci électoral.

F. G. - Ta participation active à la vie du Parti communiste se limitait-elle aux articles de *La Nouvelle Critique* et aux discours de propagande ?

P. F. - Non. Par exemple, au début des grandes grèves de 1947, les ouvriers d'une entreprise de Malakoff continuaient à travailler. La section du Parti m'a chargé de m'adresser à eux pour qu'ils se mettent en grève. Accompagné par le service d'ordre dont je t'ai déjà parlé, j'entre dans l'usine et je fais en sorte que le personnel se rassemble dans la cour principale pour m'écouter. Je parle d'un ton assez sévère : « N'avez-vous pas honte ? Vous êtes la seule boite de Malakoff qui continue encore à travailler. En dehors de Malakoff, le mouvement est en train de gagner l'ensemble du pays. N'avez-vous pas de revendications à formuler à l'adresse de votre patron ? » Je n'ai pas le temps de terminer mon appel. Certains de mes auditeurs s'agitent. Manifestement, ils veulent s'exprimer. Je leur laisse volontiers la parole. L'un d'eux se prononce pour la grève. Un autre demande un vote sur la question. Ce vote a lieu tout de suite à mains levées. La grève l'emporte à la quasi-unanimité des présents. Ce n'est pas moi qui ai changé les opinions. J'ai simplement servi de déclencheur. Anecdotiquement, un membre de la famille des patrons de l'usine est devenu diplomate en Asie. Tardivement, j'ai appris qu'il s'était opposé tant qu'il a pu à ma mission en Chine au début des années 1990.

F. G. - En somme, l'intervention d'un intellectuel dans la lutte des classes comporte certains risques.

P. F. - C'est d'autant plus vrai que la plupart des intellectuels se contentent de parler de cette lutte des classes sans pouvoir et peut-être sans vouloir y participer effectivement. Quoi qu'il en soit, durant mon appartenance au Parti communiste, j'ai vécu dans un cocon qui était celui d'une vie communautaire. La lutte contre l'ennemi, ennemi de classe ou simplement ennemi idéologique, s'accompagnait d'une fraternité entre militants qui constituait non seulement l'accompagnement des combats politiques se succédant sans interruption les uns aux autres, mais encore la trame de la vie quotidienne.

F. G. - Vie communautaire, communauté fraternelle, à t'entendre on pense inévitablement à quelque chose d'épique. N'as-tu pas été toujours à la recherche d'une épopée ?

P. F. - Tu as sans doute raison. La Résistance, c'était une épopée parce qu'elle se déroulait dans la guerre. L'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire des environs de 1830 jusqu'aux alentours de 1990 a été aussi une épopée et, à l'intérieur de cette histoire, le mouvement qui a suivi les Révolutions russes de 1917 a été une épopée marquée par la mort reçue et donnée, par les sacrifices sublimes et les crimes effrayants. Aujourd'hui, je ne me soucie pas de jugements de valeur. Je tente de comprendre pourquoi et comment des millions d'êtres humains ont préféré au prosaïsme de la vie ordinaire l'envoûtement du devenir épique.

F. G. - N'y a-t-il pas eu d'autres épopées, voire des épopées criminelles injustifiables ?

P. F. - Je le répète : je ne porte ici et maintenant aucun jugement de valeur. Je témoigne simplement pour le devenir ou les devenir épiques auxquels j'ai intensément participé. Il s'agit notamment de comprendre pourquoi ma rupture de 1956 a été réellement si douloureuse, et il me semble que je viens de tenter aussi bien que je le pouvais d'exposer cette question.

8. Errances parisiennes

FRANÇOIS GEORGE - **Comment as-tu vécu les mois qui ont suivi cette dramatique rupture ?**

PIERRE FOUGEYROLLAS - Je suis resté au lycée Michel-Montaigne durant toute l'année scolaire 1956-1957 et à la rentrée d'octobre 1957, j'ai été nommé professeur de philosophie au lycée Lakanal à Sceaux. J'étais content de m'éloigner de Bordeaux et du microcosme communiste dans lequel j'avais vécu pendant six ans.

F. G. - Je me souviens très bien de toi quand tu t'es installé à Sceaux avec ta famille dans un immeuble voisin de la maison de mes parents où j'habitais alors avec mon frère Jean-Pierre, ton élève. Quels souvenirs as-tu gardés de ta vie à Sceaux qui a duré jusqu'à ton départ pour l'Afrique en 1961 ?

P. F. - Rien que des souvenirs agréables, mais pas tellement marquants. Car c'est à Paris et non pas à Sceaux que se situait le champ de mes nouvelles activités et de mes nouvelles relations. N'oublie pas aussi que la plupart de mes collègues du lycée Lakanal n'habitaient pas à Sceaux. D'ailleurs, à part nos brèves rencontres dans la salle des professeurs, je ne me souviens pas avoir noué des liens plus personnels avec aucun d'eux.

F. G. - N'avais-tu pas quand même quelques discussions politiques avec certains d'entre eux ?

P. F. - Il me semble que j'ai eu un jour une discussion assez animée avec Pierre Juquin qui était professeur d'allemand et fidèle à la ligne Thorez-Duclos.

F. G. - Quel était le sujet de cette discussion ?

P. F. - Ah ! Il s'agissait des relations entre l'URSS et la Chine.

À l'issue d'une rencontre entre dirigeants des deux pays, un communiqué assurait qu'il n'y avait plus entre eux de désaccords. Juquin s'en réjouissait et moi je prétendais qu'il y avait entre Mao et Khrouchtchev un conflit qui ne pouvait que s'aggraver. Mais ce débat était exceptionnel.

F. G. - Tu viens d'évoquer de nouvelles activités et de nouvelles relations parisiennes. De quoi s'agissait-il ?

P. E - Il s'agissait d'abord d'une période critique et assez surprenante pour moi : fin de la IV e République et naissance de la Ve dans une atmosphère de coup d'État sur fond de guerre d'Algérie. Il s'agissait ensuite, à mon échelle, non d'un nouvel engagement partisan, mais d'une recherche d'amis en vue d'une compréhension commune des événements. C'est ainsi que j'ai rencontré, au début de 1958, Edgar Morin dont la femme Violette était d'origine périgourdine et qui m'a entraîné dans le groupe *d'Arguments* dont il était le personnage central. Je fis alors la connaissance de Kostas Axelos, de Jean Duvignaud et de François Fejtô qui avaient fondé, deux ans auparavant, le groupe en question et la revue du même nom.

E G. - Quel était votre commun dénominateur ?

P. F. - Je crois que c'était un rejet très fort de tous les dogmatismes. Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les intellectuels se réclamaient tous d'un humanisme. Il y avait l'humanisme existentialiste dont la revue de Sartre, *Les Temps modernes,* était la tribune, l'humanisme chrétien dont les disciples de Mounier étaient les représentants qui s'exprimaient principalement dans la revue *Esprit.* Enfin, il y avait la question de l'humanisme marxiste mis à mal par le stalinisme et, plus particulièrement, par la répression de l'insurrection hongroise. Les membres de l'équipe *d'Arguments* avaient tous été plus ou moins longtemps, plus ou moins intensément membres du Parti communiste, à l'exception de Colette Audry qui était socialiste. Successivement, Fejtei avait rompu avec le mouvement communiste au temps de sa jeunesse en Hongrie, Axelos avait délaissé le PC grec pour le questionnement philosophique, Duvignaud avait été exclu du PCF parce qu'il avait refusé de condamner Tito et l'« hérésie yougoslave », Morin avait été exclu, à son tour, en raison de ses positions antibureaucratiques et moi, j'avais démissionné dans les circonstances que tu sais. Les membres *d'Arguments* n'avaient certes pas une philosophie commune, si ce n'est le refus du dogmatisme sous toutes ses formes, spécialement sous sa forme stalinienne.

Nous nous réunissions le jeudi aux Éditions de Minuit, rue Bernard-Palissy, dans une pièce qui nous avait été affectée et qui servait de siège à la revue. Nous discutions interminablement du numéro en préparation jusque dans des dîners tardifs.

F. G. - Pourquoi des discussions aussi longues ? Y avait-il entre vous des désaccords ?

P. E - Les discussions duraient longtemps pour le plaisir. C'était un certain climat intellectuel caractérisé par l'esprit de débat qui a passablement disparu de nos jours. Nous débattions avec les gens des *Temps modernes* et avec les gens *d'Esprit* pour marquer nos différences. Et nous débattions surtout entre nous dans ramifié, niais sans nous dissimuler nos différences.

Bien que nous prétendions ne pas réduire nos façons de penser à la politique, on aurait pu schématiser nos positions de la manière suivante : Fejt.5 et moi, nous nous situions à droite en raison d'un rejet non seulement du stalinisme, mais aussi du marxisme ; Morin et Duvignaud, sans être à proprement parler marxistes, étaient plus nuancés, plus attachés aussi à la gauche comme tradition historique. Quant à Axelos, on aurait pu dire de lui ce que l'on disait de Lamartine en 1848, à savoir qu'il *siégeait au plafond,* car sa passion exclusivement philosophique lui faisait voir les questions politiques en quelque sorte du point de vue de Sirius. Il reste que nous pouvions nous opposer les uns aux autres très vivement dans nos discussions sans que notre commune amitié soit mise en cause.

F. G. - Qu'est-ce qui a fait la réussite, je dirais même un certain rayonnement *d'Arguments* **que l'on cite encore aujourd'hui en exemple ?**

P. F. - Pour le comprendre, il faut comparer *Arguments* aux autres revues de cette époque. Les autres avaient toutes, plus ou moins, ce que l'on pourrait appeler « un fondement idéologique ». *Esprit,* c'était un catholicisme social, *Les Temps modernes,* c'était la philosophie sartrienne et *Socialisme ou barbarie,* c'était une conception originellement trotskiste. En revanche, *Arguments* s'efforçait de dénoncer toutes les aliénations idéologiques. Nous anticipions ainsi sur des courants qui se sont manifestés vingt ans plus tard. Par ailleurs, la revue, née en 1956, s'est dissoute en 1961 ; elle n'a pas eu le temps de vieillir. Nous professions

d'ailleurs qu'après la parution de ses cinq ou six premiers numéros, une revue était condamnée à rabâcher ; ce qui est excessif, mais révélateur. Les membres du groupe *d'Arguments* étaient tous très attachés à leur liberté individuelle de penser et d'agir. Aujourd'hui encore ils estiment que le meilleur *d'Arguments* résidait dans l'amitié réciproque et un amour de la vie qui étaient à bien des égards exemplaires. Le groupe, si l'on peut par commodité employer ce mot-là, n'était pas fermé. Roland Barthes, qui participa à sa création, cessa d'être actif par la suite tout en fréquentant amicalement les membres du groupe. D'autres sont venus nous voir et exprimer leur proximité comme Henri Lefebvre, François Châtelet ou Pierre Naville.

F. G. - Dans la transition de la IVe à la Ve **République, je suppose que vous n'aviez pas de position commune.**

P. F. — C'est exact. Les uns s'inquiétaient de cette transition et du « pouvoir personnel » que pouvait prendre le général de Gaulle ; d'autres, dont j'étais, constataient que le régime parlementaire, tel qu'il fonctionnait en France, était incapable de résoudre le problème algérien et admettaient un renforcement de l'exécutif. Débat qui ne nous empêchait pas de festoyer le plus joliment du monde.

E G. - Fais-tu un rapprochement entre le climat *d'Arguments* aux environs de 1958 et le mouvement contestataire de 1968 ?

P. E - Le rapprochement, c'est toi qui le fais. Cela dit, je l'accepte dans une certaine mesure. À *Arguments* nous étions sans indulgence pour la société dans laquelle nous vivions et nous avions perdu toute illusion relativement à la société soviétique et aux sociétés apparentées. En conséquence, nous refusions l'idéologie dite « bourgeoise » et l'idéologie « marxiste-léniniste ». On retrouve des tendances de ce genre dans le mouvement étudiant de 1968. Mais on y trouve aussi d'autres tendances qui étaient étrangères aux idées *d'Arguments,* comme le maoïsme et une forme très intellectuelle d'anarchisme et de nihilisme. Si je n'avais pas peur d'avoir l'air prétentieux, je dirais *qu'Arguments* a anticipé les meilleurs aspects de 1968, c'est-à-dire la révolte contre le dogmatisme et les aliénations idéologiques. Toutefois, le mouvement de mai 68, qui a entraîné avec **lui** une masse d'étudiants et finalement d'autres gens, n'est pas réductible au courant de pensée animé, dix ans auparavant, par notre équipe éditoriale.

J'ajoute que les intellectuels qui se sont réclamés de 1968 ont souvent bénéficié de soutiens médiatiques, ce qui n'a pas été le cas pour *Arguments.* Il est vrai que les médias n'avaient pas atteint à ce moment-là la puissance considérable qui est la leur maintenant. Rétrospectivement, la faiblesse relative des moyens de diffusion de notre revue constitue une donnée qui a pu attendrir des lecteurs insatisfaits par la médiatisation jugée excessive de certains intellectuels et de certaines de leurs productions actuelles.

E G. - Outre ce que tu viens de **dire, ne crois-tu pas *qu'Arguments* a bénéficié d'une conjoncture historique favorable aux grandes remises ou mises en question ? L'insurrection hongroise et sa répression mettaient en question le « monde soviétique » et son idéologie, l'opération de Suez et surtout la guerre d'Algérie**

mettaient en question le régime colonial, enfin, le passage de la IVe à la Ve République remettait en question les idées reçues sur la démocratie.

P. F. - J'en suis bien d'accord. Je constate d'ailleurs qu'aujourd'hui des événements importants portent à des remises en question : l'implosion de l'URSS et, plus généralement, du « monde communiste », les affrontements de plus en plus nombreux entre nationalités ou entre ethnies et le développement de l'islamisme, pour nous en tenir à quelques exemples. Néanmoins, il n'y a plus de grands débats comme il y en avait encore à la fin des années 1950.

F. G. - Quelles en sont les raisons ?

P. E - J'en vois au moins deux. Premièrement, l'expansion des médias qui ne fait guère bon ménage avec les discussions théoriques, notamment parce que l'image en mouvement de la télévision s'impose en deçà de tout débat ; deuxièmement, la fin du communisme qui a fait disparaître la bipolarité, laquelle alimentait naguère tous les débats politiques et même non politiques.

Ce que certains ont appelé la *pensée unique* n'est probablement que l'effet de la conjonction de ces deux processus, le premier de nature technologique, le second de nature politico-historique.

F. G. - Entre 1958 et 1968, les idéologies régnantes commencent à décliner. On parle de dépolitisation pour qualifier une certaine désaffection de plus en plus répandue à l'égard des partis politiques. Par ailleurs, l'intérêt pour le langage et la langue devient un souci majeur dont le structuralisme assurera l'exploitation. N'y a-t-il pas là d'autres raisons de la quasi-disparition des grands débats intellectuels ?

P. F. - Sans aucun doute. On peut le vérifier par le cas de Barthes qui est devenu une des étoiles de la constellation structuraliste. Duvignaud m'a raconté qu'il déjeunait un jour en compagnie de Morin et de Barthes pour préciser les modalités de la participation de ce dernier *à Arguments.* Barthes, tout en affirmant sa fidélité amicale vis-à-vis de l'équipe, attrait dit : « je ne peux plus participer régulièrement aux réunions de la revue, car je viens de découvrir une nouvelle science qui va requérir toute mon activité. » À Duvignaud et à Morin qui lui demandaient de quelle science il s'agissait, Barthes répondit avec un air modeste : « la sémiologie ».

Dès lors que l'on fait de l'étude des signes l'objet fondamental de la pensée, il est clair que le débat intellectuel fait figure de démarche naïve, voire simpliste. En prenant ses distances avec *Arguments,* Barthes entrait dans ce courant de pensée qui a trouvé dans les lendemains de 1968 un nouveau souffle. La révolte étudiante n'ayant pas réussi à renverser la Ve République, ne fallait-il pas s'interroger sur les fonctions du langage et sur les structures de la langue, comme préalable à tout nouvel engagement dans l'action ?

F. G. - Revenons-en à la naissance de cette Ve République. Comment l'avez-vous vécue à *Arguments ?*

P. E - Avant de répondre à cette question, je voudrais évoquer notre attitude par rapport à la guerre d'Algérie. Nous étions trop marqués par notre rupture avec le communisme (sauf, je le répète, Colette Audry) pour accorder une importance considérable à ce que la presse appelait pudiquement les *événements d'Algérie.* Nos regards étaient fixés sur l'URSS, sur

l'Europe de l'Est, sur la Chine beaucoup plus que sur le Maghreb et plus particulièrement l'Algérie. Certes nous étions tous anticolonialistes...

F. G. - Que signifie ce qualificatif d'« anticolonialistes » ?

P. E - Cela signifie qu'à travers la guerre d'Indochine, nous avions compris - avec beaucoup d'autres - que la colonisation s'était accompagnée et ne pouvait pas ne pas s'accompagner d'un certain complexe de supériorité du colonisateur vis-à-vis du colonisé, ce qui est une forme du racisme, et que la domination d'un peuple sur un autre, même sous des formes plus ou moins édulcorées, ne pouvait qu'engendrer la lutte du peuple dominé pour accéder à l'indépendance nationale. Les souvenirs encore frais de la Résistance nous aidaient à comprendre de telles situations.

Cela dit nous savions que l'Algérie était la seule colonie de peuplement de la France avec son million de Pieds-Noirs et c'est pourquoi certains d'entre nous souhaitaient que l'on aboutisse à un compromis entre l'inévitable mouvement vers l'indépendance et la sauvegarde des Français d'Algérie. Il reste que l'attitude de ces derniers nous paraissait souvent égoïste et déplaisante. Nous avions été indignés par la réception agressive de Guy Mollet, le 6 février 1956, à Alger sur la place du Gouvernement-Général et nous avions condamné la lâcheté de ce dernier face à quelques jets de tomates et l'envoi sur le terrain des jeunes du contingent.

Quand, le 13 mai 1958, le général Massu lança son appel du haut du balcon de ce même Gouvernement général, toute l'équipe *d'Arguments* redouta une prise du pouvoir par les militaires d'abord en Algérie, ensuite en France même. La décomposition du régime à travers les gouvernements Mollet, Bourgès-Maunoury, Gaillard et Pflimlin pouvait faire craindre le pire.

F. G. - Est-ce à dire que vous avez rejoint les partis qui voulaient sauver la IVe République et que vous avez participé à l'ultime manifestation de la gauche unie ?

P. F. - Je ne me souviens plus de ce qu'ont fait les autres. Pour ma part, j'espérais que de Gaulle nous préserverait de la dictature militaire et qu'il résoudrait le problème algérien. Dans ces conditions, il n'était pas question pour moi de participer à une manifestation principalement dirigée contre le Général.

Ce dont je me souviens, en revanche, c'est de nos désaccords sur la question de la République. Il me semble que Morin et Duvignaud se méfiaient de De Gaulle et de ses partisans. Fejto me dit : « De Gaulle, c'est bien, mais il faut craindre que derrière ce Neguib ne se profile un Nasser qui ensuite instaurera sa dictature. » Je rétorquai que la France n'était pas l'Égypte.

En fait, nous étions unanimes contre les colonels putschistes d'Alger, mais nous divergions sur le rôle que de Gaulle pouvait jouer dans le drame en cours. Avec le recul du temps, on peut aujourd'hui comprendre que le Général utilisait la révolte des colonels sans s'y rallier véritablement et qu'il « surfait » pour ainsi dire sur les événements. Il maîtrisait parfaitement le langage politique et quand il déclara qu'il « était prêt à assumer les pouvoirs de la République », nous étions divisés entre les deux lectures possibles de cette phrase.

Morin et Duvignaud entendaient le verbe « assumer » comme une action de remplacement de la République par une autre forme de pouvoir qui ne laissait pas de les inquiéter. Quant à moi, je l'entendais comme une prise en charge de la France tombée en déshérence. Axelos et Fejtô se réfugiaient alors dans leurs rôles respectifs de philosophe et d'historien.

Au fond, aucun de nous n'avait été très attentif aux problèmes constitutionnels. La distinction que de Gaulle exprimait avec force entre la République en général et le « régime d'assemblée » en particulier n'avait pas déterminé chez nous de grandes préoccupations. Même si nous ne nous réclamions plus du marxisme, il nous restait de lui l'opposition entre l'État capitaliste, présent en Occident sous ses diverses formes, et l'État ouvrier absent partout, depuis les quelques semaines de la Commune de Paris et les quelques mois de la Révolution soviétique. En somme, le marxisme continuait à nous empêcher de prendre en considération les diverses formes de l'État au-delà de son « contenu de classe », réel ou idéologique.

E G. - Ne peut-on pas dans ce cas parler d'un effet pervers du marxisme ?

P. F. - Dès lors que l'on réduit la nature d'un État à la classe sociale qui est censée dominer à travers lui la société, les diverses formes de l'État, la variété des constitutions s'estompent et il y a bien là comme un effet pervers, comme une réduction du politique à l'économique, même si les marxistes s'en sont toujours défendus. Il reste que l'expérience historique récente avait montré que l'on ne pouvait pas raisonnablement faire abstraction des différences entre, d'une part, des États comme ceux des États-Unis et de la Grande-Bretagne et, d'autre part, des États comme ceux de l'Italie fasciste et de l'Allemagne nazie.

F. G. - Entre le « régime d'assemblée » condamné par de Gaulle et la République au pouvoir exécutif renforcé qu'il souhaitait, la différence était beaucoup moins grande que dans les exemples que tu viens de citer.

P. E - Certes. Mais derrière le renforcement de l'exécutif, les gens de gauche dont nous faisions alors partie voyaient se profiler le pouvoir personnel et derrière le pouvoir personnel la dictature, le fascisme. De Gaulle en était tellement conscient que, dans les conférences de presse qui ont précédé son « retour aux affaires », il a répété qu'il avait rétabli les libertés publiques en **1944,** qu'il n'avait jamais voulu être un dictateur et qu'au demeurant il n'en avait plus l'âge. Moi, je prenais ces propos, comme on dit, « pour argent comptant ». Qu'en pensaient mes amis *d'Arguments ?* Je ne m'en souviens plus très bien. Mais ce que je sais, c'est que les gens de gauche dans leur majorité étaient hostiles au Général sans pour autant être prêts à se faire tuer sur des barricades pour sauver la IV' République.

F. G. - Il n'y a d'ailleurs pas eu de barricades.

P. E - C'est pourquoi on a beaucoup parlé en ce temps-là de dépolitisation. Moi-même j'ai envisagé de consacrer ma thèse principale pour le doctorat d'État au soi-disant phénomène de la dépolitisation. Je me suis vite aperçu de l'inanité de cet objet. Car il y avait bien un phénomène de désaffection à l'égard des partis politiques, mais l'intérêt pour le politique n'était pas en voie de disparition ; il avait seulement pris d'autres formes comme par exemple

la création de clubs de plus en plus nombreux et actifs non seulement à Paris, mais aussi dans beaucoup de villes de province.

E G. - On retrouve actuellement des manifestations d'opinion comparables avec l'idée qu'à la politique aliénante à travers des appareils de partis il faudrait substituer une politique de proximité, une politique où chacun pourrait agir sur le devenir commun.

P. F. - Il n'y a rien là d'étonnant. Si l'on pose en axiome que l'être humain ne petit véritablement s'accomplir qu'en participant activement à la vie de la société à laquelle il appartient et qu'en participant à un certain contrôle du pouvoir s'exerçant sur cette société, il est inévitable que le politique comme tel fasse problème. En fait, les sociétés ne peuvent fonctionner que grâce à leurs institutions qui leur confèrent leurs caractères spécifiques. Et, d'une manière générale, les institutions tendent à dispenser la plupart des individus d'assumer des décisions personnelles et surtout de les mettre à exécution. C'est peut-être ce que Rousseau voulait nous dire quand il écrivait dans le *Contrat social : «* S'il y avait un peuple de dieux, il se gouvernerait démocratiquement. Un gouvernement si parfait ne convient pas à des hommes. »

E G. - Condamnes-tu la démocratie ?

R F. - Pas plus que ne l'a fait Rousseau. Je crois que la démocratie est un idéal vers lequel il est souhaitable que les sociétés tendent.

L'erreur, c'est de prétendre qu'ici ou là la démocratie est déjà réalisée et d'en faire une idéologie d'exclusion des autres régions du monde et de leurs cultures.

Pour en revenir à 1958, il faut admettre que tout s'est passé en douceur. Devant l'Assemblée nationale, le Général a fait un de ses numéros de charme dont il avait le secret. Il est ainsi devenu à la satisfaction du plus grand nombre le dernier Président du Conseil de la IV' République et il a fait taire du même coup les clameurs des factieux.

F. G. - Quelle a été ta position lors du référendum de septembre sur la Constitution de la nouvelle République ?

P. F. - Ce que je vais te dire est à peine croyable et pourtant je t'affirme que c'est vrai. J'étais alors en vacances sur la Côte d'Azur avec ma famille. Nous sommes allés rendre visite à un vieil ami d'enfance, Pierre Réjou, qui possédait un appartement juste au-dessus du port de plaisance de Cannes et qui exerçait son métier à Béthune, terre d'exil pour cet enfant du Périgord.

En discutant de la situation politique, il est apparu que Réjou avait l'intention de voter oui au référendum constitutionnel parce qu'il n'avait plus aucune confiance dans le régime parlementaire et parce qu'il attendait du Général le règlement du problème algérien.

Quant à moi, je n'étais pas encore allé aussi loin dans le ralliement à de Gaulle et c'est peut-être dans un esprit d'opposition à l'attitude de Réjou que je lui déclarai que j'allais voter non. Nous avons repris notre discussion en l'arrosant de quelques digestifs appropriés et nous avons constaté que nous maintenions l'un et l'autre nos positions. Nous avons, chemin faisant, découvert que pour voter nous devrions écourter nos vacances, lui pour rentrer à Béthune et moi pour regagner Sceaux. Et, c'est là que le Diable - il faut bien l'appeler par l'un de ses noms - est intervenu. Il nous a

montré que si nous poursuivions nos vacances azuréennes, nos intentions de vote s'annuleraient comme se seraient annulés nos suffrages si nous étions repartis pour Sceaux et pour Béthune. C'est ce que nous avons fait au bénéfice de nos abstentions. Le Diable a donc gagné, mais le Général n'a pas perdu puisqu'il a obtenu 80 % pour sa Constitution.

F. G. - Qu'as-tu pensé de ce triomphe ?

P. F. - Finalement, je n'en étais pas mécontent, car moi aussi je comptais sur le Général pour sortir le pays de l'impasse. Je faisais en outre une distinction tranchée entre de Gaulle, le « héros historique », comme disait Raymond Aron, et les membres de son parti, l'Union pour la Nouvelle République, qui me paraissaient des conservateurs, voire des réactionnaires dont je me méfiais, comme la majorité des intellectuels.

Au cours d'une rencontre amicale où se trouvait Henri Lefebvre, celui-ci m'a dit : « Tu verras, avec de Gaulle on va apprendre beaucoup de choses. » Je n'ai pas eu le loisir de l'interroger sur le sens de sa déclaration, mais je crois qu'après la décomposition de la IV` République, Lefebvre voulait dire que de Gaulle allait redonner un sens au devenir national et à un nouveau positionnement de la France sur l'échiquier mondial.

F. G. - En somme, de Gaulle a eu comme d'autres plus tard son état de grâce, même chez des marxistes aussi avertis que Lefebvre.

P. F. - Cet état de grâce concernait tout spécialement la question algérienne. Le Général avait reçu peu avant le 13 mai 1958 Georges Boris, l'ancien directeur de cabinet de Pierre Mendès France, et l'on racontait dans certains salons parisiens qu'il lui aurait dit : « Naturellement, Boris, pour l'Algérie, la solution, c'est l'indépendance. » Avec le recul du temps on peut penser que de Gaulle n'avait pas, en 1958, une solution toute prête pour l'Algérie et qu'il intégrait cette question brûlante dans sa vision mondiale des choses. Ne l'avait-il pas fait pour la France dans le désastre de 1940 ?

F. G. - Ne crois-tu pas que selon ses interlocuteurs le Général tenait à l'un un discours plutôt favorable à une solution d'indépendance et à un autre un discours inclinant plutôt vers l'intégration ?

P. F. - Sans doute n'y a-t-il pas eu jusqu'à maintenant de grande politique sans une certaine dose de cynisme. Mais il me semble que ce serait réduire de Gaulle que de le voir comme un simple manipulateur. Il estimait probablement que tel interlocuteur était capable de recevoir un message allant dans un certain sens et que tel autre ne pouvait accueillir qu'un message d'une nature différente. Le fameux « Je vous ai compris » de son premier voyage à Alger n'a pas le sens qu'on lui a trop souvent attribué d'un « Je vous ai bien eus. »

F. G. - Alors, que signifie-t-il ?

P. E - À mon avis, il signifie : je savais que vous en aviez assez d'une situation sans issue et j'ai compris que, pour en sortir, il fallait d'abord restaurer l'autorité de l'État, ce que je suis en train de faire, comme vous le souhaitiez. Ni plus, ni moins. En tout état de cause, l'opinion publique française et internationale a remarqué qu'au cours de ce premier voyage, le Général n'a pas prononcé le fameux mot d'ordre des colonels et des Pieds-Noirs, *l'Algérie française,* sauf une seule fois, mais très

loin de la fournaise algéroise. Finalement, il ne me semble pas que de Gaulle ait joué en faisant des déclarations plus ou moins contradictoires à diverses personnes. Je crois plutôt que chacun de ses interlocuteurs a retenu ce qui lui convenait dans les propos du héros historique.

F. G. - Ce qui me frappe dans ton récit de vie, c'est que, après les périodes d'activité intense qu'ont été pour toi le temps de la Résistance et le temps du stalinisme, tu sembles être devenu plutôt un spectateur de l'actualité dans la période de transition de la IV' à la V' République.

P. F. - C'est vrai dans la mesure où l'incapacité de l'État à résoudre le problème algérien transforme la plupart des individus, y compris ceux qui sont politisés, en spectateurs ; ce qui permettra à de Gaulle d'occuper le terrain et de devenir l'acteur principal, le protagoniste par excellence du drame historique en cours. Mais dans cette période je consacre du temps à une occupation essentielle pour moi, à savoir la rédaction de mon premier livre.

F. G. - Ah, oui, *Le Marxisme en question.*

P. F. - C'est exact. Je ne voulais pas écrire un règlement de comptes avec la direction du PCF, encore moins engager une polémique *ad hominem* contre Thorez ou contre Duclos. Je voulais me mettre en règle avec moi-même. Comme je te l'ai déjà dit, quand je me suis engagé dans les jeunesses communistes, j'ignorais presque tout du marxisme. Ce que je voulais de toute mon énergie, c'était contribuer à libérer mon pays de l'occupation étrangère et à remplacer l'ancienne société injuste et oppressive par une société fraternelle. Par la suite, j'avais étudié les textes fondateurs du marxisme et j'avais adopté la vision marxiste du monde et de l'être humain. Après ma rupture avec le PCF, que restait-il pour moi de cette grande conception théorique ? Et quels *effets* les pratiques sociales et politiques qui avaient cours en URSS et dans les États apparentés avaient-ils eus et avaient-ils encore sur la conception marxiste que j'avais professée ?

F. G. - En somme, tu soumettais le marxisme à une mise en examen.

P. F. - C'est tellement vrai que j'avais intitulé mon manuscrit *Contribution à une critique des fondements du marxisme.* Titre de facture tout à fait marxiste, titre peu propice à la commercialisation. J'apportais mon ouvrage à Jean-Marie Domenach, le directeur *d'Esprit* qui était responsable d'une collection aux Éditions du Seuil. Il accepta de me publier et il n'eut pas beaucoup de peine à me démontrer que mon titre était mauvais. Je crois bien que c'est lui qui m'a proposé à sa place *Le Marxisme en question.* Et c'est sous ce drapeau que j'ai fait mon entrée dans la littérature.

Dans *ce* qui fut mon premier livre, je m'employais non pas à détruire, mais à relativiser le marxisme. Je refusais ses dogmes en demandant qu'on les considère comme des hypothèses de travail.

E G. - Peux-tu donner un exemple ?

P. F. - Oui. Ainsi la lutte des classes, je n'en niais pas l'existence, mais je refusais d'admettre qu'elle puisse expliquer tous les faits historiques et que l'on puisse légitimement réduire le devenir de l'humanité, le devenir des différentes sociétés et des diverses cultures, au développement de la lutte des classes.

F. G. - Ne discutait-on pas à cette époque de la question de l'aliénation ?

P. E - C'était même une question à la mode. Avant la Deuxième Guerre mondiale, Lefebvre avait mis le concept d'aliénation au centre de sa conception du marxisme comme philosophie. Puis, Henri Bartoli, en 1950, dans *La Doctrine économique et sociale de Karl Marx,* et, Jean-Yves Calvez, en 1956, dans *La Pensée de Karl Marx,* avaient développé l'idée selon laquelle le marxisme était né d'une théorie de l'aliénation comme situation dans laquelle l'être humain est devenu étranger à lui-même par suite de l'exploitation du travail. Dans mon livre je partais effectivement de cette représentation de la matrice spirituelle du marxisme.

F. G. - Dans tout ça, n'y a-t-il pas quelque chose de chrétien ?

P. F. - Chez Lefebvre, l'accent mis sur l'aliénation était une manière de rattacher Marx à Hegel. Par là on peut comprendre que chez ce dernier l'aliénation résulte en quelque sorte du péché originel. C'est donc une vision chrétienne ou peut-être judéo-chrétienne de l'être humain et de son devenir. Chez Bartoli et Calvez, auteurs d'inspiration catholique, la chose est encore plus manifeste.

F. G. - Quel était ton apport personnel dans ce débat ?

P. E - À la suite de Lefebvre, je reprochais aux dirigeants communistes de l'époque de laisser de côté cette question de l'aliénation. À la suite de Bartoli et de Calvez, j'estimais que l'aliénation ne se réduisait pas à l'exploitation du travail et encore moins à une cause purement économique. En outre, je ne croyais plus que l'humanité pourrait un jour se trouver dans un état social où l'aliénation aurait été abolie. C'est donc bien la perspective finale du communisme que je mettais en cause.

F. G. - N'étais-tu pas en train de rompre avec le matérialisme ?

P. F. - Le caractère dogmatique et simplificateur du catéchisme de mon enfance avait entraîné ma rupture avec l'Église catholique. Le caractère dogmatique et simplificateur du marxisme, tel que je l'avais compris, m'entraînait quelque vingt ans après à rompre avec le marxisme devenu, à mes yeux, une idéologie parmi d'autres.

F. G. - Depuis la publication de ton premier livre, tu as eu le temps d'approfondir ta critique du marxisme, puis de faire une sorte de retour au marxisme, ou, plus précisément, à une interprétation différente de la pensée de Marx, enfin, de renoncer définitivement à toute obédience marxiste. Dis-moi ce que tu considères comme encore valable du *Marxisme en question.*

P. F. - Je pense immédiatement à deux points : l'un concernant l'État et l'autre la création artistique. En ce qui concerne l'État, je disais qu'il était impossible de le réduire *à cet appareil de domination d'une classe sur une autre* que définissait Lénine à partir de son interprétation de Marx. Je faisais référence à l'État nazi pour constater qu'il s'était rendu autonome par rapport à la classe dominante de la société allemande dont il était issu pour devenir une puissance totale. Heureusement pour moi, Engels avait déclaré que sous Louis XIV l'État s'était rendu indépendant de la noblesse, ancienne classe dominante, et de la bourgeoisie, classe en pleine ascension. Mais, pour Engels, il s'agissait d'une situation historique particulière, pour ne pas dire exceptionnelle, alors que j'estimais que l'État moderne avait en lui une tendance consubstantielle à

l'autonomisation. L'État ou nous dirions aujourd'hui l'État du parti unique, l'État-parti n'est pas explicable par la référence marxiste aux classes sociales et à leurs antagonismes.

F. G. - Tu étais proche d'une découverte du totalitarisme.

P. E - Je ne connaissais pas, à l'époque, les travaux de Hannah Arendt, mais je crois que j'avais compris la nature de cette domination totale de la vie des individus, y compris de leur vie privée, par l'omnipotence d'un appareil de parti et l'idéologie de ce parti unique qu'elle appelait « totalitarisme ».

F. G. - Ces considérations me paraissent très théoriques. Tu ne dis rien des camps nazis d'extermination ni du goulag en URSS.

P. E - Sur les camps d'extermination nazis, je n'avais aucun doute et je m'étonne toujours un peu quand j'entends dire aujourd'hui que les gens de ma génération n'en avaient pas une conscience suffisamment aiguë. En ce qui concerne le goulag, je reconnais en avoir admis l'existence avec un certain retard. Cependant, cette existence une fois admise, la nature du totalitarisme d'inspiration fasciste, nazie ou stalinienne n'a plus jamais pour moi fait aucun doute. Le problème résiduel demeurait et demeure celui de la fonction sociologique et de la signification historique de chaque variété de totalitarisme.

F. G. - En ce qui concerne la création et l'œuvre d'art, que disais-tu dans ton livre ?

P. F. - J'étais encore sous le charme du retable de Wit Stwosz à Cracovie, en 1954. L'œuvre d'art, au sens large, c'est-à-dire littérature comprise, ne pouvait pas se réduire au contexte historique de sa création. Marx n'avait pas eu tort de voir dans l'œuvre de Balzac comme un miroir de la société française sous la Restauration et la monarchie de Juillet, mais les marxistes en ne voyant dans *La Comédie humaine* que ce miroir étaient passés à côté de la nature et du sens de la création artistique sous toutes ses formes. Née dans une société particulière à une époque elle-même particulière, l'œuvre d'art dépasse les conditions de sa naissance. Les religions réservaient ou réservent la création à Dieu ou, pour le moins, à des personnages divins. Incroyants ou croyants, nous devons reconnaître que la création artistique s'apparente à la création divine : elle comporte une part de mystère et une visée d'éternité. Si j'osais une comparaison destinée à montrer le vecteur commun à ma conception de l'État et à ma conception de l'œuvre d'art dans *Le Marxisme en question,* je dirais : de même que l'État moderne tend à s'autonomiser, comme le montre le pire des cas, à savoir le totalitarisme, de même l'œuvre d'art tend à sortir de son contexte historique, et c'est d'ailleurs le propre des plus grandes œuvres d'avoir atteint le plus haut degré de cette autonomie qui leur confère l'immortalité.

F. G. - Ce premier livre a été, je m'en souviens, un grand succès.

P. F. - Oui, j'ai eu droit à la première page du *Monde, à* de nombreux autres articles dans la presse française et aussi dans la presse italienne, belge, québécoise, néerlandaise, espagnole, mexicaine, brésilienne, pour ne citer que ce dont j'ai gardé le souvenir. Le livre a été traduit dans les langues des pays que je viens de citer. Il a été également traduit en japonais et partiellement en hébreu.

F. G. - D'où venait un tel succès ?

P. F. - Essentiellement de la rupture avec le Parti communiste. *Le Monde* d'ailleurs me mettait en compagnie de Lefebre et de Morin. J'avais voulu relativiser le marxisme, mais les journalistes recevaient mon livre comme un brûlot anticommuniste. C'était vrai également pour Lefebvre qui était encore membre du PCF et qui n'allait pas tarder à en être exclu, subsidiairement pour avoir continué à me fréquenter. C'était enfin vrai pour Morin qui dans son *Autocritique* s'en prenait aux pratiques totalitaires du PCF, sans pour autant rejeter le marxisme.

F. G. - Après la parution de ton livre y a-t-il eu des débats publics avec ces joutes oratoires dont tu as toujours été friand ?

P. F. - Il y en a eu plusieurs dans plusieurs salles de la rive gauche avec un public nombreux. Je me souviens d'une conférence-débat qui s'est tenue rue Las Cases dans le VIIe arrondissement. J'avais pour principaux interlocuteurs Lucien Goldmann, l'auteur du *Dieu caché* qui se réclamait d'un marxisme repensé par Lukacs, et Maximilien Rubel, traducteur et commentateur de Marx dans un esprit social-démocrate. L'un et l'autre étaient d'accord sur le reproche majeur qu'ils faisaient à mon essai. J'aurais dû m'en prendre au stalinisme et non pas au marxisme, j'aurais dû écrire *Le Stalinisme en question.* Pour Rubel, la trahison du marxisme avait commencé avec Lénine. Le bolchevisme était quelque chose d'autre que du marxisme. Et moi, j'étais en somme complètement en dehors de la question. Selon Goldmann, plus proche de Trotski que de Kautsky, c'était Staline qui avait trahi la Révolution et du même coup abandonné le marxisme, à supposer qu'il l'ait même jamais véritablement compris. Mon livre, selon lui, était parfois pertinent contre l'idéologie stalinienne qui s'était appelée *marxisme-léninisme,* mais au fond il ne concernait pas le marxisme. D'ailleurs, notait sarcastiquement Goldmann, je n'avais fait aucune référence à Lukacs.

Je répondis à mes détracteurs en comparant le marxisme à tin arbre. Si cet arbre avait produit des fruits empoisonnés, même parmi d'autres fruits qui auraient été sains, il fallait examiner jusqu'aux racines pour comprendre ce qui s'était passé. Il ne suffisait pas d'accuser Lénine ou Staline d'une déviation catastrophique pour comprendre le devenir historique du marxisme. Qu'y avait-il dans la graine qui ait abouti à ces fruits empoisonnés ?

François Fejto m'avait rapporté une anecdote touchant Joszef Revaï, l'un des dirigeants communistes les plus influents du temps de Rakosi et des plus férus de marxisme. Il aurait dit : « Celui qui met Staline en question ne tardera pas à mettre Lénine en question, et peu de temps après à mettre Marx lui-même en question. » Je me gardai bien de me référer à Revaï devant Goldmann et Rubel, mais je pensais que, comme en tirant une maille d'un tricot on finissait inévitablement par défaire tout le tricot, c'était pareil pour le marxisme, y compris en ce qui concerne *ses* mailles supposées mal tricotées.

Dans le débat de la salle Las Cases, il me semble que je l'ai emporté, si j'en crois ce que m'ont dit un certain nombre de personnes dans le public que j'ai pu rencontrer ultérieurement. Peut-être mes contradicteurs étaient-ils plus des érudits que des orateurs politiques. Peut-

être leurs divergences réciproques touchant l'interprétation du marxisme donnaient-elles au public une impression de ratiocinations scolastiques difficiles à suivre par rapport à la plus grande clarté de l'exposé de mes positions.

Du côté du PCF, on ne s'embarrassait pas de tant de subtilités. Au cours d'un congrès national, Jean Kanapa, qui était devenu le grand maître de l'orthodoxie marxiste-léniniste, condamna sans appel ce qu'il appela le « liquidationnisme infantile du renégat Fougeyrollas ». La revue du Ko-minform, qui s'appelait *Pour une démocratie populaire. Pour une paix juste et durable,* y alla de son anathème contre mon livre et contre moi. Je ne m'attendais d'ailleurs pas à autre chose de la part de mes anciens camarades.

F. G. - Penses-tu que ton premier livre ait marqué tes ouvrages ultérieurs ?

P. E - Bergson a écrit quelque part que tout philosophe partait d'une intuition première qu'il ne faisait par la suite que développer ou présenter de diverses manières.

F. G. - Quelle aurait été ton intuition première ?

P. F. - Il me semble qu'elle est présente dans l'image de l'élan et de la retombée qui est d'ailleurs une image bergsonienne.

E G. - Peux-tu préciser davantage ?

P. E - Dans *Le Marxisme en question,* je distinguais la dénonciation de l'aliénation à tous ses niveaux, qui était comme l'élan de la pensée de Marx, et le projet de société communiste, à l'issue des futures étapes de la lutte des classes, qui était comme la retombée de cette même pensée. Il me semble que cette image provient de ce qui a bien pu être mon intuition matricielle. Sans l'avoir voulu, sans l'avoir cherché, il me semble que j'ai été fidèle à cette inspiration originelle, en dépit des variations doctrinales auxquelles je me suis livré pendant une quarantaine d'années.

F. G. - Es-tu sûr de cette fidélité ?

P. E - En tout cas, cela me fait plaisir d'y croire. Mais au-delà de ce plaisir, je pense qu'il y a une part de vérité. Reste à. élucider le sens de cette image de l'élan et de la retombée. On peut évoquer la sentence évangélique : *la lettre tue, l'esprit vivifie.* L'esprit serait par excellence l'élan, et la lettre serait la retombée. Il y a néanmoins dans l'image bergsonienne une diachronie qui n'appartient pas nécessairement à l'adage évangélique.

En outre, l'image *en* question suggère que le déploiement de la pensée durant l'existence du sujet pensant se ferait sans heurts et comme à travers une succession de métamorphoses. À quoi certains pourraient objecter que ces métamorphoses ne sont que des apparences dissimulant plus ou moins bien des ruptures. Si cette dernière hypothèse était retenue, on ne pourrait plus admettre qu'une succession de travaux philosophiques provienne d'une même et unique intuition créatrice. Laissons la question ouverte.

Le Marxisme en question a été pour moi une sorte de passeport dans des milieux où je n'aurais sûrement pas pu pénétrer avant ma rupture avec le PCF et ou mon livre fut accueilli comme un manifeste anticommuniste.

F. G. - À quels milieux fais-tu allusion ?

P. E - Ainsi, j'ai été invité par deux fois à l'École de guerre pour exposer les grandes lignes du marxisme dans le cadre de l'exercice Janus. J'ai effectivement prononcé ma conférence devant un parterre composé d'officiers français et de quelques officiers étrangers qui s'y trouvaient en stage pour accéder à des grades supérieurs. Et ce public attentif ne m'a pas ménagé à la fin de la séance ses applaudissements.

F. G. - N'éprouvais-tu pas une certaine gêne d'être applaudi par des individus qui n'avaient pas attendu ta conférence pour nourrir des sentiments anticommunistes ?

P. E - Premièrement, je n'ai jamais été antimilitariste. Mon engagement dans la Résistance le prouve d'une certaine manière, même si j'admirais alors plutôt l'Armée soviétique en marche vers Berlin que l'Armée française de 1940. Deuxièmement, j'établissais clairement dans ma conférence la différence qui existait entre le marxisme de Marx et le marxisme-léninisme de Staline, et j'estimais qu'informer un public généralement fort ignorant de ces questions ne pouvait être qu'une bonne chose. Cependant, mes contacts avec les milieux militaires sont restés exceptionnels.

F. G. - Quels autres milieux fréquentais-tu ?

P. F. - Dois-je te rappeler que la fin de la IVe République et les débuts de la Ve auraient pu être appelés « le temps des clubs » ? La désaffection des partis politiques s'accompagnait d'un engouement pour ces associations souples et non contraignantes. Le club que j'ai le plus longuement fréquenté, c'est le Club de la Gauche. On y rencontrait d'anciens communistes ou des communistes en conflit avec la direction de leur parti, d'anciens socialistes ou des socialistes opposés à la politique de Mollet, des mendésistes, des radicaux de gauche, des gaullistes de gauche et des catholiques critiques par rapport à leur épiscopat et au Vatican. Un habitué du club disait un jour que nous aurions pu prendre pour mot d'ordre : « Minoritaires de tous les partis démocratiques ou soi-disant tels, unissez-vous ! »

F. G. - Il me semble que vous étiez, que vous l'ayez voulu ou non, comme des précurseurs de l'actuelle gauche plurielle.

P. E - Peut-être quant à la composition politique du club, mais avec cette grande différence que, loin d'être dans les avenues du pouvoir, nous étions et nous entendions bien être dans l'opposition.

E G. - Combien y avait-il de membres du club et où vous réunissiez-vous ?

P. E - Je n'ai jamais su combien le club comptait d'adhérents. Nous nous réunissions environ une fois par mois. Le nombre des présents variait entre trente et quarante personnes. Ces réunions avaient lieu chez un médecin qui habitait un vaste et somptueux appartement dont les fenêtres donnaient sur le quai Voltaire. Le maitre de maison ne restait pas souvent jusqu'à la fin des réunions qui commençaient vers vingt et une heures et se terminaient généralement vers une heure du matin. Des boissons étaient généreusement mises à notre disposition, mais personne n'en abusait tellement chacun participait intensément aux débats qui se déroulaient.

F. G. - De quoi parliez-vous ?

P. F. - Il n'y avait pas d'ordre du jour. Au début de la réunion, nous élisions un président de séance qui demandait de quelles questions nous voulions débattre, à charge pour lui de faire en sorte qu'aucune des questions proposées ne soit oubliée au moment de la séparation. Je ne t'apprendrai pas grand-chose en te disant que l'Algérie se trouvait chaque fois au centre des questions et des débats.

F. G. - **Qu'est-ce que vous pensiez de l'évolution de ce problème ?**

P. F. - Nous étions tous d'accord pour considérer les « colonels de l'Armée d'Algérie » comme dangereux. Nous n'avions pas oublié le coup de gueule de Massu, un fameux 13 mai, coup de gueule qui était sinon un coup d'État, du moins un coup de force. Nous redoutions qu'un nouveau coup de force de certains officiers n'ouvre la voie à une dictature militaire. Mais notre unanimité s'arrêtait là.

Les uns, comme Gilles Martinet, pensaient que de Gaulle serait dépassé et probablement déposé par les officiers factieux. D'autres, comme Louis Vallon, estimaient au contraire que le Général aurait la force et le génie stratégique de s'opposer aux putschistes et de régler la question algérienne. Quant à Henri Lefebvre qui fréquentait, lui aussi, le Club de la Gauche, il hésitait entre ces deux hypothèses. Moi-même, je penchais plutôt vers la seconde en abandonnant de plus en plus de mon ancienne méfiance à l'égard du nouveau chef de l'État.

E G. - **Quel a été l'aboutissement du Club de la Gauche ?**

P. E - Il a accouché du PSU avec ses quatre composantes : socialistes antimolletistes, mendésis-tes, ex-communistes et catholiques d'extrême gauche. Martinet m'invitait à y adhérer. Je refusai poliment parce que je ne croyais pas que cette nouvelle gauche parviendrait à régler l'affaire algérienne et parce que je tenais trop à mon indépendance assez récemment conquise. Au demeurant, aucun des membres de l'équipe *d'Arguments,* sauf Colette Audry, n'entra au PSU.

E G. - Ne m'as-tu pas dit qu'au début de la Ve République tu avais fait la connaissance de Mendès France ?

P. F. - C'est vraisemblablement quelqu'un du Club de la Gauche qui m'a présenté, dans des circonstances que j'ai oubliées, à Georges Boris, l'ancien directeur de cabinet de Mendès France. Boris m'invita à participer aux conversations d'un petit groupe qui se réunissait chez lui périodiquement autour de l'ex-Président du Conseil. Le domicile de Boris se situait au plus haut étage d'un immeuble de l'île Saint-Louis. De la terrasse, on avait une vue superbe sur le Panthéon et, plus proche de la Seine, sur la Halle-aux-Vins où dix ans plus tard serait construite l'université Paris-VII, mon futur lieu d'enseignement pendant un quart de siècle.

F. G. - Qu'est-ce qui se passait chez Boris ?

P. E - Cela se passait entre dix-huit et vingt et une heures dans un grand salon ou sur la terrasse quand le temps le permettait. Nous étions huit ou dix, jamais plus. J'étais le seul prof de philo. Les autres étaient tous ou presque tous de hauts fonctionnaires qui avaient exercé d'importantes responsabilités, en 1954, quand Mendès dirigeait le gouvernement. Ces réunions étaient très différentes de celles du Club de la Gauche. Elles étaient beaucoup plus

informelles. Il n'y avait pas de président de séance, à moins de considérer que c'était PMF qui était le président permanent. En s'adressant à lui, on l'appelait non pas Monsieur le Président, mais tout simplement *Président,* d'une manière qui fleurait la République.

F. G. - N'y avait-il pas parmi ses fidèles une sorte de culte de la personnalité à son égard ?

P. F. - Non. Vraiment non. Je pensais aux comportements des militants communistes vis-à-vis de Thorez et de Duclos. Ils les appelaient « camarades », et les tutoyaient sans pourtant jamais vraiment les contredire. En revanche, ceux qui entouraient Mendès France lui témoignaient du respect, mais ne se gênaient pas pour contester tel de ses points de vue ou pour contredire telles de ses affirmations.

F. G. - Te souviens-tu de propos échangés entre PMF et toi ?

P. E - Je me souviens d'un coucher de soleil que nous regardions tous ce soir-là sur la terrasse. Je rêvais tout haut à côté de Mendès à qui je parlais d'une future insurrection républicaine qui lui donnerait le pouvoir. Je parlais et il me regardait avec une indulgence amusée. Une autre fois, je ne sais plus ce que je lui racontais, mais je me souviens qu'il me répondit : « Vous, vous êtes un défroqué. » Je ne fus pas choqué parce que j'avais compris que Mendès France était fondamentalement laïque ; il était la laïcité même, ce qui veut dire que pour lui la politique, affaire publique, et la religion, affaire privée, constituaient deux domaines distincts qui ne devaient jamais être confondus. En m'écoutant, il avait compris que je n'avais pas respecté cette distinction fondamentale. C'est pourquoi ma rupture avec le Parti communiste lui paraissait comparable à celle du prêtre qui a abandonné son Église.

F. G. - Sur de Gaulle et l'Algérie, que pensait-il ?

P. F. - Il m'a paru assez pessimiste. Lui ayant déclaré que je comptais sur de Gaulle pour contenir les militaires factieux et pour résoudre le problème algérien, il me répondit, non sans un brin d'irritation : « Hier, le problème algérien était quasi impossible à résoudre et vous en aviez conscience. Aujourd'hui, il n'a pas changé de nature, mais, vous vous avez changé puisque vous croyez qu'un homme providentiel peut le résoudre, ce qui vous dispense de vous en occuper personnellement. »

Ce jour-là, j'ai vraiment compris que PMF n'était pas seulement hostile au « pouvoir personnel » parce que cette forme de gouvernement est contraire, au moins jusqu'à un certain point, à l'idéal démocratique, mais aussi parce qu'il ne croyait pas à son efficacité politique. Il n'avait aucune hostilité contre la personne du Général. En fait, les deux hommes s'estimaient. Néanmoins, Mendès plaçait au-dessus de tous les principes de la République parlementaire, d'abord pour leur valeur éthique en quelque sorte intemporelle, ensuite pour leur efficacité à terme dans le traitement des plus graves questions historiques.

F. G. - C'est impressionnant.

R F. - Il me semble effectivement que PMF était tout à fait unique. Il avait les dimensions d'un grand homme d'État et il paraissait dénué de toute vanité. D'OÙ l'absence de culte de la personnalité autour de lui. C'était véritablement le représentant et le défenseur de ce régime parlementaire qui représentait son idéal politique et moral. Bien entendu, il était d'accord avec

de Gaulle pour déplorer la dégénérescence *de* la République parlementaire en régime des partis. Cependant, Mendès voyait le remède dans le retour au parlementarisme pur et dur et non dans une part plus ou moins grande d'autoritarisme. L'insurrection factieuse du 13 mai éclipsait jusqu'à un certain point les vertus républicaines du Général.

F. G. - As-tu fréquenté d'autres milieux ou d'autres associations ?

P. F. - J'ai participé à diverses réunions du Club Jean Moulin à l'invitation de Stéphane Hessel qui était un ami *d'Arguments.* C'était avant tout et avant la création du club un héros de la Résistance et de la déportation dont il était revenu auréolé de son dévouement à l'égard des autres déportés. C'était aussi l'un des deux personnages réels qui devaient être représentés dans le magnifique film intitulé *Jules et Jim,* l'un des deux frères ennemis de la Première Guerre mondiale, amoureux éperdus de la même femme incarnée au cinéma par Jeanne Moreau.

Les réunions du Club Jean Moulin étaient, autant que je m'en souvienne, un peu moins libres quant au langage que les soirées chez Boris ou que certaines des séances du Club de la Gauche. Cela se passait chez les Hessel en haut du boulevard Saint-Michel. On y rencontrait des hauts fonctionnaires et des universitaires en quête d'une issue politique et démocratique au problème algérien et au problème constitutionnel français.

F. G. - Quelles différences y avait-il entre le Club Jean Moulin et le Club de la Gauche ?

P. F. - Ces différences étaient faibles sur le plan idéologique à l'égard des putschistes algérois et en ce qui concerne l'attachement à la République parlementaire. Mais le Club de la Gauche était surtout composé de militants ou d'ex-militants alors que le Club Jean Moulin était plutôt fréquenté par des individualités qui n'avaient appartenu à aucune organisation politique. En outre, Vitia Hessel avait marqué de son empreinte particulièrement courtoise et chaleureuse ces réunions dont son mari était la principale vedette ou, si l'on préfère, le principal animateur.

F. G. - Que se disait-il au Club Jean Moulin ?

P. F. - Des choses pas tellement différentes de ce qui se disait au Club de la Gauche et dans les salons de Georges Boris. Mais le climat était autre. Au Club Jean Moulin on recherchait, bien sûr, les moyens de faire obstacle aux entreprises des partisans de la dictature militaire, mais on se préoccupait aussi beaucoup des problèmes institutionnels et on amorçait des plans de réforme constitutionnelle.

Un des participants du club m'a un jour invité à assister à une conférence de Raymond Aron sur la question algérienne. La conférence avait lieu en dehors du club, dans un immeuble des Champs-Élysées. Aron présenta la conjoncture politique avec cette acuité intellectuelle qui lui conférait son prestige tant chez les gens de droite que chez les gens de gauche. Au terme de son analyse, le problème algérien semblait quasiment insoluble.

Au cours de la discussion qui a suivi, je lui demandai s'il ne pensait pas que le général de Gaulle parviendrait à trancher ce nœud gordien. Il me répondit clairement : « Je crois que de Gaulle a la ferme intention d'aboutir à l'indépendance de l'Algérie pour sortir la France de ce bourbier. Mais je crains qu'il y passe tout son règne sans y parvenir. »

F. G. - Raymond Aron était partisan de l'indépendance de l'Algérie, ce qui était rare pour un homme situé plutôt à droite.

P. E - Là était son mérite qui provenait de son exceptionnelle lucidité. Cependant, il estimait que la décision de reconnaître l'indépendance de l'Algérie provoquerait une si forte opposition des officiers français présents sur le terrain et des Pieds-Noirs qu'elle serait en fait inapplicable. Je dois admettre qu'en dépit de positions anticolonialistes venant de mon passé communiste, la solution du problème algérien n'était pas parfaitement claire pour moi.

F. G. - Que veux-tu dire ?

P. F. - Je veux dire que, sur le plan des principes, je croyais qu'il était juste que l'Algérie accède à l'indépendance comme cela avait été le cas pour la Tunisie et pour le Maroc. Mais je savais aussi que l'Algérie était une colonie de peuplement et même la colonie de peuplement française par excellence, de telle sorte qu'il me paraissait nécessaire de trouver une place pour les Pieds-Noirs dans le règlement de la question. Mendès France m'offrit d'exposer mes idées dans sa revue, les *Cahiers de la République.* Dans un article qui me paraît aujourd'hui complètement dépassé, je me prononçais pour l'indépendance de l'Algérie sous réserve que la France garde Alger et Oran à titre de présides comme l'Espagne l'avait fait au Maroc avec Ceuta et Melilla. J'ajoute que PMF n'avait ni approuvé ni désapprouvé cette prise de position hasardeuse.

Plus tard, Alain Peyrefitte révélera dans *C'était de Gaulle* que le Général avait envisagé une partition de l'Algérie, puis qu'il y avait renoncé comme à une proposition irréaliste.

F. G. - Le Club de la Gauche et le Club Jean Moulin étaient assez **proches l'un de l'autre. N'as-tu pas fréquenté des associations nettement différentes ?**

P. E - j'ai appartenu au Club Rencontres qui avait été créé par Jean Mialet, officier de carrière sorti de Saint-Cyr, ancien résistant et ancien déporté. Les membres de ce club faisaient confiance au Général pour résoudre le problème algérien. Leur but immédiat était d'empêcher que les cadres de l'Armée d'Algérie renversent de Gaulle et imposent un pouvoir militaire au nom de l'Algérie française. La plupart des membres du Club Rencontres étaient des catholiques fervents animés de sentiments gaullistes. Par ailleurs, certains d'entre eux avaient éprouvé et éprouvaient encore des sympathies pour Pierre Mendès France. Mais il n'y avait rien là de contradictoire dans leur esprit. Nous nous réunissions le plus souvent chez Mialet, dans le XIVe arrondissement. Les militaires ou ex-militaires du club exposaient avec clarté et pertinence les problèmes politiques vécus par leurs camarades en Algérie et, parfois, en métropole. Dans les discussions qui suivaient ces exposés, nous recherchions les moyens de faire échec aux tendances putschistes et d'aider le Général.

F. G. - De quelle sorte de moyens s'agissait-il ?

P. F. - Nos échanges de vues nous montraient qu'en cas de putsch en Algérie ou en France, il serait peu probable que l'armée puisse y faire échec en vertu d'une sorte d'adage souvent répété : « L'Armée ne tire pas sur l'Armée. » Notre devoir était donc de dialoguer avec les officiers pour les convaincre de ne pas organiser un coup d'État contre de Gaulle. Dans cet esprit, Mialet organisait des dîners au restaurant des Comores, en haut de la rue Saint-Jacques,

dans une salle à manger particulière. Généralement, nous étions huit : d'un côté de la table, quatre membres du Club Rencontres, de l'autre côté, quatre officiers supérieurs exerçant des commandements en Algérie et se trouvant momentanément à Paris. Notre objectif était de faire en sorte que ces officiers ne soient pas ou ne soient plus intoxiqués par la propagande antigaulliste qui sévissait alors dans les mess et les cantonnements. Parmi les membres du club qui étaient assez assidus à nos réunions des Comores, je me souviens de Jacques Delors, se présentant comme un syndicaliste chrétien. Qui, parmi nous, aurait pu imaginer son futur destin à la Commission de Bruxelles ?

E G. - **Qu'as-tu retenu de ces dialogues entre les deux côtés de la table ?**

P. E - Je me souviens d'un commandant, au demeurant sympathique, qui me disait : « Reconnaissez, au moins, que *Le Monde* est un journal du Parti communiste ! » Et je ne suis pas sûr de l'avoir convaincu de son erreur. Ce que j'ai appris de certains de ces officiers, c'est qu'ils n'aimaient pas tellement les Pieds-Noirs dont ils accusaient les plus fortunés d'entre eux d'être responsables, en raison de leur exploitation et de leur mépris des « indigènes », de la révolte des masses d'Algérie. Ils se voulaient patriotes et ils entendaient garder l'Algérie à la France en faisant de ces « indigènes » des Français à part entière, fût-ce au prix de la perte des privilèges des Français d'Algérie. Bref, nos interlocuteurs de l'Armée d'Algérie, loin de se montrer conservateurs, encore moins réactionnaires, se voulaient socialement révolutionnaires et redoutaient que de Gaulle ne fasse obstacle à leur projet d'intégration « de Dunkerque à Tamanrasset ». Ils reprochaient aux gouvernements de la IV' République d'avoir abandonné l'Indochine et ils craignaient que de Gaulle entouré des chefs des partis de ladite République n'abandonne la cause de l'Algérie française. Certains estimaient que, dès son arrivée au pouvoir, le Général avait décidé de « brader » l'Algérie. D'autres lui reprochaient de conduire une politique obscure, voire secrète, et se disaient prêts à lui obéir à condition qu'il fasse connaître ses objectifs avec une totale franchise.

E G. - Comment pouviez-vous les faire changer d'opinion ?

P. E - En faisant appel à leur patriotisme et en essayant de leur faire comprendre que la construction d'un État fort et républicain, c'est-à-dire gaulliste, était indispensable au salut de la nation française. Nous leur disions que la France avait été une grande puissance avant la conquête de l'Algérie et indépendamment de cette conquête et que, par conséquent, ils ne devaient pas faire de la conservation de l'Algérie le problème majeur de notre destin national et qu'ils devaient voir plus loin et plus haut.

F. G. - Parveniez-vous à en convaincre certains ?

P. F. - Il est très difficile, pour ne pas dire impossible, d'évaluer les effets de conversations de ce genre. Il est seulement permis de penser que nous avons contribué à affaiblir les craintes de nos interlocuteurs vis-à-vis du Général et du régime de la Ve République et à diminuer par là les risques de guerre civile et de coup d'État militaire.

Lorsque de Gaulle s'est prononcé en faveur de l'autodétermination de l'Algérie, sa politique et sa personne ont couru les plus grands risques. La « Semaine des barricades » à Alger, en janvier 1960, puis le « putsch des généraux » de l'Armée d'Algérie, en avril 1961, ont suffisamment montré

combien de Gaulle avait besoin du soutien de l'opinion publique métropolitaine pour vaincre les factieux.

F. G. - Quelle forme a prise ce soutien ?

P. F. - Des formes très variées. Le Club Rencontres, quant à lui, a été à l'origine d'une campagne de télégrammes adressés au chef de l'État qui lui disaient, au moment des barricades : « Sommes derrière vous ; écrasez l'insurrection algéroise ! Contre le "putsch des généraux" », nous avons contribué à mobiliser des secteurs de l'opinion que les partis de gauche et les syndicats n'auraient pas pu atteindre. Finalement, les Clubs n'ont pas été que de petites sociétés de pensée. Ils ont été aussi quelque chose de plus que l'expression d'une grande désaffection à l'égard des partis politiques traditionnels. Ils ont été des centres d'initiatives théoriques et pratiques durant cette période charnière de la fin de la guerre d'Algérie et des débuts de la Ve République.

F. G. - Ne m'as-tu pas dit qu'à cette époque tu avais plusieurs fois rencontré Pierre Hervé ?

P. F. - Depuis la publication de *La Révolution et les fétiches,* je désirais beaucoup rencontrer Hervé que j'avais assez peu fréquenté lorsque nous militions l'un et l'autre au PCF. Non seulement il avait été un résistant exemplaire, mais il était devenu un intellectuel communiste brillant et atypique. C'est évidemment son côté atypique qui me fascinait. Dans l'hebdomadaire *Action,* sa verve s'était déchaînée contre les conservateurs et les réactionnaires et il faisait très souvent preuve d'humour, ce qui était assez exceptionnel dans ce milieu.

Je me souviens de cette pub visible pendant une quinzaine de jours dans le métro : « Les cons ne lisent pas *Action » à* laquelle il n'était pas étranger. Enfin, je n'avais pas oublié son premier conflit avec l'appareil communiste quand, après le discours du Général à Bayeux qui avait considéré les partis politiques avec un « mépris de fer », il avait fait inscrire en manchette de *L'Humanité :* « Mépris de fer, culotte de peau, sabre de bois. » C'était, comme on dira plus tard, *politiquement incorrect,* du moins pour la direction du PCF, mais c'était tellement marrant. Dans des circonstances que j'ai oubliées, j'ai rencontré Hervé qui avait été intéressé par *Le Marxisme en question* et qui était content de dialoguer avec moi. Un jour, il m'entraîna dans une réunion d'anciens communistes au cours de laquelle divers orateurs étalaient leurs reproches et leurs récriminations à l'égard de Thorez, de Duclos et des autres membres du bureau politique du PCF.

E G. - Te sentais-tu à l'unisson de leurs propos ?

P. E - Pas du tout. Leurs attaques contre les personnes m'agaçaient. Je me sentais mal à l'aise et j'éprouvais presque un sentiment de honte à me trouver en une telle compagnie. En fait, j'avais rompu avec le PCF sans esprit de retour tandis que les participants de cette réunion semblaient souhaiter que le Parti se déstalinise pour le réintégrer.

Hervé a bien compris que je n'avais pas été enthousiasmé par cette réunion. À la sortie, il me fit un peu la leçon : « Il faut savoir chercher les anciens communistes là où ils sont ; il ne faut pas attendre qu'ils aient mis le marxisme en question pour communiquer avec eux. » Je pensais qu'il avait politiquement raison, mais affectivement je ne le suivais pas.

Hervé se trouvait en fait très isolé ; ce qui expliquait qu'il cherchât à rencontrer des gens capables de le faire sortir de cet isolement. Après *La Révolution et les fétiches,* il avait publié une superbe réponse à ses détracteurs intitulée *Lettre ouverte à Sartre et à quelques autres.* Sartre avait reproché à Hervé de n'avoir pas prévu le fameux XXe Congrès du Parti communiste de l'URSS. Hervé lui répondit par une critique impitoyable qui se terminait par ces mots : « Mais, vous, mon cher Sartre, avez-vous jamais prévu quelque chose ? » Évidemment, la gauche intellectuelle et parisienne lui en voulait de son impertinence et de son indépendance d'esprit. J'ai tenté de rendre compte favorablement de ce nouveau livre dans un ou deux hebdomadaires de gauche, et je me suis aperçu qu'en défendant Pierre Hervé je perdais une part du crédit que l'on m'accordait jusqu'alors.

F. G. - Vous êtes-vous revus souvent ?

P. E - Assez souvent. Une fois, Hervé m'a fait rencontrer Auguste Lecoeur qui avait été secrétaire à l'organisation du PCF et qui avait finalement été exclu pour je ne sais plus très bien quelles raisons. Ce poste de secrétaire à l'organisation était dans le système communiste un poste clef. Un jour, en bavardant, Lecoeur me dit que dans les différents partis communistes d'Europe il fallait le feu vert de Beria pour être nommé à cette fonction.

F. G. - Qu'y avait-il de commun entre Hervé et Lecoeur ?

P. F. - Ils avaient fait, l'un et l'autre, je pense, une résistance exemplaire et particulièrement héroïque. S'étant heurtés à la bureaucratie du Parti et de l'appareil international, ils avaient alors retrouvé le pur patriotisme de leur jeunesse. Ils ont fondé une revue, *La Nation socialiste,* qui rassemblait autour d'elle un petit nombre d'ex-militants du PCF. Elle avait un siège très modeste à deux pas du Bazar de l'Hôtel de Ville. Je m'y suis rendu à plusieurs reprises sans jamais donner suite aux invitations à adhérer qui m'étaient adressées. Au fond, je cherchais plus à m'informer sur certaines tendances politiques existant en France qu'à entrer dans une organisation partisane. Par la suite, Lecteur et Hervé ont rejoint le Parti socialiste, ce qui était une manière de rompre leur isolement.

Un an après la sortie de mon premier livre, j'en publiai un second, chez Denoël, *La Philosophie en question,* dans lequel je faisais part de mon inquiétude concernant une période dominée par les préoccupations matérielles et les recherches technologiques au détriment de ce que l'on nommait jadis la « spiritualité ». J'écrivais : « Notre temps a des idées. Il n'a plus. Il n'a pas encore de philosophie. C'est pourtant, pensons-nous, ce dont il aurait par-dessus tout besoin. »

F. G. - Pourquoi as-tu changé d'éditeur ?

P. F. - Comme tu **le** sais, mon premier livre a été publié au Seuil. C'est pourquoi j'ai présenté le manuscrit du second au même éditeur. Curieusement, Flament, qui dirigeait alors les Éditions du Seuil, me déclara qu'il ne pouvait pas publier *La Philosophie en question* parce que c'était un livre athée.

F. G. - Tu devais savoir qu'à l'origine ces éditions avaient été fondées par des catholiques très influencés par la pensée de Mounier. On disait même que le *Seuil* signifiait le seuil de l'Église.

P. F. - Je savais tout ça, mais je ne voyais pas en quoi *La Philosophie en question* était un ouvrage spécifiquement athée. Je me demandais en outre en quoi *Le Marxisme en question* pouvait être considéré comme non athée ou moins athée que le livre suivant. **N'est-ce** pas un certain rejet du marxisme qui avait fait accepter mon premier ouvrage ? Et n'était-ce pas l'extension de ma mise en question à toutes les philosophies, doctrine chrétienne comprise, qui avait conduit au refus de mon second manuscrit ? Mon ami Denis Huisman m'introduisit chez Denoël où je devais publier au total cinq ouvrages.

F. G. - As-tu été content de ton nouvel éditeur ?

P. F. - Oui, le livre a assez bien marché quoique son caractère purement philosophique intéressât un moins vaste public que *Le Marxisme en question,* avec son actualité.

F. G. - Quelles raisons t'avaient-elles poussé à écrire ce deuxième ouvrage ?

P. F. - Psychologiquement, peut-être voulais-je me prouver que *Le Marxisme en question* n'était pas un accident, au sens étymologique du terme, que ce n'était pas simplement une œuvre de circonstance. Effectivement, depuis ces deux ouvrages, je n'ai plus cessé d'avoir en permanence un livre en chantier. Intellectuellement parlant, je voulais montrer que le marxisme n'était pas la seule vision du monde et de l'être humain, la seule *Weltanschauung* qu'il fallait mettre en question.

F. G. - En somme, tu admettais l'idée d'une fin de la philosophie.

P. E - Durant ma période communiste, j'avais été séduit par l'idée selon laquelle le marxisme n'était pas une simple philosophie. On connaît la célèbre formule de Marx à la fin de ses *Thèses sur Feuerbach : «* Les philosophes ont interprété le monde de diverses manières. Il s'agit maintenant de le transformer. » Ainsi j'inclinais à penser que la philosophie avait terminé sa carrière historique avec Hegel et que le marxisme se situait au-delà. Lorsque je suis devenu critique à l'égard de la politique communiste, je reconsidérai le cas du marxisme qui me parut être à sa manière une doctrine philosophique devenue ultérieurement une sorte d'idéologie. Et s'il en était ainsi, pourquoi ne pas s'interroger de la même façon sur d'autres doctrines philosophiques comme le thomisme, le cartésianisme, le kantisme et la phénoménologie ?

F. G. - Qu'entendais-tu précisément par *mise en question ?*

P. F. - La *mise en question,* selon moi, n'est pas une destruction intellectuelle. C'est plutôt une relativisation. Je pensais, à l'époque, à l'axiomatisation de la géométrie euclidienne par David Hilbert qui avait démasqué tous les présupposés de la géométrie classique, c'est-à-dire toutes les propositions qu'il fallait admettre pour vraies, avant toute démonstration, afin de pouvoir démontrer les autres. Bien entendu, il ne s'agissait que d'une comparaison. Ce que je voulais, c'était montrer que les doctrines qui s'étaient succédé dans l'histoire de la philosophie impliquaient toutes des présupposés qu'il fallait dévoiler. Cela ne voulait pas dire que telle ou telle de ces doctrines était vraie ou fausse, mais seulement qu'elle était relative comme je l'avais précédemment établi pour le marxisme.

F. G. - Cela ressemble à une vengeance : le marxisme ayant été mis en question, pourquoi ne pas mettre en question tous les systèmes et toutes les doctrines philosophiques ?

P. F. - C'est un point de vue très subjectif. Mais il n'est pas dénué d'une part de vérité. Au-delà de cet aspect, il me semblait que le temps était venu d'une entreprise générale d'axiomatisation des systèmes de pensée ne dormant plus les satisfactions qu'ils donnaient autrefois. La mise en question de la philosophie s'inscrivait dans une succession de ruptures intellectuelles qui avaient constitué le devenir même de la philosophie à travers son histoire. Mon second livre n'avait pas d'autre signification. Toutefois, il fut reçu par tin certain nombre de critiques comme un pamphlet dirigé contre la discipline philosophique en tant que telle. Ce qui n'était pas mon intention, mais la radicalité de mon propos pouvait le faire à tort soupçonner. Quelques années plus tard, Georges Friedmann, qui avait pourtant la réputation d'être un homme affable, me dit assez agressivement : « Après le marxisme et la philosophie, il ne vous reste plus qu'à mettre la sociologie en question. » Il est vrai que je l'avais idéologiquement maltraité naguère dans *La Nouvelle Critique.* L'intuition originaire exprimée dans *Le Marxisme en question* par l'image de l'élan et de la retombée est beaucoup plus manifeste dans *La Philosophie en question. À* la suite et à l'imitation de Spinoza qui avait distingué la *nature naturante* et la *nature naturée,* je distinguais la *philosophie philosophante* qui est l'élan même du philosopher, et la *philosophie philosophée* qui est la retombée de l'élan en doctrine, voire en système.

F. G. - N'y a-t-il pas dans cette dernière idée quelque chose qui est plus proche de Heidegger que de Bergson ?

P. E - Mon intuition originaire reste, me paraît-il, plus proche de l'image bergsonienne que de la conception heideggerienne. En revanche, je t'accorde qu'en distinguant l'élan du philosopher de ses retombées doctrinales et systématiques, j'ai été, comme malgré moi, conduit **à** l'idée qu'au niveau de l'élan il n'y a *qu'une* philosophie qui n'est ni conçue ni parlée par les philosophes mais qui se conçoit et se parle à travers eux. Vision heideggerienne s'il en est !

Dans l'équipe *d'Arguments,* Kostas Axelos se réclamait non seulement d'Héraclite et de Nietzsche, mais aussi de Heidegger. Je reconnais bien volontiers que ma pensée a été influencée par la sienne en ce qui concerne l'auteur de *Sein und Zeit* (Être et Temps). J'admirais et j'admire encore cette manière quelque peu théâtrale qu'avait et qu'a toujours Axelos de se réclamer d'une philosophie pure de toute scorie politique ou littéraire. Bien avant Foucault, il s'était délivré de tout pathos humaniste.

F. G. - Est-ce à dire que tu exclus de la philosophie la morale et, plus généralement, toute règle de conduite, toute règle de vie ?

P. F. - Axelos faisait plutôt silence sur les problèmes de la morale et par ce silence il laissait entendre que sa pensée se déployait en dehors de ces questions. Moi, j'inclinais déjà vers la sociologie qui me montrait que la morale, même lorsqu'elle se prétend universelle, demeure tributaire d'une culture, au sens le plus large, d'une époque, d'un milieu social.

F. G. - Sur ce point-là ne restais-tu pas fidèle au marxisme ?

P. E - Entendons-nous bien. Quand j'ai démissionné du PCF, j'invoquais des valeurs qui ne se réduisaient pas à des valeurs de classe. Par conséquent, je me référais à tin certain universalisme moral. Mais je me souvenais du mot de Péguy contre ceux qui n'avaient pas pris position dans l'Affaire Dreyfus : « Les kantiens ont les mains propres parce qu'ils n'ont pas de mains. » L'universalisme moral est un idéal. Par ailleurs, la sociologie montre que toute éthique tant soit peu concrète est relative. Plus brièvement : face aux marxistes niant toute valeur universelle et réduisant toute morale à son historicité, j'avais tendance à faire référence à l'universalisme au moins comme idéal, et face aux non-marxistes, aux humanistes chrétiens notamment, je ne manquais pas de relativiser leurs principes éthiques.

F. G. - Au-delà de ces réactions aux positions des autres, quelle était ta position personnelle ?

P. F. - Rétrospectivement, elle me paraît incertaine. Si je fréquentais alors des groupes assez différents les uns des autres, c'est que j'étais en état de recherche. Défroqué du communisme, pour parler comme Mendès France, j'étais en quête non d'une nouvelle foi, à proprement parler, mais d'une nouvelle vision de l'être humain et de l'homme. C'est ainsi que je fréquentais le groupe de la revue *France Forum* très lié au Mouvement républicain populaire, c'est-à-dire à la démocratie chrétienne en France.

J'ai même pendant un temps fait partie de son Comité d'études et de confrontation où Henri Bourbon, le principal animateur, m'avait « recruté » comme une sorte de représentant des « staliniens repentis ». Au siège de *France Forum,* qui se trouvait dans le quartier des Bernardins du Ve arrondissement, je rencontrais le philosophe Étienne Borne, qui ne désespérait pas de me rapprocher de l'humanisme de Mounier. Je rencontrais aussi André Philip qui était un peu la caution protestante d'un humanisme œcuménique. C'était incontestablement un homme cultivé, mais j'étais étonné du peu de place qu'il accordait à Marx dans son histoire des doctrines économiques. Le protestantisme, plus particulièrement le calvinisme, rendait-il imperméable aux théories marxistes ? C'est bien ce que confirme, à un niveau beaucoup plus vaste, le cas des pays anglo-saxons.

F. G. - Te sentais-tu à l'aise dans ce **milieu profondément chrétien ?**

P. F. - N'oublie pas que, si du côté paternel j'étais marqué par un certain anticléricalisme, du côté maternel j'étais d'Église. Par ailleurs, ce que je découvrais *à France Forum,* c'était la passion de l'Europe, de la construction européenne. Henri Bourbon me présentait précisément l'Europe comme l'idéal qui pouvait remplacer dans mon cœur l'idéal perdu du communisme. Et je n'étais pas insensible à cette perspective, sinon sur le plan politique, du moins sur le plan culturel.

F. G. - En tant qu'ancien résistant, ne craignais-tu pas que la France disparaisse dans une Europe unifiée ?

P. F. - Non, car la construction européenne n'était pas aussi avancée qu'elle l'est de nos jours. Je me souviens d'un déjeuner en compagnie d'Étienne Borne et de Jean Lecanuet dans un restaurant proche du théâtre de l'Odéon. Borne disait : « Eh bien, nous sommes entre

philosophes ! » À quoi Lecanuet, plus modeste qu'on ne le croyait en général, répondit : « Pour moi, si peu. » Il ajoutait qu'il n'avait pas enseigné longtemps la philosophie et que, après la Libération, il était devenu un homme politique professionnel. Précisément, cette différence apparaissait clairement dans la conversation sur l'Europe. Lecanuet parlait de l'Europe avec enthousiasme comme de l'œuvre que sa génération devait accomplir à tout prix pour éviter une nouvelle guerre fratricide. Borne mettait plutôt l'accent sur les affinités culturelles des peuples qui composaient l'Europe, particulièrement ceux de l'Europe occidentale.

F. G. - Pourquoi le débat se limitait-il à **l'Europe** occidentale ?

P. F. - D'abord, parce que l'Europe orientale était alors sous la domination de Moscou. Ensuite, peut-être parce que l'ancienne opposition entre la chrétienté catholique romaine et la chrétienté orthodoxe byzantine limitait inconsciemment notre horizon. Pour autant que je m'en souvienne, nous parlions surtout de la France, de l'Allemagne et de l'Italie. Aux yeux de Lecanuet et de Borne, ces trois pays n'étaient-ils pas représentés, dans l'histoire, avant tout par Robert Schuman, Konrad Adenauer et Alcide de Gasperi, tous trois inspirés par l'esprit démocrate-chrétien ?

F. G. - Oui, mais finalement c'est de Gaulle et non pas un démocrate-chrétien qui, grâce à ses liens d'amitié avec Adenauer, placera le couple France-Allemagne au centre de la construction européenne. Il est vrai que pour de Gaulle il s'agissait d'une « Europe des États » alors que Lecanuet combattait pour un État fédéral européen.

P. E - Comme tu le vois, les clivages politiques actuels relativement à l'Europe étaient déjà assez marqués à l'époque. C'est d'ailleurs pourquoi le climat que l'on respirait dans les réunions de *France Forum* était bien différent de celui du Club de la gauche ou des réunions privées chez Georges Boris. À *France Forum,* on se méfiait de PMF et des mendésistes parce qu'on les accusait d'avoir fait échouer le projet de Communauté européenne de défense en 1954 et de ne pas vouloir vraiment construire l'Europe unie. Au Club de la gauche et chez Boris, on n'avait pas confiance dans les démocrates-chrétiens soupçonnés de se servir de l'intégration européenne pour réduire la part de la laïcité en France.

À ces oppositions, il faut ajouter des divergences dans les attitudes vis-à-vis de la Grande-Bretagne. Au Club de la Gauche, les esprits étaient le plus souvent favorables à l'entrée de la Grande-Bretagne dans l'Europe unie. À *France Forum,* on constatait les réticences britanniques vis-à-vis de l'Europe et on donnait la priorité à la construction de l'Europe, même si cela devait se faire, dans un premier temps, sans l'Angleterre.

Durant cette période de mon existence, j'étais plutôt observateur qu'acteur et c'est avec plaisir que j'enregistrais les différences et les divergences dont nous venons de parler. C'était aussi un temps de dispersion et de plaisirs faciles. Les soixante-huitards n'inventeront pas véritablement, dix ans plus tard, la jouissance sans entraves. En somme, après le stalinisme le dévergondage ou, pour rester dans l'histoire de France, après la Terreur, le Directoire.

À la différence de notre fin de siècle, il y avait encore des débats intellectuellement acceptables, même s'ils étaient piégés.

F. G. - Quels étaient ces débats ?

P. F. - Je pense particulièrement aux nombreuses discussions et prises de positions sur la torture. Le communiste Henri Alleg avait publié, en 1958, un livre de témoignages accablants sur la pratique de la torture dans la guerre d'Algérie. Au Club Jean Moulin, la torture était condamnée à l'unanimité. Effectivement, d'un point de vue moral, comment ne pas condamner la torture inconditionnellement ? Au groupe Rencontres, elle était également condamnée au nom d'« une certaine idée de la France » plutôt qu'en vertu de l'universalisme moral. J'entends encore la voix d'un ancien officier de carrière qui disait d'un ton passionné : « Si nous devons faire la guerre, que ce soit au moins une guerre propre. »

F. G. - Les motivations étaient peut-être différentes, mais tous ceux que tu rencontrais clouaient la torture au pilori, si je peux dire.

P. F. - L'unanimité n'était pas complète. Au restaurant des Comores, un commandant nous dit, un jour : « Supposons que vos services de renseignements vous aient appris qu'un attentat contre la population civile se préparait et aurait lieu très prochainement ; supposons aussi que votre unité ait fait des prisonniers parmi les rebelles, prisonniers dont on peut penser qu'ils savent où et quand aura lieu l'attentat, qu'allez-vous faire avec ces prisonniers ? » Si vous ne faites rien, vous aurez respecté la personne des prisonniers, mais vous aurez laissé la population courir un risque terrible. Si vous faites torturer ces prisonniers, vous obtiendrez peut-être d'eux une information permettant d'empêcher l'attentat, mais vous et vos exécutants, vous aurez dégradé gravement la personne humaine en vous et en eux.

F. G. - **Comment résolvais-tu *ce* problème qui a une allure d'aporie ?**

P. F. - Je déplaçais la question, non qu'elle soit théoriquement fausse, mais parce qu'elle me paraissait insuffisante sur un plan pratique. En effet, la « guerre propre », au sens éthique, c'est-à-dire une guerre respectueuse de principes moraux entendus comme universels, n'a eu qu'une existence très limitée dans le temps et dans l'espace. Sous l'influence du mouvement des Lumières, les conflits des XVIIIe et XIXe siècles ont connu, du moins en Europe, une certaine autolimitation de la barbarie inhérente à la guerre. Cela a été aussi le cas pour la Première Guerre mondiale, du moins à l'Ouest. Ai-je besoin de rappeler ce que furent la Deuxième Guerre mondiale et les génocides du XX siècle ? C'est pourquoi j'approuve ceux qui militent en faveur de guerres propres, mais j'approuve encore plus ceux qui agissent pour éviter les conflits guerriers ou y mettre un terme.

Dans le cas de l'Algérie, je craignais que les déclarations irréprochables contre la torture ne soient pour certains une manière de contourner ou d'éluder le problème de la fin de cette guerre par la reconnaissance de l'indépendance de l'Algérie. En liquidant cette guerre, de Gaulle a, du même coup, mis un terme aux pratiques des tortionnaires de l'Armée française. En revanche, il n'avait pas le pouvoir d'empêcher que dans l'Algérie indépendante et dans d'autres pays décolonisés des pratiques de ce genre poursuivent leur sinistre carrière.

E G. - Ne crois-tu pas que de nos jours les mêmes problèmes sont posés sous le signe des droits de l'homme ?

P. F. - Positivement, les droits de l'homme, c'est l'exigence des libertés fondamentales pour les individus dans les sociétés contemporaines. Négativement, c'est le refus de l'arbitraire, du viol de la loi morale universelle et, tout particulièrement, de la torture qui est une violence extrême faite à des individus qui se trouvent hors d'état de se protéger et de se défendre. Encore une fois, il s'agit d'un idéal irréfutable nous laissant presque désarmés dans un monde qui continue à être soumis aux rapports de force entre les États et, quoi qu'on en dise, entre les individus de toutes les sociétés existantes.

E G. - Il y a tout de même un progrès dans cette référence aux droits de l'homme comme à une norme pour les sociétés, les États et les individus.

P. F. - Oui, à condition que cette référence ne masque pas la domination des États technologiquement et économiquement les plus favorisés sur les autres. Le vrai débat n'oppose pas des moralistes à des immoralistes. Il met aux prises, en premier lieu, des moralistes sincères, pour ne pas dire naïfs, à des moralistes plus ou moins cyniques ou hypocrites, et, en second lieu, ces derniers à ceux qui, ne se fiant pas aux apparences, démasquent sous le moralisme affiché la défense d'intérêts particuliers plus ou moins oppressifs.

F. G. - Était-ce là le principal débat des années 1958-1961 ?

P. E — Oui, mais il était, si j'ose m'exprimer ainsi, articulé au débat opposant les adversaires du régime colonial à ceux qui le concevaient comme une œuvre civilisatrice.

E G. - **Je suppose que tu étais de ceux qui condamnaient le colonialisme.**

P. E - Les mots, comme d'habitude, sont révélateurs. Tout commence par la *colonisation* qui procède de l'expansion agressive et offensive d'une Europe technologiquement plus avancée en direction des autres continents. Ensuite, ce processus historique s'institutionnalise en un *régime proprement colonial* qui entend maintenir la domination des puissances européennes sur les peuples précédemment asservis. Enfin, le régime se fait système et croit trouver dans une vision raciste de l'humanité sa légitimation historique ou même biologique : c'est ce que l'on a nommé le *colonialisme.* Aux environs de 1955, à la suite de la Conférence de Bandoeng, Alfred Sauvy forgea le terme de *tiers-monde* sur le modèle du tiers-état de la Révolution française pour désigner cette majeure partie de la population terrestre, principalement située en Asie, en Afrique, en Amérique latine et en Océanie. Cette « découverte » alimentait les débats des années 1958-1961, voire même de toute la décennie 1960.

F. G. - D'où vient qu'aujourd'hui le qualificatif de *tiers-mondiste* soit affecté d'une nuance généralement péjorative ?

R F. - Peut-être parce que certains intellectuels occidentaux ont reporté idéologiquement sur les pays du tiers-monde les espoirs révolutionnaires qu'ils ne pouvaient pas réaliser chez eux. Ils étaient partis de la théorie maoïste de l'encerclement des villes par les campagnes, autrement dit de l'Occident par les masses du tiers-monde, théorie qui a perdu toute signification dès lors que les populations humaines habitent de plus en plus majoritairement dans les villes et dès lors que

les situations économiques des pays du tiers-monde sont de plus en plus différentes les unes des autres.

F. G. - Au fond, il n'y a pas ou il n'y a plus ce tiers-monde unique baptisé par Sauvy. Il existe en réalité des tiers-mondes si l'on peut continuer à employer ce vocable.

P. E - J'ajouterai que ce vocable avait tout son sens quand s'opposaient entre eux un premier monde, l'Occident, et un second monde, l'ensemble des États dirigés par des partis communistes. Aujourd'hui, l'effondrement quasi total du second monde rend obsolète l'appellation « tiers-monde ». Il n'en est pas moins vrai qu'il existe à travers le monde des pays riches et des pays pauvres et que leurs relations réciproques sur les plans économique, politique et culturel commandent le devenir de l'humanité.

F. G. - Au début des années 1960, y **avait-il des discussions relatives à l'immigration et aux problèmes qu'elle pouvait poser ?**

P. F. - Évidemment, c'était une question moins brûlante qu'elle ne l'est de nos jours. Cependant, Mialet préparait un essai important sous le titre *L'Aide ou la bombe ?* Il y montrait que si l'Occident ne voulait pas recourir à la violence guerrière face aux masses des pays pauvres, il fallait aider ces pays à sortir de la misère et du sous-développement. Tenant compte des évolutions démographiques qui rendaient de plus en plus importants les effectifs des populations asiatiques, africaines et latino-américaines par rapport à ceux des populations d'Europe et d'Amérique du Nord, Mialet fondait la politique de l'aide sur une vision humaniste et sur les intérêts à long terme de l'Occident.

F. G. - L'évolution démographique commandant les flux migratoires, est-il possible de maîtriser ces flux par des mesures économiques appropriées ?

P. F. - Je ne me sens pas en état de donner une réponse satisfaisante à cette grande question. Toutefois, si nous prenons l'exemple du Bassin méditerranéen, nous pouvons constater qu'à certaines époques, des flux de populations vont des pays du Sud vers ceux du Nord. C'est le cas pendant les premiers siècles de l'Hégire avec l'expansion arabo-berbère dans le sud de l'Europe. À d'autres époques, des flux vont en sens inverse, c'est-à-dire de l'Europe vers l'Afrique du Nord et le Proche-Orient. Cela a été le cas du XIe au XIIIe siècle avec les Croisades et, à nouveau, pendant le XIXe siècle sous le signe de la colonisation. Enfin, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les flux vont à nouveau de l'Afrique vers l'Europe.

Jusqu'à présent ces flux successifs n'ont pas été maîtrisés. De plus, les causes dites « démographiques » et « économiques » se sont souvent accompagnées de motivations religieuses et politiques. Pourrons-nous maîtriser ces mouvements à la satisfaction de toutes les parties concernées ? C'est un défi dont nous ne savons pas encore s'il sera jamais relevé.

9. Puissance des médias

PIERRE FOUGEYROLLAS - En 1960, Violette Morin me dit : « Il faut absolument que je te fasse connaître quelqu'un avec qui tu as beaucoup de points communs. » Il s'agissait de Gilbert Cohen-Séat qui était alors directeur du Laboratoire de filmologie de la Sorbonne, sous l'égide

de Ma-rio Roques. La rencontre eut lieu chez les Morin, rue Soufflot. Cohen-Séat et moi, nous nous observions mutuellement tandis que Violette faisait les frais de la conversation, ce qui ne lui déplaisait pas.

Lorsqu'elle évoqua ma période bordelaise au lycée Michel-Montaigne, Cohen-Séat me dit que j'avais très vraisemblablement connu son père, le grand rabbin Cohen qui exerçait notamment les fonctions d'aumônier israélite dans ce lycée. Effectivement, je me souvenais de cet important personnage de la vie bordelaise avec lequel j'aimais bien converser quand je sortais de ma classe de philosophie. Le père et le fils avaient en commun le même air généreux et bienveillant, de telle sorte que très vite j'ai éprouvé l'impression de connaître Gilbert Cohen-Séat depuis longtemps. Il avait lu mes livres et il me demandait si je m'intéressais à la filmologie. Je lui avouai mon ignorance. Et il me proposa tout de suite de m'aider à combler cette lacune.

FRANÇOIS GEORGE - Qu'entendait-il par filmologie ?

P. E - Comme je l'ai appris par la suite, la filmologie avait d'abord été l'étude du cinéma et de ses œuvres quant à leurs effets physiologiques, psychologiques, sociaux, culturels, voire politiques. Ensuite, Cohen-Séat avait approfondi cette étude et l'avait étendue à la télévision, en réalisant diverses expérimentations.

F. G. - Il y **avait là une discipline à découvrir comme Barthes avait dit qu'il allait le faire pour la sémiologie.**

P. E - C'est tout à fait ça. Cohen-Séat m'invita à aller visiter son laboratoire à la Sorbonne. Je m'y rendis la semaine suivante et je découvris un local assez éloigné du département de philosophie que j'avais jadis fréquenté. Bien qu'il n'y ait pas d'appareils faisant penser au cabinet du docteur Faust, on y respirait un parfum d'expériences énigmatiques, au moins pour moi. J'étais d'autant plus désireux de poursuivre mon initiation en filmologie. Je pensais à Théodule Ribot et à la psychologie expérimentale de la fin du xixe siècle, à une manière d'atteindre le réel qui m'avait été jusque-là étrangère. Tout naturellement, Cohen-Séat me ramena aux temps présents en me déclarant qu'il m'exposerait les résultats de ses travaux et le sens de ses découvertes chez lui si je voulais bien lui rendre prochainement visite.

E G. - Quelles étaient ces expériences énigmatiques que Cohen-Séat avait réalisées ?

P. E - Un premier type d'expériences concernait l'effet physiologique de l'image filmique sur les spectateurs. Ces expériences montraient que, contrairement à notre perception visuelle ordinaire qui s'accompagne du phénomène de l'accommodation, la perception des images filmiques ne comporte pas d'accommodation. Assis dans notre fauteuil, nous voyons défiler sur l'écran des plans panoramiques, des plans moyens, des gros plans sans que notre cristallin ne se modifie puisque, dans la salle de projection, la distance qui nous sépare de l'écran ne change pas. C'est la caméra de prises de vues qui a, en quelque sorte, pré accommodé pour nous. Or, rappelait Cohen-Séat, l'accommodation est un processus à partir duquel se forme notre maîtrise de l'espace et se constitue par-là, pour une part, notre personnalité. L'accommodation est à la base de notre contrôle de la perception. Dans la mesure où l'image filmique nous dépossède de l'accommodation, elle empêche la maîtrise, le contrôle. Il en résulte tin effet de *fascination* du

spectateur par le flux des images filmiques. Ce qui m'était apparu en **1960 et** qui m'apparaît toujours aujourd'hui constituer une importante découverte, Cohen-Séat l'avait étendu des images en mouvement du cinéma à celles de la télévision. Il précisait que la *fascination,* phénomène physiologique, devenait immédiatement un phénomène psychique. Ainsi la filmologie se donnait un fondement physio -psychologique.

F. G. - Probablement étais-tu impressionné par une telle découverte.

P. F. - Oui. J'avais l'impression de recevoir une clef nécessaire à la compréhension du devenir humain dans ce qu'il avait de plus novateur. Cohen-Séat avait en outre monté un deuxième type d'expériences encore plus impressionnant que le premier.

Il était parti de l'observation réalisée dans les laboratoires de psychophysiologie expérimentale selon laquelle les émotions s'accompagnent d'une sécrétion d'adrénaline par les glandes surrénales plus importante que dans les circonstances habituelles. Il avait ensuite élaboré une manière d'expérience cruciale. Il avait mis au point deux protocoles d'expériences pour pouvoir les comparer. Dans le premier, on montrait à tin groupe d'individus masculins un film expérimental en couleurs d'une dizaine de minutes durant lesquelles un poisson rouge tournait dans un bocal ; dans le deuxième, présenté pendant le même temps au même groupe, se déroulait le strip-tease d'une jeune femme particulièrement sexy. Au début et à la fin de chaque projection, une prise de sang permettait de connaître les taux d'adrénaline des sujets. On aurait pu supposer que le film du striptease déterminerait une augmentation de ce taux plus grande que le film du poisson rouge. Il n'en était rien. Certes, dans les deux cas, le taux d'adrénaline avait augmenté, mais cette augmentation n'était pas significativement plus grande dans le cas du strip-tease que dans celui du poisson rouge. Cohen-Séat en concluait que les images filmiques déclenchaient des sécrétions d'adrénaline comparables à ce qui se passait dans les états émotionnels et que cet effet physiologique était relativement indépendant du contenu des images en mouvement présentées aux sujets. Pour lui, les images du cinéma et de la télévision appartenaient à un type de communication radicalement différent de la communication orale ou écrite.

F. G. - Ces **expériences ont-elles été confirmées ?**

P. F. - Parfaitement. Au cours des années 1960, plusieurs laboratoires universitaires américains ont refait ces expériences ou d'autres très proches qui ont abouti aux mêmes résultats. Quant à moi, je n'ai pas attendu ces confirmations pour être convaincu de la vérité et de l'importance des découvertes de Gilbert Cohen-Séat. Heureux de mon adhésion intellectuelle à ses idées novatrices, il me dit : « Il faut que nous fassions un livre ensemble. »

F. G. - Vos domaines d'investigations étaient pourtant différents, pour ne pas dire éloignés.

P. E - En fait, Cohen-Séat avait publié deux ouvrages sur ses recherches qui appartenaient au champ de la physiologie et de la psychophysiologie. Maintenant, il voulait étendre l'étude de leurs effets au champ sociologique. D'où l'intérêt, pour lui et pour moi, d'un travail en commun. N'est-ce pas un bel exemple de pluridisciplinarité ou, si l'on préfère, d'interdisciplinarité ?

J'acquiesçai à sa proposition et nous nous mîmes au travail séance tenante pour établir le plan de notre futur ouvrage. Nous nous sommes ensuite réunis régulièrement au domicile de la famille Cohen-Séat pour enregistrer sur un magnétophone nos propos communs. L'aridité du travail était atténuée par des rasades d'un excellent whisky qui a été pour moi une véritable initiation. Les propos étaient ensuite dactylographiés et amendés par nos soins. Il en est sorti un livre intitulé *L'Action sur l'homme : cinéma et télévision* que Robert Kanters fit publier chez Denoêl au printemps de **1961.**

F. G. - Quel était le contenu de votre livre ?

P. E - Dans un avant-propos, les auteurs déclaraient : « Rapprochant leurs expériences, ils ont cherché ensemble à comprendre le devenir autre de l'homme contemporain en partant du fait décisif et massif constitué par le changement du mode d'expression privilégié. » Le livre comportait trois chapitres : le premier consacré à *l'information visuelle,* le second aux *masses* et le troisième aux *techniques.*

Le premier chapitre était construit à partir des travaux et des découvertes de Gilbert Cohen-Séat. Il constatait que pendant des millénaires le mode d'expression oral avait été dominant dans toutes les sociétés et que l'écriture avait été limitée à tin très petit nombre d'individus, puis que, avec *Les Temps modernes,* le mode de communication écrit était à son tour devenu dominant et surtout que, sous nos yeux, un nouveau mode d'expression et de communication était en train de s'imposer avec les images du cinéma et de la télévision.

Dans le second chapitre, ma contribution personnelle était plus grande. Le chapitre rappelait que nous vivions les débuts de l'ère des masses, selon l'expression d'Unamuno, et que les moyens de communication de masse bouleversaient progressivement les rapports entre les individus et leur société. La puissance d'impact des messages audiovisuels était si grande que les individus, en dépit des différences économiques et culturelles, tendaient tous à être massifiés, c'est-à-dire uniformisés et standardisés par ces messages. Pour nous, il ne s'agissait pas seulement ou principalement de la culture de masse ou des contre-cultures diagnostiquées par les sociologues américains. Il s'agissait d'un changement de rapports entre l'intelligence et les instincts à l'intérieur de la personnalité individuelle déterminé par les messages audiovisuels. Il est, en effet, permis de penser que l'écriture favorise l'intelligence et son contrôle sur l'affectivité et les instincts. En revanche, les images du cinéma et de la télévision excitent les émotions et, plus généralement, l'affectivité et les instincts en dépossédant l'intelligence de ses moyens de contrôle sur eux.

E G. - Il y a effectivement quelque chose d'original dans cette théorie de la massification.

P. F. - J'ai souvent pensé que le terme même de « massification » avait été utilisé, dans ce sens précis, pour la première fois dans notre ouvrage. Mais de ces choses-là on n'est jamais sûr.

Quant au troisième chapitre, il indiquait avec force que les auteurs entendaient ne pas se placer dans une position nostalgique et regretter l'ancienne prédominance de l'écrit ou déplorer la montée en puissance des médias et la massification comme s'il s'agissait d'une irrémédiable décadence, voire d'une fin de la civilisation. Nous constations, en vérité, la transition d'une ère culturelle, celle des *Temps modernes, à* une autre, marquée d'entrée par le rôle des médias.

Nous pensions qu'il fallait s'adapter à cette ère nouvelle plutôt que s'enfermer dans le *culturéisme* des intellectuels, tout spécialement des universitaires qui ne concevaient de vie culturelle que dans et par l'écrit.

F. G. - En somme, votre livre était vigoureusement anti-intellectualiste.

P. F. - J'accepte le qualificatif à condition qu'il ne veuille pas dire « obscurantiste », car, précisément, nous entendions combattre le *culturéisme* qui était pour nous une forme de l'obscurantisme, en tant qu'il s'accrochait à un stade en voie de dépassement de la communication sociale et de la culture.

En outre, je crois que notre ouvrage était, à l'époque, un livre d'anticipation. C'est seulement l'année suivante - **1962** - que Mac Luhan publia sa *Galaxie Gutenberg* qui a été considérée comme la première annonce d'un changement du mode de communication dominant et du remplacement du livre par le téléviseur.

F. G. - Cherches-tu à minimiser l'apport de Mac Luhan ?

P. F. - À Dieu ne plaise ! Je n'ai nullement l'intention de contester ses mérites scientifiques. Je l'ai rencontré plusieurs fois à Paris, notamment en compagnie de Denis Huisman, et je l'ai trouvé fort sympathique et doué d'une personnalité attachante. À sa mort, le jour de la Saint-Sylvestre de 1980, j'ai fait sincèrement son éloge funèbre dans un article publié, le lendemain, en première page du *Monde.* Je veux simplement indiquer que Cohen-Séat et moi, nous avons sur certains points précédé Mac Luhan dont la notoriété, portée par le Canada et les États-Unis, a largement dépassé la nôtre.

Trente ans plus tard, au cours d'un colloque qui se déroulait à l'université Paris-VII, mon collègue et ami Jean Devèze, spécialiste de la science de l'information et de la communication, dira publiquement qu'il me considérait comme un *théoricien méconnu des médias,* hommage que j'accepte avec gratitude en y associant, bien entendu, Gilbert Cohen-Séat. À tout cela j'ajouterai que l'intelligentsia française était loin d'accorder aux médias, dans ces débuts des années 1960, l'importance qui, si j'ose dire, saute aux yeux de nos jours.

Il était généralement admis que la radio avait joué un grand rôle durant la Seconde Guerre mondiale, dans ce que l'on avait appelé la « guerre des ondes ». Cependant, la télévision en était encore, du moins en France, à ses premiers balbutiements, et c'est la façon magistrale dont de Gaulle s'en est servi pour sortir du guêpier algérien qui a ouvert l'esprit des spécialistes quant à l'impact des images filmiques combinées avec les sons et, tout particulièrement, avec la voix humaine. Il me semble que l'intérêt et l'originalité de *L'Action sur l'homme : cinéma et télévision* provenait du lien établi entre la nouveauté radicale des effets psychophysiologiques et psychosociaux des images filmiques et la massification des individus dans la civilisation des médias en train de naître.

F. G. - Comment la presse a-t-elle réagi à la publication de votre livre ?

P. E - Positivement dans l'ensemble. Divers articles de journaux et d'hebdomadaires considéraient la coopération du filmologue et du philosophe comme heureuse et fructueuse et nous en félicitaient. Certains soulignaient le caractère nouveau et novateur des images

filmiques et des messages audiovisuels et nous approuvaient d'avoir su le mettre en valeur. Seul **Edgar** Morin exprima des réserves et même des critiques dans *Le Nouvel Observateur.*

F. G. - Quelles étaient ces critiques ?

P. F. - Je me souviens d'une étrange comparaison qui se trouvait dans son « papier » et dans laquelle il comparait notre coopération à un attelage entre une charrue et un avion. Tirée vers le haut par l'avion, la charrue ne pouvait pas labourer la terre en profondeur et l'avion survolait superficiellement ce qu'il aurait fallu creuser. Ainsi, Morin refusait d'admettre que notre association avait été efficace dans le traitement de la question.

F. G. - **Comment avez-vous réagi à la lecture de cet article ?**

P. F. - Bien entendu, ça nous a été désagréable, surtout venant d'un ami. Mais nous avions l'habitude à *Arguments* de ne pas nous ménager entre nous et Cohen-Séat était suffisamment proche de notre équipe pour partager nos sentiments. Alors, on passa à un autre débat et on oublia cette petite affaire. C'était peut-être une différence avec les mœurs des coteries intellectuelles d'aujourd'hui.

F. G. - **Soit, mais comment expliques-tu la critique, selon toi, assez agressive de Morin ?**

P. E - Edgar Morin avait commencé sa carrière par la publication d'un livre sur le cinéma et d'un autre sur les stars. C'était donc son terrain. Peut-être a-t-il mal supporté l'intrusion de Cohen-Séat et de moi-même sur le terrain en question. Par-delà cette hypothétique question de concurrence académique qui, dans nos milieux intellectuels, est la suite des anciennes querelles de chanoines, il me semble qu'il y avait une différence de perspectives entre lui et nous. Marqué par la sociologie américaine de la culture, Morin s'intéressait particulièrement à la culture de masse et aux contre-cultures ; c'était là son point de vue. L'impact psychophysiologique des images filmiques et leur effet massificateur n'appartenaient pas à sa problématique alors qu'ils étaient au centre de la nôtre. Enfin, notre anti-intellectualisme lui avait semblé condamnable. N'est-ce pas suffisant pour expliquer son article d'humeur ?

F. G. - **Après ce premier ouvrage, Cohen-Séat et toi avez-vous poursuivi votre coopération ?**

P. F. - Nous avons écrit, chacun de son côté, des suites à notre bouquin : des articles dans des revues italiennes et allemandes où nous développions nos thèses et nos hypothèses. Plus tard, notre livre a été traduit en allemand et commenté favorablement en République fédérale d'Allemagne. En outre, Gilbert Cohen-Séat m'introduisit en Italie dans des milieux que je ne connaissais pas encore. Il avait notamment établi des liens d'amitié avec le président de la province de Milan et il espérait un soutien de cette institution à ses projets de recherches sur l'audiovisuel.

J'avais déjà fait plusieurs voyages en Italie comme touriste en voiture et en famille. Mais je n'avais encore eu aucun contact avec des Italiens comme collègues ou comme personnalités représentatives. Cohen-Séat m'entraîna dans le réseau de ses amitiés italiennes. Je me souviens par exemple d'un déjeuner dans un restaurant de la *Galleria* de Milan, sous la présidence du premier personnage de la province lombarde - la plus riche de toute l'Italie. Je me trouvais à côté d'un conseil-

1er provincial auquel je demandai, sous je ne sais quelle impulsion diabolique : « Que reste-t-il à Milan de la longue présence autrichienne ? » La réponse tomba comme un couperet : « Rien. » C'est le soir de cette même journée que nous sommes allés dîner au nord de Milan, en compagnie de Roland Barthes qui me fit découvrir le lambrusco, ce vin rouge pétillant. Je lui en reste encore reconnaissant. Ensuite, nous avons gagné Venise où un colloque sur les médias se tenait sur l'île San Giorgio il Maggiore dans le cadre de la Fondazione Cini. C'était une nouvelle manière de découvrir Venise hors des circuits touristiques. Et ça valait la peine. Nous avons dialogué, Français et Italiens, sur les nouvelles communications et sur la sphère audiovisuelle que Jean Wahl avait dénommée *l'iconophonosphère* tout en savourant l'incomparable paysage que l'on pouvait admirer depuis San Giorgio. Le soir, nous rentrions à l'hôtel des Bains, au Lido, où Gilbert Cohen-Séat me présenta au Président Edgar Faure et à Lucie Faure. Cela me valut la commande d'un article pour un numéro spécial de la Nef que dirigeait Lucie. J'étais heureux de ces nouvelles relations tout en éprouvant un sentiment d'inadaptation à cette élite de France et d'Europe dans laquelle je ne voyais pas bien la place que je devais occuper.

F. G. - Pourquoi ce malaise que rien de ce que tu as dit précédemment ne semblait annoncer ?

P. F. - Bien que nous ayons décidé de laisser de côté ma vie privée, je dois reconnaître qu'un changement dans cette vie était en train de se produire, et que je ne vivais pas sans angoisse une telle métamorphose.

Pour en revenir aux médias, je dirai que Cohen-Séat m'avait convaincu de leur considérable puissance. Certes, il savait parfaitement qu'il n'existe dans aucun domaine une arme absolue et il connaissait les études relatives aux effets de saturation des messages médiatiques et à d'autres formes de résistance à ces messages. Cela dit, nous pensions tous les deux que, dans la vie politique, la radio et la télévision exerçaient sur l'opinion publique une influence à laquelle il était très difficile pour la plupart des individus de résister.

F. G. - Si vous pensiez qu'une minorité contrôlant les médias pour des raisons économiques ou politiques pouvait façonner à sa guise l'opinion publique, n'aviez-vous pas **abouti à une vision technocratique des sociétés modernes ?**

P. E - Je ne crois pas que l'on puisse nous reprocher ça. Nous pensions qu'il fallait faire connaître au grand public la considérable puissance des médias pour lui permettre précisément de lui résister. Nous proposions d'ailleurs l'instauration d'un enseignement qui apprenne, dès l'école élémentaire, à *lire* les images filmiques et qui permette de ne plus être complètement asservi à leur puissance de fascination.

F. G. - En ce qui concerne l'énorme puissance des médias, as-tu changé d'opinion depuis ces **temps un peu lointains ?**

P. F. - Oui, je le reconnais. Ainsi, au moment de l'élection présidentielle de 1981, j'ai cru que la victoire de Mitterrand sur Giscard avait été remportée sinon contre les médias, du moins sans eux. Giscard étant le président sortant, je le créditais d'un certain contrôle sur les médias, même réduit par rapport aux temps de l'ORTF, tandis que le candidat de l'opposition n'aurait

pas bénéficié d'un tel avantage. Je croyais donc moins qu'en 1961 à la puissance considérable des médias. Réflexion faite, je compris que je m'étais trompé, car, vers la fin du septennat giscardien, Mitterrand et ses amis avaient investi les médias qui leur étaient devenus favorables et, bien entendu, plus ou moins hostiles au président sortant. Je suis donc revenu à mon opinion de 1961. Il me semble pourtant que cela n'a pas été un simple retour à mon opinion antérieure. En effet, pendant longtemps j'avais considéré d'une manière quelque peu manichéenne la question de la nature du pouvoir s'exerçant *sur* les médias : à l'Est et dans certains pays décolonisés, il s'agissait du pouvoir d'un appareil politique totalitaire et, à l'Ouest, il s'agissait de l'influence des puissances d'argent. Certes, cette dichotomie conserve une part de vérité, malgré l'effondrement de l'URSS et de la plupart des États apparentés, puisqu'il existe dans plusieurs régions du monde des pays où l'État contrôle encore les médias et d'autres où, à la faveur du pluralisme, c'est le privilège de la fortune qui joue son rôle dans ce domaine comme dans les autres. Cependant, ce qui me parait nouveau n'est pas là. Le nouveau, c'est le processus selon lequel les professionnels des médias, les gestionnaires et les journalistes, ont donné naissance à un pouvoir nouveau, de caractère technocratique, qui n'est pas réductible aux deux pouvoirs précédemment évoqués. C'est ce que Régis Debray a découvert de son côté dans ses essais de médiologie.

F. G. - En dehors de tes études sur les informations radiophoniques et télévisuelles, as-tu poursuivi des recherches dans *ce* domaine ?

P. F. — À l'Université de Dakar, j'ai été sollicité par l'UNESCO et le gouvernement du Sénégal pour évaluer une expérience de télévision éducative à laquelle avaient participé des femmes presque toutes analphabètes (en français). Au nombre de cinq cents, ces femmes étaient réparties dans dix télé-clubs installés dans divers quartiers populaires de Dakar. Elles suivaient deux fois par semaine des émissions éducatives en wolof. L'une de ces émissions proposait un enseignement contre le paludisme. Il s'agissait de sensibiliser les téléspectatrices au péril paludéen et de les motiver afin qu'elles utilisent régulièrement pour elles et pour leurs familles des comprimés de nivaquine. L'autre émission donnait des conseils d'hygiène et avait notamment pour but de combattre les parasitoses intestinales en lavant et en faisant cuire les légumes dans de l'eau contenant un comprimé de permanganate et en pelant la peau des fruits avant de les manger. Ces expérimentations donnèrent lieu à deux sortes de résultats opposés.

La campagne contre le paludisme avait largement réussi, comme le prouvait l'évaluation effectuée trois ans plus tard. En revanche, la campagne contre les parasitoses avait passablement échoué selon notre même évaluation. Il n'était pas difficile de constater que la campagne contre le paludisme rejoignait une tradition selon laquelle cette endémie avait été depuis longtemps combattue par les Africains à l'aide de décoctions ou d'infusions de quinquina dont la nivaquine prenait la suite, alors que la campagne contre les parasitoses se heurtait aux traditions culinaires des femmes africaines qui n'utilisaient pas le permanganate dans l'eau de préparation des repas. J'ai été ainsi conduit à l'hypothèse suivante : une intervention modernisatrice ne peut réussir que si elle se place dans une certaine continuité avec la culture du milieu où s'effectue l'intervention. Dans le cas inverse, l'intervention est vouée à l'échec. Et j'avais la faiblesse de penser que cette hypothèse pouvait être étendue à

tous les champs de ce que l'on appelait alors *l'aide et la coopération.* Publiée par l'UNESCO en 1967, sous le titre *La Télévision et l'éducation sociale des femmes,* mon enquête donna lieu à des débats assez vivants, surtout au Sénégal.

Mon hypothèse me parut confirmée par les recherches d'un groupe d'étudiants de Dakar. Ils avaient pour tâche d'évaluer les résultats d'une campagne menée sous la direction de nutritionnistes européens en vue d'étendre et d'augmenter la consommation des œufs par les enfants dans des régions où ils manquaient de protéines. Il se trouve que cette campagne avait échoué dans de grandes proportions.

Bien que les populations concernées aient été depuis longtemps de tradition musulmane, il fallait savoir que les religions ethniques antérieures, dont il persistait sans doute quelque chose dans l'inconscient collectif, interdisaient la consommation des œufs. Car, selon leur vision du monde, consommer l'œuf, c'est interrompre le processus qui va de la conception d'un être vivant jusqu'à sa naissance, c'est-à-dire à sa réalisation en une totalité vivante. Consommer l'œuf, c'est porter atteinte à l'ordre cosmique. Même si pour de nombreuses personnes cette croyance est oubliée, il en reste quelque chose qui fait obstacle à la consommation des œufs pourtant riches en protéines. Avec les meilleures intentions du monde, la campagne des nutritionnistes se heurtait à un élément culturel archaïque mais fondamental, et se trouvait par-là condamnée à l'échec.

F. G. - En somme, tu avais trouvé dans ces exemples des limites à la toute-puissance des médias.

P. E - Et comme tu peux le constater, ces limites sont culturelles. C'est l'héritage culturel africain qui, dans ces cas, limite la puissance d'impact de l'émission télévisuelle. En revanche, dans le monde occidental et pour les individus culturellement occidentalisés, les limites sont moins nettes. Il me semble que la modernisation a préparé le terrain à la puissance considérable des médias. N'est-ce pas parce que l'Occidental a perdu une très large part de l'héritage culturel qui était le sien avant la modernisation, qu'il se trouve en quelque sorte plus vulnérable que d'autres à l'impact des messages médiatiques ? N'oublions pas le paradoxe des émissions télévisuelles. Elles sont le produit sophistiqué de techniques elles-mêmes sophistiquées. Elles n'auraient pu avoir lieu et se développer, comme elles l'ont fait et comme elles le font, sans ces techniques et sans les savoirs scientifiques dont ces techniques sont tributaires. Pourtant, ce ne sont pas l'intelligence et la raison qui se trouvent principalement stimulées et excitées par les messages issus de ces sciences et de ces techniques ; ce sont, comme on l'a déjà dit, l'affectivité et les instincts.

F. G. - N'y a-t-il pas là, au moins potentiellement, un péril pour la démocratie qui se veut fondée en raison ?

P. F. - Il y a sûrement un péril, mais pour le vaincre il faut bien le connaître. Ce n'est pas en traitant par le mépris la communication médiatique, comme le font encore certains intellectuels, que l'on pourra la maîtriser. Par ailleurs, il me semble que l'on réduit trop souvent la question des médias au problème de l'information et de la désinformation politiques. En fait, la puissance d'impact de la télévision ne se borne pas au journal télévisé

et à ses aspects proprement politiques. Je pense aux émissions de variétés qui ont un audimat nettement supérieur, notamment chez les jeunes, à celui du journal télévisé. Je pense aussi aux émissions destinées aux enfants et qui sont fabriquées avec des bandes dessinées. Ces émissions me paraissent alimenter notre imaginaire collectif à la place des contes et légendes ou des autres récits qui se transmettaient oralement de génération en génération.

Depuis une trentaine d'années, la mémoire est invoquée comme un élément essentiel de l'identité individuelle et de l'identité collective ; ce qui est incontestable. Cependant, il ne faudrait pas oublier le rôle de l'imagination dans la construction de ces deux identités ou plutôt de ces deux aspects de l'identité humaine. Dans de nombreuses civilisations, pour ne pas dire dans toutes, ce sont le plus souvent les grands-parents qui ont nourri de contes et de légendes l'esprit des petits enfants. La transmission à travers les générations a emprunté cette voie par-dessus, si j'ose ainsi parler, la relation parents-enfants, au moins partiellement. Le contenu des récits ainsi racontés a été traditionnellement l'imaginaire des individus et, en tant que ces individus appartenaient à une même société, leur imaginaire collectif.

Sous l'influence des médias, singulièrement de la télévision, les choses sont en train de complètement changer. L'imaginaire collectif des nouvelles générations ne provient-il pas d'ores et déjà des émissions télévisuelles plutôt que de la grand-mère ou du grand-père ? Il ne s'agit pas de s'en attrister ou de s'en réjouir. Il s'agit seulement de le constater et de tenter d'en mesurer les conséquences. La civilisation des médias, si cet exemple est suffisamment significatif et massif, se construirait selon une certaine rupture avec la continuité générationnelle d'antan. Au-delà du problème des risques de conditionnement politique par les médias et, par conséquent, de la liberté d'expression et de la liberté de pensée, ne faut-il pas tenir compte de ce conditionnement moins visible qui serait celui de l'imagination ?

Cohen-Séat avait justement appelé mon attention sur le cas de paysans siciliens analphabètes qui, en regardant la télévision, avaient découvert la richesse des villes de l'Italie du Nord et avaient dès lors commencé à revendiquer un niveau de vie comparable. N'était-ce pas un effet de l'imaginaire produit médiatiquement plus encore que du réel filmé ?

F. G. - Quoi qu'il en soit, je constate que beaucoup de choses pour vous se passaient en Italie.

P. F. - C'est tout à fait vrai, notamment pour l'équipe *d'Arguments* dont les membres filaient vers l'Italie à la moindre occasion. Je me souviens, par exemple, d'un colloque sur la censure qui s'est tenu à Rome, dans le Palais de Venise.

F. G. - **Vous êtes-vous rendus sur le célèbre balcon où Mussolini prononçait ses furieuses harangues ?**

P. F. - Oui et nous avons trouvé intéressant de voir nous-mêmes ce que le Duce voyait de Rome lorsqu'il se tenait sur ce balcon. Quant au colloque, il se tenait dans la grande salle du palais qui bruissait, elle aussi, de souvenirs historiques assez récents et d'autres, beaucoup plus anciens. Relativement à la censure, deux opinions s'opposaient diamétralement. Il y avait, d'un côté, ceux qui justifiaient pour des raisons d'État certaines formes de la censure, comme le sénateur italien

communiste Terracini et l'écrivain soviétique Ilya Ehrenbourg, et, de l'autre côté, ceux qui condamnaient toutes les formes de la censure, comme les membres de l'équipe *d'Arguments.*

Ehrenbourg s'appuyait sur un passé encore récent : celui de l'Italie fasciste et de l'Allemagne nazie, pour affirmer que certaines opinions étaient en elles-mêmes criminelles et avaient grandement contribué au déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale et à l'accomplissement de ses horreurs. Pour ne plus jamais revoir cela, il fallait que les États puissent légalement interdire les propagandes racistes, antisémites et fascistes et punir leurs auteurs. Il fallait donc accepter l'existence d'une censure d'État.

Morin attaqua violemment Ehrenbourg au nom de la liberté d'expression qui pour lui était une valeur absolue. Il condamnait radicalement toute forme de censure et ne reconnaissait pas la légitimité d'une censure d'État. On devait punir les auteurs d'opinions racistes, antisémites et fascistes, mais on n'avait pas le droit de les empêcher de les exprimer et de les publier. Au fond, Morin croyait aux vertus du dialogue public. Tel n'était pas pleinement le cas du sénateur Terracini qui intervint pour soutenir son camarade Ehrenbourg et qui établit une différence d'impact entre, d'une part, les paroles et les écrits, et, d'autre part, les messages du cinéma et de la télévision qu'il fallait, selon lui, contrôler par une censure appropriée en raison de leur redoutable efficacité sur les esprits, notamment ceux des jeunes. Terracini ajoutait qu'en plus des propagandes politiques oppressives et nuisibles, il fallait faire barrage au déferlement menaçant de la pornographie ; ce qui exigeait aussi une censure.

J'étais tenté de condamner la censure sans réserve, comme l'avait fait Morin, mais je pensais, comme Terracini, que les images filmiques avaient une puissance d'impact sans commune mesure avec celle des simples paroles ou des écrits. N'était-ce pas la thèse que Cohen-Séat et moi-même nous avions défendue dans notre ouvrage commun ? Dans mon intervention, je reconnus sans peine la puissance d'impact nouvelle des images filmiques et, plus généralement, des messages médiatiques. Puis, je condamnai la censure en estimant qu'elle n'avait pas toujours l'effet protecteur recherché et qu'elle était en revanche catastrophique pour la liberté de la presse. Enfin, je me référai à l'article du jeune Marx de 1842 sur *la censure prussienne* et la *liberté de la presse.* Ma péroraison fut saluée par des applaudissements nourris auxquels Ehrenbourg crut bon d'ajouter : « Je ne comprends pas ce que vient de dire l'orateur précédent. » Étonnant pour un écrivain qui maîtrisait parfaitement la langue française !

E G. - Finalement, vous vous êtes bien amusées dans la période qui, pour toi, va de la fin de ton séjour à Bordeaux à ton départ pour le Sénégal ?

P. E - Je me suis amusé, mais j'ai aussi travaillé. Jean Stoetzel était devenu mon directeur de thèse, du moins de ma thèse principale, car, à l'époque, il fallait en soutenir deux pour être fait docteur d'État. À l'origine, je m'étais intéressé à ce que l'on appelait la *dépolitisation.* Mais je me suis vite aperçu du fait que la soi-disant dépolitisation était une désaffection par rapport aux partis politiques plutôt qu'un désintérêt massif à l'égard de la chose politique. Ainsi, ma thèse principale est devenue *La Conscience politique dans la France contemporaine.*

F. G. - Et quelle était ta thèse complémentaire ?

P. F. - Son titre était : *Contradiction et totalité. Surgissement et déploiement de la dialectique.*

E G. - Tu voulais être reconnu à la fois comme sociologue et comme philosophe.

P. E - C'est vrai et c'est ce qui m'a valu quelques difficultés. Mais tout ça me paraît aujourd'hui tellement passé et dépassé ! Je ne me sens aucun ressentiment contre l'institution sorbonnarde, même s'il est vrai que *ce* jour-là elle m'a traité inéquitablement. Le jour en question se situe au mois d'octobre 1962, et j'avais alors déjà passé une année à l'Université de Dakar comme chargé de maîtrise de conférences.

Durant l'année 1961 qui fut ma dernière année parisienne, j'éprouvais un désir de plus en plus intense de quitter la France, de quitter l'Europe pour découvrir d'autres lieux et d'autres gens. J'avais entendu parler d'un poste de sociologie vacant à l'Université de Saigon et je m'étais informé de ce qu'il fallait faire pour poser sa candidature. Je rêvais de l'Asie et d'un dépaysement total.

F. G. - **Pourquoi un tel désir ?**

P. E - Je ne suis pas sûr de pouvoir répondre à cette question. Néanmoins, je peux te dire que ce désir était assez ancien, car, avant la guerre, je souhaitais, après des études littéraires, non pas devenir professeur mais grand reporter et parcourir le monde à la recherche de ce qu'il contenait de différent de la vieille Europe. La guerre, la défaite et l'occupation allemande m'avaient empêché de réaliser cette aspiration. Et, en 1961, il me semblait que mon passage dans l'enseignement supérieur pouvait s'accompagner d'un séjour dans un pays lointain.

Naturellement, je fis part à Stoetzel de ce désir et de mon projet vietnamien. Il approuva mon désir de parcourir le vaste monde tout en me décourageant d'aller à Saigon. « La situation au Sud-Vietnam est incertaine et peut-être dangereuse, me dit-il. Je crois que j'ai quelque chose de beaucoup plus intéressant pour vous. Il s'agit d'un poste à la Faculté des lettres et sciences humaines de Dakar. À la différence de l'Université de Saigon qui est étrangère et où vous ne pourriez obtenir qu'un contrat temporaire, celle de Dakar est encore de droit français et vous pourriez y commencer votre carrière universitaire comme à Toulouse ou à Lyon. En outre, je crois que vous avez en vous tout ce qu'il faut pour comprendre les cultures africaines. »

Je n'ai pas eu besoin de réfléchir longtemps pour accepter la proposition de Stoetzel. Après tout, au Sénégal je ne ferais que marcher sur les traces de mon grand-père Mouret quelque soixante-dix ans plus tard. L'affaire fut rondement menée, de telle sorte que le 23 octobre je m'envolai pour Dakar avide de découvrir l'Afrique dont je ne savais que bien peu de chose.

10. Le choc culturel

FRANÇOIS GEORGE - Ton grand-père Mouret qui avait participé à la construction du chemin de fer de Dakar à Saint-Louis aurait pu te parler de son séjour au Sénégal.

PIERRE FOUGEYROLLAS - Quand il est mort, je n'avais pas encore onze ans et ses facultés intellectuelles avaient beaucoup baissé depuis trois ans. Le peu que j'ai appris de son séjour au Sénégal m'a été transmis par ma grand-mère et ce séjour étant antérieur à leur mariage, elle n'en savait pas elle-même grand-chose. En fait, je volai vers Dakar sans souvenirs familiaux africains. Après un voyage sans histoire, l'avion atterrit sur la grande piste de

Dakar-Yoff à quatre heures du matin. C'était encore l'hivernage, il faisait chaud et, je m'en aperçus le lendemain, tout était exceptionnellement verdoyant. Le Cap-Vert méritait bien le nom que les Portugais lui avaient donné : *Cabo Verde.*

Le professeur Nardin, doyen de la Faculté des lettres que j'avais entrevu précédemment à Paris, m'accueillit avec courtoisie et me souhaita la bienvenue. C'était un spécialiste des fabliaux français du Moyen Âge qui semblait quelque peu étranger aux problèmes spécifiques du Sénégal. Il me conduisit en voiture à la Cité universitaire dans une chambre provisoire en attendant que me soit attribué un logement de fonction. Pendant le court trajet de Yoff à Fann où se trouvait l'Université, il me signala que nos collègues et lui-même faisaient leurs cours en costume cravate par respect des étudiants et en dépit de la chaleur. Je me conformerai strictement à cet usage, du moins jusqu'aux lendemains de la révolte étudiante de 1968.

Après m'avoir installé dans ma chambre, le doyen m'annonça qu'il viendrait me chercher à huit heures pour me conduire à la faculté et me présenter aux collègues.

F. G. - Tu n'avais alors que très peu d'heures à dormir ?

P. F. - C'était pire que ce que tu imagines. En effet, mon bon maître Jean Stoetzel, parmi de nombreuses recommandations, m'avait dit : « En Afrique, ne buvez surtout pas l'eau du robinet ; vous risqueriez d'attraper des amibes ou la dysenterie. » Aussi bien, je me conformai strictement à ce conseil. Une fois le doyen parti, je me sentis en proie à une soif épouvantable et je me contentai de regarder le robinet qui se trouvait dans un réduit à côté de ma chambre sans y toucher.

F. G. - Je te plains, surtout s'il n'y avait rien d'autre à boire.

P. E - Tu peux ! À l'heure dite, le doyen frappa à ma porte. Il me demanda de mes nouvelles. Je lui répondis que tout allait bien. Je découvris, en bord de mer, le campus aux beaux bâtiments blancs, **sous un** ciel sans nuages d'où le soleil commençait à faire sentir sa force. La Faculté des lettres et la Faculté de droit se partageaient alors l'un de ces bâtiments en attendant l'achèvement de celui qui était destiné à abriter la nouvelle Fac des lettres.

La présentation de ma personne à mes nouveaux collègues me parut interminable tant la soif me brûlait à l'intérieur. Le chef du département de sociologie, Un barbu sympathique du nom de Louis-Vincent Thomas, m’invita à déjeuner chez lui. Il habitait une villa sur la corniche de Fann où je fis la connaissance de sa femme Gisèle qui me proposa sans tarder tin *scotch on the rocks.* J'acceptai en demandant la faveur de boire un grand verre d'eau très froide auparavant. Par une porte entrouverte j'aperçus un domestique qui remplissait un grand verre avec l'eau du robinet et qui y jetait des glaçons. Avant de commettre l'irréparable, je demandai aux Thomas s'ils buvaient l'eau du robinet et je leur avouai que je n'avais rien bu depuis ma descente d'avion. Ils éclatèrent de rire et Louis-Vincent déclara : « Ça, c'est un coup de Stoetzel. » Effectivement, Stoetzel avait été le directeur de thèse de Thomas avant d'être le mien et **lui** avait prodigué les mêmes conseils. Moyennant quoi, Louis-Vincent et Gisèle, qui habitaient depuis dix ans à Dakar, buvaient sans crainte l'eau du robinet. Verre à la main, je joignis mon rire aux leurs et ce fut le début d'une belle amitié à laquelle seule leur mort mit un terme.

Dans les jours qui suivirent, je fis mieux connaissance avec mes collègues de la Faculté des lettres qui étaient dans leur grande majorité des Français. À cette époque, on ne trouvait quelques enseignants africains que dans des postes de maîtres assistants ou d'assistants. Aux dîners auxquels j'étais invité, on se retrouvait presque toujours entre Européens. Je compris vite que ceux que l'on appelait « les coopérants » vivaient en circuit fermé et qu'ils s'isolaient dans une sorte de ghetto volontaire.

F. G. - Mais n'était-ce pas le temps de la décolonisation ?

P. F. - Bien sûr, c'était le temps de la décolonisation avec les espoirs et les illusions propres à cette période. Cela se marquait dans le vocabulaire. Dans le Dakar que j'ai connu, on ne disait plus « un Noir » ou « un Blanc », on disait « un Africain » ou « un Européen ». Cependant, les vieilles habitudes de l'époque coloniale persistaient au moins sur certains points. Dans la vie professionnelle, les relations entre Africains et Européens étaient généralement courtoises. En ce qui concerne la vie privée, les relations étaient non pas mauvaises mais quelque peu inexistantes. Ne parlons pas des mariages mixtes qui étaient rarissimes. Parlons seulement de la commensalité eurafricaine qui était très peu fréquente et que je n'ai pas vu beaucoup augmenter en dix ans parmi les universitaires dakarois.

F. G. - Peut-être les uns et les autres avaient-ils des goûts alimentaires différents.

P. F. - Sans doute est-ce l'une des raisons possibles. Pourtant, les Français du Sénégal appréciaient généralement le *tièbou diène* (le riz au poisson) qui était devenu un plat de fête pour les Sénégalais et ces derniers, quand ils avaient fait leurs études en France, ne détestaient pas la bonne cuisine de l'ancienne métropole.

F. G. - Alors, pourquoi ne s'invitaient-ils pas les uns chez les autres ?

P. F. - J'en ai interrogé un certain nombre. Les Européens prétendaient que les Africains ne prenaient aucune initiative en ce sens, et les Sénégalais disaient n'être pas invités par les coopérants. J'ai fini par penser que ces coopérants cherchaient d'abord à se rassembler comme tous les étrangers se trouvant en dehors de leur pays ; ensuite, ils se fréquentaient entre eux et la plupart ne désiraient pas sortir de ce cercle fermé.

Sans tomber dans la caricature, je fus amené à constater que certains de mes collègues français ne sortaient pas, même pendant les vacances de Noël ou de Pâques, des limites de la région du Cap-Vert. Ils allaient se baigner sur la plage de l'hôtel de Ngor, fréquentaient les restaurants libanais et vietnamiens du Plateau et se retrouvaient entre eux pour jouer au bridge et dire du mal les uns des autres comme ils l'auraient fait à Dijon ou à Toulouse.

Par chance, j'avais obtenu un logement en dehors du campus. Ce logement se trouvait au dernier étage d'un immeuble de style libanais dans le centre-ville. Il y avait deux petites terrasses : l'une donnait sur le port et, plus à droite, sur l'île de Gorée, l'autre donnait sur le minaret de la grande mosquée et, plus loin, sur la pointe des Almadies, le point le plus occidental de tout l'ancien monde. J'échappais donc à la promiscuité des collègues logés sur le campus et je décidai avec ma nouvelle compagne de rompre le cercle qui nous enfermait dans le ghetto blanc.

F. G. - Comment réaliser cette rupture ou cette évasion ?

P. E - En attendant d'établir des relations amicales avec des Sénégalais ou d'autres Africains, je décidai d'aller en Casamance à l'occasion des vacances de Noël. Thomas m'avait vanté cette région méridionale du Sénégal dont les Diola, qui peuplaient sa partie la plus proche de l'océan, lui avaient donné son sujet de thèse principale de doctorat.

Au volant d'une deux-chevaux, je fonçai vers le sud en faisant une brève étape à Kaolack, puis en traversant la Gambie, cette vieille possession britannique dont la capitale, Banjul, s'appelait encore Bathurst. C'est seulement à la sortie du territoire gambien, donc à l'entrée de la Casamance, que le paysage change. Au lieu des steppes du Nord-Sénégal et de la Gambie, on traverse une savane aux herbages très verts et aux bouquets d'arbres tropicaux parmi lesquels les fromagers dépassent les autres de toute leur hauteur. Après avoir franchi sur un bac la Casamance dont Thomas m'avait bien expliqué qu'elle était non pas un fleuve, mais une entrée de la mer dans les terres, un *fiord,* on atteint Ziguinchor que le gouvernement français avait acheté au gouvernement portugais aux environs de 1900.

En allant de Ziguinchor vers le sud-ouest, on découvre la plus belle partie de la Casamance, le pays diola qui est constitué par un réseau de marigots entre lesquels prospère la savane plus vivante que la steppe et moins étouffante que la forêt équatoriale. Comment décrire et chanter ce mariage de la terre et de l'eau sans tomber dans les clichés !

Outre les magnificences de la nature, il y a la beauté architecturale des grandes cases diola construites en argile autour d'un ovale jouant le rôle d'impluvium et couvertes d'un toit de chaume. Ces cases abritent non seulement une partie de la famille étendue mais aussi du bétail, et les animaux domestiques. Malheureusement, on n'en construit plus depuis une trentaine d'années, et Thomas avait poussé en son temps un cri d'alarme pour que soient protégées celles qui existaient encore.

F. G. - Pourquoi n'en construit-on plus ?

P. F. - Tout simplement parce que cela va plus vite et demande moins d'efforts d'édifier une case avec des parpaings et de la recouvrir d'un toit de tôle. Pourtant, la beauté et la protection contre la grande chaleur y ont perdu.

La société diola a traditionnellement été une société sans État. Dans chaque portion de la Basse-Casamance limitée par trois ou quatre marigots, régnait autrefois un roi-prêtre désigné à vie par le conseil des anciens avec interdiction absolue de sortir des limites de son petit royaume. Aujourd'hui ces rois-prêtres n'ont plus qu'un pouvoir religieux, voire symbolique. C'est le préfet de Ziguinchor et, sous lui, le sous-préfet d'Oussouye ou de Bignona qui dirigent administrativement le pays diola. J'ai rencontré le roi d'Oussouye et celui de Mlomp qui m'ont parlé avec amabilité de leur religion et qui ne semblaient pas imaginer que leur merveilleux jardin soit un jour déchiré et dévasté comme il l'est actuellement par des affrontements entre des indépendantistes casamançais et l'armée sénégalaise.

F. G. - Quelle religion pratiquent les Diola ?

P. F. - Une partie d'entre eux, surtout parmi les plus âgés, continue à pratiquer la religion traditionnelle de ce peuple, une autre est chrétienne, essentiellement catholique, malgré les

efforts en faveur du calvinisme d'un pasteur américain installé à Diembereng, enfin une troisième est musulmane. Mais, au-delà de ces distinctions, la plupart des Diola se sentent culturellement différents des Wolof et des Toucouleurs de la partie septentrionale du Sénégal. C'est le terreau sur lequel s'est développé l'actuel conflit.

Pour en revenir à la question religieuse, il est intéressant de noter que les Diola traditionnels croient en l'existence d'une divinité suprême. Ils n'ignorent pas, en tin sens, le Dieu unique, mais, à la différence du Dieu des religions du Livre, celui des Diola est complètement inaccessible pour les êtres humains et il ne s'occupe pas d'eux.

De retour à Dakar, je m'employai à mieux connaître, à mieux comprendre mes étudiants. À cette époque, les étudiants français constituaient la première nationalité de l'Université. Puis venaient les Sénégalais et derrière eux, par ordre d'importance décroissante, les Dahoméens (aujourd'hui Béninois), les Camerounais, les Maliens, les Voltaïques (aujourd'hui Burkinabé), les Togolais et quelques autres. Les étudiantes africaines étaient encore très rares. Sur le plan politique, les étudiants provenant des anciens territoires de l'Afrique occidentale française étaient dans leur grande majorité hostiles aux gouvernements de leurs pays respectifs auxquels ils reprochaient de demeurer asservis à l'ancienne puissance coloniale. Le prestige de l'URSS et de la Chine populaire était considérable et l'influence du marxisme-léninisme très visible.

F. G. - Toi qui avais rompu cinq ans auparavant avec le communisme, tu devais trouver ça désagréable.

P. E - Pas tellement, car je sentais chez eux l'émergence d'un sentiment national qui m'était familier. Et puis, j'étais désireux de découvrir leur façon d'appréhender la réalité sociale et la globalité du monde. Avec eux et par eux, une perspective m'apparaissait qui était fondamentalement différente de celle que l'on pouvait avoir et que l'on avait effectivement en Europe et, plus généralement, en Occident.

Parfois, nos échanges verbaux étaient rudes. À un Dahoméen qui faisait un éloge passionné du régime soviétique, je répliquai sur un ton tout aussi passionné qui était plus celui d'un militant que d'un enseignant. À un Sénégalais qui tentait de me convaincre que j'étais dans son pays pour réparer les dommages commis par le régime colonial, je répondis avec colère qu'il n'en était rien et que je n'avais rien à réparer du tout. Ce franc-parler, que j'avais conservé de mon ancien engagement politique, me gagna le cœur de la plupart de mes étudiants, comme ils me l'ont confirmé ultérieurement.

Pour être bien compris de mes auditeurs et de mes auditrices dont le français n'était pas la langue maternelle, j'évitais les tournures de phrases trop compliquées et les métaphores pouvant passer pour artificielles. Ainsi, mes étudiants africains ont contribué à développer ou à renforcer chez moi le goût de la rigueur et de la simplicité. Pour autant que ce soient des vertus intellectuelles, c'est à eux, en grande partie, que je les dois.

F. G. - En dehors de ces étudiants, as-tu établi des relations amicales avec des Africains ?

P. E - Oui. Je me suis lié d'amitié avec Fara Ndiaye et sa femme Mireille. Fara était un sociologue qui avait notamment suivi l'enseignement de Stoetzel et qui conduisait des enquêtes pour un institut privé. Sa femme, d'origine togolaise, occupait un poste dans la hiérarchie judiciaire

sénégalaise. Je me suis également lié d'amitié avec Papa Gallo Thiam, une ancienne célébrité du sport français de haut niveau, à l'époque coloniale, qui après des études supérieures à Paris était devenu entrepreneur de travaux publics dans son pays. Sa femme Geneviève, d'origine dahoméenne, sera, en 1965, ma première assistante africaine. Grâce à ces quatre premiers amis, je parvins à connaître mieux le Sénégal, à saisir sa société un peu de l'intérieur. Tous les quatre étaient, à des degrés divers, opposés à Senghor et à son gouvernement qu'ils jugeaient trop soumis aux dirigeants français ; ils demeuraient marqués, au moins sur le plan des idées, par leurs convictions d'étudiants.

F. G. - Parmi les Européens, n'y en avait-il pas qui aimaient sincèrement et qui comprenaient vraiment l'Afrique et les Africains ?

P. E - Si. Il en existait quand même quelques-uns. Je pense, par exemple, à Henri Collomb qui avait été assez longtemps l'un des médecins particuliers de l'empereur d'Éthiopie, Haïlé Sélassié, et qui était alors professeur de neurologie et de psychiatrie à l'Université de Dakar. Il avait parfaitement compris que l'individu africain n'était vraiment lui-même qu'en relation étroite avec son groupe d'appartenance. C'est pourquoi il avait installé à Fann une sorte de village psychiatrique où les patients étaient admis avec une partie de leur famille et c'est aussi pourquoi il collaborait avec des guérisseurs traditionnels dont le principal mérite était de ne pas séparer le somatique du psychique.

Un jour, je demandai à Collomb : « Comment les Européens voyaient-ils les Africains à l'époque coloniale ? » Il me répondit : « En fait, ils ne les voyaient pas ; c'était comme s'ils avaient fait partie du décor. » Collomb n'était pas un idéologue et il ne se livrait jamais à des déclarations tonitruantes, mais il avait un regard perçant sur divers aspects de la réalité humaine.

Grâce à lui, j'ai pu assister à des moments cruciaux de cet ensemble de rituels qui s'appelait le *ncliiip* et qui se trouvait au centre de la religion ethnique des Lébous de la péninsule du Cap-Vert. Il s'agissait de femmes atteintes après l'accouchement de fièvre puerpérale. Selon la tradition lé-boue, ces femmes étaient possédées par un *rab* ou esprit qui cherchait à obtenir de la communauté un sacrifice en sa faveur. Encore fallait-il l'identifier, ce que tentaient de faire les guérisseurs avec lesquels Collomb collaborait. D'où des scènes de possession particulièrement angoissantes et fascinantes qui se terminaient par l'identification du *rab* et l'immolation d'un animal. Après quoi, les femmes concernées se trouvaient réintégrées à leur communauté et avaient recouvré la santé.

F. G. - S'agissait-il d'une pratique religieuse ou **d'une thérapeutique ?**

P. F. - Des deux. Collomb s'intéressait essentiellement à la thérapeutique et moi à la pratique cultuelle et aux croyances religieuses. Il n'y avait pas de désaccord entre nous. Simplement, chacun poursuivait un objet de recherche différent.

En *ce* temps-là, je lisais un livre de Kwamé Nkrumah, le Président charismatique de la République du Ghana, qui distinguait trois strates dans la personnalité culturelle des Africains : en surface, la strate de la modernisation ou, si l'on préfère, de l'occidentalisation, au milieu, la strate christianisée ou islamisée, enfin, en profondeur, la strate de l'héritage

religieux traditionnel. C'est à cette dernière que je m'intéressais particulièrement et dont je cherchais la persistance dans les cultes et les croyances des Diola et des Lébous.

E G. - Tu veux parler de l'animisme ?

P. F. - Oui, mais en remplaçant ce mot usé par ceux de religion traditionnelle ou de religion ethnique.

E G. - Pourquoi le terme d'animisme ne te convient-il pas ?

P. F. - Parce qu'il ne me semble pas assez discriminant. Est-ce que toutes les religions ne considèrent pas que tout ce qui existe provient des esprits ou de l'Esprit suprême, « créateur du ciel et de la terre » ? En un certain sens, toutes les religions sont animistes. La véritable distinction consiste à mettre d'un côté les religions ethniques ou traditionnelles dont chacune appartient à un peuple, et, de l'autre côté, les religions à vocation ou à prétention universelle comme le bouddhisme, le christianisme et l'islam. Nous venons tous plus ou moins lointainement d'une religion traditionnelle. Néanmoins, cet héritage n'est pas facile à déceler pour des peuples qui ont été christianisés depuis très longtemps. En revanche, l'Afrique n'a été christianisée ou islamisée que plus récemment ; ce qui permet, à la suite de Nkrumah, d'explorer plus aisément la strate de la religion traditionnelle ou de ce qui en subsiste.

F. G. - Sur quoi repose la personnalité culturelle africaine ?

P. F. - Bien que ce contenu ne soit pas facile à définir en toute clarté, il me semble qu'il comporte une vision de l'univers, c'est-à-dire une perception spécifique de l'espace, et un vécu de l'enchaînement des générations, c'est-à-dire une saisie de la durée non moins spécifique. Pour m'exprimer autrement, je dirai que les religions traditionnelles africaines ont été ou sont encore porteuses d'un sens cosmique en vertu duquel l'univers est un grand être vivant et selon lequel toutes les espèces vivantes sont apparentées et dépendantes les unes des autres. Elles ont été ou sont encore également porteuses de différentes variétés du culte des ancêtres qui est leur manière d'intégrer les humains d'aujourd'hui dans la chaîne qui va des morts les plus anciens aux individus qui naîtront dans les temps à venir.

F. G. - Ce sens cosmique et ce culte des ancêtres sont-ils exclusivement africains ?

P. F. - Certes pas. Je crois qu'on les trouve sous des formes variées dans toutes les religions traditionnelles, du moins à leurs stades les plus anciens. Ce qu'on appelle parfois les « cultes agraires », à savoir des cultes de la fécondité et de la communion cosmique que le christianisme, par exemple, a réprimés ou refoulés ou transfigurés, sans parvenir à complètement les éradiquer, nous montre l'ancienne universalité de ce que le christianisme et l'islam ont nommé le « paganisme ». Dans le *ndôp* dont nous avons déjà parlé, la communication s'établit par le rituel avec les *rab* qui sont souvent les esprits des ancêtres. Quant à l'immolation d'un bélier, d'un taureau ou d'un autre animal dont on boira le sang ou dont on s'enduira le corps, elle exprimera la grande communion existante entre tous les vivants. On pourrait dire des choses semblables à propos de cérémonies célébrées dans d'autres lieux et par d'autres peuples d'Afrique. Un certain nombre de ces cérémonies s'accomplit à travers des danses à masques, portées par des croyances selon lesquelles chaque

masque est comme un double de l'ancêtre ou d'une autre sorte d'esprit avec lequel on cherche à communiquer. On doit par ailleurs constater que ces cérémonies se font de plus en plus rares dans l'Afrique actuelle qui subit l'influence de plus en plus forte de l'islam et du christianisme et la pression de plus en plus grande de la modernisation. Il est grand temps d'étudier plus sérieusement et plus fondamentalement les religions traditionnelles africaines, car elles auront bientôt rejoint dans le « musée imaginaire » celles des Gaulois, des anciens Germains, des anciens Égyptiens et des anciens Grecs, bien que les unes et les autres survivent jusqu'à un certain point sous la forme d'héritages culturels.

F. G. - Au-delà de leur intérêt ethnographique et historique, en quoi ces religions nous concernent-elles ?

P. E - Si l'on veut comprendre les peuples africains actuels, il faut explorer toutes les strates de leurs personnalités culturelles. L'étude des religions ethniques de l'Afrique a donc tin intérêt anthropologique et un intérêt politique incontestables. Par ailleurs, l'héritage culturel de ces religions concerne, à mon avis, non seulement les Africains mais aussi toute l'humanité. **La** modernité a privé les Occidentaux de ce rapport au cosmos qui était encore visible chez les Grecs de l'Antiquité et que l'on peut encore percevoir vivant dans beaucoup d'ethnies africaines. Nous pouvons donc tirer de la connaissance des anciennes religions de l'Afrique de véritables leçons pour nos sociétés, si différentes qu'elles soient des sociétés africaines traditionnelles.

F. G. - Qu'entends-tu exactement par-là ?

P. F. - J'entends affirmer que nos sociétés technologiquement les plus avancées ont perdu la relation d'osmose avec le cosmos qu'entretenaient nos anciennes sociétés, et que, sur ce point, l'Afrique bien comprise peut jouer un rôle paradigmatique.

F. G. - Y a-t-il dans les mouvements écologistes quelque chose qui s'apparente au sentiment cosmique dont tu parles ?

P. F. - Je le souhaite pour eux. Plus sérieusement, je crois que la civilisation occidentale, après s'être constituée dans une rupture avec le cosmos vital antérieur, doit maintenant se dépasser pour aboutir à une civilisation nouvelle dans laquelle sera restauré un rapport au cosmos qui nous manque encore cruellement.

À Thiviers, quand j'allais en vacances chez mes grands-parents maternels, je me rendais hors du bourg en un point d'où l'on pouvait embrasser du regard un vaste cirque au fond duquel coule l'Isle, affluent de la Dordogne. Ce spectacle me fascinait et me renvoyait à mes lectures scolaires, à des poèmes de Goethe manifestement inspirés par le sentiment de la nature *(Naturgefühl)* et aussi à Jean-Jacques Rousseau, inventeur de cette sensibilité. Au Sénégal et dans les autres pays d'Afrique que j'ai visités, le sentiment de la nature que je portais en moi est devenu ce sens cosmique que me révélaient les religions traditionnelles et que je faisais mien dans l'enthousiasme. L'intensité du vert tropical, la puissance d'une végétation que je n'avais pas pu connaître en Europe, le cri des oiseaux dans les grands palmiers entourant la Haute-Gambie au Sénégal oriental, enfin, l'« exotisme » - au sens littéral et glorieux du mot -

m'ont, à la fois, enveloppé et pénétré d'un vécu existentiel dont je ne perdrai jamais le souvenir et qui rythme encore mon vécu actuel.

F. G. - Cette vision du monde t'a-t-elle rapproché des Africains que tu fréquentais ?

P. E - Ces Africains étaient tous musulmans ou chrétiens. Seuls des paysans avec lesquels je n'avais guère de contacts demeuraient des adeptes d'une religion ethnique. Ma nouvelle vision du monde ne m'a pas rapproché directement de mes amis africains, mais elle a grandement contribué à me faire sortir d'une espèce de dualisme absolu que j'appelais l'opposition du « eux » et du « nous ». En effet, lorsque les Européens parlaient entre eux des Africains, ils ne manquaient jamais d'affirmer : « "eux", ils pensent comme ci, "nous", on pense comme ça, "eux", ils font comme ci, "nous", on fait comme ça, "eux", ils vivent comme ci, "nous", on vit comme ça ».

Cette perpétuelle opposition me paraissait être une façon de voir les choses héritées de la période coloniale. Très vite, je me sentis différent de mes congénères d'Europe et proche de ceux qu'ils rejetaient dans le « eux » d'une radicale altérité.

F. G. - Comment expliques-tu cet état d'esprit ?

P. E - Je n'ai pas une réponse claire à cette question. Peut-être mes années de ferveur communiste avaient-elles laissé en moi, malgré la rupture de **1956,** une profonde hostilité à l'égard du régime colonial sclérosé en colonialisme. Peut-être un certain rejet de la société dans laquelle j'avais vécu en France me faisait-il rejeter aussi la communauté des Français de Dakar et espérer trouver chez les Africains une autre humanité, plus attrayante.

F. G. - Je constate que tu as opéré une distinction entre le *régime colonial* et le *colonialisme.*

P. E - La colonisation d'un peuple par les armées d'un autre peuple existe depuis l'Antiquité. Elle donne lieu au *régime colonial* qui est fondé sur des rapports de force, mais qui peut apporter certains éléments positifs aux colonisés. Quand ce régime ne parvient pas à intégrer culturellement les colonisés, comme Rome le fit pour les Gaulois et d'autres, il se sclérose, et les descendants des colonisateurs prétendent justifier leurs privilèges en raison de leur soi-disant supériorité de nature sur les colonisés. C'est cela le *colonialisme* et c'est bien cela qui est à l'origine de l'antagonisme du *nous* et du *eux.*

Au cours de mes premières années dakaroises, j'ai reçu à la maison de plus en plus de Sénégalais et d'autres Africains, et de moins en moins d'Européens. Je me suis progressivement immergé dans une société qui n'était pas originellement la mienne, mais que je faisais mienne petit à petit.

F. G. - Est-ce que tes amis africains te considéraient comme l'un des leurs ?

P. F. - C'était variable selon les individualités. Une amie sénégalaise me citait un dicton selon lequel *le Toubab* (le Blanc) *n'est jamais un parent.* Une autre m'assurait que mon amour des Africains n'était que l'expression d'un conflit entre Blancs. D'autres, en revanche, étaient sensibles à ma mutation spirituelle et m'initiaient plus intimement à l'africanité.

Au-delà de ces comportements variables, ce qui me paraît aujourd'hui précieux, c'est l'élargissement de mon horizon. Avant mon séjour au Sénégal, j'étais resté prisonnier des limites culturelles de l'Europe. Au Sénégal je me suis, en quelque sorte, planétarisé grâce au choc culturel africain. De cette planétarisation, j'ai eu plus tard la confirmation dans mes « découvertes » des Amériques et de l'Asie.

11. « C'est vous, le marxologue ? »

PIERRE FOUGEYROLLAS - Vraiment, l'année 1964 a été pour moi une année faste. Au premier trimestre, j'ai reçu de Paris ma nomination comme maître de conférences de psychologie sociale, et au dernier trimestre, mon fils Frédéric est né à la maternité de l'Hôpital général de Dakar.

FRANÇOIS GEORGE - Pourquoi « psychologie sociale » et pas « sociologie » ?

P. F. - Parce que Stoetzel tenait beaucoup à cette appellation qui confirmait qu'il était le fondateur de la psychologie sociale en France. Cependant les étiquettes disciplinaires n'étaient pas rigides puisque, à mon retour définitif en France en 1971, de professeur de psychologie sociale que j'étais, je suis devenu, à l'université Paris-VII, professeur de sociologie sans avoir demandé quoi que ce soit.

F. G. - Quelle différence y a-t-il entre la psychologie sociale et la sociologie ?

P. E - Voilà une question qui m'a été souvent posée par des étudiants. Selon moi, la sociologie est, par excellence, l'étude des institutions alors que la psychologie sociale étudie plutôt le vécu des institutions par les individus ou, si l'on préfère, la participation des individus à leur société. En fait, la sociologie est née et s'est développée sur le continent européen tandis que la psychologie sociale est apparue et a progressé particulièrement en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Au demeurant, il y a longtemps que j'estime que le sociologue doit être, en même temps, un psychologue social et le psychologue social tin sociologue.

F. G. - Comment se traduisait ton appartenance à la psychologie sociale dans ton enseignement à Dakar ?

P. E - D'une manière fort heureuse. Louis-Vincent Thomas dirigeait le département de sociologie qui préparait à une licence de ce nom. Moi, je construisais et je dirigeais le département de psychologie. Outre mon enseignement de psychologie sociale, je donnais un cours sur la pensée et l'œuvre de Freud dont je tirerai la substance d'un livre paru à Dakar en 1969 et d'un autre paru à Paris en 1970. Chemin faisant, je réussis à créer une licence, puis une maîtrise de psychologie à la Faculté des lettres de Dakar.

Mais revenons à l'année 1964 au cours de laquelle nous nous sommes installés dans le bâtiment tout neuf de cette faculté en abandonnant aux juristes et aux économistes le siège provisoire que nous avions partagé avec eux.

Le Président de la République du Sénégal, Léopold Sedar Senghor, fit connaître au doyen Nardin son désir de visiter notre faculté sans cérémonie officielle. Au jour dit, nous l'attendions dans le hall, placés

en rang d'oignons par les soins de Nardin. Le Président arriva et le doyen nous présenta un par tin. Quand ce fut mon tour, Senghor eut comme une mimique de surprise et me demanda : « C'est vous le marxologue ? » J'acquiesçai sans bien comprendre pourquoi j'étais qualifié de « marxologue ». Le soir même, Thomas me montra tin livre de Senghor intitulé *Nation et voie africaine du socialisme,* publié en 1961, dans lequel il citait élogieusement mon *Marxisme en question.* Et il ajouta : « Vous avez de la chance ; le Président vous a remarqué et invité à lui rendre visite. Vous allez devenir une personnalité importante dans ce pays. »

En attendant l'accomplissement de la prophétie thomiste, j'assistai, le 28 novembre 1964, un peu avant midi, à la venue au monde de mon second fils qui était aussi mon quatrième enfant. En souvenir du Grand Frédéric, le roi de Prusse philosophe, et en souvenir plus lointainement de l'empereur romain germanique, Frédéric II de Hohenstaufen, il a reçu ce prénom afin qu'il lui inspire le désir de la gloire.

F. G. - Ton calcul a-t-il été couronné de *succès* ?

P. F. - Oui, mais c'est surtout l'avenir qui le montrera. L'année suivante, le poste de directeur de l'Institut d'études pédagogiques de l'Université de Dakar se trouvait vacant. Le recteur me le proposa. Je le pris et je transformai cet institut en Institut d'études psychosociologiques avec son accord. À partir de là, je pus conduire mes enquêtes de terrain avec la collaboration de mes étudiants et rassembler la matière de deux livres et de plusieurs articles sur le Sénégal. Je mis à profit ma direction de ce nouvel institut pour promouvoir des chercheurs sénégalais ou originaires d'autres pays d'Afrique de l'Ouest dans la mesure des emplois dont je disposais.

F. G. - Et tes relations avec Senghor ?

P. F. - Puisqu'il m'avait invité à lui rendre visite, je lui demandai une audience après un mois d'attente de convenance. Il me fit répondre favorablement aussitôt et je franchis pour la première fois les portes du palais présidentiel qui avait été autrefois la résidence des gouverneurs généraux de l'Afrique occidentale française. Je revins le voir environ tous les deux mois jusqu'à la fin de mon séjour au Sénégal en 1971.

F. G. - Sur quoi portaient vos entretiens ?

P. E - C'étaient des entretiens le plus souvent moins politiques que ne le croyaient les Dakarois sénégalais ou étrangers. Nous parlions de Sartre, de Teilhard de Chardin, de Malraux et de bien d'autres écrivains ou penseurs. **Je** lui posais des questions sur la civilisation africaine et je pouvais constater son attachement profond à cette civilisation dont il était issu, même si sa connaissance des cultures européennes et son intérêt pour elles étaient immenses. Quelle joie de me trouver en face d'un esprit aussi universel !

Au cours de 1965 fut créé à Dakar le Centre d'études des sciences et des techniques de l'information (CESTI) qui était une école de formation de journalistes et un institut de recherches sur l'information et la communication. Cette création eut lieu grâce à des crédits canadiens que Senghor avait su attirer au Sénégal. J'en fus le premier directeur, secondé par Georges Galipeau, un Québécois de l'UNESCO, et par Doudou Gueye, un journaliste sénégalais chevronné qui avait longtemps fait la liaison politique entre Houphouët-Boigny, le Président de la Côte-d'Ivoire, et Senghor. Sur le plan administratif,

Galipeau et Gueye accomplissaient toute la besogne, de telle sorte qu'il ne me restait plus qu'à présider le conseil d'administration du CESTI dans le cadre duquel je faisais tout de même un cours annuel sur les médias.

F. G. - Te voilà dans les problèmes de la communication.

P. F. - Oui, et cela m'a conduit à de nouvelles expériences. D'abord, il y avait dans les locaux du CESTI un téléscripteur qui donnait en permanence les informations de l'AFP, de Reuter et de quelques autres agences d'importance internationale. Lorsque se produisait une crise quelque part dans le monde, de nombreuses personnes venaient s'informer sur notre téléscripteur et, par la suite, le faisaient connaître dans divers milieux dakarois.

Ensuite, je fus nommé par le gouvernement sénégalais membre de la commission supérieure de la radiodiffusion. Je découvris ainsi de l'intérieur le fonctionnement de cette radio. J'y pris aussi la parole dans des émissions culturelles et je pus par ce moyen présenter au public mes idées sur la civilisation africaine, sur l'édification de la nation sénégalaise et sur les brûlantes questions du développement. Celui qui me présentait le plus fréquemment aux auditeurs, c'était joseph Zobel, un journaliste d'origine antillaise qui était l'auteur d'un bouleversant roman intitulé *Rue Cases nègres* dont a été tiré beaucoup plus tard un film remarquable.

Au CESTI et à Radio-Sénégal, j'avais le sentiment de travailler plus directement qu'à l'Université à l'essor du pays et de l'Ouest africain. Inévitablement, l'enseignement universitaire comporte une dimension de gratuité intellectuelle nécessaire à l'enrichissement des esprits, mais dépourvue d'utilité immédiate. En revanche, au CESTI et à la radio, mon action me semblait en prise directe avec le devenir de la société.

F. G. - Peux-tu me donner un exemple de tes propos radiophoniques ?

P. E - Je vais te donner l'exemple qui m'a valu le plus de critiques, surtout de la part des Français du Sénégal. C'est celui d'une sorte de campagne que j'ai effectivement menée en faveur de l'introduction à tous les niveaux de l'enseignement des langues africaines parlées au Sénégal.

Il faut savoir que les Anglais ont institué dans leurs colonies un enseignement dans la langue ou plutôt dans les langues du pays, suivi, après trois ans, d'un enseignement en anglais à des fins de communications plus étendues. Il faut savoir aussi que dans les colonies françaises l'enseignement était donné uniquement en français et que l'usage d'une langue du pays, à l'école, par les élèves était puni, comme l'était en France l'usage du breton par les écoliers bretons ou l'usage de l'occitan par les écoliers occitans. Senghor avait stigmatisé ces procédés, et il semblait favorable à l'introduction au Sénégal, à côté de l'enseignement du français, de celui du wolof, du serer, du peul, du malinké et du diola. C'est dans cet esprit que je m'exprimai au cours de plusieurs causeries sur l'antenne de Radio-Sénégal.

E G. - Et ça t'a valu des critiques ?

P. E - De violentes critiques de presque tous les Français de Dakar. Certains d'entre eux, d'opinion conservatrice, croyaient que les langues africaines n'étaient que des « patois » et ils me reprochaient de « brader » l'incomparable langue de Racine et de Barrès. D'autres, *se* réclamant de la gauche, voyaient dans l'introduction des langues africaines un risque de tribalisme ou de chauvinisme

ethnique qui aurait été évité par l'enseignement exclusif de la langue de Molière et de Victor Hugo. Enfin, un petit nombre de Sénégalais m'accusaient de prôner l'enseignement dans les langues africaines parce que j'aurais jugé les enfants du pays incapables de maîtriser une langue européenne, singulièrement le français.

E G. - Qu'as-tu pensé de ces réactions ?

P. F. - J'ai pensé que les Français s'identifiaient souvent à leur langue et que j'avais touché, sans le vouloir, à un point sensible de leur conscience collective. J'ai pensé aussi que la multiplicité des langues constituait pour l'humanité un trésor qu'il fallait préserver à tout prix pour éviter de tomber sous l'hégémonie appauvrissante d'une langue unique. Chaque langue porte en elle une façon singulière de penser. S'il est douloureux d'envisager un avenir dans lequel le français aurait disparu au profit d'un anglais universellement dominant, pourquoi ne pas préserver l'avenir des langues africaines du Sénégal ? Ces langues, les Européens, mais aussi nombre de Sénégalais, les appelaient des langues *vernaculaires.* J'utilisai la tribune que constituait Radio-Sénégal pour rappeler qu'une langue vernaculaire était une langue parlée par très peu de personnes, voire par une communauté particulière, et que les langues africaines du Sénégal, loin d'être *vernaculaires,* étaient des langues *nationales.*

Tous ces propos irritaient encore davantage bon nombre de Français et mécontentaient chez les Sénégalais ceux qui se réclamaient du panafricanisme.

F. G. - Finalement, les liens d'amitié que tu avais noués avec Senghor te « positionnaient », comme on dit maintenant, sur l'échiquier politique sénégalais.

P. F. - Il y avait, bien sûr, ces liens d'amitié et il y avait aussi non pas mes calculs, mais ma réflexion. Elle m'amenait, en effet, à considérer que, pour travailler au développement du Sénégal, les coopérants étrangers devaient loyalement collaborer avec son gouvernement. Les luttes des opposants à ce gouvernement ne pouvaient être menées que par des Sénégalais et les coopérants ne devaient pas s'en mêler.

F. G. - Comment ces positions de principe étaient-elles appréciées à Dakar et à Paris ?

P. E - Je crois que la majorité des Sénégalais attendaient des coopérants qu'ils collaborent avec le gouvernement en place en vue du développement de la nation sénégalaise et qu'ils ne souhaitaient pas que des étrangers interviennent dans la politique intérieure du pays. Par ailleurs, les opposants me reprochaient cette collaboration avec un gouvernement, voire un régime qu'ils cherchaient à détruire. Parmi les responsables parisiens en charge des dossiers sénégalais, ceux qui approuvaient ma rupture avec le communisme appréciaient ma conduite et reconnaissaient que *j'avais 'Oreille du gouvernement de Dakar,* et ceux qui ne croyaient pas à la sincérité de ma rupture avec le Parti communiste condamnaient mon « asservissement » à ce même gouvernement.

Finalement, j'ai toujours gardé une pleine et entière liberté d'esprit. Vers la fin de 1966, le recteur de l'Université de Dakar m'a chargé, en tant que directeur du CESTI, de prononcer un discours d'usage pour le vingtième anniversaire de la fondation de l'UNESCO. Je le fis dans le grand amphithéâtre de l'Université, revêtu, comme tous mes collègues, de ma toge professorale et en

présence des ambassadeurs accrédités à Dakar ainsi que des hautes autorités religieuses du pays. Répondant à je ne sais quelle inspiration, je remarquai que la République populaire de Chine n'était représentée ni à l'UNESCO ni à l'ONU. Je déplorai une situation paradoxale et j'exprimai le souhait qu'il y soit bientôt porté remède. Or, le gouvernement sénégalais n'avait pas encore reconnu la Chine populaire et il continuait d'être exclusivement représenté auprès de la Chine de Taiwan.

F. G. - Tu ne manquais pas d'audace en tenant de tels propos dans une cérémonie officielle.

P. E - C'est ce que me fit remarquer, avec beaucoup de gentillesse, après la commémoration, le Grand Sérigne des Tidjanes qui était l'une des quatre personnalités qui comptaient le plus au Sénégal. Quand je revis Senghor, il ne m'en souffla mot. Il est vrai que de Gaulle reconnut peu de temps après la République populaire de Chine et que le gouvernement sénégalais lui emboîta le pas.

Cette affaire a eu, pour moi, son épilogue quand j'ai rencontré les représentants du bulletin d'information *Chine nouvelle* qui résidaient à Dakar bien avant la reconnaissance de la République populaire. Informés de la teneur de mon discours sur l'UNESCO, ils m'ont chaleureusement remercié tout en me déclarant pour finir : « Ce n'est pas la Chine qui a besoin de l'ONU, c'est l'ONU qui a besoin de la Chine. »

En 1967, je publiai chez Flammarion, dans la collection dirigée par Fernand Braudel, *Modernisation des hommes. L'exemple du Sénégal.* C'était le produit des enquêtes que j'avais menées avec mes étudiants sous les auspices de l'Institut d'études psychosociologiques. J'y exposais les résultats d'une enquête sur le genre de vie d'ouvriers de l'industrie travaillant, les uns, dans **une** entreprise de Dakar et, les autres, dans les ateliers des chemins de fer se trouvant à Thiès, le principal nœud ferroviaire du pays, puis les résultats d'une enquête conduite auprès de femmes recevant tin enseignement contre le paludisme et tin enseignement contre les parasitoses intestinales dans le cadre de télé clubs que nous avons déjà évoqués, enfin, les résultats d'une enquête réalisée auprès d'un échantillon d'étudiants fréquentant l'Université de Dakar. Te précise que les deux premières enquêtes avaient été faites à partir d'entretiens sur questionnaires réalisés par mes étudiants en langue wolof et que la dernière avait utilisé le français.

F. G. - Quelle était la signification générale des résultats de ces enquêtes ?

P. F. - Ils confirmaient mes hypothèses de travail, à savoir que les trois catégories de population considérées souhaitaient, dans certaines proportions, la modernisation de leurs activités de travail et de leur genre de vie, et qu'elles la souhaitaient sous certaines conditions. Tout en sachant que la modernisation venait d'ailleurs, les interrogés voulaient assimiler la modernisation plutôt qu'être, pour ainsi dire, assimilés par elle.

Quant à moi, je constatais qu'entre la société traditionnelle qui appartenait assez largement au passé et la société moderne qui n'était pas encore pleinement réalisée, le Sénégal représentait par bien de ses aspects une *société transitionnelle* qu'il fallait étudier comme telle.

F. G. - Quelles ont été les réactions des Sénégalais à la publication de ton livre ?

P. F. - Elles ont été variées. Senghor l'apprécia tellement que dans son rapport politique au congrès de 1967 de son parti, l'Union progressiste sénégalaise - *parti unique de fait,* comme il le disait lui-même -, il en fit de longues et nombreuses citations, à telle enseigne que des opposants me qualifièrent assez perfidement de *chantre de Senghor* et *d'idéologue officiel du senghorisme.* En fait, l'accord théorique qui existait effectivement entre Senghor et moi résidait dans la conviction que les Sénégalais, et plus généralement les Africains, étaient parfaitement capables d'acquérir les avantages de la modernité, contrairement aux préjugés racistes de toute nature, et qu'ils pouvaient, en même temps, conserver l'essentiel de leur personnalité culturelle.

Cissé, le directeur de l'Animation rurale, me reprochait de faire de la propagande pour l'occidentalisation, voire la francisation culturelle des Sénégalais, et il critiquait mon livre en conséquence. Bien entendu, les intellectuels français de gauche, présents à Dakar, faisaient chorus avec lui.

F. G. - Pourtant, tu avais bien précisé ta conception de la modernisation en disant que les Sénégalais devaient être, en la matière, des assimilateurs et non, comme on disait dans les temps coloniaux, des assimilés.

P. F. - Certes, mais cette conception renversée de l'assimilation était celle de Senghor que ses opposants récusaient sur tous les points. Par ailleurs, J.-J. Servan-Schreiber m'avait cité favorablement au cours d'une conférence donnée à propos de son *Défi américain.* J'étais donc, pour certains, suspect de senghorisme et de modernisme occidentalisant. Je fis une tournée de conférences dans les principales villes du Sénégal en précisant ma pensée à travers une sorte de mot d'ordre : « modernisation, oui ; occidentalisation, non ».

F. G. - Es-tu sûr que l'on pouvait se moderniser sans s'occidentaliser ou même s'américaniser au moins partiellement ?

P. F. - À l'époque, dans un contexte polémique, j'entendais seulement dire aux Africains : il est souhaitable pour vous que vous vous modernisiez activement, mais je ne souhaite pas que vous vous dépersonnalisiez en vous occidentalisant. Cependant, je comprenais déjà que l'on ne pouvait pas se moderniser impunément et qu'il y avait un risque d'aliénation culturelle dans ce processus. La vraie question, l'alternative véritable n'était pas *se moderniser en s'aliénant culturellement ou refuser la modernisation pour rester culturellement soi-même,* elle était plutôt *se moderniser en s'aliénant ou se moderniser en sauvegardant le plus possible sa personnalité culturelle.* Et ces problèmes dont je débattais en Afrique, il y a plus de trente ans, sont aussi les problèmes qui nous sont posés de nos jours avec *ce* que l'on appelle « la mondialisation » ou « la globalisation ». Sur ces entrefaites, Stoetzel et sa femme vinrent passer une quinzaine de jours à mon invitation au Sénégal. Pour Thomas et pour moi qui avions été ses étudiants de doctorat, c'était un très grand plaisir de lui montrer le Sénégal et lui faire voir ce que nous étions devenus nous-mêmes.

Le clou de cette visite fut évidemment le voyage en Casamance que firent les Stoetzel en compagnie de Thomas et de moi-même. À notre arrivée, nous nous sommes installés dans le principal hôtel de Ziguinchor pour en faire le point de départ de nos excursions. Au dîner, les conversations portaient

notamment sur la sécheresse exceptionnelle dont pâtissait alors la Basse-Casamance qui était habituellement la partie la plus arrosée de l'ensemble du Sénégal. Le lendemain, nous sommes partis aux aurores pour profiter au maximum de la journée. Après les arrêts habituels à Oussouye et à Mlomp pour saluer les rois, ce qui intéressa vivement Jean Stoetzel, nous parvînmes à Diembereng, gros village situé au milieu de puissants baobabs et d'immenses fromagers dont les habitants tiraient leurs pirogues, leurs outils aratoires et leurs meubles. De la cime des fromagers étaient tombés des feuilles et des fruits d'une coloration blanchâtre donnant l'impression ou plutôt l'illusion qu'il venait de neiger.

Les premiers villageois rencontrés reconnurent Thomas qui avait naguère plusieurs fois mené ses recherches dans cet endroit. Ils nous apprirent que Diembereng vivait un jour exceptionnel parce que s'y déroulait une cérémonie traditionnelle pour prier les ancêtres de faire pleuvoir, sans quoi les récoltes prochaines seraient perdues. Effectivement, en tendant l'oreille, on pouvait distinguer, un peu lointains mais se rapprochant, des sons de trompettes et des bruits de voix. Bientôt nous aperçûmes la procession qui lentement et majestueusement serpentait entre les cases et venait vers nous.

Tous les villageois ne participaient pas à cette cérémonie propitiatoire qui nous renvoyait à Durkheim et à ses *Formes élémentaires de la vie religieuse.* Les chrétiens et les musulmans la considéraient comme un rite païen tout à fait exécrable. Seuls les adeptes de l'ancienne religion des Diola composaient le cortège sacré. Certains portaient des calebasses dont ils lançaient vers le ciel le peu d'eau qu'elles contenaient pour inciter les ancêtres à déclencher la pluie si souhaitée ; d'autres jouaient de la trompette ou tapaient en cadence sur de petits tambours couverts de cuir. Une fois qu'ils eurent défilé devant nous, Stoetzel sans rien dire à personne suivit le cortège en esquissant d'étranges pas de danse. Mme Stoetzel, Thomas et moi, nous fîmes de même comme de la limaille de fer attirée par un aimant en mouvement.

F. G. - Comment les villageois réagirent-ils à votre étrange conduite ?

P. F. - Ceux qui faisaient partie du cortège continuèrent leur marche cadencée sans nous prêter apparemment la moindre attention. En revanche, ceux qui sur le pas de leurs cases regardaient passer la procession semblaient stupéfaits de nous voir la suivre, comme s'il s'agissait d'une incongruité Quand nous fûmes fatigués par la marche, Stoetzel donna le signal de l'arrêt et de l'abandon du cortège. Nous revînmes à Ziguinchor en évoquant les mânes et le génie du père Durkheim qui n'avait jamais vu une telle cérémonie et qui pourtant en avait parlé avec une magnifique pertinence.

Dînant le soir même sur la terrasse de l'hôtel, nous fûmes obligés de rentrer précipitamment. *Il pleuvait !* Que les prières des villageois aient été efficaces, Louis-Vincent Thomas et moi, nous n'en doutions pas, mais qu'il ait fallu la visite de Stoetzel à Diembereng pour que nous assistions à une cérémonie propitiatoire, voilà qui semblait un mystère.

E G. - Le Stoetzel que j'ai connu, comme collègue de mon père à la Sorbonne, puis à l'Institut de France, était coutumier des canulars. Son séjour au Sénégal a-t-il été émaillé d'autres prodiges ?

P. F. - Effectivement, la veille de notre retour à Dakar, nous avons eu la chance d'assister à une cérémonie funèbre impressionnante. Cela se passait dans un village voisin de la frontière séparant le Sénégal de la Guinée-Bissao, demeurée encore colonie portugaise. Il était environ quinze heures et la chaleur était intense. La foule était réunie sur la place principale ombragée par quelques manguiers. D'un côté, les hommes ; de l'autre, les femmes et les enfants. Face à ces deux groupes se trouvait une estrade en planches où le vieux chef, mort quelques heures auparavant, était assis sur une sorte de fauteuil, la tête droite et le corps retenu par des cordes. Vêtu de blanc et coiffé d'une chéchia rouge, le visage grisâtre, il présidait hiératiquement à ses propres funérailles.

Quand nous sommes arrivés sur la grand-place, se déroulait la partie la plus dramatique de ces funérailles. Il s'agissait de savoir qui était responsable de la mort du vieux chef. Pour répondre à la question, on descendit le fauteuil portant le cadavre dans la foule. Des porteurs le soulevèrent et le transportèrent en s'arrêtant devant certaines personnes - en fait des notables. Ils avançaient et reculaient devant ces personnages pour que le prêtre diola organisateur de la cérémonie puisse discerner, à partir des mouvements de la tête du mort, qui était coupable et qui ne l'était pas.

Dans un total silence, le chef mort avança et recula devant douze hommes âgés et drapés dans des vêtements luxueux. À chaque fois, la foule retenait sa respiration. Aucun signe ne se manifestant, le prêtre, après un long moment de réflexion, déclara qu'aucun chef de lignage n'avait été désigné par les ancêtres. C'était l'équivalent d'un constat que nous appellerions de mort naturelle. L’assistance soupira d'aise : personne n'était à châtier.

Le défunt fut à nouveau installé sur son trône. Les femmes s'avancèrent au-devant de lui et lui offrirent leurs chants et leurs danses. Voix aiguës, lente mélopée, mouvements des reins projetés en arrière, elles mimaient les gestes de la riziculture et de la fécondité devant une assistance qui exprimait le deuil par son immobilité et par son silence. Les hommes intervinrent à leur tour en s'avançant à pas cadencés vers le siège funèbre et en chantant à voix presque basse des chants religieux à la gloire du mort.

Celui-ci entrait dans une véritable apothéose. Accédant au pays des ancêtres, il était porteur du message que les vivants adressaient à leurs prédécesseurs pour se trouver en harmonie avec eux et avec l'univers. C'est peut-être cela que les prêtres catholiques et les mollahs appelaient le « paganisme ». Pas si mort que ça le Grand Pan puisqu'il surgissait devant nous entre le vieux chef divinisé et son peuple chantant et dansant pour lui.

Ensuite, ce Mt l'heure des sacrifices. Au pied de l'estrade, deux taureaux noirs entravés étaient prêts pour l'immolation. Des coqs et des poules circulaient librement aux alentours. L'un de ces volatiles donna un coup de bec dans l'oeil d'un des deux taureaux qui mugit sourdement. Mme Stoetzel avait vu la scène et en était bouleversée. Ce fut l'occasion de s'arracher à ces funérailles dont la célébration était loin d'être terminée. Aujourd'hui les Stoetzel et Louis-Vincent Thomas ne sont plus de ce monde, mais je les revois à ces cérémonies incomparables qui nous ont été offertes par les Diola et qui m'inspirent encore une énigmatique ferveur.

12. La révolte étudiante

FRANÇOIS GEORGE - Parle-moi maintenant de la révolte étudiante et des événements de 1968 à Dakar.

PIERRE FOUGEYROLLAS - Cette révolte s'inscrit dans le mouvement mondial qui est parti des Universités de Californie, qui a gagné la vieille Europe pour atteindre finalement, à des degrés divers, la plupart des établissements d'enseignement supérieur de la fin des années 1960 et du début des années 1970.

Il reste que la révolte des étudiants de Nanterre et de Paris et celle des étudiants de Dakar n'ont pas eu exactement les mêmes causes ni les mêmes effets. Cependant, dans les deux cas, c'est une certaine inadaptation de l'enseignement qui a constitué le détonateur.

En France, surtout dans les facultés des lettres et sciences humaines, subsidiairement dans les facultés de droit et de sciences économiques, les étudiants reprochent souvent à l'enseignement qu'ils reçoivent d'être dogmatique et coupé des réalités sociales. Ils s'en prennent au cours magistral parce qu'il exclut le dialogue entre professeur et étudiant et la mise en commun des expériences. Au Sénégal, les étudiants estiment presque tous que leurs professeurs, en majorité étrangers, ne tiennent pas suffisamment compte des spécificités africaines. Ils critiquent des enseignements éloignés des problèmes propres à la société sénégalaise et aux autres sociétés de l'Afrique actuelle. Ils dénigrent dans leurs tracts et autres publications généralement clandestines l'Université de Dakar comme un instrument de l'oppression néo-coloniale.

F. G. - Quel jugement portais-tu sur ces critiques ?

P. E - Je reconnaissais volontiers que certaines étaient pertinentes, sans pour autant croire à un complot délibéré de forces obscures pour maintenir les étudiants africains sous la domination d'une pensée spécifiquement française ou européenne. En revanche, je pensais que l'Université de Dakar était, à certains égards, trop française et qu'elle n'était guère différente de ses sœurs aînées de Toulouse ou de Lille. J'avais appelé plusieurs fois l'attention du Président Senghor sur cet aspect des choses. 1l reconnaissait le bien-fondé de mes remarques tout en remettant à plus tard les réformes nécessaires.

E G. - Peux-tu donner des exemples ?

P. F. - Bien volontiers. Dans le domaine de l'historiographie, les enseignants restaient en majorité prisonniers des intérêts intellectuels et des perspectives propres aux travaux français ou, à la limite, européens. Un universitaire français avait bien proclamé, au lendemain de l'indépendance du Sénégal : « Il faut décoloniser l'histoire. » Mais cette déclaration n'avait pas été suivie d'effet notable. À la Faculté de médecine et de pharmacie, on s'obstinait à ne pas s'intéresser sérieusement à la pharmacopée traditionnelle africaine et en psychiatrie Collomb était une véritable exception par rapport à ceux qui s'obstinaient à n'enseigner que les théories et les méthodes provenant de l'Europe ou de l'Amérique du Nord. Les étudiants éprouvaient ces lacunes et ces insuffisances comme des actes agressifs à l'égard de la civilisation africaine dont je pensais avec eux qu'elle était

non seulement un objet de recherches, mais aussi un sujet, un acteur apportant sa contribution à la communauté mondiale. Puis il y avait l'épineuse question du marxisme.

E G. - Qu'entends-tu par-là ?

P. F. - En juin 1967, j'ai participé à Prague à un colloque organisé par l'UNESCO sur des problèmes de pédagogie. J'y ai rencontré, bien entendu, des professeurs et des étudiants tchécoslovaques avec lesquels le dialogue était parfaitement ouvert et libre. Au premier rang de leurs revendications, ces étudiants plaçaient la suppression immédiate de l'obligation qui leur était faite dans tous les cursus d'assister assidûment aux enseignements de marxisme-léninisme.

E G. - Pourquoi me dis-tu ça ?

P. E - Parce que, dans le même temps, la plupart des étudiants de l'Université de Dakar reprochaient à leurs professeurs de ne pas leur parler ou de leur parler insuffisamment et avec hostilité du marxisme-léninisme. En apparence, les étudiants de Tchécoslovaquie et les étudiants du Sénégal avaient des aspirations opposées. Plus fondamentalement, ils étaient inspirés dans les deux pays par le même désir de liberté de penser : contre une doctrine d'État à Prague et contre la *soft ideology* de l'Occident à Dakar.

F. G. - Ta mise en question du marxisme t'aliénait-elle les sympathies de beaucoup d'étudiants dakarois ?

P. F. - Non, pour la bonne raison que moi, je leur parlais du marxisme et qu'ils appréciaient favorablement sinon ma critique finale, du moins l'information que je leur fournissais. En revanche, chez certains de mes collègues coopérants, l'ignorance se combinait avec un esprit étroitement hostile, de telle sorte qu'ils étaient hors d'état de donner satisfaction aux étudiants sur cette question et sur bien d'autres.

En résumé, on peut dire qu'au printemps de 1968, le mécontentement allait grandissant chez les étudiants de Dakar. Ils mettaient en avant des revendications multiples comme l'extension et l'augmentation des bourses, un meilleur fonctionnement de la cité universitaire et une amélioration des menus de son restaurant. Pour couronner ces exigences matérielles, les étudiants revendiquaient l'africanisation des enseignants et des contenus de l'enseignement ainsi que des cours portant sur le marxisme dont nous avons déjà parlé.

E G. - Ces étudiants étaient-ils organisés ?

P. F. - Oui, ils l'étaient et même très fortement. Leur modèle, c'était la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF) qui avait jadis milité pour l'indépendance des pays africains et qui était très influencée par le marxisme-léninisme et les exemples de l'URSS, de la Chine, de l'Europe de l'Est et de Cuba. Au début des années 1960, il y avait à Dakar une sorte de filiale de la FEANF que le gouvernement de Mamadou Dia avait dissoute. Elle s'était reconstituée et fonctionnait dans une semi-clandestinité au début de 1968. Quoi qu'il en soit, ses mots d'ordre étaient suivis par la grande majorité des étudiants. Le gouvernement avait créé une association d'étudiants fidèles à Senghor et au senghorisme, mais elle avait très peu recruté. Les méchantes langues disaient qu'elle était uniquement composée de fils de ministres et de hauts fonctionnaires.

F. G. - La révolte étudiante de Paris a-t-elle déclenché celle de Dakar ?

P. E - C'est une question un peu embarrassante, car les dirigeants sénégalais ont précisément accusé les étudiants de Dakar d'avoir purement et simplement imité ceux de Paris. Souvent, pour critiquer ses opposants, Senghor ironisait en les accusant de « faire comme France, faire comme toubabs ». Dans la situation qui nous occupe, je crois que ce qui se passait à Paris et ce qui se passait à Dakar constituaient deux séries causales relativement indépendantes. La révolte mûrissait depuis des mois dans les deux pays pour des raisons en partie semblables et en partie différentes. Quand les étudiants dakarois ont appris que des barricades avaient été construites dans les rues du Quartier latin, cela les a très probablement encouragés à passer à l'action, mais cela ne signifie pas qu'ils ont fondamentalement imité leurs camarades parisiens.

F. G. - Que pensais-tu des événements parisiens ?

P. F. - Comme je te l'ai déjà dit, j'avais approuvé de Gaulle pour son règlement de l'affaire algérienne et sa politique dite de décolonisation. Mais je trouvais la plupart de ses ministres et de leurs collaborateurs trop conservateurs, trop immobilistes. Vu de Dakar, le régime gaulliste me décevait de plus en plus, à l'exception de la politique étrangère qui était directement l'œuvre du Général et avec laquelle ceux de son parti n'étaient d'accord que du bout des lèvres.

F. G. - Comment la révolte étudiante a-t-elle commencé à Dakar ?

P. E - Leur organisation majoritaire a présenté, à nouveau, un cahier de revendications dont nous avons parlé, en l'assortissant d'une manière d'ultimatum : « Si vous ne nous donnez pas satisfaction promptement, nous occuperons l'Université. » Considérant la gravité de la situation, je demandai un entretien au chef de l'État qui me l'accorda pour le lendemain.

Senghor m'interrogea d'abord sur les événements du Quartier latin. Je lui en parlai en toute franchise. Je lui dis que l'immobilisme du régime français avait conduit à une explosion qui participait d'un mouvement international des nouvelles générations, mouvement à l'égard duquel je ne lui dissimulai pas ma sympathie. Puis vint le moment crucial auquel je m'étais préparé, *hic Rho-dus, hic salta.* Je déclarai, à la fois ému et grave : « Je crois, Monsieur le Président, que vous devriez ouvrir des négociations avec les responsables étudiants sur leurs revendications ou, du moins, sur certaines d'entre elles. Si vous ne le faites pas, je crois effectivement que les étudiants occuperont le campus et que ce sera préjudiciable pour leur année universitaire et peut-être pour le Sénégal. »

Le Président me répliqua d'un ton inhabituellement sec : « Mon cher professeur, je vous ai écouté attentivement quand vous m'avez parlé des désordres parisiens et je tirerai éventuellement profit de vos analyses. En revanche, vous n'avez rien à m'apprendre en ce qui concerne les étudiants de Dakar. Ce sont des Africains comme moi et je sais ce que j'ai à faire à leur égard. S'ils occupent le campus et s'ils y dressent des barricades - ce qui serait autant d'actions illégales -, je leur enverrai mes parachutistes et ils capituleront. Vous pouvez le dire de ma part à leurs responsables que vous connaissez très bien. »

Je sentis le péril de la situation, mais je ne pus m'empêcher de reprendre la parole : « Si vous envoyez les paras contre les étudiants, vous gagnerez, c'est sûr. Mais le lendemain ou les jours suivants, vous courrez le risque d'avoir de grosses manifestations dans la capitale et peut-être dans certaines villes de province qui pourraient bien menacer votre régime. »

Le Président se leva et dit : « J'en ai assez entendu ; au revoir. » Je sortis du palais en me demandant si cet au revoir n'était pas en fait un adieu. Le soir même, je prévins les dirigeants de l'organisation étudiante majoritaire en les incitant au calme et à la modération, car j'avais senti Senghor déterminé à en découdre avec eux. Mais ces jeunes étaient eux aussi déterminés et je pensai alors qu'une brutale confrontation était inévitable. Je m'en ouvris à Amadou Mahtar Mbow qui était alors ministre de l'Éducation nationale, avant de devenir plus tard directeur général de l'UNESCO. Il déplorait comme moi la situation et il me confirma la décision arrêtée du chef de l'État d'en finir avec des dirigeants étudiants qu'il jugeait irrémédiablement subversifs.

E G. – **On court à l'épreuve de force.**

P. F. - Il est arrivé ce qui devait arriver. Le lendemain de ma visite à Senghor, des groupes d'étudiants occupèrent de bon matin l'ensemble des bâtiments du campus. Quand les enseignants arrivèrent pour faire leurs cours, ils eurent accès à leurs bureaux, mais des responsables étudiants leur dirent que c'était la grève et qu'ils ne pourraient reprendre leurs enseignements que quand le gouvernement sénégalais aurait répondu favorablement à leurs revendications. Je pus sans problème entrer dans les salles du CESTI, notamment dans celle où se trouvait notre téléscripteur, qui fut alors très fréquentée par les grévistes et beaucoup de mes collègues. À la fin de l'après-midi, un grand meeting se tint devant la bibliothèque, sur la grande allée du campus. Les déclarations revendicatives et les attaques proférées contre le gouvernement Senghor furent applaudies par un nombre d'étudiants très important. Manifestement, il serait difficile aux autorités de séparer la masse des étudiants de ceux qu'elles appelaient les « meneurs ». Le lendemain, des forces de police encerclèrent le campus sans y pénétrer. Mbow fit à la radio un discours appelant les étudiants au calme, mais ne leur promettant rien ou presque rien de ce qu'ils demandaient. En réponse à ces propos jugés par eux insuffisants, les grévistes dressèrent quelques barricades en plusieurs points du campus bien que la disposition des lieux soit moins favorable aux étudiants que les rues du Quartier latin.

Deux jours se passèrent sans événements majeurs, mais non sans rumeurs contradictoires entre elles concernant ce que ferait ou ne ferait pas le gouvernement. Les militaires français qui stationnaient habituellement sur la base de Ouakam occupèrent les abords de l'aéroport comme si les étudiants avaient l'intention et les moyens de s'en emparer. Cette petite intervention fut mal reçue par la majorité de la population dakaroise.

À l'aube du troisième jour, les forces de l'ordre entrèrent sur le campus sans rencontrer une grande résistance. Les gendarmes arrêtèrent tous les étudiants qu'ils rencontrèrent et les embarquèrent dans des camions pour les rassembler dans des bâtiments de l'armée sénégalaise. Des chambres de la cité universitaire furent mises à sac, un étudiant fut tué et d'autres blessés plus ou moins gravement. Le soir, Senghor annonça à Radio-Sénégal qu'il y

avait un mort pour couper court à des rumeurs selon lesquelles il y aurait eu beaucoup plus de victimes. Les jours suivants, les étudiants maliens, voltaïques, béninois et autres Africains non sénégalais furent embarqués dans des charters à destination de leurs pays respectifs. Un certain nombre de Sénégalais furent retenus dans les commissariats de police.

Pendant ce temps-là, se préparaient à Dakar, à Saint-Louis, à Thiès, à Kaolack et dans d'autres villes ces manifestations dont j'avais annoncé la probabilité au Président. La violence du pouvoir contre les étudiants avait indigné beaucoup de monde et les opposants en avaient profité pour organiser une riposte.

Quatre jours après l'invasion de la cité universitaire par les paras, des rassemblements se formèrent, le matin, en divers points de la ville. Des foules qui devenaient plus nombreuses et plus compactes convergeaient vers le plateau. Vers midi, les premiers manifestants se trouvaient devant le palais présidentiel criant des slogans hostiles à Senghor, à son gouvernement et à ses alliés français. Ils exigeaient aussi la libération des étudiants emprisonnés et le retour des expulsés. Des détachements de l'armée sénégalaise protégeaient le palais et le siège du gouvernement tout proche. Entre midi et quatorze heures, le nombre des manifestants ne cessa de grossir ; c'étaient des gens de tous âges et de toutes conditions. Évidemment, les Européens, craignant le pire, s'étaient barricadés chez eux de telle sorte que la foule présente dans les avenues et aux abords de la présidence de la République était uniquement africaine, ce qui contrastait avec l'habituel spectacle des rues de Dakar.

F. G. — Et toi, où étais-tu ?

P. F. — J'étais non loin de la manifestation, entouré d'amis sénégalais qui auraient pu répondre de moi, à l'occasion.

Vers quatorze heures, des orateurs improvisés invitaient la foule à attaquer le palais et, en quelque sorte, à renverser le gouvernement, voire le régime. La tension montait. Chacun sentait que la situation pouvait basculer très vite du côté des manifestants ou du côté du gouvernement. Les plus audacieux des protestataires commençaient à secouer les grilles de la présidence quand, après les sommations d'usage, les soldats qui se trouvaient juste derrière ces grilles tirèrent en l'air. Clameurs des manifestants : « Ne tirez pas sur vos frères, Senghor assassin, venez rejoindre votre peuple. » Aucun soldat ne bougea et la foule commença à hésiter.

À travers la foule, des bruits circulaient. Ceux qui étaient le plus éloignés du palais et qui ne pouvaient pas voir ce qui se passait crurent que les soldats avaient fait feu sur les premiers rangs. Ils étaient furieux, mais ils se sentaient désarmés. Lentement, les manifestants reculèrent et petit à petit le cortège se défit, puis se disloqua. Des scènes comparables se déroulaient dans les principaux centres urbains du pays.

F. G. - Comment expliques-tu cet échec ?

P. E - Les manifestants entendaient affirmer leur solidarité avec les étudiants, mais pas au point de risquer la mort. En outre, l'opposition à Senghor ne disposait ni d'une organisation unifiée ni d'un leader d'envergure suffisante.

Quelque temps après cette inquiétante journée, on me rapporta les propos que le Président aurait tenus devant ses proches : « On ne m'a pas informé correctement de la gravité de la situation et des risques que courait notre régime, à l'exception de Fougeyrollas qui m'avait exactement prévenu. » Phénomène assez fréquent des services de renseignements dont les informations ne remontent pas jusqu'au chef de l'État parce que son entourage se garde de lui transmettre ce qui pourrait le mécontenter. Senghor limogea, autant que je m'en souvienne, son ministre de l'Intérieur, fit relâcher les étudiants emprisonnés et annonça le retour pour la rentrée suivante de ceux et de celles qui avaient été expulsés. Par ailleurs, il fut mis fin aux contrats d'un certain nombre de coopérants. Les départements de sociologie et de psychologie furent temporairement fermés et je fus officiellement invité à enseigner la philosophie, ce qui me fit bien plaisir. Avant de partir en vacances, je fus reçu par Senghor et nous reprîmes notre dialogue culturel sans évoquer la tornade politique qui nous avait un moment séparés. Le Président fit tout de même une allusion à la répression dont divers journaux parisiens lui faisaient grief, en disant : « Je ne suis pas Mobutu. » Dont acte.

Vannée universitaire se termina par une réception à l'ambassade de Tunisie. Dans les jardins, un diplomate français en poste à Dakar qui ne m'aimait guère se planta devant moi et me dit : « Il y a des gaullistes de droite et des gaullistes de gauche. Vous, Monsieur le professeur, quelle sorte de gaulliste êtes-vous ? » Je lui répliquai, devant une dizaine de personnes ravies : « Moi, je suis un gaulliste transcendantal. Mais vous, mon cher, quelle sorte de gaulliste étiez-vous, en 1943, quand vous vous trouviez à la légation française de Sofia pour le compte du gouvernement de Vichy ? » À la rentrée de septembre 1968, je publiai, chez Denoël, tin livre intitulé : *Pour une France fédérale. Vers l'unité européenne par la révolution régionale.* J'y exposai une théorie de la nation comme produit de l'histoire moderne et une vision de la France sous l'unité politique de laquelle existaient des diversités de langues et de cultures originelles qu'il était important de connaître. Loin de souhaiter, tant soit peu, l'indépendance de la Corse, de la Bretagne, de l'Alsace ou de l'Occitanie, j'entendais éviter l'éclatement de la France grâce à une régionalisation qui attrait réduit l'omnipotence du centralisme parisien. Mon modèle, c'était la République fédérale d'Allemagne qui me semblait fournir à la modernisation un cadre plus adéquat que celui de la France marquée par son héritage monarchique et napoléonien.

F. G. - Ce fédéralisme n'était **pourtant pas dans ta tradition familiale et, pour autant que je te connaisse, dans ton style de pensée personnel.**

P. F. - J'avoue avoir effectivement subi, dans cette affaire, une influence : celle d'Yves Person, protestant breton (ce qui est exceptionnel), ancien administrateur de la France d'Outre-Mer devenu professeur d'histoire à l'Université de Dakar (ce qui est aussi assez exceptionnel). Il m'a littéralement appris que le patois périgourdin était non pas une forme abâtardie du français, mais un des dialectes de la langue d'oc et que j'étais occitan par mes origines. J'ai découvert à l'approche de la cinquantaine que l'histoire à la Lavisse telle qu'elle avait été enseignée à l'école primaire et au lycée et telle qu'elle l'était encore dissimulait les variétés ethnoculturelles qui étaient aux origines de la nation française.

F. G. - Tu voulais donc une France fédérale. Voulais-tu aussi une Europe fédérale ?

P. E - Certainement pas. Je n'imaginais même pas à l'époque les abandons de souveraineté qui ont été consentis ultérieurement. **Pour** moi, l'Europe n'était et ne pouvait être que l'Europe des nations telle que la concevait de Gaulle. À cet égard, Senghor dispensait une doctrine qui me paraissait pertinente. Il estimait que la construction d'un ensemble continental ou semi-continental devait commencer sur le plan culturel, se poursuivre sur le plan économique et s'achever sur le plan politique.

F. G. - Crois-tu que ce soit valable pour l'Europe ?

P. F. - J'incline à le penser. D'une manière générale, l'Afrique m'a inspiré des hypothèses relatives à elle, mais aussi des hypothèses relatives au monde et, plus particulièrement, à l'Europe. Au cours des vingt dernières années, des événements tragiques ont montré que les réalités ethniques n'étaient pas le propre de l'Afrique et qu'elles existaient aussi en Europe ; ils ont aussi révélé que la réalité nationale ne se réduisait pas à l'ethnie, qu'elle n'était pas une simple construction juridique et politique.

F. G. - Tu expliques bien tes convictions, encore que certaines d'entre elles puissent sembler contradictoires. J'entends bien que les contradictions sont dans les choses. Mais es-tu sûr que les régionalistes de l'Hexagone voulaient comme toi renforcer la France en la faisant fédérale ?

P. F. - Après ma rencontre, durant l'été 1968, avec des militants de l'Occitanie, j'étais même sûr du contraire. Ce dont ils rêvaient, c'était d'un État occitan ou de libres communes occitanes n'ayant plus de liens administratifs avec Paris. Loin de vouloir refaire la France, ils désiraient plutôt la défaire. De plus, leur dénonciation du « colonialisme intérieur » me paraissait, à moi qui vivais au Sénégal, tellement outrée qu'elle en devenait erronée.

Détail pittoresque, des jeunes qui se réclamaient politiquement de l'Occitanie avaient badigeonné les murs d'une petite ville de Haute-Garonne d'inscriptions flamboyantes qui proclamaient : « touristes = SS ». J'en demandai raison à quelques-uns d'entre eux que l'on m'avait fait rencontrer. Ils dénonçaient ce qu'ils appelaient le *colonialisme culturel* des gens de Paris et du nord de la France. Et je ne suis pas certain que mes critiques et mes reproches les aient fait changer d'opinion.

F. G. - Regrettais-tu *ta France fédérale ?*

R E - Non, je restais et je reste aujourd'hui en accord avec ma présentation des anciennes ethnies au-dessus desquelles et partiellement contre lesquelles s'est constituée la nation française. De Gaulle n'a-t-il pas écrit : « La France fut faite à coups d'épée » ? Mais, après les avoir rencontrés, je déplorai que ces régionalistes qui étaient en fait des autonomistes ou des indépendantistes plus ou moins avoués ne tiennent pas compte de certaines réalités majeures de notre temps. Il est vrai qu'aujourd'hui ces problèmes resurgissent en France et ailleurs.

13. L'Institut fondamental d'Afrique noire

FRANÇOIS GEORGE - Après les orages de 1968, combien de temps es-tu resté à Dakar ?

PIERRE FOUGEYROLLAS - J'y suis resté trois ans, très exactement jusqu'en juillet 1971.

En octobre 1968, j'ai été nommé par le gouvernement sénégalais directeur de l'Institut fondamental d'Afrique noire, le précédent directeur étant revenu définitivement en France. Cet institut était un centre de recherches pluridisciplinaires qui allaient des sciences biologiques à la préhistoire et de la géologie aux sciences humaines et sociales. Il avait été créé, à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, sous le nom d'« Institut français d'Afrique noire », et c'est seulement au lendemain de l'indépendance de la République du Sénégal que l'adjectif « français » avait été remplacé par l'adjectif « fondamental » afin de conserver le sigle.

Fondé avant l'Université de Dakar, l'IFAN avait des filiales dans les territoires de l'Afrique occidentale française. Quand j'en ai reçu la direction, les filiales avaient pris depuis plusieurs années leur indépendance, et l'IFAN était un institut de l'Université de Dakar qui comprenait une trentaine de chercheurs dont une proportion importante de Français. **Il** avait une bonne réputation internationale, et ses chercheurs collaboraient avec des chercheurs d'Europe et d'Amérique parmi lesquels certains venaient en visite de travail au Sénégal.

F. G. - **Quel rôle as-tu joué à la tête de cette vénérable institution ?**

P. F. - J'ai d'abord transformé mon Institut d'études psychosociales en un département de l'IFAN et j'ai abandonné le CESTI à la direction duquel m'a succédé Georges Galipeau. Ensuite, j'ai remplacé des chercheurs français de l'IFAN, en fin de contrat, par des chercheurs africains, le plus souvent sénégalais. Dans ce contexte, j'ai commencé à féminiser le personnel de la recherche qui, avant mon arrivée, était presque exclusivement masculin.

Ces changements suscitèrent des mécontentements parmi les Français de Dakar et aussi chez les plus anciens chercheurs de l'IFAN. Au cours des tumultes de l'année précédente, l'institut n'avait pas été épargné. Une assemblée des chercheurs s'y était spontanément constituée et avait lancé diverses motions proposant une orientation à l'ensemble de l'Université. Au lieu de diriger l'IFAN en consultant les chefs de départements, je pris en quelque sorte le train en marche en réunissant fréquemment l'assemblée des chercheurs pour lui demander son appui qui ne m'a d'ailleurs jamais manqué.

Une fois les décisions prises, ma principale activité consistait à mettre en œuvre les grands projets que m'avaient légués mes prédécesseurs. Il fallait notamment réaliser un grand atlas de l'Ouest africain, achever la rédaction d'un dictionnaire peul-français et français-peul, publier la monumentale thèse d'histoire d'Yves Person sur Samory et mettre en route les enquêtes psychosociologiques qui provenaient de ma propre initiative.

Parmi les chercheurs émergeait la personnalité exceptionnelle de Cheikh Anta Diop qui était alors responsable du laboratoire de datation au carbone 14 de l'IFAN. Il avait un esprit encyclopédique qui le rendait compétent dans le domaine de la physique, dans celui de la préhistoire, dans celui de la linguistique et dans d'autres encore. Lors de la soutenance de sa thèse principale pour le doctorat d'État à la Sorbonne, il avait manifestement été victime d'une injustice de la part de son jury. L'idée maîtresse de l'ouvrage, c'était le caractère « nègre » de l'Égypte pharaonique. Compte tenu du respect et de l'admiration des anciens Grecs pour l'Égypte à laquelle ils reconnaissaient devoir une grande partie de leur héritage culturel, Cheikh

Anta accusait les Européens modernes d'avoir délibérément refusé par racisme anti-Noir de reconnaître cette source essentielle de leur culture.

F. G. - Que penses-tu de ces affirmations ?

P. F. - Après avoir visité le grand musée du Caire et avoir attentivement regardé les statues et les bustes de divers pharaons, je crois que les premiers souverains de l'Égypte étaient morphologiquement des Africains, notamment par les traits de leur visage. Par la suite, les pharaons se seraient éclaircis et seraient devenus moins africains et plus méditerranéens. À partir de là, il me semble que Cheikh Anta a eu raison de montrer ce que la Grèce et ultérieurement l'Europe devaient à l'Égypte. Malheureusement pour lui, la plupart des esprits européens n'étaient pas encore mûrs, au début des années 1960, pour accéder sereinement à cette vérité.

En 1987, Martin Bernai, un sinologue américain devenu historien, a publié un livre intitulé *Black Athena. Les racines afro-asiatiques de la civilisation classique* dans lequel, sans rendre suffisamment justice à Cheikh Anta Diop, il éclaire avec pertinence l'influence égyptienne et l'influence phénicienne sur la Grèce archaïque et dénonce la fausseté du « modèle aryen ».

F. G. - Que pensait Senghor des conceptions de Cheikh Anta Diop ?

P. E - L'un et l'autre ont développé des théories de la négritude. Mais celle de Senghor englobe les cultures de l'Afrique au sud du Sahara et la diaspora noire des Antilles et des Amériques provenant de la traite esclavagiste. Bien que Senghor se soit défendu de penser la négritude en termes raciaux, il s'intéressait par exemple aux Dravidiens de l'Inde et à tous les mélanodermes ; il s'agissait donc bien d'une négritude dans l'espace qui se conciliait, pour lui, avec son ouverture à la francophonie et même à la francité. En revanche, la négritude de Cheikh Anta Diop me paraît plutôt une négritude dans le temps qui se combine avec une forme de panafricanisme. Dans cette perspective, tout est parti de l'Égypte pharaonique. Les cultures actuelles de l'Afrique viennent de cette Égypte mère ; tout comme les cultures européennes. Sa négritude consiste par-dessus tout à revendiquer l'antériorité culturelle de l'Afrique.

Sur l'échiquier politique sénégalais, Cheikh Anta Diop appartenait à un mouvement d'opposition, de telle sorte que les deux hommes ne se rencontraient pas et probablement ne s'aimaient guère. Il reste que Cheikh Anta Diop n'était pas et ne cherchait pas à être un leader politique. Son intérêt allait avant tout à la science et à la culture. De temps en temps, je me rendais dans son laboratoire qui se trouvait sur le campus universitaire, derrière le principal immeuble de l'IFAN. Cheikh Anta m'accueillait toujours chaleureusement et nous parlions parfois longuement de l'Afrique et tout particulièrement du Sénégal dont il avait une connaissance approfondie. Ni lui ni moi, nous ne pouvions alors imaginer qu'à la fin du XX[e] siècle, l'IFAN s'appellerait l'IFAN-Chei-kh Anta Diop, et l'Université de Dakar, Université Cheikh Anta Diop.

E G. - **Que s'est-il donc passé ?**

R F. - Sur le plan international, la renommée de Cheikh Anta a traversé l'océan Atlantique. La communauté afro-américaine des États-Unis s'est emparée de son œuvre et en a fait son credo, si jbse m'exprimer ainsi. Dans plusieurs villes des Antilles, il existe maintenant des places et des

avenues Cheikh Anta Diop. Sur le plan sénégalais, c'est principalement le mouvement des étudiants qui a poussé le Président Abdou Diouf et son gouvernement à donner son nom à l'IFAN et à l'Université. En somme, Senghor était très marqué par sa culture gréco-latine dont il avait reçu les bases dans les établissements catholiques tenus par des prêtres français au Sénégal. Tout en se réclamant de la négritude qu'il définissait comme « l'ensemble des valeurs du monde noir », il intégrait cette négritude dans son projet de « civilisation de l'universel ». À l'opposé, Cheikh Anta Diop intégrait, à la limite, les cultures africaines et européennes d'aujourd'hui dans une culture mère d'essence « nègre ». Entre l'humanisme senghorien et le nationalisme culturel diopien, c'est ce dernier qui l'a emporté, du moins dans la conjoncture intellectuelle d'aujourd'hui. Quant à moi, je réfléchissais aux problèmes posés par cette opposition et je l'intégrais à mon enseignement de la philosophie.

F. G. - Quelle sorte de philosophie enseignais-tu ?

P. E - Je m'appuyais sur l'histoire de la philosophie pour donner à mes étudiants les éléments de base d'une culture philosophique.

F. G. - Cette histoire de la philosophie allait probablement de l'Antiquité grecque à la pensée européenne moderne.

P. F. - Bien sûr, mais avec des ouvertures sur les religions traditionnelles de l'Afrique dont je présentais les contenus comme un héritage qu'il fallait sauvegarder. Bref, je situais la philosophie des anciens Grecs et des Européens modernes dans le contexte plus vaste de la *pensée* qui avait inspiré les religions et la création artistique non réductibles à la philosophie *stricto sensu.* Je faisais enfin un sort au marxisme et à la psychanalyse devenus les pensées dominantes de l'Occident de cette période.

E G. - Parlais-tu aussi du structuralisme ?

P. F. - Non, car je n'en percevais pas encore la montée en puissance. C'est seulement à mon retour à Paris, en **1971,** que j'ai découvert ce phénomène intellectuel et que j'en ai entrepris une approche critique. Pourtant, des analystes lacaniens existaient alors à Dakar, mais je n'avais pas décelé la signification de leurs propos. Certains d'entre eux scrutaient des patients d'Henri Collomb et concluaient à la présence de l'Œdipe dans leur inconscient. Je leur faisais remarquer que tous ces patients étaient de religion musulmane, ce qui expliquait assez bien la présence de l'Œdipe en eux et que ce qui aurait été plus intéressant aurait consisté dans un examen de l'héritage religieux traditionnel pour savoir s'il impliquait ou n'impliquait pas l'Œdipe.

En fait, ma pensée était beaucoup trop occupée et préoccupée par l'Afrique pour que je sois suffisamment intéressé par ce qui se passait dans le microcosme parisien. Comme je te l'ai déjà dit, l'IFAN recevait des chercheurs venus de différents pays du monde et il me fallait, avec l'aide de mes collaborateurs, organiser leurs séjours au Sénégal. Accueillant, un jour, un groupe de chercheurs tchécoslovaques, je constatais qu'ils appartenaient à un centre d'études orientales. Je leur fis remarquer qu'à Dakar la pointe des Almadies constituait la presqu'île la plus occidentale de tout l'Ancien Monde. Il est vrai que l'opposition de l'Occident et de l'Orient telle que la concevait, par exemple, Goethe, relève non pas de la géographie physique, mais de l'anthropologie culturelle. Cela

veut dire que tout ce qui n'a pas été directement marqué par l'hellénisme, Rome et le christianisme, comme aurait dit Valéry, peut être qualifié d'oriental, de la Chine au Sénégal ; ce qui montre la relativité et la subjectivité de la notion d'Orient.

Une autre fois, je reçus la visite d'un anthropologue polonais qui me fit part de son souhait d'aller étudier sur place quelques villages diola de Casamance. Je mis une Land Rover et un chauffeur à sa disposition. Je précise, pour des raisons qui apparaîtront dans quelques instants, que le chauffeur était un Wolof non habitué aux mœurs et coutumes des Diola. Leur voyage se déroula sans incident de Dakar à Ziguinchor. Ensuite, ils prirent la route d'Oussouye. Non loin de cette localité, l'anthropologue polonais fit arrêter le véhicule. Il en sortit et entra dans un bosquet pour soulager sa vessie. Quand il voulut rejoindre la Land Rover, il fut entouré par des paysans diola dont certains portaient des machettes et qui tous poussaient des cris hostiles. L'un des paysans qui parlait français expliqua que le bois dans lequel était entré le Polonais était un bois sacré et qu'il avait été souillé par son acte. L'anthropologue, comprenant qu'il s'était mis dans une situation fâcheuse, présenta des excuses.

Cela ne suffit pas, lui fut-il répondu. Nous avons droit à réparation. Et on lui précisa qu'il devait payer le prix d'une vache pour qu'elle soit ensuite immolée afin d'apaiser la colère des ancêtres. Bien entendu, le Polonais n'avait pas une telle somme sur lui et il déclara aux paysans qu'il ne pouvait pas payer le prix d'une vache. Après un certain temps de palabres, les Diola acceptèrent de sacrifier seulement une brebis. Mais là encore, le prix était trop élevé pour notre anthropologue. Ce second refus détermina un nouvel accès de colère chez ses interlocuteurs. Ils l'obligèrent à abandonner la voiture et le chauffeur et à les suivre à pied jusqu'à la sous-préfecture d'Oussouye. Le sous-préfet les reçut et s'efforça d'obtenir des paysans qu'ils relâchent l'anthropologue sans rançon. Ces derniers refusèrent. Le sous-préfet me téléphona à mon bureau de l'IFAN en me demandant si mon institut ne pouvait pas payer le prix de la brebis exigé. Le secrétaire général de l'IFAN me déclara que ça lui paraissait difficile.

Je demandai au sous-préfet de bien vouloir négocier encore pour obtenir un rabais. Il me rappela une heure après pour me dire que les Diola acceptaient de sacrifier seulement une chèvre, ce qui coûtait évidemment moins cher, à condition d'en acquitter le prix immédiatement. Je lui promis de lui envoyer tin mandat télégraphique s'il voulait bien régler lui-même la « dette » aux paysans. Il le fit et le Polonais fut immédiatement libéré. Je me bornai à lui passer un savon lorsqu'il revint à Dakar. Un anthropologue doit savoir qu'il peut y avoir des bois sacrés dans une campagne où il vient pour la première fois.

F. G. - T'est-il arrivé souvent des aventures de cette sorte ?

P. E - Pas vraiment. Mais dans le protocole des obligations dues par le directeur de l'IFAN, il était indiqué qu'il devait recevoir en personne les chefs d'État en visite à Dakar si la présidence de la République décidait de leur montrer l'un des musées de l'IFAN.

F. G. - **Quels étaient ces musées ?**

P. F. - Il y en avait trois. Un musée historique et un musée de la mer dans l'île de Gorée, enfin sur le Plateau, au centre de Dakar, un très riche musée de masques, de statues et d'autres objets d'art provenant de toute l'ancienne Afrique occidentale française.

C'est ainsi que je reçus à Gorée U. Thant, Secrétaire général des Nations unies, Avec une exquise politesse, ce Birman, en charge de nombreuses affaires délicates et compliquées, me parut s'intéresser d'assez loin aux musées que je lui faisais visiter. Une autre fois, je reçus le général Gowon, Président du Nigeria et vainqueur de la guerre du Biafra. C'était un homme fort distingué dont l'uniforme et le comportement faisaient penser à un officier de tradition britannique avec son stick à la main. Il me posa d'assez nombreuses questions sur l'histoire de Gorée et les horreurs de la traite esclavagiste.

Plus tard, vint à Gorée le maréchal Mobutu à qui je montrai notre musée historique. Au mur se trouvait une grande carte du continent africain sur laquelle les pays souverains étaient coloriés en rose - à l'exception de l'Afrique du Sud qui subissait alors le régime raciste de l'apartheid - et où les pays encore colonisés étaient coloriés en noir. Mobutu s'arrêta devant cette carte et me demanda pourquoi la Côte-des-Afars-et-des-Issas (la future République de Djibouti) était de couleur noire. Je lui répondis : parce que ce pays est encore sous la domination française. Mobutu parut surpris et me demanda quelle était ma nationalité. Je lui répondis que j'étais Français et notre dialogue en resta là. Il entourait sa femme enceinte des soins les plus attentifs. Comme on dit en Périgord et ailleurs : on lui aurait donné le Bon Dieu sans confession.

Enfin, j'ai reçu, toujours à Gorée, le Grand Maître de l'Ordre de Malte que Senghor accueillait, disaient les opposants, dans l'espoir qu'il pourrait l'aider à obtenir le prix Nobel de la paix. Je me rendis à l'avance dans la chaloupe de l'IFAN sur la petite île afin de préparer l'accueil du Grand Maître. Je m'installai dans le restaurant du Chevalier de Boufflers qui devait nous accueillir après la visite des musées et des anciennes esclaveries.

Le représentant de la présidence de la République interrogeait l'hôtelier sur le menu prévu pour notre déjeuner officiel. Apprenant qu'il était prévu pour commencer des cigales, il éclata : « Quoi ? des cigales pour le Grand Maître de l'Ordre de Malte, vous n'y pensez pas ? Des langoustes, tout de suite. Sinon, ça vous coûtera cher, très cher. » L'autre s'exécuta et nous eûmes de superbes langoustes à notre déjeuner.

Le premier personnage de la suite du Grand Maître arrivé devant moi me lança : « Je suis le prince Guy de Polignac », ce qui m'agaça. Je lui répondis : « Je suis le professeur Pierre Fougeyrollas. Au fait, d'où sortent les Polignac ? » Il me répondit : « Ils sortent, comme vous dites, d'Auvergne. » À quoi j'ajoutai : « Alors, nous sommes, vous et moi, des Occitans. » Le prince en convint.

Plus amusante encore fut ma rencontre avec Guichard, le ministre français de l'Éducation nationale, qui avait demandé à visiter le siège de l'IFAN. Je ne sais quelle mouche m'ayant piqué, je décidai de le faire accueillir par le secrétaire général de l'institut. Le soir, à la réception dans les salons de la présidence de la République, on me présenta au ministre. Je crus bon de lui dire que j'étais désolé de n'avoir pu le recevoir en personne, comme il se

devait, à l'IFAN. Ce géant qui ne manquait pas d'esprit m'a toisé en me disant : « Votre désolation, Monsieur le professeur, fait peine à voir. » **Un point pour lui !**

F. G. - **J'ai appris que tu avais fait la connaissance d'Omar Diop à Dakar.**

P. E - Oui, et c'est une histoire qui a commencé dans l'amitié et qui après mon départ définitif de Dakar s'est terminée par une tragédie. Omar Diop avait été, comme tu le sais mieux que moi, une figure de la révolte étudiante de Nanterre aux côtés de Cohn-Bendit. À la suite de quoi, il avait eu maille à partir avec les autorités françaises et avait dû rejoindre le Sénégal. C'était un jeune philosophe plein de promesses que l'atmosphère de 1968 avait un peu grisé. De retour à Dakar, par la force des événements, nous nous sommes rencontrés et nous avons immédiatement sympathisé. Je me souviens d'un débat que je présidais à l'amphithéâtre de la Faculté des lettres et qui portait sur l'avenir de la philosophie. Mon ami camerounais Guillaume Bwélé faisait référence à Heidegger en opposition avec un Sénégalais qui se réclamait de Scheler. De la salle, Omar intervint avec une parfaite connaissance de ces penseurs. Il décréta que Heidegger avait été un nazi dont il était inutile de parler. Et s'adressant à ceux qui m'entouraient sur l'estrade, il déclara : « Et vous, qui êtes là, vous ne voyez pas que c'est le Blanc qui vous manipule ? » C'était faux ou, pour le moins, très exagéré, mais c'était dit avec une verve et une authenticité qui me désarmaient. Une autre fois, dans le même amphithéâtre, toujours sous ma présidence, tin Sénégalais, agrégé d'arabe, prononçait une conférence dont le but était d'exposer toutes les inventions verbales dont la langue française était redevable à la langue arabe. Après une énumération quasi interminable, l'orateur fatigué donnait des signes d'épuisement.

De la salle, toujours de la salle, Omar Diop lança : *Et le piment, le piment, le piment,* leitmotiv repris en chœur par tous ses amis qui se trouvaient dans la salle. J'eus du mal à ne pas éclater publiquement de rire. Je suis intervenu auprès de Senghor pour qu'Omar soit recruté à l'IFAN avant son retour en France pour y terminer ses études universitaires et normaliennes. Senghor, qui était un homme généreux, accepta et Omar participa aux activités de l'IFAN pendant quelques mois.

Après mon retour en France, il s'engagea dans des luttes politiques qui conduisirent à son arrestation et à son incarcération dans la prison de Gorée, transformée depuis en musée. On me signala de Dakar, en 1973, qu'il aurait été étranglé dans cette prison par un gardien. Furieux, indigné par ce crime, je réussis à faire passer non sans difficulté tin article accusateur dans le quotidien *Combat* et un autre dans l'hebdomadaire *Politique-Hebdo* dont le rédacteur en chef jugea bon de faire précéder mon « papier » par une photo de Senghor en compagnie de Pompidou, sous laquelle figurait cette légende : « Le poète assassin en compagnie de son maître. » Je ne suis pas sûr que la photo et la légende aient beaucoup éclairé les circonstances de la mort d'Omar dans sa prison. Par la suite, les autorités sénégalaises prétendirent qu'il s'agissait d'un suicide parce qu'il paraissait trop épouvantable que l'un des plus remarquables intellectuels du Sénégal ait perdu la vie au cours d'une peine qui devait s'achever moins de deux ans après. L'affaire n'est peut-être pas historiquement close et il est souhaitable qu'un jour toute la lumière soit faite.

Peu de temps après mon installation à la tête de l'IFAN, Senghor me nomma membre du Conseil économique et social du Sénégal.

F. G. - Tu n'avais pourtant pas acquis la nationalité sénégalaise.

P. E - Non, mais la Constitution autorisait la nomination d'étrangers dans cette assemblée qui était purement consultative et dont les recommandations n'étaient pas proprement politiques.

C'est ainsi que Samir Amin, professeur de sciences économiques qui était de nationalité française, fut nommé au Conseil économique et social en même temps que moi.

Senghor vint en personne nous installer et, chose plus importante, prononcer un discours qui ressemblait un peu aux discours sur l'état de l'Union des présidents américains. Il déclara notamment que l'économie du Sénégal était en train de décoller et qu'il s'emploierait à donner à cette amélioration son complément nécessaire sur le plan social. Le président du Conseil économique et social, qui était, à ce moment-là, Doudou Thiam, l'ancien ministre des Affaires étrangères, prononça à son tour un discours d'une tonalité bien différente. En substance, il se demandait si l'avion avait effectivement décollé et si le pilote ne serait pas obligé d'atterrir plus tôt et moins loin qu'il ne l'avait prévu.

Un journaliste français qui couvrait l'événement me prit à part à la sortie pour me dire : « Un dauphin nous est né. » Je ne fis pas de commentaire. Mais quand ce même journaliste vint m'interroger sur les activités de l'IFAN et ajouta, à la fin : « Après Senghor, qui ? » je lui répondis tout de go : « Après Senghor, Senghor. » Je n'avais nulle envie d'entrer dans les jeux périlleux de la politique politicienne.

F. G. - En quoi consistait ton activité au Conseil économique et social ?

P. E - Le Conseil travaillait en permanence à la préparation de rapports sur différents problèmes de société. Pour ma part, j'ai organisé avec des chercheurs de l'IFAN et des étudiants de la Faculté des lettres des enquêtes sur la condition et les aspirations des femmes sénégalaises. À partir des résultats de *ces* enquêtes, j'ai présenté au Conseil un rapport qui a été discuté et amendé avant d'être transmis au gouvernement. La discussion a parfois été vive car des membres du Conseil contestaient certaines aspirations des femmes mises en valeur par les enquêtes et heurtant leur sensibilité traditionnelle, pour ne pas dire leurs préjugés à l'égard du sexe féminin. Il était toujours possible de me renvoyer à mon identité européenne et de m'accuser de « colonialisme culturel », Mais je ne me laissais pas faire et je m'appuyais sur le témoignage de mes enquêteurs et sur ce que la science pouvait avoir d'universel.

F. G. - Y avait-il des sujets tabous ?

P. F. - Dans la société sénégalaise, et pas seulement au Conseil économique et social, il y avait un sujet tabou **par** excellence qui était celui des castes. Pour les Français ignorants dont j'étais à mon arrivée à Dakar, la question des castes renvoie à l'Inde et ne semble pas concerner le Sénégal. Dans la réalité, la société traditionnelle sénégalaise, comme les autres sociétés de l'Afrique sou-dano-sahélienne, comprend des paysans libres et une aristocratie religieuse et guerrière. En dehors de ces deux groupements, les activités artisanales et commerciales sont

assurées par des individus et des familles groupées en castes. Ainsi y a-t-il des forgerons-bijoutiers, des tisserands, des menuisiers, des cordonniers, des bouchers et des griots qui sont les chantres des familles nobles et la mémoire de ces familles et des anciens royaumes du pays. La caste se définit essentiellement par l'endogamie : un individu ne doit se marier qu'avec un individu de l'autre sexe, mais du même groupement qui est précisément la caste. Quand j'étais à Dakar, cette loi non écrite était très généralement respectée, même dans les milieux qui se réclamaient de la plus grande ouverture d'esprit.

D'une manière générale, on peut dire que l'islam a conservé les tabous de la société traditionnelle et que le christianisme s'est efforcé de les faire disparaître ou de les neutraliser. Cela dit, il serait erroné de croire que seules certaines sociétés connaissent ou ont connu l'organisation en castes. Un historien français du Moyen Âge m'a confirmé que les corporations, abolies par la Révolution française, avaient été, du point de vue de l'endogamie, fort semblables aux castes de l'Inde ou du Sénégal contemporains. Un boucher médiéval (caste inférieure) n'aurait pas pu épouser la fille d'un drapier (caste supérieure). Au Sénégal, cette question n'était jamais abordée en public ou, quand elle l'était, c'était pour justifier l'état des choses à l'aide d'arguments pseudo -biologiques prétendant que le « mélange des sangs » était dangereux pour la progéniture. En revanche, le Président Houphouët-Boigny se félicitait, en 1970, du mariage d'une jeune fille de sa famille avec un homme de caste. Sur ce point, cet homme de tradition avait une vision progressiste. Senghor l'avait probablement aussi, mais il lui aurait été très difficile d'en faire part au public sénégalais de son temps. De même, la dramatique question de l'excision, qui ne m'était pas inconnue, ne me paraissait pas pouvoir être abordée dans mon rapport au Conseil économique et social. Ne m'aurait-on pas, si je l'avais fait, reproché mon « colonialisme culturel » ? Ce sont des femmes africaines, notamment des Sénégalaises, qui, vingt ans plus tard, en ont fait leur cheval de bataille avec un succès mérité.

14. « Où va le Sénégal ? »

FRANÇOIS GEORGE - Comment se procurer aujourd'hui ton rapport sur la condition des femmes au Sénégal ?

PIERRE FOUGEYROLLAS - Sans doute peut-on le trouver dans les archives du Conseil économique et social. Mais on peut lire dans mon livre publié chez Anthropos en 1970 et intitulé Où *va le Sénégal ? Analyse spectrale d'une nation africaine* un chapitre un peu différent par la forme de ce rapport, mais issu des mêmes enquêtes psychosociologiques.

Ce nouvel ouvrage comportait trois chapitres. Le premier provenait d'enquêtes conduites dans les milieux ruraux et montrait, dans différents aspects de la vie quotidienne des interrogés, l'affrontement de l'esprit traditionnel et de l'esprit de modernisation. Le second concernait la condition féminine dont nous avons déjà parlé, et le troisième était une étude de la formation des cadres, notamment par les facultés de l'Université de Dakar.

Dans *Modernisation des hommes. L'exemple du Sénégal,* j'avais exposé l'idée selon laquelle les Africains en général, et les Sénégalais en particulier, avaient en eux tous les moyens

psychosociaux d'accéder à la modernité. Dans Où *va le Sénégal ?* soit trois ans plus tard, je montrais que la modernisation de ce pays se trouvait contrariée par la domination extérieure qui continuait, sous de nouvelles formes, à peser sur lui. Bref, il ne suffisait pas, selon moi, d'être apte au développement pour que celui-ci se produise. Encore fallait-il que des forces extérieures ne fassent pas obstacle à cette potentialité de modernisation.

F. G. - La mondialisation que nous vivons de nos jours n'entraîne-t-elle pas une modification de tes analyses de 1970 ?

P. F. - Bien sûr que si. En 1970, je liais encore le développement à quelque chose comme la révolution sociale. Le spectacle de la misère et de l'arriération technologique et économique du Sénégal, comme des autres pays africains que j'avais visités, me conduisait à m'interroger à nouveau sur la révolution prolétarienne et même sur le marxisme. Si les bourgeoisies africaines étaient trop faibles et trop asservies à des forces économiques étrangères, ne fallait-il pas attendre des masses paupérisées le mouvement révolutionnaire qui me semblait une condition *sine qua non* du décollage et, plus fondamentalement, du développement ?

Dans les trente années qui ont suivi, énormément de choses ont changé, et, à certains égards, la conjoncture mondiale a été bouleversée. L'économie étatisée a fait la preuve de ses incapacités multiples et de ses contre-performances. Après l'effondrement du système soviétique, la mondialisation ou la globalisation s'est donné libre cours. Il reste que les pays les moins avancés continuent à se trouver devant les problèmes de la modernisation ou du développement, pour désigner la même chose de deux façons. Il est désormais légitime de ne plus croire à un développement national isolé, mais il me paraît non moins légitime de considérer la situation de dépendance d'un pays comme un des obstacles à son développement.

Mon second livre consacré au Sénégal contenait un appel à l'effort collectif, aux énergies nationales en vue d'une maîtrise de leur devenir par les Sénégalais. Senghor a pu déclarer qu'il gardait mes deux essais relatifs à son pays sur sa table de chevet ; ses ministres, du moins la plupart d'entre eux, n'ont pas apprécié favorablement ma dénonciation des forces extérieures qui entravaient l'essor économique et social du pays. C'était la politique de coopération, singulièrement de la coopé ration avec l'ancienne métropole coloniale, qui leur paraissait mise en question, et d'une manière d'autant plus irritante qu'elle provenait d'un ressortissant français. Je n'en avais pas encore conscience, mais les jours de ma présence à Dakar étaient désormais comptés.

En attendant cette échéance encore incertaine, je participais aux réunions de la Commission nationale pour la réforme de l'Université de Dakar que le gouvernement avait instituée à la rentrée d'octobre 1968. Elle était composée des ministres de l'éducation nationale, de la culture, de la jeunesse et des sports ou de leurs représentants, de professeurs des diverses facultés dont je faisais partie, enfin, des représentants des organisations étudiantes qui constituaient l'élément nouveau de cette commission.

Entre les délégués étudiants et les ministres, la tension était parfois vive, car les affrontements qui avaient eu lieu sur le campus n'étaient pas oubliés. Parmi leurs revendications culturelles,

les étudiants étaient très attachés à l'introduction des langues africaines à tous les niveaux de renseignement, y compris de renseignement supérieur. Comme j'appuyais cette proposition qui reprenait d'ailleurs le thème d'interventions faites antérieurement à Radio-Sénégal, le ministre de la Culture me dit ironiquement : « Vous souhaitez probablement que l'on traduise *Le Capital* en lingala. » Je lui rétorquai : « Je ne vois pas pourquoi les Universités du Congo et du Zaïre n'encourageraient pas une telle traduction pour les locuteurs du lingala ainsi que la traduction de bien d'autres ouvrages classiques. » Sur ce point et sur d'autres, une sorte d'alliance s'établit entre les représentants du mouvement étudiant, quelques professeurs africains et moi. Le recteur, qui sera d'ailleurs le dernier recteur français de Dakar comme je serai le dernier directeur français de l'IFAN, semblait redouter toute innovation et s'efforçait d'esquiver la plupart des propositions estudiantines. Cette commission tripartite déclencherait-elle un ensemble de réformes destinées à adapter l'Université de Dakar aux besoins et aux exigences de l'Afrique et des Africains ou serait-elle un forum servant d'exutoire à des aspirations que les pouvoirs publics sénégalais et français ne pouvaient ni ne voulaient satisfaire ? Telle était bien la question.

F. G. - Finalement, quel a été le rôle de cette commission ?

P. E - Un rôle d'exutoire, tout au plus, car les décisions concernant la structure et l'avenir de l'Université de Dakar ont été prises, après comme avant 1968, par ce que l'on appelait « la Grande Commission », composée de hauts fonctionnaires français et sénégalais et présidée le plus souvent par des ministres de l'un et de l'autre pays. Néanmoins, la Commission pour la réforme, même si elle n'a pas mis en œuvre les mesures qui auraient dû être son objectif, a permis à des administrateurs, des professeurs et des étudiants de se rencontrer et de se connaître. Les ministres d'hier ont parfois mis le pied à l'étrier à des ministres d'aujourd'hui.

Dans le cadre de cette commission, j'élaborai et je présentai le projet d'une nouvelle Université de Dakar. Je conservais, à peu de chose près, la division en facultés, en proposant tout de même une Faculté de philosophie ouverte sur les autres établissements universitaires et en rattachant la sociologie à la Faculté de droit et de sciences économiques.

C'est essentiellement sur les contenus de l'enseignement et de la recherche que je souhaitais qu'interviennent les plus grands changements. Ainsi l'histoire et la géographie me paraissaient devoir être réorientées dans une perspective africaine. Je voulais aussi que la linguistique soit beaucoup plus développée qu'elle ne l'était et que les langues africaines soient étudiées en priorité. Il en aurait été de même de l'étude des cultures. En évitant tout repli appauvrissant sur les seules cultures de l'Afrique, je pensais qu'elles devaient constituer le premier objet de recherche et d'enseignement dans le cadre d'une prise en considération de toutes les cultures de l'humanité.

En ce qui concerne les études juridiques, je proposais une démarche analogue qui fasse enfin la part belle au droit coutumier et aux législations traditionnelles des pays africains. Je souhaitais aussi que la science politique éclaire la nature et le fonctionnement des royaumes et des empires de l'Afrique antérieure à la colonisation. Je n'oubliais pas non plus de suggérer que la Faculté de médecine et de pharmacie s'occupe des pharmacopées et des thérapeutiques traditionnelles. Même le département

de mathématiques de la nouvelle Faculté des sciences devrait étudier la numération par cinq telle que la pratiquaient journellement les paysannes vendant leurs produits sur les marchés dakarois.

F. G. - Quelles furent les réactions à cet ambitieux projet ?

P. E - Senghor me fit part de sa satisfaction. Cependant, je savais qu'il devrait tenir compte de projets éventuellement présentés par d'autres. Afin d'arbitrer entre les uns et les autres comme le voulait sa fonction. Un ancien collègue qui exerçait alors ses fonctions dans un ministère parisien fit un saut à Dakar et, après lecture de mon projet, ne me cacha pas que la question importante n'était pas là. « Pour nous, me dit-il, ce qui compte, c'est d'assurer la rentrée. »

Au fond, mon projet était l'expression d'un rêve, le rêve de l'Université africaine idéale. Je l'exposai devant la Commission de la réforme. Dans la discussion, il y eut bien quelques escarmouches, mais je sentis, dès ce moment-là, que les hauts fonctionnaires, les étudiants et mes collègues m'avaient écouté plus par courtoisie que par intérêt.

F. G. - Pendant tes dix ans de présence et d'activité à Dakar, as-tu visité d'autres pays africains ?

P. F. - Je me suis rendu plusieurs fois en Mauritanie, au Mali, au Niger, en Côte-d'Ivoire, au Togo, au Dahomey (futur Bénin), au Nigeria et au Cameroun.

Après avoir présidé aux examens du baccalauréat à Nouakchott, j'ai été conduit en Land Rover à Atar, la première oasis saharienne quand on vient du sud de la Mauritanie. Le voyage s'accompagnait de tout un cérémonial de sécurité. La gendarmerie de Nouakchott annonçait à un poste situé à mi-chemin l'heure de notre départ. De même, le poste à mi-chemin prévenait de notre passage la gendarmerie d'Atar.

F. G. - Pourquoi ces précautions ?

P. F. - Pour pouvoir, en cas de panne, nous porter secours. Car dans le désert la déshydratation va très vite et la mort aussi. Je dois dire que la forêt africaine ne m'a jamais effrayé. En revanche, l'immensité désertique comme l'immensité marine me remplit d'effroi et sans doute d'une angoisse irraisonnée.

Bien que j'aie bu passablement d'eau minérale au cours du voyage, j'arrivai très assoiffé à Atar. Je le dis au responsable du gîte qui nous accueille. Il me répond : « Patron, je vais t'apporter de l'eau fraîche dans ta chambre. Surtout, ne bois pas l'eau du robinet. » je m'installe dans ma chambre et j'attends l'eau promise durant des minutes qui me semblent des heures. N'y tenant plus, j'ouvre le robinet et je m’offre un verre d'eau tiède. Peu de temps après, le responsable du gîte survient et m'apporte une bouteille d'Évian presque glacée. Avant que je boive ce délice, le responsable me regarde d'un air sévère et me dit : « Patron, tu as bu. » Je reconnais ma faute, après quoi il m'entraîne sur le toit en terrasse qui est au-dessus des chambres. Je peux voir la citerne qui fournit l'eau aux robinets, je peux voir aussi un rat mort à la surface de cette eau. En Afrique et peut-être ailleurs, l'impatience est mauvaise conseillère.

Vers 1969, je suis invité à l'Université d'Ibadan, au Nigeria, par le professeur Lambo, neuropsychiatre de grand renom dont j'avais fait la connaissance par Collomb à Dakar. Il était entendu que Lambo viendrait me chercher à l'aéroport de Lagos pour me conduire en voiture à Ibadan. Après deux heures d'attente vaine dans le hall de l'aéroport, je demandai à un chauffeur de taxi de me conduire à la gare routière dont je connaissais l'existence et qui se trouvait non loin de l'aéroport. Une fois arrivé, j'avisais un autocar qui portait sur ses flancs l'inscription Lagos-Ibadan. Je montai dans ce véhicule déjà presque plein de voyageurs et je cherchai une place vers l'arrière. On ne me laissa pas faire et deux hommes m'installèrent d'autorité sur une place à côté du chauffeur qui était en somme une place d'honneur. Confus mais ravi, je m'installai non sans avoir plusieurs fois vivement remercié mes bienfaiteurs. Lorsque le car fut sorti de l'immense agglomération de Lagos et que nous roulâmes sur une route de campagne entre des arbres gigantesques, une voiture nous dépassa et contraignit le chauffeur à s'arrêter.

De la voiture sort le professeur Lambo qui avec de grands signes m'invite à le rejoindre. Une fois installés dans sa limousine, Lambo crie : « Ah ! ces Français, ces Français ! » Il me dit qu'avec le chauffeur de taxi j'ai couru de grands risques. Voyant que j'étais seul et que je ne connaissais pas le pays, il aurait pu me conduire dans un terrain vague et me détrousser ou pire. J'aurais dû attendre encore plus longtemps et je n'aurais pas couru ces risques. Encore un mauvais tour de l'impatience.

F. G. - **Tout** ça **fait roman d'aventures. Mais** ne m'as-tu pas **dit que tu avais rencontré d'autres chefs d'État que Senghor ?**

P. F. - C'est exact. J'ai été reçu, en 1969, par Félix Houphouët-Boigny, Président de la Côte-d'Ivoire, et, l'année suivante, par Ahmadou Ahidjo, Président du Cameroun.

Je me suis rendu plusieurs fois à Abidjan pour y donner un enseignement d'un mois en sociologie parce que l'Université d'Abidjan était plus récente et moins complète que celle de Dakar. À l'occasion de l'un de ces voyages, Senghor me confia un pli cacheté à l'intention d'Houphouët. Je fis donc porter ce pli à la présidence ivoirienne et je reçus très vite une invitation à venir dans le palais dont je ne connaissais que les extérieurs. L'intérieur était somptueux. Le décor et l'ameublement de style africain étaient d'un goût raffiné.

Le Président me dit qu'il était heureux de me connaître.

Je me permis de lui dire que nous nous étions déjà rencontrés. « Oû ? me dit-il.

- À Paris, dans le bureau de Maurice Thorez.

- Ah ! reprit Houphouët, rien de grand dans notre siècle ne s'est fait sans une certaine relation au communisme. » Puis il m'a posé des questions sur le Sénégal, sur l'Université et les étudiants. Manifestement, il était très attentif à la formation des cadres en Afrique et il attendait beaucoup des universités. Enfin, brusquement, il me lança : « Je vais vous donner un scoop. Ce soir, mon gouvernement reconnaîtra l'État du Biafra. » Je le remerciai de la faveur qu'il m'accordait et je pris congé. Finalement, je l'avais trouvé tout à fait conforme à son image de « Vieux Sage de l'Afrique ».

La rencontre avec Ahidjo fut bien différente. Guillaume Bwélé, qui dirigeait en ce temps-là le département de philosophie de l'Université de Yaoundé, m'a plusieurs fois invité à donner, pendant un mois, un cours de sociologie à ses étudiants. Mais après les événements de 1968 et en raison de la part que j'y aurais prise, Bwélé se heurta pour me faire revenir à des difficultés du côté du ministère camerounais de l'Éducation nationale et du côté de l'ambassade de France à Yaoundé.

Finalement, en 1970, il réussit à me faire inviter à nouveau. Senghor à qui j'avais raconté toute l'affaire me donna une lettre de recommandation pour le Président Ahidjo.

Dès mon arrivée à Yaoundé, je fis porter ce talisman à la présidence de la République. Peu de temps après, je reçus une invitation d'Ahidjo à lui rendre visite. Au jour dit, à l'heure dite, je me fis conduire au palais qui était l'ancienne habitation des résidents généraux français du Cameroun. L'allée qui donnait accès à l'entrée principale de l'édifice était interdite aux véhicules et aux piétons. On racontait que par deux fois des gens qui n'avaient pas respecté cette interdiction avaient essuyé des tirs d'armes à feu.

J'entrai donc par une porte latérale et je dus montrer ma lettre d'invitation officielle pour franchir un premier cercle composé de policiers en uniforme. Ensuite, je montai au premier étage où m'attendaient des soldats armés qui me firent subir une fouille au corps. Allant vers le centre du palais, je traversai le troisième cercle de sécurité composé de Peuls qui constituaient la garde rapprochée du chef de l'État. Enfin, je fus introduit dans le cabinet présidentiel qui était plongé dans la pénombre.

Ahidjo m'accueillit avec une courtoisie que je trouvai tin peu glacée. Il me posa des questions sur le poste de Premier ministre qui avait été créé assez récemment au Sénégal. Je lui répondis de mon mieux, mais l'atmosphère me paraissait toujours aussi froide, si j’ose ainsi m'exprimer. Je profitai d'un instant de silence pour offrir au Président le premier tome du dictionnaire peul-français que les linguistes de l'IFAN venaient de terminer. Alors le visage d'Ahidjo s'éclaira et, en me remerciant, il eut tin sourire de contentement. Je me souviendrai toujours de cet homme secret, portant comme une sorte de défaut de sa cuirasse son appartenance ethnique qui le rendait, au moins en apparence, plus accessible et finalement plus humain.

Le lendemain, *La Presse du Cameroun* publiait mon nom parmi ceux des personnes auxquelles le chef de l'État avait accordé audience. Je reçus presque aussitôt une invitation de l'ambassadeur français et une autre du ministre camerounais de l'Éducation nationale. Dois-je préciser que mon emploi du temps était tellement chargé que je n'ai pu me rendre à ces invitations ?

F. G. - Tu me parais avoir un faible pour le Cameroun.

P. F. - Comment ne pas être sensible aux prodigieuses beautés de la nature camerounaise ! À l'entrée du pays, se trouve le mont Cameroun avec ses quatre mille mètres de hauteur, d'autant plus impressionnants qu'ils se dressent tout près du littoral atlantique. Il est vrai que son sommet est le plus souvent caché par les nuages. Il faut que soit tombée l'une de ces

pluies tropicales qui purifient le ciel pour que, à la réapparition du soleil, le haut du volcan se montre dans cette majesté qui l'a fait nommer par le Carthaginois Hannon *le char des dieux.*

Je me souviens de la traversée de Nkongsamba et d'un bref séjour dans le pays bamiléké ou le moindre pouce de terrain est cultivé, même les petits talus qui bordent les routes. Puis j'ai atteint, en compagnie de mon ami Pierre Lachaud, le pays bamoun où la forêt cède la place à la savane. À Foumban, nous avons visité le vieux palais des sultans Ndjoya qui est devenu un musée. Sur un mur de la grande salle de réception, nous avons pu admirer une grande photo du sultan du début du XXe siècle en uniforme blanc de cuirassier prussien, la tête coiffée d'un casque blanc surmonté d'un aigle en argent. Durant le temps de la colonisation allemande, Guillaume II avait reçu à Berlin le sultan des Bamoun et l'avait nommé colonel d'honneur de la garde impériale. Pendant la période coloniale française, la photo n'était plus visible. À l'indépendance, elle réapparut. Il est vrai que le Cameroun n'avait pas été *stricto sensu* une colonie de la France ni même un protectorat, mais seulement un mandat de la SDN, puis de l'ONU. Le jour où fut proclamée la fin de ce mandat, l'un des deux princes dont les familles avaient jadis régné sur Douala, un Doula-Bell ou tin Diké-Akwa, fit spectaculairement son entrée à cheval dans le hall du plus grand hôtel de la ville en lançant comme un ordre : « Ce soir, champagne pour mon cheval ! »

En 1918, les Français et les Anglais victorieux se partagèrent le Cameroun allemand. Les Français obtinrent la majeure partie du territoire et les Anglais la région occidentale, voisine du Nigeria et particulièrement fertile. Sur le littoral de cette région se trouve la ville de Victoria (actuellement Limbé) dont, à l'époque allemande, le gouverneur von Puttkamer avait fait son lieu de résidence favori. Il écrivait à des parents demeurés en Prusse orientale qu'il y avait là le plus beau paysage du monde. Comparé aux côtes sablonneuses de la mer Baltique, le littoral rocheux et boisé de Victoria produit sans doute des impressions plus vives. Puttkamer était donc prédestiné à succomber au spectacle naturel camerounais.

Connaissant le texte de la lettre en question, j'ai voulu juger sur place de ce qu'il en était de ce paysage. De Victoria, on peut regarder les pentes du mont Cameroun mieux que de Douala, parce que l'on s'en trouve plus près. Elles paraissent plus couvertes d'arbres tropicaux, du moins jusqu'à une certaine altitude. En face, c'est l'océan et, assez proche pour être aperçu, le volcan jumeau du mont Cameroun, le pic Santa-Isabel dominant l'île de Bioko qui portait alors le nom de Fernando Poo. Comment ne pas succomber à l'impression de grandeur infinie, bref de sublimité de cette nature aux couleurs étincelantes et aux formes enchanteresses ! Il me semblait que là plus qu'ailleurs j'entendais comme la respiration du cosmos et que je sentais de mystérieux rythmes telluriques. L'imagination aidant, le temps s'arrêtait et il ne restait plus que ce paysage dans lequel on ne pouvait que se fondre et, en un sens, se dissoudre.

F. G. - Tu conçois **donc la civilisation africaine comme une civilisation de la nature ?**

P. F. - Je me méfie à tel point de l'opposition de Vierkandt que je la récuse complètement. Disons plutôt que le sentiment de la nature est une composante de toute culture et que l'Occident, à travers une prédominance excessive de ses villes, a laissé dans l'ombre le sens

cosmique. C'est pourquoi on le retrouve plus aisément à la campagne que dans les villes et dans les cultures non occidentales que dans celles de l'Occident.

Cela dit, reconnaissons que certains lieux, en raison même de leur beauté, prédisposent plus que d'autres à éprouver ce sentiment de la nature qui est une expression un peu littéraire du sens cosmique, sens abyssal par excellence. La civilisation africaine, sous ses diverses formes ethniques, réside dans une relation singulière entre la nature, en l'occurrence tropicale ou équatoriale, et la culture comme participation aux générations successives et au grand Tout cosmique. Bien entendu, cette singularité est plus facile à évoquer qu'à définir. Mais faut-il pour penser toujours définir ?

15. Rupture et départ

FRANÇOIS GEORGE - Comment s'est terminée ta décennie africaine ?

PIERRE FOUGEYROLLAS - Elle s'est terminée par ma rupture avec le gouvernement sénégalais et avec Senghor lui-même, enfin par mon retour définitif en France.

En novembre 1970, Senghor m'apprit que Pompidou, son ancien condisciple du lycée Louis-le-Grand à Paris, viendrait officiellement à Dakar au début du mois de février prochain. Il souhaitait lui faire visiter le musée des Arts africains qui était l'un des trois musées appartenant à l'IFAN. Le Président savait qu'il avait besoin d'une rénovation. Il octroya à l'IFAN quelques crédits supplémentaires et me donna carte blanche pour mener à bien cette opération.

Ce musée, créé et organisé à l'époque des gouverneurs généraux de l'Afrique occidentale française, possédait une très riche collection de masques, de statuettes et d'autres objets provenant de toute l'AOF ainsi que du Cameroun. À côté de chaque objet figurait une notice indiquant non seulement son pays et son ethnie d'origine, mais aussi sa fonction dans une pratique religieuse ou une pratique laborieuse déterminée. Bref, le souci pédagogique l'avait emporté sur l'intérêt esthétique.

Je fis mettre en réserve d'assez nombreux masques pour en finir avec l'entassement qui résultait de l'ancienne organisation. Je fis remplacer les notices explicatives par la simple indication du pays et de l'ethnie dont provenait l'objet exposé. Enfin, je fis éclairer par des spots les œuvres les plus significatives et les plus belles, tout cela sur fond de murs uniformément blancs. Une fois le travail accompli grâce à la compétence et à la diligence des chercheurs et des employés de l'IFAN, j'en informai le Président qui me fit part de son désir de visiter les lieux avant la réception de Pompidou. Je le conduisis de salle en salle et il me manifesta à plusieurs reprises sa satisfaction. À la fin, il me dit : « Cette rénovation, c'est petit-être ce que vous avez fait de mieux pour le Sénégal. » Ce compliment me fut tin peu désagréable, car, enfin, ce que j'avais fait de mieux pour ce pays, n'était-ce pas mon enseignement et la part que j'avais prise à la formation de ses futurs cadres ? Senghor m'indiqua ensuite que je devrais prononcer un discours de bienvenue lors de l'arrivée du Président français au musée de l'IFAN et que, selon le service du protocole, ce discours ne devrait pas dépasser sept minutes. J'acceptai en précisant que je lui soumettrai mon texte. Il me répondit : « N'en faites rien. Dites ce que vous

avez envie de dire. Je vous fais confiance. » Le 6 février 1971, j'accueillis sur le perron du musée les Présidents français et sénégalais et leurs épouses, accompagnés de plusieurs ministres des deux pays. Une fois dans le hall de l'édifice, je prononçai mon allocution qui était radiodiffusée en direct et qui dura effectivement sept minutes. Je rappelai que les masques et les statuettes, avant d'être des objets de musée, avaient été les instruments de cultes traditionnels se trouvant au cœur de l'héritage culturel africain d'aujourd'hui. Je glorifiai ces masques à travers lesquels les Dogon, les Bamana, les Sénoufo, les Baoulé, les Dan, les Toma, les Bamiléké, les Bamoun et d'autres encore s'étaient admirablement et irremplaçablement dits. Enfin, je suggérai que l'Afrique n'avait eu recours à aucune aide étrangère pour engendrer sa propre civilisation. Après un instant de silence, Senghor donna le signal des applaudissements qui furent minces tant la plupart de mes auditeurs avaient été surpris par la teneur de mes propos. Se tournant vers Pompidou, Senghor lui dit : « Voilà le discours dont j'ai voulu te faire la surprise. » Le Président français, essoufflé par la chaleur tropicale, lui répondit : « Ah ! Pour une surprise, c'est une surprise. »

Le soir, grande réception à la Présidence de la République où j'apprends que mon laïus a beaucoup déplu à Pompidou et aux gens de sa suite. En revanche, dans les jours qui suivirent, je reçus pas mal de lettres de Sénégalais qui me félicitaient et qui me remerciaient pour mon allocution. C'était aisément compréhensible si l'on sait que la visite d'État du Président français a été accompagnée d'émissions radiophoniques et d'articles de journaux célébrant *trois siècles d'amitié franco-sénégalaise,* en oubliant que, dans ce soi-disant couple d'amis, l'un était le colonisateur et l'autre le colonisé.

Reçu par Senghor une quinzaine de jours après, je lui dis avec une certaine hypocrisie : « J'espère que le Président Pompidou n'a pas considéré mon allocution de bienvenue comme une agression. » Senghor m'interrompit : « C'était pourtant une agression. »

E G. - Que pensait vraiment Senghor de ton algarade ?

P. F. - Peut-être n'avait-il pas prévu que je serais aussi provocateur face à Pompidou. Peut-être, comme me l'ont assuré des Sénégalais proches de lui, était-il satisfait de m'avoir laissé dire certaines choses.

On ne parlait pas encore du « politiquement correct », mais c'était déjà de cela qu'il s'agissait. J'avais violé ce tabou, ce que, en tout état de cause, un dirigeant politique ne pouvait pas faire dans une cérémonie comme celle que je viens d'évoquer.

Au cours de mes dix ans d'Afrique, j'ai assisté à bien des cérémonies franco-sénégalaises ou, plus généralement, afro-européennes. Invariablement, les responsables européens ou nord-américains parlaient d'« aide » et les responsables africains de « coopération ». Cette différence de vocabulaire montrait parfaitement qu'après l'accession des pays africains à l'indépendance, leurs rapports avec les puissances industrielles demeuraient des rapports de force.

Pendant ces dix ans, bien des choses ont changé. À mon arrivée à Dakar, la majorité de la population entretenait les plus grands espoirs relativement à ce que l'on appelait le

« développement ». Devenus libres, les Sénégalais et les autres Africains pourraient, pensait-on, donner le meilleur d'eux-mêmes et commencer à rattraper les pays développés.

E G. - N'y avait-il pas beaucoup d'illusions dans cet état d'esprit ?

P. F. - Sans doute. Il n'en est pas moins vrai que les espoirs même assortis d'illusions qui ont suivi la proclamation de l'indépendance ont marqué une courte période de deux à trois ans et lui ont donné la coloration d'un printemps historique. Certes, les gouvernants parlaient des difficultés qu'il faudrait vaincre et des obstacles qu'il faudrait surmonter. Mais, dans les populations, les espoirs étaient plus forts que la prise de conscience des difficultés et des obstacles.

L'assassinat de Sylvanus Olympio au Togo en 1963, et le renversement de Kwamé Nkrumah, le Président du Ghana, en 1966, dissipèrent une partie des illusions, d'autant plus que ce dernier n'était pas seulement un chef d'État, mais aussi et surtout le leader d'un panafricanisme selon lequel l'Afrique unifiée sous un seul pouvoir pourrait avancer efficacement sur la voie du développement et pourrait bientôt rattraper les pays industriels. En fait, ces deux coups d'État, qui seront suivis de bien d'autres et de terribles guerres civiles, révélaient la faiblesse des institutions étatiques de la nouvelle Afrique. Comprenant que les États africains étaient fragiles et constatant les fréquentes interventions étrangères dans leur politique intérieure, de nombreux Sénégalais et, plus généralement, de nombreux Africains perdirent progressivement les illusions et l'optimisme du début des années 1960.

E G. - La révolte étudiante de Dakar provenait-elle de ce changement dans l'opinion publique ?

P. F. - En réalité, les étudiants constituaient un milieu particulier qui ne vibrait pas toujours en consonance avec le reste du pays.

Mais, en 1968, les désillusions de la plupart des Sénégalais ont fait que la révolte étudiante a trouvé de larges échos dans toute la société.

F. G. - Revenons-en à 1971. Ton bon maître Jean Stoetzel était-il au courant de la détérioration de tes relations avec Senghor ?

P. E - Oui, il était informé de l'évolution de ma situation par mes lettres et peut-être aussi par d'autres sources. C'est d'ailleurs pourquoi il me fit une étrange proposition.

Il existait à Vienne, depuis 1963, sous l'égide de l'UNESCO et du gouvernement autrichien, un *Centre européen de coordination, de recherche et de documentation en sciences sociales* dont la finalité était l'établissement et le développement de relations culturelles entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est. Le Centre avait pour président le professeur polonais Adam Schaff que j'avais naguère rencontré dans je ne sais plus quel colloque, et Stoetzel, qui présidait à Paris le Conseil international des sciences sociales, y faisait la pluie et le beau temps.

Il se trouva qu'au début de **1971,** le poste de directeur dudit centre était vacant. Stoetzel me propose de m'y faire nommer. Je lui dis que je ne veux pas abandonner l'IFAN. À quoi mon

bon maître me rétorque que nous sommes à l'ère des avions à réaction et que je peux parfaitement partager mon temps entre Dakar et Vienne.

F. G. - As-tu accepté cette proposition farfelue ?

P. F. - Oui, parce que l'idée d'avoir pignon sur rue à Vienne que je ne connaissais qu'en touriste m'alléchait. Sur la proposition de Stoetzel et de Schaff, le comité directeur m'a élu à l'unanimité. Je profitai des vacances de Pâques pour quitter provisoirement Dakar et me rendre à Vienne après une escale à Paris.

F. G. - En quoi consistait ton activité de directeur ?

P. F. - Pendant la première quinzaine, j'ai pris contact avec les membres permanents du centre : un Italien, une Finlandaise, un Autrichien, un Français, un Tchécoslovaque, une Polonaise et un Roumain. Parmi nous régnait un esprit véritablement paneuropéen. Les débats idéologiques étaient bannis par consentement mutuel. En opposition avec ma vie habituelle, cela présentait un certain charme. Schaff m'a présenté au ministre autrichien des Affaires étrangères, Kirchlâger qui, plus tard, fut Président de la République. Il me présenta aussi à l'ambassadeur de France qui fit devant nous une violente sortie contre Sékou Touré sous prétexte que celui-ci dénonçait mensongèrement une tentative de débarquement en Guinée de soldats réguliers ou de mercenaires portugais. Je n'avais pas de sympathie particulière pour Sékou Touré, mais la façon dont l'ambassadeur français en parlait m'irrita. Aussi bien le critiquai-je sans ménagement.

Quand nous fûmes sortis de l'ambassade, Schaff me dit : « Je trouve inadmissible la façon dont vous avez traité votre ambassadeur. » Je me défendis énergiquement en faisant remarquer que l'opinion de l'ambassadeur sur une polémique entre Sékou Touré et le gouvernement de Lisbonne ne relevait pas de ses fonctions à Vienne. J'avais donc bien le droit d'opposer à une opinion privée ma propre opinion. Ai-je convaincu Schaff ? Ce n'est pas sûr. En revanche, j'ai été étonné de voir défendre un statut institutionnel par ce philosophe, par cet ancien dirigeant politique qui avait eu très sérieusement maille à partir avec les autorités de son pays.

Plus réjouissantes furent certaines de mes soirées. J'assistai dans le célèbre Opéra d'État à une représentation de *La Flûte enchantée* et, une autre fois, à une représentation du *Chevalier à la rose.* Après le spectacle, j'allai dans une brasserie qui se trouvait au flanc de la Hofburg. À la manière germanique, le serveur m'installa à une table parmi d'autres convives qui se trouvaient déjà là. Une nuit, j'entendis des septuagénaires qui vociféraient contre le Chancelier allemand Willy Brandt en l'accusant d'être responsable de la perte de la Silésie et de la Prusse orientale. je pris alors la parole non sans véhémence et je déclarai à ces vieux revanchards viennois : « Celui qui a fait perdre à l'Allemagne la Prusse orientale et la Silésie, ce n'est pas M. Brandt, c'est M. Hitler. » Un silence s'établit et dura jusqu'à mon départ.

Trois semaines après mon installation, Adam Schaff m'indiqua que, pour exercer mes fonctions, il fallait que j'obtienne des visas pour les pays de l'Est et pour l'URSS. Il devait se rendre à Moscou le lendemain et il en profiterait pour régler cette question. À son retour, il m'apprit que les autorités soviétiques refusaient de m'accorder le visa indispensable. Ce

refus ne manquerait pas de s'accompagner de celui des autres pays de l'Est, à l'exception de la Yougoslavie et de l'Albanie. Me voilà donc dans l'incapacité de me maintenir à la direction du Centre de Vienne.

Schaff mit sur le compte du Parti communiste français une manœuvre qui aurait poussé les Soviétiques à refuser qu'un « renégat » de mon espèce occupe un poste de coopération Est-Ouest. Peut-être les Soviétiques n'ont-ils pas eu besoin des communistes français pour m'éliminer. Peut-être aussi Schaff a-t-il estimé que je risquais de prendre trop de place dans ce centre qu'il présidait autoritairement et jalousement. Quoi qu'il en soit, je pensais que le pont aérien Dakar-Vienne serait tôt ou tard invivable et j'abandonnai mon séjour viennois sans trop de regrets.

F. G. - Tu retournes à Dakar, mais tu dois quand même te préparer un point de chute universitaire en France.

P. F. - Pas tout de suite, car les choses ne sont pas encore assez claires pour moi. Au Sénégal, mon ami Doudou Gueye fonde, en compagnie de quelques personnages ministériels, le *Cercle Nation et Développement* pour stimuler la vie intellectuelle et politique non seulement dans la capitale, mais aussi dans les villes de province. On y débat de la négritude et de l'africanité, de la croissance économique et du développement global, du marxisme, de sa pertinence et de ses limites, enfin de la formation des nations africaines. Une jeune génération de cadres supérieurs sénégalais affirme sa particularité et son originalité dans ces débats. Sans rupture avec le régime, c'est là que l'après-Senghor se prépare.

Les animateurs du Cercle me demandent de présenter et de soumettre à la discussion publique mon récent livre : Oit va *le Sénégal ?* Babacar Sine, un professeur de philosophie qui se réclame encore du marxisme et qui a fait le « pèlerinage de Pékin », me conseille de décliner cette invitation dans laquelle il voit carrément un guet-apens. Doudou Gueye me dit que certains ministres seraient heureux de me provoquer et de se débarrasser ensuite de moi, mais que mon livre ayant été publié, je ne saurais me dérober. À moi de conduire mon exposé et mes réponses de telle sorte que je ne donne pas prise à mes adversaires.

F. G. - Quelle décision prends-tu ?

P. F. - Finalement, j'accepte l'invitation. La séance se déroule à Saint-Louis par un bel après-midi de printemps. Je dois toutefois préciser qu'une nouvelle tension venait d'apparaître sur le campus de Dakar. L'organisation étudiante majoritaire revendiquait un certain rapport entre les notes obtenues dans les examens partiels et les notes obtenues dans les examens de fin d'année. Le ministre de l'Éducation nationale, qui n'était plus Mbow, mais Assane Seck, moins souple, entendait maintenir un rapport différent. Connaissant la réunion du *Cercle Nation et Développement,* des étudiants révolutionnaires se rendent à Saint-Louis et appellent les lycéens de la région à participer au débat. Je me trouve donc dans un contexte sensiblement différent de celui que Doudou Gueye m'avait annoncé.

Je prononce mon exposé qui s'en tient strictement aux thèses exposées dans Où *va le Sénégal ?* L'idée maîtresse est claire : les Sénégalais ont tout ce qu'il faut pour se développer, mais des influences extérieures et une domination étrangère font obstacle à leur potentialité

de développement. Deux ministres interviennent successivement pour défendre la politique gouvernementale de coopération avec la France et les autres puissances industrielles. Les étudiants et les lycéens qui ont réussi à pénétrer dans la salle de la réunion les accablent de quolibets et d'injures. Je suis sommé de prendre publiquement parti.

Les deux ministres qui participent à cette mémorable empoignade font appel à mes devoirs de professeur ; selon eux, je devrais me soucier avant tout du maintien de l'ordre sur le campus de Dakar et, par extension, dans tous les établissements scolaires du Sénégal. Je leur réponds que je souhaite sincèrement le maintien de l'ordre et de la tranquillité nécessaires au bon fonctionnement de l'enseignement à tous ses niveaux, mais que ce n'est pas le sujet de mon dernier livre. Existe-t-il, oui ou non, des phénomènes de dépendance vis-à-vis de forces extérieures qui font obstacle au libre développement de la société sénégalaise ? À ce moment-là, les étudiants et les lycéens jubilent et les ministres, qui ne peuvent ou ne veulent pas répondre à ma question, sont de plus en plus furieux.

F. G. - Là, tu te trouves **complètement immergé dans la politique intérieure du Sénégal.**

P. F. - Il m'était alors difficile, pour ne pas dire impossible, de l'éviter. Cependant, j'avais conscience de la fausseté de ma situation. En effet, je souhaitais la pleine indépendance du Sénégal qui était devenu, à bien des égards, ma seconde patrie, mais était-ce à moi, étranger et citoyen de l'ancienne puissance coloniale, de m'établir en mentor de tout un peuple ?

Avant de rentrer à Dakar, le *Cercle Nation et Développement* réunit pour un dîner les protagonistes de la journée. Malgré les généreux efforts de Doudou Geye pour préserver entre les convives la courtoisie, la célèbre *terenga* sénégalaise, le repas se déroule dans un silence pénible à tous. Alors je compris que je devrais quitter sans tarder ce pays auquel je m'étais tant attaché et auquel j'avais donné le meilleur de moi-même pendant dix ans.

Radio-Sénégal diffusa en différé mon discours et les interventions des ministres, des étudiants et d'autres ainsi que mes réponses. Je constatai que les passages les plus agressifs de ces propos n'avaient pas été omis. Par ailleurs, Senghor en visite dans la région du Fleuve Sénégal déclara dans un grand discours : « Le professeur Fougeyrollas prétend que notre développement est contrarié par des influences externes, mais il ne nous propose pas de solution à cet état de choses. » Coup de semonce public à mon égard.

Nous approchons de la fin de l'année universitaire tandis que le conflit entre les étudiants et le gouvernement s'envenime. Autant que je m'en souvienne, les étudiants veulent que les notes obtenues aux examens partiels de mars comptent pour 75 % du total alors que le ministre de l'Éducation nationale veut qu'elles comptent seulement pour 50 %.

L'organisation majoritaire des étudiants menace d'appeler à un boycott des examens de fin d'année si le gouvernement ne satisfait pas à ses revendications.

Je profite d'une entrevue avec le Président Senghor pour lui demander d'arbitrer cette affaire de coefficients afin d'éviter une nouvelle confrontation sur le campus. Il me répond d'une manière assez évasive et je sens qu'il ne serait pas mécontent d'une confrontation qui le débarrasserait de ce nid d'opposants qui se trouve à la cité universitaire.

Quelques jours avant la date prévue pour les examens de fin d'année, le recteur convoque tous les universitaires à une réunion dont il n'indique pas l'objet. Nous voilà donc dans la grande salle du rectorat pour l'écouter. Il nous déclare sur un ton assuré : « Une poignée de meneurs contestataires terrorise la "majorité silencieuse" de nos étudiants et va tenter d'empêcher le déroulement des examens de fin d'année. Contre cette menace, voici mon plan. Les épreuves n'auront pas lieu sur le campus où la minorité contestataire aurait la partie trop belle. Elles auront lieu dans les salles des écoles primaires de Dakar sous la protection de la police et de la gendarmerie. Ainsi, la majorité de nos étudiants pourront composer sans avoir peur d'une poignée d'agitateurs. » Nous nous regardons les uns les autres en silence. Le recteur nous demande si nous avons des questions à poser. Un professeur sénégalais s'inquiète de la conformité au règlement d'épreuves se déroulant hors des locaux universitaires. Le recteur le rassure en indiquant qu'en relation étroite avec le gouvernement, il a pris toutes les précautions nécessaires. Un autre professeur se demande si la stratégie annoncée ne risque pas d'échouer. Le recteur le rabroue en lui disant que toute action comporte des risques. À mon tour, j'interviens d'une voix aussi calme que possible en m'adressant au recteur : « Je ne crois pas que l'on puisse parler d'une poignée de militants étudiants terrorisant les autres. Je crois que l'organisation étudiante est représentative de la très grande majorité des étudiants de notre Université. Je crains que le fait de les convoquer pour des épreuves hors du campus et sous surveillance policière n'aggrave le conflit. Je demande que l'on renonce à ce plan qui a toutes les chances d'échouer. » Plusieurs collègues expriment leur accord avec mon intervention. Furieux, le recteur nous manifeste son mécontentement et lève la séance.

Je rentre à la maison et, tandis que je bois mon bourbon vespéral, un appariteur de l'Université arrive et m'indique que le ministre demande à tous les enseignants de revenir immédiatement au rectorat pour une réunion d'urgence. Une heure après, nous voici à nouveau rassemblés dans la même salle. Le ministre Assane Seck prend tout de suite la parole : « Le plan que vous a exposé Monsieur je recteur, c'est moi qui en ai décidé avec lui. Il sera donc appliqué que cela vous plaise ou non. Quelqu'un a-t-il quelque chose à ajouter ? » Des regards se tournent vers moi. J'interviens car je ne peux pas me dérober. Je répète à l'intention du ministre ce que j'avais précédemment dit à l'intention du recteur en insistant sur ma conviction que le plan ne peut pas réussir.

Le ministre durcit le ton : « Monsieur Fougeyrollas, personne ne vous oblige à rester au Sénégal. Et j'en dirai autant à l'adresse des autres coopérants. Mais si vous restez, vous devez respecter et appliquer les décisions de notre gouvernement. Quant aux enseignants sénégalais, rien ne les oblige à demeurer à l'Université. S'ils veulent y demeurer, ils doivent se conformer aux mesures décidées par le gouvernement. » Sur ces paroles menaçantes, Seck leva la séance.

Le jour des épreuves, tous les étudiants se rendirent dans leurs lieux de convocation. Une fois en possession des sujets les uns les déchirèrent et les jetèrent par terre, les autres les chiffonnèrent et les jetèrent également. Aucun ne resta pour composer. Le lendemain matin, Assane Seck me téléphona pour me dire : « Je vous tiens désormais pour le principal

responsable de la subversion au Sénégal. » Puis il raccrocha avant que j'aie eu le temps de lui répondre, selon une expression célèbre, que je ne méritais ni tant d'honneur ni tant d'indignité.

Un collègue qui avait ses entrées au ministère français de l'Éducation nationale et qui revenait d'un voyage à Paris m'informa amicalement que, selon des sources dignes de foi, le Premier ministre Abdou Diouf aurait demandé au premier ministre Chaban-Delmas mon rappel en France. Muni de cette intéressante information, je demandai une entrevue au Président Senghor. Il me reçut avec son amabilité coutumière et nous parlâmes de je ne sais plus quelle question culturelle sans que mon interlocuteur fasse la moindre allusion à mon éventuel départ. Comme il parlait de la prochaine année universitaire à Dakar, j'eus le courage de lui dire : « Cela ne devrait plus me concerner puisque j'ai appris que votre gouvernement avait demandé à Paris mon rappel définitif. »

Surpris par le côté abrupt de ma remarque, Senghor sembla hésiter, puis me dit : « Que voulez-vous, mes ministres ne peuvent plus vous voir. En France, vous ferez une belle carrière universitaire que vous ne pourriez pas faire ici. Et vous pourrez me rendre visite en Normandie. » En proie à une colère que j'étais bien obligé de contenir, je déclarai d'une voix basse : « Monsieur le Président, depuis longtemps, je ne suis plus chrétien. Quand on me frappe sur une joue, je ne tends pas l'autre. » Senghor rétorqua : « Ça, nous le savions déjà. » Il se leva, me donnant ainsi congé, et nous nous sommes séparés sans serrement de mains.

Avant mon départ de Dakar, Assane Seck me remplaça à l'IFAN, sans m'en informer, par un directeur sénégalais. Dans ces conditions, je refusai de me prêter à la petite comédie de la « passation des pouvoirs ». Et avant la fin de mes vacances en France, le nouveau recteur, un Sénégalais lui aussi, m'a écrit pour me dire que le ministre ne souhaitait pas que je revienne à Dakar pour les examens d'octobre. Je lui renvoyai sa lettre barrée par la mention : « dont acte ».

Évidemment, j'étais triste de perdre l'Afrique où je ne reviendrai plus que pour de courtes missions. Il faudra de nombreuses années avant que mon ami Babacar Sine, devenu directeur du CESTI et conseiller du Président Diouf, puisse m'inviter à Dakar où j'ai reçu le plus affectueux des accueils. Au demeurant, je pense que cette décennie a été extrêmement féconde. Arrivé à Dakar en Européen ouvert sur les cultures de son continent, j'en suis reparti transformé et comme remodelé par le Sénégal et les cultures africaines dont j'ai fait la découverte dans un éblouissement continu.

Je ne suis plus le même homme et je dois infiniment à l'Afrique affectivement et spirituellement. Elle m'a planétarisé, mondialisé, universalisé. J'ai perdu l'Afrique comme cadre de ma vie quotidienne, mais désormais elle est en moi, elle est « toute où je suis ». C'est une mère dont je ne suis pas sûr qu'elle m'ait adopté, mais dont je suis certain d'avoir humblement voulu qu'elle m'accepte comme Fun de ses enfants tardifs.

16. Jussieu

FRANÇOIS GEORGE - Pourquoi as-tu été nommé professeur de sociologie à Paris-VII plutôt que dans une autre université parisienne ?

PIERRE FOUGEYROLLAS - En fait, je « transportais » mon poste avec moi de telle sorte que je pouvais présenter ma candidature à l'université de mon choix. Mon bon maître, Jean Stoetzel, souhaitait que je vienne le rejoindre à Paris-V, dans le cadre de l'ancienne Sorbonne, mais je ne désirais pas me trouver au milieu d'une équipe de sociologues que je jugeais, à l'époque, fort réactionnaires. Je choisis donc de présenter ma candidature à l'université Paris-VII qui venait d'être fondée par Michel Alliot sur le campus Jussieu.

J'avais fait la connaissance d'Alliot à Dakar quand il y était professeur à la Faculté de droit et de science économique et j'avais apprécié son attitude d'ouverture aux cultures africaines, attitude assez rare parmi nos collègues expatriés, comme je te l'ai déjà dit. À la suite des événements de 1968, s'étaient constituées à Jussieu, à la place de l'ancienne Faculté des sciences, l'université Paris-VI, purement scientifique et médicale, et l'université Paris-VII, se voulant pluridisciplinaire et rassemblant des unités d'enseignement et de recherche de mathématiques, de physique, de biologie, de sciences humaines, de sciences géographiques, historiques et sociales et deux grands centres hospitaliers universitaires.

Ce caractère interdisciplinaire, voire transdisciplinaire de Paris-VII m'a attiré d'autant plus qu'Alliot me promettait son aide pour créer un département de sociologie encore inexistant.

Je choisis donc de présenter ma candidature à Paris-VII, candidature qui fut acceptée à l'unanimité par une commission de spécialistes, ce qui entraîna ma nomination à compter du 1er octobre 1971. Je fus accueilli cordialement par les sociologues de la maison. C'étaient pour la plupart des jeunes qui étaient encore très marqués par le mouvement étudiant de 1968. Seul émergeait un collègue de ma génération, Pierre Ansart avec lequel je devais nouer des liens d'amitié que plus de trente ans n'ont cessé de conforter.

L'université Paris-VII souffrait et souffre toujours d'une pénurie de locaux, n'ayant pas obtenu la parité avec l'université Paris-VI, plus ancienne et plus directement héritière de l'ancienne faculté des sciences de Paris. Après avoir disposé à Dakar de divers bureaux spacieux dans le cadre d'une université dont le campus est ouvert sur l'océan Atlantique, face aux lointaines Antilles, comment n'aurais-je pas été péniblement affecté de me trouver dans tin étroit bureau au cœur d'une construction passablement inhumaine ?

En outre, l'enseignement de la sociologie ne comportait pas d'institution autonome. La plupart des enseignants appartenaient à une unité d'enseignement et de recherche qui s'appelait UER de Géographie et de Sciences de la société, quelques autres appartenaient à un institut d'anglais. Et les unités de valeur de sociologie étaient toutes au service de cursus étrangers à la sociologie. Le directeur de l'importante UER de Sciences humaines cliniques, que je connaissais depuis notre commun voyage de 1954 en Pologne, me le rappela sans ménagement : « Lors de la fondation de l'université, alors que tu n'étais pas encore parmi nous, il a été décidé que la psychologie serait une discipline majeure et que la sociologie ne

serait qu'une mineure. » Je jurai *in petto* que je mettrais dès que possible un terme à cette humiliante situation.

Dans l'UER Géographie et Sciences de la société, les géographes tenaient à tous égards le haut du pavé. Au-dessous d'eux, les historiens occupaient une situation moyenne tandis que les sociologues occupaient un rang inférieur, notamment en ce qui concernait les crédits de recherche et les frais de mission. C'est pourquoi une majorité de ces derniers, dont je faisais partie, obtint du président Alliot et du conseil d'administration de l'université, en 1972, la création d'un département de sociologie dont j'ai assumé la direction pendant quatre ans. Outre la plupart des enseignants de sociologie, le département englobait un laboratoire de sociologie du travail appartenant au CNRS et un laboratoire de psychologie sociale appliquée issu de l'ancienne Sorbonne.

E G. - **Quelle sociologie enseignait-on dans ce département ?**

P. F. - Une sociologie très dispersée et très hantée par les problèmes soulevés en 1968. La condition opprimée des femmes, la délinquance, la drogue, la sexualité, la condition des Tsiganes et la lutte pour l'abolition de la peine de mort, tels étaient les thèmes les plus fréquemment traités par la majorité des enseignants, tandis qu'une minorité se préoccupait plutôt de la lutte des classes et des problèmes de l'immigration.

F. G. - Et toi, quels étaient les thèmes de ton enseignement ?

P. E - J'essayais de restaurer un enseignement classique de la sociologie à partir de son histoire en présentant notamment les œuvres maîtresses de Comte, de Marx, de Durkheim et de Weber et en faisant aussi une place à Tocqueville, à Malinowski, à Parsons et à Lévi-Strauss. Par ailleurs, je présentais des éléments de sociologie du développement et de sociologie des nouveaux États de l'Afrique postcoloniale en relation avec les recherches que j'avais effectuées durant mon temps d'Afrique et avec les réflexions rétrospectives que le conduisais alors en vue de la publication d'un ouvrage de synthèse.

F. G. - Quelles étaient tes relations avec tes étudiants ?

P. F. - Très chaleureuses. Je me souviens néanmoins d'un incident qui eut lieu lors de la première séance d'une UV d'histoire de la sociologie. Je m'efforçai de présenter la sociologie en la définissant parmi les sciences sociales et en annonçant le programme que j'entendais suivre durant l'année universitaire. Après cette introduction, un étudiant me déclara non sans arrogance : « La sociologie, je m'en fous, ça ne m'intéresse pas. Ce que je veux, c'est que tu me parles de mes problèmes sexuels. » Je laissai passer le temps d'une respiration, puis je répliquai : « Tes problèmes sexuels, sans blague ? Je n'aurais pas imaginé que tu en avais, mon grand. » Toute l'assistance éclata de rire, l'escogriffe quitta la salle et je ne le revis jamais plus.

Pour rétablir un enseignement digne de ce nom, je suivis les conseils que m'avait donnés Omar Diop. Pendant plusieurs années, je ne pris la parole que devant des groupes restreints et je ne recommençai à enseigner en amphi qu'après ce temps de « pénitence », si j'ose ainsi m'exprimer. Il y avait aussi la question du tutoiement entre étudiants et professeurs qui était également un héritage de mai 68. Certains le tenaient pour un acte de fraternité

révolutionnaire, reprenant la tradition du tutoiement entre citoyens qui avait eu cours durant la période la plus brûlante de la Révolution française. D'autres le déploraient comme la manifestation du naufrage de la hiérarchie universitaire. En ce qui me concerne, j'estimais à cette époque et je continue à estimer aujourd'hui que les rapports entre professeurs et étudiants doivent comporter une certaine courtoisie dont le tutoiement généralisé contrarie l'expression.

Prévert chantait *Je dis tu à tous ceux que j'aime.* Or, le véritable amour implique tin choix ou, pour le moins, une préférence dont le tutoiement généralisé est la négation. Je ne crois pas que les étudiants de mai 68 aient tutoyé leurs professeurs par amour ; ils l'ont fait dans un esprit agressif pour abolir la hiérarchie universitaire dont les fonctions éducatives leur échappaient, au moins en partie.

Ne me sentant pas la force de m'opposer au tutoiement des étudiants, j'ai fait confiance au temps et j'ai pu constater que vers la fin des années 1970, il faisait figure d'archaïsme et que la courtoisie des rapports entre professeurs et étudiants avait retrouvé la forme du vouvoiement sans pour autant revenir aux rites de politesse traditionnels du XIXe siècle qui avaient au demeurant disparu dans les universités françaises bien avant 1968.

Le fond du problème se situait moins dans les relations entre professeurs et étudiants que dans la mentalité même des enseignants. Beaucoup de ces derniers étaient en effet porteurs de ce que l'on pourrait appeler le syndrome de 1968 : une mauvaise conscience touchant leur activité professionnelle. On leur avait tellement dit et répété que sous couvert de transmission de savoirs cette activité était, en réalité, un dressage au service d'un ordre social injuste et oppressif qu'ils avaient fini par le croire et par se sentir coupables.

Je me souviens d'un assistant qui, au cours d'une réunion pédagogique, se lamentait sur son sort et envisageait de quitter l'enseignement pour ne plus opprimer ses étudiants en leur communiquant son savoir. Comme je me mis à rire, l'assistant me demanda les raisons de cette hilarité. Je lui répondis franchement : « Avec le savoir que tu possèdes, tu ne risques pas de les opprimer beaucoup. » Il me fallut ensuite des mois pour rétablir des relations d'apparence courtoise avec ce jeune collègue.

Je me souviens aussi d'élèves d'une école d'assistantes sociales qui doutaient de la légitimité de leur future profession. Certaines se refusaient, disaient-elles, à devenir des sortes de policiers au service de la classe dominante. Comme si une telle comparaison n'était pas outrée et aberrante et comme si, par ailleurs, une société pouvait exister et fonctionner sans des forces de police !

F. G. - Je te sens irrité par ces déviances soixante-huitardes.

P. E - Tout simplement parce que je croyais encore qu'il était possible de remplacer l'ordre social existant par un autre plus juste et plus humain, et que la mauvaise conscience de l'enseignant ou de la future assistante sociale les conduirait non à une possible révolution, mais au nihilisme le plus total. Bref, je rejetais le gauchisme en vertu de ce qui me restait de marxisme.

Une dizaine d'années plus tard, je participais, à Montréal, à un colloque sur les problèmes de l'éducation. Une pédagogue québécoise faisait état d'enquêtes conduites auprès d'écoliers de huit à onze ans sur leurs connaissances historiques. À la question « Est-ce la navigation à voiles ou la navigation à vapeur qui est la plus ancienne ? », le pourcentage des réponses correctes n'excédait pas 60 %. Et, à la question « Jésus-Christ a-t-il vécu avant Mahomet ou Mahomet avant Jésus-Christ ? », seuls 65 % des élèves avaient donné une réponse correcte. Pour conclure, la pédagogue disait que ceux qui avaient fourni des réponses fausses trouveraient par eux-mêmes plus tard les réponses correctes et qu'il fallait bien se garder de les leur imposer à l'avance.

Indigné par ce néo-rousseauisme, j'affirmai avec force que notre devoir d'enseignants était de transmettre des savoirs tout en mettant en garde nos élèves et nos étudiants contre les risques du dogmatisme.

F. G. - Je crains que tu ne sois allé contre l'« esprit du temps » ?

P. E - Encore plus que tu ne crois. Car il n'était pas rare d'entendre des enseignants de Paris-VII déclarer, je pourrais dire presque proclamer : « Notre tâche n'est pas d'apprendre, c'est d'apprendre à apprendre. »

F. G. - Était-ce seulement propre aux enseignants de **Paris-VII ?**

P. F. - Non, bien sûr. C'était dans l'« esprit du temps », mais je crois que c'était plus marqué à Paris-VII qu'ailleurs puisqu'il s'agissait d'une université née de 1968 et, par conséquent, libre de tout héritage institutionnel antérieur. Ses fondateurs s'étaient rassemblés tant dans les sciences dures que dans les sciences sociales et humaines à partir d'une sorte de rupture avec les traditions de l'ancienne Sorbonne, son goût pour l'enseignement magistral et son respect de la hiérarchie académique.

D'où la priorité accordée à la méthode et cette idée maîtresse selon laquelle, loin de consister principalement dans une transmission des savoirs de l'enseignant aux enseignés, la mission de l'Université résiderait dans l'élaboration et la diffusion d'instruments de connaissance dans les diverses disciplines.

F. G. - Cette idée ne me paraît pas absurde.

P. F. - Je ne la refuse pas d'une manière absolue. Je dis simplement qu'une méthode ne peut pas s'apprendre indépendamment des contenus et des résultats d'une recherche. Pour enseigner une méthode à des élèves ou à des étudiants, il faut leur avoir préalablement donné connaissance de contenus qui seront pour eux des points de départ et qu'ils soumettront à une critique indispensable.

F. G. - Établis-tu un rapport entre le mouvement de 1968 et cet engouement abusif pour la méthode ?

P. F. - À bien des égards, le mouvement en question a été une révolte contre les professeurs d'Université accusés de dogmatisme, c'est-à-dire d'une transmission autoritaire de leurs savoirs. Après l'apaisement du tumulte, de nombreux enseignants ont cherché à rénover leur université. Ils

ont tout naturellement abouti à l'idée de la priorité de la méthode pour éviter la rechute dans l'ancien dogmatisme mandarinal. L'inflation verbale aidant, le terme de « méthodologie » a remplacé très fréquemment celui de méthode. Que de fois ai-je entendu des enseignants dire à des étudiants : « "Quelle est votre méthodologie", alors qu'ils auraient dû dire : "Quelle est votre méthode ?" »

Cette « méthodomanie » qui sévit encore dans les sciences sociales et humaines continue la tradition positiviste et scientiste issue du XIXe siècle ; elle sert parfois de refuge à des chercheurs qui ont renoncé au marxisme sans aller jusqu'au bout de leur révision critique. Et elle nourrit l'illusion selon laquelle les disciplines appelées « sciences sociales » ou « sciences humaines » pourraient devenir effectivement des sciences grâce à la simple rigueur de leurs méthodes. Combinée avec la philosophie du langage, la « méthodomanie » a contribué à la naissance et à l'expansion du structuralisme que je soumettrai à une violente critique en 1976 et dont nous parlerons plus tard, si tu le veux bien.

F. G. - En quelle année tes propos sur Paris-VII nous ont-ils conduits ?

P. E - En 1972, une année qui commence par la mort de ma mère et la naissance de ma première petite-fille et qui se termine par la publication du livre de synthèse que j'ai déjà évoqué.

Le 21 janvier, j'apprends le décès de ma mère vers huit heures du matin et, vers midi, mon fils Bernard m'apprend la naissance de sa fille qu'Hélène et **lui** prénomment Valérie-Ève, mais qu'ils appelleront couramment Ophélie. Ce prénom shakespearien m'a d'abord surpris, mais maintenant je le trouve très poétique et même à la mode. Cette mort et cette naissance survenues le même jour me renvoient aux mystères de l'ordre cosmique et à un équilibre perdu et retrouvé que la pensée africaine sait parfaitement comprendre et interpréter. Si l'on ajoute à ces événements privés l'exécution de Louis XVI et la mort de Lénine qui depuis longtemps ont donné pour moi un sens historique au 21 janvier, on comprendra que cette date me concerne tout particulièrement.

En décembre de cette même année parut aux Éditions Anthropos le livre que j'ai intitulé *Marx, Freud et la révolution totale* et que je tiens pour une synthèse théorique des événements que j'ai vécus depuis 1968. Le concept de *révolution totale* m'a été inspiré, du moins dans sa forme, par le titre d'un ouvrage du général Ludendorff, *La Guerre totale.* En un sens, c'est une réplique dans la mesure où la révolution s'oppose à la guerre tout en l'intégrant. Quant à la référence fondamentale à Marx et à Freud, elle exprime le fait idéologique dominant du moment, à savoir que les sciences sociales sont dominées par le marxisme et que les sciences humaines le sont par le freudisme. C'est donc bien à la lumière de Marx et de Freud que je tente alors de *penser* le devenir contemporain du monde et de l'être humain dans sa vie sociale et dans sa vie psychique.

F. G. - Certes, le marxisme et la psychanalyse freudienne étaient alors en situation hégémonique, mais j'aimerais que tu me dises en quoi consistait ta « révolution totale ».

P. F. - Elle ne se réduisait pas, selon moi, à la révolution sociale que le mouvement ouvrier avait conçue et, autant qu'il le pouvait, mise à exécution à travers ses luttes. La révolution totale concernait les rapports entre les classes sociales, mais elle concernait aussi les rapports entre les sexes, les rapports entre les générations et les rapports entre les nations ou, le cas échéant, entre les ethnies. Et, si la pensée issue de Marx permettait une compréhension suffisante des luttes de classe, il n'en allait pas de même des antagonismes de sexes, de générations, de nations ou d'ethnies. Je me rends compte aujourd'hui que ma « révolution totale » impliquait un certain dépassement du marxisme dont je n'étais pas conscient à l'époque.

F. G. - Et Freud ?

P. E - Il vient, en quelque sorte, compléter Marx par une approche psychogénétique des individus alors que le marxisme fournit seulement une approche historico génétique des sociétés. Ainsi, les rapports entre les femmes et les hommes, bien qu'ils s'inscrivent dans le devenir historique des sociétés, comportent des aspects psychologiques que la psychanalyse permet de déchiffrer, au moins jusqu'à un certain point.

E G. - Tu aurais pu te retrouver dans la cohorte ou la cohue des freudo-marxistes.

P. F. - En fait, je n'ai pris connaissance de ce mouvement que plus tard. Je l'ai vu alors comme une tendance de quelques psychanalystes à ouvrir le freudisme sur une certaine interprétation de Marx. Moi, au contraire, je voulais seulement ouvrir le marxisme sur une certaine interprétation de la pensée de Freud, sans le souci thérapeutique propre à la psychanalyse.

F. G. - Je me souviens de l'emploi fréquent du terme « guerre » dans ton ouvrage : « guerre des classes », « guerre des sexes », « guerre des générations », « guerre entre des nations » ou « entre des ethnies ». Qu'en penses-tu maintenant ?

P. F. - Cette métaphore soixante-huitarde me convenait d'autant plus que dans l'atmosphère de Paris-VII je m'attendais à la venue prochaine d'une crise révolutionnaire à laquelle mon bouquin devrait être une préparation théorique. Sous l'appellation « guerre des classes », j'imaginais des luttes qui ne mettraient pas seulement aux prises « le travail et le capital », mais plutôt une « armée » englobant les travailleurs de l'industrie des pays avancés et les masses paysannes d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine combattant les grandes sociétés multinationales dominatrices de l'économie mondiale.

F. G. - Je flaire un parfum de maoïsme.

P. F. - Je n'ai jamais été maoïste, mais mon expérience sénégalaise m'avait porté à prendre en considération les masses paysannes du tiers-monde, ce qui était effectivement l'une des thèses du maoïsme.

En ce qui concernait la lutte des femmes contre l'oppression et l'exploitation masculines, je pensais effectivement qu'une sorte de guerre était nécessaire pour en finir avec cette situation pluri-millénaire. Et, en ce qui concernait le conflit des générations, j'estimais qu'il ne se réduisait plus de nos jours aux formes qui avaient été autrefois les siennes, et qu'il était

devenu un antagonisme entre les jeunes et les institutions fondatrices et régulatrices de la société moderne.

F. G. - Je sens maintenant comme un parfum d'anarchisme.

P. F. - Sans doute le mouvement de mai 68 comporte-t-il une part d'esprit anarchisant. Mais moi j'ai toujours été étranger à cet esprit. Que les jeunes se soient heurtés tout particulièrement en 1968 aux institutions de notre société et qu'une partie d'entre eux continue de nos jours à s'y heurter, cela me paraît une évidence. Mais il y a une complète opposition entre l'esprit anarchisant de 1968 qui poursuit sous nos yeux sa carrière et ma position en la matière. En effet, le gauchisme, qui est une forme résiduelle de l'anarchisme d'antan, croit que la libération complète de l'être humain passe par la destruction ou l'abolition des institutions que sont la famille, l'école, l'entreprise, la police, la justice et, par-dessus tout, l'État, clef de voûte de toutes les autres. Pour ma part, je crois qu'il est dans la nature des sociétés humaines de fonctionner nécessairement par le moyen d'institutions fondatrices ou régulatrices. Je crois de ce fait que l'on peut amender les institutions, voire les remplacer par d'autres, mais que l'on ne peut pas s'en passer.

E G. - Tu ne peux pas empêcher certains individus de se sentir libres en s'opposant aux institutions comme telles et d'éveiller ainsi les autres à la liberté.

P. F. - Je n'ai pas cette prétention. J'affirme seulement que la contestation permanente et sans limites ne peut s'exprimer que dans le cadre d'une société existante et d'institutions elles-mêmes existantes. Cependant, si cette contestation parvenait à affaiblir à l'extrême les institutions en question, la société serait menacée de disparaître et la contestation avec elle. Reconnaissons que depuis la publication de mon livre en 1972 les processus de décomposition des sociétés actuelles ont passablement avancé.

Il reste que, dans ce livre, j'abordais les problèmes de la communauté nationale et des communautés ethniques qu'aucun esprit sérieux n'oserait plus aujourd'hui sous-estimer. L'implosion de **l'URSS** et la décomposition de l'ancienne République fédérative de Yougoslavie ont montré la survie historique de communautés nationales ou ethniques que l'on pouvait croire naguère réduites et intégrées à de grands ou à de moins grands ensembles étatiques, et ont révélé la virulence conflictuelle des héritages culturels, notamment religieux, de ces communautés. L'Afrique m'avait permis de voir ce qu'un point de vue européocentrique aurait laissé dans l'ombre.

F. G. - Est-ce que ton livre a bien marché ?

P. F. - Il a assez bien marché, mais il n'a suscité aucun débat parmi les universitaires et les autres intellectuels.

E G. - Comment expliques-tu ça alors que moi-même j'en avais rendu compte, élogieusement bien sûr, dans *Le Nouvel Observateur ?*

P. E - D'une manière générale, l'omnipotence des médias, qui est devenue de plus en plus manifeste au lendemain de 68 jusqu'à nos jours, a remplacé les débats d'autrefois par le règne de la « pensée unique ». En ce qui concerne mon bouquin, je crois que ceux et celles qui étaient le plus directement concernés n'ont pas admis que je parle à leur place.

C'est assez simple à comprendre. Je voulais faire la synthèse des luttes en cours à l'échelle mondiale. Je voulais tirer les enseignements du mouvement de 68 et de ses suites. Je m'adressais à celles et à ceux qui avaient apporté du nouveau dans ces luttes : les jeunes en conflit radical avec les institutions, les femmes à la recherche combattante de rapports libérés entre les sexes, sans parler des travailleurs s'opposant à la domination du capital et des peuples engagés dans des guerres de libération.

Mes cibles, comme on dit en termes de marketing, étaient des militants et des militantes ou, pour le moins, des milieux où se développait principalement le militantisme. Je créais ainsi l'impression que je parlais pour et à la place des combattants potentiels de la révolution totale. Ils se voulaient en situation de recherche et voilà que je prétendais donner des réponses au lieu de tenter d'élaborer avec elles et avec eux les questions opportunes.

Je renouvelais l'erreur commise au Sénégal quand je dénonçais ce qui n'allait pas à la place des citoyens de ce pays. Je découvrais dans le Paris post-soixante-huitard qu'un quinquagénaire de sexe masculin n'était pas habilité par l'opinion des militants à parler légitimement et efficacement des problèmes propres à la jeunesse et des problèmes propres aux femmes. La mise en question de la transmission des savoirs à l'école, dans les établissements secondaires et finalement dans les universités ne devait-elle pas logiquement conduire à une règle selon laquelle les intéressés seraient seuls légitimés à étudier et à exposer les problèmes relatifs à leur état ? Un vieux professeur d'histoire ne disait-il pas que seuls les paysans du Larzac avaient compétence pour écrire l'histoire de leur terroir et de ses luttes, les historiens professionnels en étaient incapables en raison de leurs origines ou de leur formation « bourgeoises » ?

Cette idéologie gauchiste avait beau me paraître stupide et obscurantiste, je n'avais pas le pouvoir de la détruire. Je comprenais pourquoi mon livre de synthèse n'avait pas suscité de débats et pourquoi il ne pouvait pas en susciter.

Estimant que le mouvement de 1968 n'était qu'« un début » et que le « combat » connaîtrait bientôt de nouveaux rebondissements, je m'interrogeais sur ce que je devais faire pour me préparer à ces combats.

F. G. - À la fin de 1972 et au début de 1973, je me suis laissé dire que les barricades de 68 étaient parties en fumée, non celle des gaz lacrymogènes mais celle du haschisch. As-tu été sensible à ce phénomène ?

P. F. - Adonné depuis longtemps aux alcools forts et au tabac comme fumeur de pipe, j'étais, pour ainsi dire, cuirassé contre les tentations du hasch et autres drogues de ce genre. Je gardais de ce fait l'esprit libre pour m'interroger sur les suites de 1968 et sur le devenir de nos sociétés. Je ne cherchais pas à oublier la situation présente. Je cherchais les moyens de participer efficacement à l'explosion révolutionnaire que je croyais et que je sentais proche.

17. Le temps du trotskisme

FRANÇOIS GEORGE - Te prépares-tu à m'annoncer ton adhésion au trotskisme ?

PIERRE FOUGEYROLLAS - Oui, parce qu'il est aisé de comprendre qu'un jeune en révolte contre la société devienne trotskiste, et que c'est plus difficile de le comprendre pour un quinquagénaire ayant passablement roulé sa bosse auparavant. Il faut, pour y voir clair, se reporter à la situation politique et idéologique du début des années 1970. La révolte étudiante, même suivie par les plus grandes grèves de l'histoire du mouvement ouvrier, n'avait pas renversé le régime gaulliste, mais elle avait profondément ébranlé les valeurs d'ordre à partir desquelles la société fonctionnait depuis longtemps. Des militants de diverses tendances scandaient encore à l'occasion : « Ce n'est qu'un début, continuons le combat ! » Ce qui signifiait que la grande explosion destructrice de l'ordre existant et génératrice d'une société nouvelle n'avait pas encore eu lieu, mais qu'elle se produirait inévitablement dans un avenir proche. C'est ce que j'avais tenté d'exprimer par l'idée de « révolution totale ».

F. G. - Soit ! Mais ne risquais-tu pas **de réduire la portée de ton message théorique, pour ainsi dire « totalisant », en entrant dans une organisation révolutionnaire plutôt que dans une autre ?**

P. F. - Premièrement, j'estimais que l'échec du mouvement de 1968 provenait, au moins pour une part, du fait qu'il n'avait pas été pris en mains par une organisation dirigeante. Il est vrai que ce mouvement était largement inspiré par la contestation des appareils dirigeants de tradition bolchevique. Deuxièmement, j'estimais qu'à ma modeste échelle individuelle, il ne suffisait pas de théoriser et qu'il fallait en même temps participer à l'action révolutionnaire. Ma pensée, si juste soit-elle, serait dénuée de portée si je n'étais pas lié organiquement à une organisation capable de conduire à la victoire le mouvement révolutionnaire en train de se préparer.

F. G. - Engagement au sens sartrien du terme ?

P. F. - Il me semble que l'engagement sartrien était la concrétisation d'un choix moral. Ma recherche d'une appartenance organique me ferait plutôt penser à Gramsci pour lequel la pensée d'un intellectuel ne pouvait acquérir de portée que par l'appartenance à l'organisation révolutionnaire. C'est, en somme, la suite de la conception de Hegel selon laquelle une idée n'accède pleinement à la vérité qu'en s'« actualisant », en se réalisant dans et par l'action.

Quoi qu'il en soit, j'éprouvais le besoin de faire partie d'une organisation révolutionnaire pour retrouver une communauté fraternelle comme celle que j'avais autrefois connue au Parti communiste. J'éliminai de mon choix les organisations maoïstes qui me donnaient l'impression d'un stalinisme caricatural et, bien entendu, je ne songeai pas un instant aux organisations anarchistes en raison même de mes convictions favorables à un parti révolutionnaire de type bolchevique. Il me restait donc à me tourner du côté des trotskistes.

F. G. - Comment as-tu choisi entre Lutte ouvrière, la Ligue communiste révolutionnaire et l'Organisation communiste internationaliste ?

P. F. - En ce qui concerne LO, je ne m'en suis guère préoccupé. Sa propagande me paraissait simpliste et passablement archaïque, et ses dirigeants me paraissaient se dissimuler derrière un porte-parole, Arlette Laguiller, sans que l'on comprenne les raisons de leur goût du secret. Le véritable choix se

situait donc entre la LCR dont Alain Krivine était le dirigeant le plus connu et l'OCI dont Pierre Lambert était alors, avec Stéphane Just, Gérard Bloch et Pierre Broué, la personnalité la plus marquante.

A Paris-VII, je me procurais les publications des uns et des autres, et je lisais les tracts qu'ils distribuaient tous les jours sur le parvis du campus Jussieu. Je pouvais ainsi me faire une idée de leurs manières respectives de concevoir et de mettre en pratique le trotskisme. Il m'a semblé assez vite que la Ligue cherchait à ouvrir le trotskisme sur les nouveaux problèmes sociaux, particulièrement ceux que 1968 avait mis en lumière : la libération des femmes, la révolution sexuelle, les révolutions du tiers-monde et les préoccupations écologiques. Bref, il se dégageait de la propagande de la LCR un parfum de gauchisme qui ne me convenait guère.

En revanche, les publications de l'OCI me paraissaient plus austères et plus soucieuses d'une stricte conformité à la doctrine marxiste. Certes, les deux organisations se réclamaient du *Programme de transition de la Quatrième Internationale* que Trotski avait écrit à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Cependant, l'OCI me paraissait plus fidèle à ce texte fondateur alors que les responsables de la Ligue en France et leurs semblables dans d'autres pays comme Ernest Mandel en Belgique et à l'échelle internationale n'excluaient pas de le réviser sur certains points.

De toute évidence, le contenu de *Marx, Freud et la révolution totale* était plus proche de ce que pensaient les militants de la Ligue que de ce que pensaient ceux de l'OCI. Pourtant, c'est avec ces derniers que je décidai de prendre contact et c'est avec eux que j'allais militer pendant une quinzaine d'années.

F. G. - Explique-moi...

P. F. - Je ne suis pas sûr de pouvoir l'expliquer clairement et suffisamment. Je crois néanmoins que le gauchisme de la Ligue m'a suffisamment rebuté pour que je n'envisage pas d'aller dans cette direction, et que le caractère rigoureux de la propagande de l'OCI m'incitait à y aller voir puisque j'étais à la recherche d'un marxisme pur et dur, au-delà des facilités de mon dernier livre.

Au Sénégal, sous l'influence du mouvement étudiant, j'avais, pour ainsi dire, reflué vers un certain marxisme que je conjuguais éclectiquement avec mon enthousiasme pour la civilisation africaine et sa vision cosmique. De Paris, l'Afrique était désormais absente et j'éprouvais quelque ressentiment à l'égard des dirigeants sénégalais qui m'avaient renvoyé en France. Bref, je faisais une crise de retour à l'Occident.

En même temps, cet Occident, tel que je le vivais à Jussieu, me déplaisait par son côté décomposé et inconsistant. J'avais besoin non seulement d'une communauté fraternelle de révolutionnaires, mais surtout d'une discipline imposée, quitte à m'en libérer plus tard. En me dirigeant vers l'OCI, je faisais un pied de nez au milieu intellectuel parisien des lendemains de 68 et, peut-être, aux Africains qui n'avaient plus voulu de moi. Antérieurement, je n'avais jamais résisté à prendre des positions extrêmes, à faire un pied de nez à mon milieu quand les circonstances m'y incitaient. Alors, cette fois encore...

F. G. - **Comment** ça s'est passé avec les militants de l'OCI ?

P. E - J'ai fait savoir à l'un de ces militants qui vendait sur le parvis de Jussieu *Informations ouvrières,* leur hebdomadaire, que je voulais éventuellement entrer dans leur organisation. Il m'a fait

rencontrer un maître assistant d'informatique de Paris-VI avec lequel j'ai eu une longue discussion politique et qui, de son côté, devait être un interrogatoire. Ayant vraisemblablement satisfait à ses questions, il m'indiqua, huit jours après, que pour entrer éventuellement à l'OCI je devrais d'abord suivre l'enseignement donné dans un Groupe d'enseignement révolutionnaire (GER), et que, après, l'Organisation déciderait de mon intégration ou non.

Je consentis à cette épreuve en croyant que j'allais subir une sorte de catéchisme après lequel je pourrais devenir un militant et participer à des actions. En fait, je me détrompais très vite. Il ne s'agissait pas de catéchisme, même si la transmission des connaissances était plutôt du genre autoritaire. Il s'agissait d'une présentation du marxisme tout à fait nouvelle pour moi, et je découvrais rétrospectivement à quel point j'avais été jadis marqué par le catéchisme stalinien, celui de l'opuscule intitulé *Matérialisme dialectique et matérialisme historique.*

F. G. - En quoi consistait cette présentation du marxisme, nouvelle pour toi ?

P. F. - Au lieu d'être une doctrine résultant de la rencontre et de la synthèse de la philosophie classique allemande, de l'économie politique anglaise et du socialisme français, comme l'écrivait Lénine en 1913, le marxisme était bien cela, mais il était avant tout la prise de conscience chez Marx de la lutte des classes opposant le prolétariat à la bourgeoisie et annonçant la future révolution du travail contre le capital. J'avais jadis appris le marxisme comme une doctrine constituée, presque comme un système. J'apprenais maintenant à l'étudier comme une pensée-action en train de naître et de se développer ou, pour parler latin, *in statu nascendi.* Le capital, par exemple, m'apparaissait désormais non plus seulement comme une richesse susceptible d'investissement, mais surtout comme un *rapport social* constitutif des sociétés dites modernes.

Cependant, je n'étais pas d'accord en tout point avec l'assistant de mathématiques qui était le responsable du GER. Conformément aux termes de Trotski, il nous enseignait que l'URSS était un « État ouvrier dégénéré », mais que les fondements économiques de la société soviétique étaient socialistes et demeuraient marqués par la révolution d'Octobre 1917. Moi, je considérais alors que l'économie de l'URSS était un « capitalisme d'État » et que l'État soviétique n'était plus un État ouvrier, même dégénéré. Cette opposition alimentait des discussions sans fin et retardait mon admission dans les rangs de l'OCL La situation se maintint durant une partie de l'année 1973 et, finalement, je fus coopté en dépit de quelques divergences plus historiques que politiques.

F. G. - Cette année 1973 n'a-t-elle pas apporté un changement important dans ton existence ?

P. F. - Nous étions convenus que, dans nos entretiens, il ne serait pas fait mention de ma vie privée à l'exception des naissances de mes enfants et de mes petits-enfants. Néanmoins, il m'est difficile de passer sous silence le changement que tu évoques. Il se trouve qu'une étudiante nigérienne de mes amies connaissait depuis peu une Guadeloupéenne qui avait entrepris des études d'histoire. Un jour du printemps 1973, la Nigérienne dit à l'Antillaise : « Veux-tu que nous allions voir un film ou que nous allions écouter une conférence de Fougeyrollas à la Cité universitaire ? » Elles choisirent d'aller m'écouter et c'est ainsi qu'une troisième vie commença pour moi et que le destin de Claudie et le mien furent scellés avant même que nous l'ayons

compris et assumé. Avant de découvrir la Guadeloupe sous son égide, après notre mariage en 1976, je l'entraînai à travers l'Europe, et jusqu'à Istanbul et en Anatolie. Je voyais avec d'autres yeux Amsterdam, la place du Marché de Bruxelles où je présentais à ma nouvelle compagne une demande en mariage, Séville et Venise, surtout Venise que je connaissais si bien.

En 1974, nous avons traversé en voiture Munich, Salzbourg, Vienne, Budapest, Belgrade et Sofia avant d'atteindre les rives du Bosphore. Au moment où nous nous installions à Istanbul, les parachutistes turcs sautaient sur le nord de Chypre et mettaient, par voie de conséquence, un terme à la dictature des colonels en Grèce. Allions-nous poursuivre notre voyage et rouler, comme prévu, sur les routes d'Anatolie ? Contrairement à mes habitudes, je me fis connaître au consulat de France. Le consul général nous reçut avec une parfaite courtoisie. Comme je lui exprimais mes inquiétudes touchant notre voyage en Turquie d'Asie, il me fit remarquer que l'armée turque étant plus puissante que l'armée grecque, nous n'avions rien à craindre. Rassurés, nous poursuivîmes notre heureuse randonnée.

Avant ce voyage de vacances, la révolution au Portugal et l'élection de Giscard à la présidence de la République en France avaient constitué des données politiques nouvelles que les militants de l'OCI considéraient comme des confirmations de leurs perspectives. Au Portugal, en effet, c'est-à-dire en Europe, une révolution avait éclaté, ce qui semblait prouver que la révolution était possible, voire probable dans des pays industriels et pas seulement dans les pays du tiers-monde. Certes, les échecs répétés de l'armée portugaise dans les colonies d'Afrique étaient bien à l'origine du coup d'État militaire de Lisbonne, mais les affrontements qui suivirent et qui aboutirent finalement à la chute du général Spinola montraient que la révolte de l'armée avait ouvert la voie à un déferlement proprement révolutionnaire de la lutte des classes. Sans doute, le Portugal n'était pas une nation très industrialisée, mais ce n'était pas pour autant tin pays du tiers-monde. Par ailleurs, en raison de la détérioration de l'état de santé de Franco, beaucoup de mes camarades pensaient que sa mort entraînerait une nouvelle explosion révolutionnaire en Espagne. L'un d'entre eux disait à propos de cette mort escomptée que ce serait en soi un événement contingent et que la contingence ne manquerait pas de se faire nécessité en déclenchant un processus révolutionnaire. Ces espoirs s'inscrivaient dans une vision globale qui était celle de l'OCI, à savoir la théorie de l'imminence de la révolution. Et c'est justement parce qu'il me semblait qu'une profonde crise révolutionnaire allait bientôt éclater en France que j'avais rallié cette organisation porteuse de la théorie en question qui dynamisait ses militants.

Quant à l'élection de Giscard, elle était interprétée comme une défaite de la Ve République dont l'essence tenait à l'hégémonie du parti gaulliste et comme le début de sa décomposition institutionnelle. Nous vivons aujourd'hui plus d'un quart de siècle après cet avènement de Giscard, et la V* République est toujours là. Il est pourtant vrai que ce régime connaît actuellement une crise dont il est permis d'estimer qu'elle remonte à l'élection de 1974. N'est-ce pas Giscard, encore lui, qui a récemment lancé la question du quinquennat, une façon d'affaiblir l'équilibre institutionnel de la Constitution gaulliste ? Cela dit, même s'il était pertinent de voir dans la victoire de Giscard le commencement de la fin de la République

gaulliste, la question des délais, qui est au fond celle des rythmes historiques, n'était pas tranchée.

F. G. - Pendant les années de **ton appartenance à l'OCI as-tu continué à publier des essais au rythme où tu le faisais auparavant ?**

P. E - Oui, et je n'ai jamais été l'objet, de la part de mon organisation, d'une censure et encore moins d'une condamnation de mes bouquins ou de mes communications et articles divers. Deux ans après « la révolution des Œillets », comme on appelait alors la révolution portugaise, je publiai chez Anthropos un essai intitulé *La Révolution prolétarienne et les impasses petites-bourgeoises.* Dans ce nouveau livre, je corrigeais l'ancienne idée que je me faisais de la révolution.

Elle n'était plus la réalisation par étapes d'un projet intellectuellement préétabli par le marxisme, ou, si tu préfères, l'actualisation de l'idée selon une vue finalement plus hégélienne que marxiste, mais qui était caractéristique du stalinisme. C'était un mouvement historique portant les travailleurs salariés à se heurter au régime capitaliste au point d'être amenés à tenter de le détruire. Vision qui provenait de l'enseignement reçu dans le **GER et** qui ne pouvait que satisfaire mes camarades de l'OCI.

En outre, je me posais cette question : pourquoi la révolution prolétarienne qui n'a cessé depuis **1917** d'être à l'ordre du jour de l'histoire mondiale n'a-t-elle pas triomphé irréversiblement ? Ou plutôt pourquoi a-t-elle dégénéré là où elle a vaincu et pourquoi n'a-t-elle pas eu lieu ailleurs ?

F. G. - Cette question qui me paraît inévitable ne montrait-elle pas que tu avais des doutes concernant la possibilité même **d'une victoire définitive de la révolution mondiale, chère aux trotskistes, ce mythe, si tu permets ?**

P. E - De ces doutes, je n'avais pas alors pleinement conscience. Ce que je voulais, c'était donner une explication au fait, si l'on peut parler ainsi, que le remplacement révolutionnaire du capitalisme par le socialisme n'ait pas encore eu lieu et ne se soit pas encore produit à l'échelle mondiale.

F. G. - Quelle était cette explication ?

P. F. - Eh bien, je constatais que les nouvelles classes moyennes formées de cadres aux compétences diverses n'avaient *cessé* de croître en effectifs et en importance culturelle dans les sociétés qui se réclamaient idéologiquement du capitalisme, dans celles qui se réclamaient du socialisme et, plus récemment, dans celles du tiers-monde. Selon moi, les couches supérieures de ces nouvelles petites bourgeoisies avaient donné naissance à des bureaucraties et à des technocraties qui faisaient obstacle à la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes, qui détenaient un pouvoir totalitaire dans les pays soi-disant socialistes en empêchant les travailleurs d'y reprendre le pouvoir, et qui maintenaient dans le sous-développement et la dépendance les pays des continents dominés.

E G. - En quoi ta tentative d'explication du retard pris par la révolution mondiale pouvait-elle déplaire à tes camarades trotskistes ?

P. F. - Le *Programme de transition de la Quatrième Internationale* mettait ce retard essentiellement au compte des « directions traîtres » du mouvement ouvrier, à savoir la direction réformiste qui avait entraîné la dégénérescence de la IIe Internationale dès les débuts du XXe siècle, et la direction stalinienne qui avait provoqué la dégénérescence de la IIIe Internationale après la mort de Lénine. Bien entendu, je connaissais ce point de vue qui était en quelque sorte fondateur du trotskisme, abstraction faite de ses divisions internes. Et précisément, j'indiquais dans mon livre que c'était la bureaucratisation successive de la IIe, puis de la IIIe Internationale qui avait engendré leur trahison des exigences de la révolution prolétarienne, du socialisme et du communisme. J'étais d'accord avec la thèse du *Programme de transition,* mais je l'intégrais à une explication plus générale du non-triomphe de la révolution par suite du rôle économique et social, voire politique, dans le cas de l'URSS et des pays apparentés, des couches supérieures de la nouvelle petite bourgeoisie.

F. G. - N'était-ce pas relativiser la thèse de Trotski ?

P. E - Ce n'est pas ce que je croyais faire. Mais j'appris plus tard que *La Révolution prolétarienne et les impasses petites-bourgeoises* avait suscité des discussions parmi les dirigeants de l'OCT. Certains considéraient le livre comme en désaccord avec le *Programme de transition* et estimaient que je n'avais plus ma place dans l'organisation. D'autres minimisaient ce désaccord et estimaient que je pourrais progresser dans une plus juste vision des choses. En conséquence, je ne reçus pas de critiques publiques et il n'y eut pas de débat public.

À la différence des partis staliniens qui, à l'époque, ne toléraient pas la moindre divergence de l'un de leurs membres quand elle était exprimée publiquement, l'OCI se montrait capable d'accepter dans ses rangs une divergence publique sur un point de doctrine très important. Bien que je n'aie pas connu les discussions qui avaient lieu parmi les dirigeants à propos de mon bouquin, j'étais sensible au climat de liberté intellectuelle qui régnait dans l'organisation. La différence avec ce que j'avais connu au Parti communiste me paraissait évidente, et j'en étais heureux. Il y avait même chez mes camarades une passion pour les discussions interminables dont je me demandais parfois si elle ne serait pas éventuellement gênante pour l'action. Au fond, ils recherchaient l'accord unanime obtenu par le déroulement logique de la seule argumentation rationnelle entre les uns et les autres, ce qui signifiait que la moindre opposition d'opinions devait être développée jusqu'à son aboutissement final.

À travers mon vécu stalinien, j'avais été dressé à un certain sens de l'opportunité, pour ne pas dire à un certain opportunisme. La question de la vérité ou de l'erreur m'apparaissait tactiquement subordonnée à la question de l'efficacité dans l'action. C'est pourquoi les longues, très longues discussions de mes camarades de l'OCI m'étonnaient. Une fois que les militants étaient d'accord entre eux sur l'essentiel d'un objectif d'action, il me semblait que les désaccords mineurs devaient être laissés de côté et qu'il ne convenait plus d'en parler. Ce n'est pas ce qui se passait. L'action pouvait effectivement se dérouler, mais la discussion interne se poursuivait.

Lors de l'élection présidentielle de 1981, la direction de l'OCI décida de voter et de faire voter Mitterrand dès le premier tour afin d'en finir avec le régime de la droite libérale unie à la droite gaulliste sous l'égide de Giscard. Il reste que cette direction appelait à voter Mitterrand en tant que

premier secrétaire du Parti socialiste en vue de la constitution d'un gouvernement des deux *partis ouvriers* (PS et PCF) sans ministres bourgeois. Et c'est sur ces termes et non sur l'action que les militants discutaient infatigablement entre eux. Le Parti socialiste et le Parti communiste pouvaient-ils encore être qualifiés de partis ouvriers ? La présence ou l'absence des radicaux de gauche au gouvernement pouvait-elle ou non en changer la nature ?

E G. - Discussions byzantines.

P. F. - Sans doute, mais ce n'était pas évident pour moi en 1980. La qualification de « parti ouvrier » ne tenait pas, pour l'OCI, à la composition sociologique du PCF et du PS ; elle provenait de l'origine historique de ces partis qui était incontestablement le mouvement ouvrier. Il s'agissait de s'appuyer sur cette origine pour se débarrasser de leurs « directions traîtres » et permettre à la classe ouvrière de mener un combat pleinement conforme à ses intérêts. Et il s'agissait aussi de dénoncer à l'avance et de refuser l'alliance des communistes, des socialistes et d'un ou de plusieurs partis de gauche dits « bourgeois », c'est-à-dire « non ouvriers », qui s'est appelée le Front populaire, en 1936, l'Union de la gauche, en 1981 et la Gauche plurielle aujourd'hui, pour lui préférer le Front commun socialo-communiste. Pour Trotski, le Front populaire a pour but d'empêcher les masses en mouvement de faire la révolution prolétarienne. C'est cette conception et la stratégie qui l'accompagne que j'apprenais à l'école de l'OCI.

F. G. - Cela ne te paraissait-il pas utopique ?

P. E - On a souvent dit que l'utopie d'aujourd'hui pouvait devenir la réalité de demain. Et surtout, il y avait l'exemple russe. En février mars 1917, Kamenev et Staline avaient soutenu le Gouvernement provisoire qui était composé du Parti constitutionnel démocrate de Milioukov, des socialistes-révolutionnaires de Kérensky et des menchéviks de Martov, esquissant ainsi une sorte de Front populaire avant la lettre. À peine rentré en Russie, Lénine dans ses célèbres *Thèses d'avril* avait condamné cette stratégie, invité instamment les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires à « rompre avec la bourgeoisie », c'est-à-dire avec les constitutionnels démocrates, et préconisé la marche à la révolution prolétarienne.

F. G. - N'était-ce pas de l'histoire ancienne ?

P. E - Pas pour les trotskistes de l'OCI qui vivaient la révolution de 1917 en permanence au présent. Avant de les rejoindre, je n'avais lu de Trotski que *Ma vie,* sa magnifique autobiographie. Maintenant, je lisais son *Histoire de la Révolution russe* en admirant sa capacité de faire revivre les événements historiques dans toute leur complexité et, en même temps, de les analyser avec une impressionnante pertinence. L'intérêt passionné de mes camarades, y compris des plus jeunes, pour l'histoire, spécialement pour l'histoire moderne, m'impressionnait d'autant plus que, dans leur majorité, les jeunes générations modelées et conditionnées par les médias faisaient preuve d'une ignorance historique croissante. Là où l'enseignement officiel échouait passablement dans la transmission des savoirs, une organisation révolutionnaire y réussissait remarquablement.

F. G. - Prétendrais-tu que vous étiez des êtres à part ?

P. F. - Loin de moi une telle idée ! Mais que certains de mes camarades aient eu des comportements à part pour certaines choses, je le crois. Je n'en veux pour preuve que ce que j'appellerai « la question des tracts ».

Comme tous les militants politiques et syndicaux, ceux de l'OCI rédigeaient et diffusaient des tracts pour faire connaître leur organisation et sa politique dans les milieux où ils vivaient. J'ai participé dans ma cellule de Jussieu à la rédaction d'un certain nombre de ces tracts. Ce n'était pas une mince affaire. Quand j'estimais que l'essentiel avait été écrit et qu'il fallait passer à l'impression et à la diffusion, il se trouvait des camarades pour vouloir ajouter, retrancher ou modifier quelque chose ; ce qui me semblait à peu près insignifiant et qui leur paraissait indispensable. En somme, ils voulaient exprimer dans un tract toute la pensée de l'organisation avec toutes ses nuances. Tandis que je croyais qu'il suffisait d'en exprimer l'essentiel sur une question déterminée. Cette différence, qui tenait notamment à mon ancienne formation stalinienne, me paraît aujourd'hui révélatrice d'une autre opposition : moi, je pensais que les tracts n'étaient pas forcément lus par leurs destinataires et que ceux qui les liraient, même convaincus par nos arguments, ne modifieraient pas pour autant telle ou telle de leurs conduites politiques, alors que mes camarades croyaient que les tracts étaient le plus souvent lus par leurs destinataires et que, s'ils étaient d'accord avec leurs contenus, ils agiraient désormais en conséquence.

F. G. - Je salue cette primauté accordée à la raison...

P. E - **C'est tellement vrai que j'accusais parfois, en manière de plaisanterie, mes camarades d'idéalisme platonicien.**

F. G. - Qu'entendais-tu par là ?

P. F. - Platon fait dire à Socrate : « Nul n'est méchant volontairement, » Ce qui signifie qu'il suffit de connaître le bien pour le faire. En revanche, on attribue à l'apôtre Paul la phrase suivante : « Je ne fais pas le bien que j'aime et je fais le mal que je hais. » Ainsi, des camarades de l'OCI croyaient que ceux ou celles qui se trouvaient d'accord avec l'un de leurs mots d'ordre agiraient en conséquence ou tendraient en général à le faire. Quant à moi, marqué par une éducation catholique, puis par une formation stalinienne, je faisais une part plus grande à l'irrationalité des conduites humaines et je supposais que des personnes pouvaient être d'accord avec notre politique tout en continuant à agir comme s'il n'en était rien. C'est à partir de là que je pouvais parler métaphoriquement d'une forme d'idéalisme platonicien.

Cependant, ce qui me retenait dans les rangs de l'OCI, c'était la conviction de ses membres que la victoire de la révolution prolétarienne n'avait rien de fatal, contrairement à une vision idéologique abusivement greffée sur le marxisme à partir de l'existence et de la puissance de l'URSS. La classe ouvrière pouvait l'emporter en se dotant d'une organisation révolutionnaire et d'une direction révolutionnaire de cette organisation, mais elle pouvait perdre en ne s'organisant pas efficacement. « Socialisme ou barbarie », comme l'avaient dit successivement Rosa Luxemburg et Trotski, et comme l'avaient repris Castoriadis et Lefort.

18. « Venez me voir, Monsieur Fougeyrollas ! »

François Mitterrand

FRANÇOIS GEORGE - **Tu n'as peut-être pas été aussi totalement trotskiste que tu avais été auparavant stalinien. Mais ton appartenance à l'OCI a dû quand même te brider...**

PIERRE FOUGEYROLLAS - Nullement. C'est ainsi que j'ai participé, sans mandat de l'organisation, à un débat très politique qui s'est tenu à Paris, à l'invitation de l'Office de coopération et d'accueil universitaire des étudiants africains en France, le 12 février 1974, sur le thème suivant : Dans quelle mesure les grandes puissances peuvent-elles aider ou freiner l'unité et le développement de l'Afrique ?

J'avais été invité en tant qu'ancien directeur de l'Institut fondamental d'Afrique noire ; cependant j'avais loyalement averti les organisateurs du débat de ma position radicalement critique vis-à-vis de la politique française dite « d'aide et de coopération » en Afrique, car ils m'avaient fait savoir que Michel Debré y représenterait le gouvernement et François Mitterrand l'opposition. J'avais proposé - par modestie, disais-je - de parler le premier en laissant ensuite la parole aux hommes politiques de la droite et de la gauche. La proposition fut acceptée.

J'ouvris donc le débat devant une salle pleine à craquer d'étudiants principalement africains et sous la présidence d'une étudiante camerounaise qui portait le nom des Njoya, les sultans de Foumban, la capitale du pays bamoun. Je fis le procès de l'aide et de la coopération occidentale, en général, et française, en particulier, qui entravaient ce qui aurait pu être le développement autonome et autocentré des pays africains formellement indépendants. Sans m'embarrasser de nuances, je déclarais que la coopération, c'était la vieille politique de domination coloniale continuée sous d'autres formes. Mitterrand avait l'air réjoui et, en m'écoutant, il semblait boire du petit-lait.

En ce temps-là, la Côte-des-Afars-et-des-Issas, chef-lieu Djibouti, était encore un territoire français. Aussi, lançai-je d'une voix forte : « Qu'est-ce que la France fait encore à Djibouti à l'heure de la décolonisation universelle ? » Mors, Debré, qui était assis à ma droite, se dressa brusquement et cria : « Je ne suis pas venu pour entendre ça. » L'assistance devint houleuse. Des cris hostiles fusèrent. Je répliquai : « Monsieur le Premier ministre, je vous écouterai tout à l'heure sans doute avec déplaisir, mais en silence. Commencez à en faire de même pour moi. » Debré se rassit courroucé, mais silencieux, Mitterrand prenait l'air d'être ailleurs, et les étudiants m'applaudirent bruyamment et longuement. Je poursuivis mon intervention jusqu'à son terme sans nouvel incident. L'assistance me manifesta son accord en redoublant ses applaudissements. Un journaliste dont on ne m'avait pas annoncé la participation et dont j'ai oublié le nom tenta de me contredire en me traitant de stalinien et en invectivant les étudiants qui, selon lui, étaient les obligés de la France. Ces derniers ne le laissèrent pas faire et l'obligèrent à se taire.

Debré chercha à se concilier les faveurs de l'assistance en rappelant l'œuvre libératrice accomplie par le général de Gaulle, en indiquant que les tentatives d'unification de l'Afrique avaient jusque-là échoué pour des raisons qui n'étaient pas seulement externes et que

« l'Europe et l'Afrique ne pouvaient pas suivre des chemins différents ». Son discours s'acheva dans une certaine inattention et un certain brouhaha manifestement désapprobateur. Enfin, Mitterrand tenta de s'élever au-dessus des désaccords qui s'étaient manifestés. Il approuva, sur le plan des principes, la politique française d'aide et de coopération tout en déplorant que l'aide à l'Afrique soit présentement « récupérée par les capitalistes ». Se tournant vers moi, il me dit : « ne soyez pas maximaliste ». Puis, il minimisa et relativisa les effets de la colonisation. À l'intention du public étudiant, il déclara : « Nous, les Français, nous avons été colonisés par les Romains, et nous ne nous en portons pas plus mal. Bien au contraire. » Un certain nombre d'étudiants, ne supportant pas de tels propos, se mirent à crier et à siffler.

C'est avec fierté que je constatais que j'étais le seul des orateurs à être sur la même longueur d'onde que les étudiants africains. Je revivais le climat politique de Dakar. Au moment où Mlle Njoya levait la séance, Mitterrand fit un pas vers moi et me dit : « Venez me voir, Monsieur Fougeyrollas. » Je le saluai et je me retirai en refusant d'« aller boire un verre avec les ministres », comme m'y invitait la présidente de la séance.

Par la suite, je n'ai jamais rendu visite à Mitterrand et je n'ai jamais regretté de ne l'avoir pas fait. J'ai cru longtemps, très longtemps à la révolution comme à une entreprise historique à laquelle je devrais participer, et les socialistes représentaient pour moi un réformisme auquel j'étais allergique. Aujourd'hui, je ne crois plus à la révolution, du moins à l'horizon historique que nous pouvons apercevoir, mais je reste allergique au réformisme qui me paraît toujours manquer de poésie.

F. G. - Faute de poésie, plus de politique ? N'est-ce pas un certain rejet de la politique que tu exprimes là ?

P. F. - J'exprime en effet un rejet de la politique quotidienne, de ses aspects si astreignants et pourtant indispensables. Des amis m'ont souvent demandé pourquoi je n'avais pas essayé de devenir député ou maire. Je répondais que les tâches quotidiennes de ces élus m'auraient rebuté. J'admirais et j'admire sincèrement ceux et celles qui les accomplissent, mais je ne m'en suis jamais senti la force. J'ai milité une quinzaine d'années au PCF : au début, il s'agissait de libérer la France d'une occupation étrangère, puis il s'est agi, du moins je le croyais, de préparer la révolution. J'ai milité une autre quinzaine d'années à l'OCI, devenue en cours de route le Parti communiste internationaliste : il s'agissait à nouveau de préparer la révolution selon une conception dénuée de tout opportunisme. Dans les deux cas, je n'ai ménagé ni mon temps ni ma peine, mais c'était bien autre chose que de répondre aux multiples demandes et sollicitations des électeurs ou que d'administrer une commune. Hors de la poursuite d'un but final touchant la condition humaine, la politique m'ennuie. C'est pourquoi, hors de ma passion patriotique pendant la guerre et des deux phases ultérieures de ma passion révolutionnaire, je suis resté un philosophe et un sociologue voué à l'enseignement et à la recherche.

F. G. - Es-tu satisfait de ton quart de siècle d'enseignement à Paris-VII ?

P. F. - À double titre. Par les étudiants du diplôme d'études approfondies et du doctorat de sociologie que j'ai créé et administré avec mes amis Pierre Ansart et Jean Duvignaud. Et par

ceux des grands amphithéâtres de première année de sociologie que j'ai tenu à assurer peut-être parce que leur public nombreux me renvoyait à l'atmosphère des meetings de ma vie militante. Plus profondément, j'éprouvais un immense plaisir et une forme de bonheur à transmettre des savoirs à des étudiants qui me gratifiaient en retour de leur affection. La vraie relation pédagogique n'est-elle pas une relation d'amour ? Naturellement, j'ai attendu que la demande vienne des étudiants eux-mêmes et que je puisse rétablir le cours magistral en amphithéâtre sans risque de me heurter à une opposition soixante-huitarde. De 1976 jusqu'à 1991, j'ai présenté une introduction à l'histoire de la sociologie devant des salles de deux à trois cents étudiants pour leur plus grande satisfaction et pour la mienne encore plus grande.

Au début d'un cours de la fin des années 1970, je me trouvai en face d'effectifs pléthoriques. Dans le plus grand amphithéâtre du campus Jussieu, les étudiants étaient si nombreux que des dizaines d'entre eux étaient assis par terre tandis que d'autres se tenaient debout en haut des marches. À peine avais-je commencé ma première leçon que j'étais interrompu successivement par les représentants des deux principales organisations syndicales étudiantes. Ils demandaient, ils réclamaient le dédoublement de l'amphi. Je leur promis d'intervenir auprès de la présidence de l'Université et de leur donner une réponse la semaine suivante. Moyennant quoi, je pus exposer le premier chapitre de mon cours.

J'essayais d'obtenir satisfaction pour eux et pour moi. Mais l'administration était intraitable. Le président de l'université lui-même me disait : « Ils sont très nombreux au début de l'année, puis les effectifs se dégonflent. Attends quelques semaines, et un seul amphi suffira à contenir tes étudiants. » Malgré mes appels à l'aide, aucune décision de dédoublement ne fut prise. Je me suis retrouvé devant mes étudiants dans une situation inchangée et je fus obligé de reconnaître que la présidence refusait le dédoublement de l'amphi. Quand j'eus donné ces informations, les dirigeants syndicaux étudiants déclarèrent vouloir organiser une délégation qui, séance tenante, monterait à l'étage de la présidence pour exiger le dédoublement. Les volontaires furent très nombreux et l'un des militants étudiants m'interpella très courtoisement : « Pendriez-vous la tête de notre délégation ? »

Spontanément, je répondis : « Pourquoi pas ? » C'est ainsi qu'au premier rang d'une bonne centaine d'étudiants revendicatifs et décidés à gagner, je suis monté à l'étage présidentiel. Prévenus par des informateurs, le président et ses collaborateurs avaient quitté leurs bureaux après les avoir fermés. Certains d'entre eux auraient dit : « Attention ! Cyrano arrive ! Cyrano arrive ! » Seul demeurait sur place le secrétaire général de l'Université qui me reçut ainsi qu'une délégation des manifestants. Il promit de dédoubler le cours, ce qui fut fait la semaine suivante. Le soir de cette mémorable journée, le président de l'Université m'appela au téléphone pour me dire : « Ce que tu viens de faire, je l'accepterais d'un assistant ou d'un maître assistant, mais d'un professeur je ne l'accepte pas. » Il m'a fallu six mois pour me réconcilier avec lui. Cette pittoresque incartade m'a valu une réputation détestable d'agitateur subversif parmi les membres de l'équipe dirigeante de Paris-VII, réputation dont je n'ai pris la mesure que beaucoup plus tard. C'est ainsi que j'ai pâti d'un certain isolement par rapport aux collègues les plus impliqués

dans la gestion de l'Université. Je m'en consolais aisément en considérant les relations affectueuses qui me liaient d'une manière très gratifiante à mes étudiants de début et de fin de cursus. Par ailleurs, j'étais fréquemment invité à donner un enseignement dans des universités étrangères, notamment celles de Madagascar, d'Alger, de Sfax et de Tunis où nombre de mes anciens étudiants de Paris-VII occupaient des postes.

Madagascar, je fus invité par François Rajaoson qui, après avoir été l'un de mes doctorants, occupait de hautes fonctions au sommet de l'enseignement de son pays et qui a été recteur de l'Université pendant huit années consécutives, record exceptionnel. Le département de sociologie de Tananarive me demandait deux cours accélérés : d'une part, une histoire de la sociologie et, d'autre part, un cours sur le passage d'une société du capitalisme au socialisme destiné à répondre aux interrogations des étudiants relativement à la *Révolution malagasy* qui était alors la grande entreprise politique du président Ratsiraka. J'enseignais dans un grand amphithéâtre flambant neuf, à raison de trois heures le matin pour le premier cours, et de trois heures l'après-midi pour le second, du lundi au vendredi. Il m'arrivait, le vendredi soir, d'être aphone. Mais quelle jouissance de s'adresser à ces jeunes gens et à ces jeunes filles d'autant plus avides de savoirs qu'ils ne disposaient que de très peu de livres et qu'ils se sentaient isolés du monde extérieur ! Une fois la leçon terminée, j'avais du mal à m'arracher à ceux et à celles qui m'entouraient et me bombardaient de questions sur les problèmes des révolutions présentes et passées à Madagascar et dans le reste du monde. En apparence, l'idéologie officielle régnait sur les esprits, mais il suffisait des premières conversations pour découvrir des attitudes de méfiance et même de critique par rapport à cette idéologie et par rapport à l'idéologie politique en général. Malgré la pénurie de l'information, une belle vivacité d'esprit était observable chez de nombreux étudiants et de nombreux enseignants. Pendant les week-ends, nous visitions ce fabuleux pays où, sur les côtes, on trouve la végétation tropicale et, sur les hautes terres, la végétation des climats tempérés, notamment la culture de la vigne. Jamais nous n'avions pu observer une contradiction aussi visible entre les richesses et les potentialités multiformes du pays et l'arriération de l'économie, source de pénuries et de misère extrême. À l'époque, j'expliquais cette situation par le jeu des multinationales qui faisaient obstacle au décollage et à la modernisation. Maintenant, je crois qu'il faut en outre prendre en compte les facteurs internes du maintien dans l'arriération économique.

Par ailleurs, la richesse culturelle de Madagascar nous fascinait : le maintien sous le protestantisme et sous le catholicisme d'un culte des ancêtres illustré par le retournement périodique des morts, la vitalité d'une langue commune à toutes les régions de la Grande Île et la persistance psychosociale des hiérarchies antérieures à la colonisation, de la haute noblesse aux anciens esclaves. j'y suis revenu six ou sept fois, toujours avec le même plaisir de découvrir d'autres aspects d'une civilisation peut-être plus asiatique qu'africaine, faisant en tout cas partie du monde de l'océan Indien. De mes enseignements alternés à Paris et à Tananarive, j'ai tiré deux bouquins : *Sciences sociales et marxisme,* qui a joué le rôle d'un manuel d'histoire de la sociologie pour de très nombreux étudiants, et *Les Processus sociaux contemporains,* ouvrage qui répondait initialement à la question du passage du capitalisme au socialisme en en bouleversant complètement la problématique pour des raisons que l'avenir devait amplement justifier.

F. G. - Je crois me souvenir qu'à cette époque, tu as participé à une campagne électorale ?

P. F. - C'est exact. Il s'agissait de la préparation d'une élection législative complémentaire qui se déroulait dans le Ve arrondissement de Paris. **L'OCI** me proposa d'être son candidat au Quartier latin, non pas avec l'espoir que je pourrais être élu, mais en vue de faire connaître nos conceptions et notre programme à un nombre plus important de gens que ceux que nous touchions habituellement.

Je participai effectivement pendant quinze jours à quelques réunions publiques. Je suis allé notamment porter la contradiction à Ellenstein, le candidat du PCF, en lui rappelant l'écrasement par Moscou de l'insurrection hongroise de 1956 et en dénonçant l'anachronisme d'un Parti communiste encore existant alors que le totalitarisme du régime soviétique était désormais démystifié pour le plus grand nombre. Je me vois encore sortir de la salle où avait lieu la réunion et dire, en sortant, aux membres du service d'ordre du PCF : « Ah ! Quand j'étais des vôtres, un trotskiste ne serait pas sorti indemne d'une telle réunion. » Provocation ludique, bien entendu, mais constatation d'une décomposition de ce parti qui est aujourd'hui bien confirmée.

Dans l'école de la rue des Boulangers, je tins une réunion où les membres de l'excellent service d'ordre de l'OCI étaient de loin plus nombreux que le reste du public. Devant cet état de fait, je présentai mon exposé probablement d'une manière plus succincte que d'habitude. Après mon intervention, deux individus qui manifestement n'appartenaient pas à notre service d'ordre intervinrent, moins pour s'en prendre à ce que j'avais dit que pour contester le point de vue de l'OCI sur l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire, notamment sur la fondation et les premières années du Parti communiste italien. À la tribune, un camarade me signala, à voix basse, qu'il s'agissait de bordighistes connus de notre organisation et qui constituaient un groupuscule se réclamant de Bordiga, l'un des fondateurs du Parti communiste italien. Peu instruit de ces détails historiques, je répondis à mes contradicteurs assez rapidement pour les ramener à la situation présente et à ses exigences. Le camarade de l'OCI qui présidait cette réunion électorale, estimant que ma réponse avait été insuffisante, prit la parole et nous fit pendant une bonne demi-heure une leçon d'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire. À la fin de chacune des pauses de son discours, les membres du service d'ordre répondaient par des rafales d'applaudissements et de vivats, de telle sorte que les deux bordighistes semblaient de plus en plus réduits et comme anéantis par les torrents de cette éloquence.

Dans mon Université, cette candidature avait renforcé mon image de politicien inquiétant, disposant de moyens d'action qu'en réalité je n'ai jamais eus. Enfin, il y avait cette affiche électorale qui avait été abondamment placardée pendant la campagne. Je n'y traitais guère des problèmes du Ve arrondissement. J'y exigeais la dissolution de l'Assemblée nationale et je m'y prononçais contre un gouvernement PS-PCF-Radicaux de gauche et pour un gouvernement PS-PCF sans ministres bourgeois. Dernier alinéa, je me prononçais « pour la République des conseils où les délégués mandataires responsables, et par conséquent révocables, garantiront le gouvernement des travailleurs par eux-mêmes ». Bref, je prenais

parti pour une démocratie directe et contre la démocratie représentative, source permanente de trahison des électeurs par leurs élus.

Pierre Broué me fit part de son étonnement devant cette déclaration finale démesurée eu égard à l'enjeu de l'élection parisienne. Moi, je me situais manifestement ailleurs, à savoir dans une politique transcendantale par rapport à laquelle l'élection du V' arrondissement n'était qu'un épisode d'une importance infime.

Le résultat ne surprit personne et surtout pas moi. Tibéri fut élu sans difficulté, et dans ce quartier des soixante-huitards, j'obtins 68 voix, chiffre ô combien symbolique !

À l'époque du haut langage des organisations bolcheviques, on aurait dit de ma campagne électorale que c'était une campagne d'agit-prop *(agitation-propagande).* Dans le microcosme de Jussieu, on cherchait des raisons secrètes, des motivations obscures à ce qui pour moi avait été plus un jeu qu'un combat réel, une diffusion d'idées plus qu'une lutte concernant la vie quotidienne. J'en garde aujourd'hui l'agréable souvenir de réunions bien organisées et bien protégées dans lesquelles je pouvais exposer en toute tranquillité les rêves sociaux que je partageais avec mes camarades de combat.

Tout ça n'était possible que parce qu'un homme avait su maintenir contre vents et marées une organisation trotskiste en dehors de tous les compromis et de tous les opportunismes. Pierre Boussel, plus connu sous le nom de Pierre Lambert, était cet homme-là. Il suffisait de l'approcher et de parler tant soit peu avec lui pour découvrir une personnalité hors du commun. De ses origines ouvrières et parisiennes, il garde tin air goguenard qui est peut-être une défense et qui se révèle vite à qui sait comprendre une forme d'humour. D'une discrétion exceptionnelle, il n'affiche aucune prétention exorbitante, aucune assurance injustifiée. Autodidacte pour une grande part, il a une connaissance approfondie du marxisme dont il a conscience de détenir et de faire fructifier l'héritage révolutionnaire.

Je nous vois encore attablés à la terrasse du café qui fait face à la salle de la Mutualité, en compagnie de Louis Astre qui était alors secrétaire général de la Fédération syndicale de l'Éducation nationale. Il lui disait : « Il n'y a pas beaucoup de marxistes aujourd'hui en France. Moi, j'essaie d'en être un. Et il y a peut-être mon ami Fougeyrollas. » Loin de me blesser, son « peut-être » me ravissait, car je savais bien qu'il y avait en moi, à cet égard, des hésitations et des doutes. Quant à lui, Lambert, il pensait avec raison qu'il n'y avait pas de marxisme en dehors de la construction et du développement dans l'action d'une organisation révolutionnaire.

Depuis la veille de la Seconde Guerre mondiale, il avait traversé toutes les crises de la IV e Internationale en maintenant le cap de cette organisation aux noms successifs qui s'appelait alors l'OCI et qui allait plus tard s'appeler le Parti communiste internationaliste (PCI). Les « lambertistes », comme on les appelait souvent, avaient créé une organisation de jeunesse particulièrement combative : l'Alliance des jeunes pour le socialisme (AJS) ; ils occupaient des positions solides à la tête de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF-ID) et militaient activement dans les syndicats de la CGT-Force ouvrière.

Un jour Lambert me dit : « Chez nous, il n'y a pas de chefs. » Et je ne doute pas de la sincérité de cette déclaration. Il avait effectivement horreur des chefs qui représentaient pour lui la hiérarchie bourgeoise et la hiérarchie stalinienne dans ce qu'elles avaient de plus oppressif et de plus aliénant. Son charisme, difficile à ne pas percevoir par ceux qui militaient avec lui ou qui occasionnellement le rencontraient, ne provenait d'aucun artifice. Dans les meetings de l'organisation comme dans les réunions internes, il n'usait d'aucun moyen oratoire, d'aucune de ces façons d'impressionner le public, fréquentes chez les politiques. Il parlait calmement en faisant confiance à la logique de ses démonstrations. A une jeunesse qui était revenue de la grandiloquence des discours soixante-huitards, il apportait une sobriété de parole et une rigueur de pensée qui lui conféraient précisément un charisme non recherché, mais réel.

Son refus de toute publicité intempestive l'a fait assez largement méconnaître et même ignorer du grand public. Pourtant, ceux qui écriront l'histoire de la deuxième moitié du XXe siècle devront faire une place à cet homme d'influence qui a marqué les luttes de classes en France et qui a joué un rôle d'avant-garde dans le mouvement ouvrier révolutionnaire à l'échelle internationale. Mentor politique exceptionnel, il a formé de brillants militants dont certains, après l'avoir trahi, font aujourd'hui carrière dans les sphères les plus élevées de notre vie publique.

F. G. - Tu parles de ce Lambert avec beaucoup d'amitié...

P. E - Oui, j'ai noué avec lui des relations d'amitié qui ne se limitaient pas aux questions politiques. Nous partagions le même immense intérêt pour l'histoire et nous échangions souvent des vues sur les époques les plus diverses. Lambert m'interrogeait parfois sur l'Afrique et je crois avoir contribué à rendre plus intense son intérêt pour ce continent. De plus, c'est un bon vivant et un gourmet, il aime la bonne chère et les très bons vins. Nous avons beaucoup dialogué au cours de mémorables repas.

F. G. - Quel jugement portait-il sur ta période stalinienne ?

P. F. - Aucun jugement moral. Il comprenait que sous l'occupation allemande je n'avais pas perçu l'existence des trotskistes. Ils étaient trop peu nombreux alors que les militants du PCF l'étaient beaucoup plus et, par conséquent, plus visibles. Il estimait donc qu'une certaine ignorance m'avait écarté du trotskisme et jeté dans les bras des staliniens.

Pour ma part, je trouvais dans l'OCI une communauté fraternelle qui me faisait chaud au *cœur*. Chaque fois que je faisais la connaissance d'un militant nouveau appartenant à l'OCI ou à une organisation semblable basée dans un autre pays, j'éprouvais le plaisir de vivre immédiatement une communauté de pensée, au moins sur l'essentiel. Peut-être la nostalgie de la communauté fraternelle que j'avais autrefois connue au PCF était-elle enfin surmontée et, en un sens, comblée par mon appartenance à l'organisation lambertiste.

Par ailleurs, elle me donnait l'occasion de parler à d'autres auditoires qu'à ceux de l'Université et d'écrire des articles dans son hebdomadaire *Informations ouvrières* et dans sa revue théorique *La Vérité.* Jusqu'alors, jusqu'en 1975-1976, mes activités d'enseignant-chercheur et mes activités de militant politique étaient restées assez séparées. Elles se rejoindront lorsque je lancerai mon attaque contre le structuralisme, notamment contre Lévi-Strauss, Lacan et Althusser.

19. À l'assaut de la forteresse structuraliste

FRANÇOIS GEORGE - Comment en es-tu venu à lancer cette offensive que pour ma modeste part je ne désapprouvais pas, bien qu'avec des nuances ?

PIERRE FOUGEYROLLAS - Assez tardivement, car je n'ai pas d'emblée compris cette nouvelle mode idéologique qui a dominé les sciences humaines et sociales, à partir des environs de 1965. À l'Université, j'ai constaté qu'un nombre croissant d'étudiants faisait des références élogieuses à Althusser et à Lacan.

Un jour, une étudiante en doctorat de sociologie me dit : « Moi, *ce* qui m'intéresse, c'est le marxisme, mais les œuvres de Marx sont trop longues et trop difficiles. Alors, j'ai lu Althusser, et ça me suffit. » Je lui fis part en termes vigoureux de ma surprise et de mon mécontentement. Depuis quand la lecture des textes d'un commentateur dispenserait-elle de l'étude des livres du maître ? En d'autres occasions, j'observais que l'intérêt des étudiants pour la psychanalyse se métamorphosait chez certains d'entre eux en une fascination pour les séminaires et le personnage même de Lacan.

Les professeurs n'échappaient pas à la mode intellectuelle en train de s'installer. Mon ami Louis-Vincent Thomas, qui n'avait jamais eu de penchant pour le marxisme, tenait en estime les écrits assez minces d'Althusser. D'autres déclaraient qu'avec Althusser le marxisme cessait d'être une simple affaire de militants pour devenir une étude de textes digne des meilleures traditions universitaires.

Je cherchai l'élément commun à Lacan et à Althusser et je le trouvai sans peine dans une réduction au langage de leurs objets de recherche. Lacan ne proclamait-il pas comme une sorte de devise de son école : « L'inconscient est structuré comme un langage » ? Quant à Althusser, n'écrivait-il pas, dans son *Lire le Capital : «* Le texte de l'histoire n'est pas un texte où parlerait une voix (le Logos) mais l'inaudible et illisible notation des effets d'une structure de structures » ? Et le père fondateur de cette méthode de réduction des phénomènes humains au langage, ou, plus exactement aux structures linguistiques, n'était autre que Claude Lévi-Strauss à partir duquel s'était formée, sans qu'il l'ait pleinement acceptée, une « constellation » comprenant Jacques Lacan, pour la psychanalyse, Roland Barthes, pour la critique littéraire et la critique d'art, Michel Foucault, pour la philosophie, Jean Baudrillard, pour l'économie, et Louis Althusser, pour le marxisme.

Lévi-Strauss avait créé l'analyse structurale comme une interprétation, par référence aux structures linguistiques, des phénomènes humains, principalement des phénomènes propres aux sociétés les moins développées technologiquement. Mais il s'était gardé de toute systématisation présentant un risque de dogmatisme. Ses « disciples » ont été moins prudents. Aussi bien derrière eux s'engouffraient des cohortes de béni-oui-oui qui avaient réponse à tout grâce à la réduction systématique de ce qu'ils étudiaient à des questions linguistiques.

Ce réductionnisme m'irritait. Il permettait aux esprits les moins rigoureux et les plus malléables de se donner une fausse culture et de passer pour savants. Je commis donc un

pamphlet, un brûlot que j'intitulai *Contre Lévi-Strauss, Lacan et Althusser. Trois essais sur l'obscurantisme contemporain.* Contrairement à mes ouvrages précédents que des éditeurs avaient facilement acceptés, ce dernier me valut plusieurs refus. Un éditeur parisien, et non des moindres, me dit : « Ah ! mon pauvre monsieur, si vous aviez attaqué seulement l'un de vos trois adversaires, on aurait pu discuter. Mais les trois à la fois, c'est trop. Avez-vous bien compris que ce sont les trois personnalités intellectuelles les plus influentes aujourd'hui ? » C'est précisément parce que je l'avais bien compris que j'avais lancé mon attaque.

Finalement, c'est un éditeur italien, Savelli, disposant d'une antenne à Paris, qui accepta mon manuscrit. Par la suite, l'antenne disparut et c'est un éditeur d'origine libanaise, du nom de Fawaz, qui publia, chez Spag-Papyrus, une nouvelle édition de cet ouvrage maudit mais épuisé. La liberté d'expression, ce sont deux étrangers qui me l'ont donnée dans ce pays dit des « droits de l'homme ». Merci à eux. Les échos de cette publication furent déplorables dans les milieux universitaires parisiens. On me rapporta qu'à l'université de Vincennes, toute contaminée par le lacanisme, l'althussérisme et les autre versions du structuralisme, une séance avait été consacrée à l'« étude » de mon essai et qu'il en était résulté une condamnation définitive de mes assertions. Des amis psychanalystes, intéressés par ma polémique, organisèrent un débat, salle Lancry, sous le titre *Freud et Lacan.* Dans mon exposé, je m'efforçai de montrer que Lacan avait trahi la pensée de Freud en prétendant lui être fidèle. Dans le public des contestations s'élevèrent

F. G. – Je suis sûr que tu n'as guère eu de mal à en triompher...

P. E – Certes, néanmoins une femme, d'âge moyen, intervint pathétiquement pour me dire : « Votre critique de Lacan est destructrice et moi, qui suis actuellement en analyse, vous me laissez sans secours ; que puis-je faire ? » Rendu perplexe par ce discours, je répondis que ma critique concernait une idéologie greffée sur la psychanalyse, en l'occurrence celle de Lacan, et non l'efficacité du traitement psychanalytique. Ce soir-là, je me rendis compte qu'il était plus aisé de triompher oratoirement que de répondre aux problèmes existentiels rencontrés au hasard d'une discussion publique.

La réunion de la salle Lancry constituait un fait exceptionnel. Car mon pamphlet ne bénéficia dans la grande presse et dans les médias d'aucune publicité et d'aucun débat. Ce que je viens d'appeler la « constellation structuraliste » se trouvait matérialisé par une véritable mainmise sur l'intelligentsia parisienne avec des relais en province, en Europe et en Amérique latine. Pour être à la page, un intellectuel ne pouvait être que lacano-althusserien. C'est pourquoi j'ai été particulièrement heureux de la publication, en 1979, de ton pamphlet *L'Effet 'Yau de Poêle. De Lacan et des lacaniens* où avec un humour corrosif tu me rejoins dans le travail de la démystification.

E G. - Embrassons-nous, Pierre.

P. F. - C'est d'ailleurs à la suite de la publication de *L'Effet 'Yau de Poêle* qu'une réunion publique eut lieu au Forum des halles sur le thème *Pour ou contre le structuralisme.* Il s'agissait, en fait, d'une table ronde à laquelle, toi et moi, nous participions avec Élisabeth Roudinesco ainsi qu'avec Michel-Antoine Burnier et Patrick Rambaud, auteurs du *Roland Barthes sans peine.* Après quelques escarmouches entre celle qui défendait le structuralisme et ses adversaires, Élisabeth Roudinesco,

vêtue de sa grâce, me traita de dinosaure et me lança à la figure, d'un ton persifleur, sans aucun rapport avec le débat : « Qu'est-ce que c'est la poésie, pour vous, M. Fougeyrollas ? » Sans hésitation, je rétorquai : « Quand je parle, c'est déjà de la poésie. » La salle applaudit et deux clochards qui s'étaient réfugiés là s'esclaffèrent : « Quel jus ! »

Aujourd'hui, le structuralisme a perdu de sa virulence et il n'est plus tout à fait à la mode. D'autres en ont montré les faiblesses et les insuffisances, voire les erreurs. Dans son *Histoire du structuralisme (1992),* astucieusement divisée en deux parties, *1. Le champ du signe, 1945-1966, 2. Le chant du cygne, 1967 à nos jours,* François Dosse situe le début du déclin avant nos interventions. Il reste qu'en ce qui concerne la critique, notre mérite, c'est d'avoir été des précurseurs.

E G. - Je te l'accorde volontiers. Par ailleurs, cette année 1976 ne t'a-t-elle pas apporté d'autres satisfactions que la publication du *Contre Lévi-Strauss, Lacan et Althusser ?*

P. F. - Si. J'ai épousé Claudie et nous sommes partis en voyage de noces pour la Guadeloupe rejoindre sa famille. Je ne connaissais pas les Antilles, de telle sorte que ce voyage était pour moi une véritable découverte. Plus généralement, j'ignorais tout de l'insularité et j'imaginais que vivre dans une île, c'était un peu comme se trouver en prison ou, du moins, dans un incontestable isolement. J'abandonnai vite cette vision naïve, car l'éprouvai, dès les premiers jours, que la Guadeloupe constituait, pour ses habitants, un monde à leur échelle et que la relation à notre planète n'était pas vécue par eux autrement qu'elle pouvait l'être dans un pays appartenant à un continent. Au demeurant, les médias jouent dans le rapport au monde extérieur un rôle qui ne m'a pas paru différent aux Antilles et ailleurs.

Puis, il y avait ces paysages où la luxuriance tropicale se manifestait sans entraves et me rappelait certains endroits du littoral ivoirien ou de la savane camerounaise. Les îles de la mer Caraïbe seraient-elles autant de petites Afrique situées de l'autre côté de l'océan ?

L'année 1976 n'était pas une année comme les autres. La Soufrière, ce volcan dominant la partie méridionale de l'île, avait grondé et rejeté des cendres qui avaient plongé subitement dans la nuit, en plein midi, tout le secteur de Basse-Terre, la capitale. Les augures s'étaient prononcés, Brousse et Allègre dans un sens, Haroun Tazieff en sens opposé. Contre l'avis de ce dernier, la population concernée avait été évacuée et, plus ou moins bien, réinstallée dans l'agglomération de Pointe-à-Pitre. Ma belle-famille qui habitait Saint-Claude, au flanc du volcan, en faisait partie. Ma découverte de la Guadeloupe a été, cette fois-là, partielle par la force des choses, et il m'a fallu les séjours suivants pour la poursuivre.

F. G. - Pour toi, j'entends bien, la Guadeloupe serait-elle une suite de l'Afrique ?

P. F. - D'abord, j'ai vécu et je vis, quand j'y retourne, la Guadeloupe de l'intérieur, à partir d'une famille à laquelle j'appartiens. C'était un point de vue nouveau pour moi. Ensuite, je dois dire que mon vécu africain m'a aidé et aussi gêné dans ma compréhension de la personnalité guadeloupéenne ou, en extrapolant, de la personnalité antillaise. Aidé, parce que je retrouvais un climat et un environnement tropical comme ceux que j'avais déjà connus, plus particulièrement, au Bénin et au Togo. Aidé aussi par des rythmes de vie et de travail comparables parce qu'ils étaient manifestement liés à l'environnement et au climat.

En revanche, mon passé africain me conduisait parfois à rapporter abusivement ce que je voyais en Guadeloupe à ce que j'avais vu en Afrique. Au Sénégal, par exemple, les hommes sont restés chefs de famille avant tout. Ce qui m'a étonné en Guadeloupe, c'est de constater que dans les milieux populaires, les femmes assument les fonctions de chefs de famille par suite d'une fuite des hommes devant leurs responsabilités paternelles. L'absence du père, si préjudiciable à l'éducation des enfants, a ainsi créé une famille monoparentale et amené les femmes à en devenir le *potomitan,* la colonne vertébrale, pour ainsi dire.

De cela et de l'identité culturelle, j'ai souvent discuté avec mes amis guadeloupéens : les philosophes Georges Combé et Cyrille Serva, le peintre Michel Rovelas, la romancière Maryse Condé et d'autres encore. J'aime particulièrement ces débats fraternels au cours desquels chacun se remet en question et remet en question les autres, et qui montrent que la Guadeloupe est une terre de créativité.

La représentation que les Antillais ont eue et ont d'eux-mêmes me paraît comporter trois périodes. Au début du XXe siècle, l'école primaire s'efforçait de gommer l'origine africaine de beaucoup d'entre eux, à telle enseigne que pour certains cette origine était ignorée comme si depuis toujours les îles avaient été habitées par des Antillais. À partir des années 1930, le mouvement de la négritude fondée par le Martiniquais Césaire, le Sénégalais Senghor et le Guyanais Damas permit aux intellectuels et aux personnes les plus instruites de connaître et de reconnaître cette origine africaine au point d'intégrer les Antillais dans ce que Senghor appelle le « monde noir ». Aujourd'hui, le mouvement de la créolité, dont les animateurs Raphaël Confiant et Patrick Chamoiseau se réclament du patronage spirituel d'Édouard Glissant, s'efforce de redéfinir l'identité antillaise à partir de toutes ses composantes : la caraïbe, l'africaine, l'européenne, l'indienne et la libanaise.

Ce qui est significatif, c'est que les Antillais de ces diverses origines disposent tous d'une langue commune : le créole qui est parlé ou, pour le moins, compris dans toutes les couches de la société. Les progrès de l'enseignement les ont, en fait, rendus bilingues, car ils parlent tous à la fois le créole et le français.

Il n'est plus nécessaire aujourd'hui de rappeler que Césaire et d'autres écrivains antillais ont admirablement usé de la langue française pour lancer leurs messages en violentant ladite langue quand c'était nécessaire pour qu'elle exprime une culture différente de ses origines. Mais le français ne saurait remplacer le créole pour dire ce qui vient du cœur et pour transformer en humour des situations angoissantes. Et il ne faut pas oublier qu'il existe une symbiose entre ce créole et la musique traditionnelle dans laquelle est immergé l'univers antillais. Chose étonnante ! les modes musicales d'origine américaine, comme le jazz et le rock qui ont submergé l'Europe, n'ont encore guère eu de succès, sauf le rap, en Guadeloupe et en Martinique. Liée à la danse et à la chanson, la musique traditionnelle antillaise accompagne la vie de tous les jours et rythme les fêtes de famille si fréquentes.

F. G. - **La recherche du plaisir est-elle spécialement intense aux Antilles ?**

P. F. - Elle me paraît, en tout cas, plus ostensible, plus visible. Les hommes se vantent fréquemment de leurs bonnes fortunes et les femmes sont d'une élégance quasi quotidienne, prouvant qu'elles ne redoutent pas qu'on les traite en femmes-objets. Par ailleurs, la chanson

créole est riche de références sexuelles que l'on n'oserait pas faire en français. Mais ce n'est qu'un aspect des choses. L'autre aspect qui n'est pas moins significatif, c'est l'importance des croyances et des rites religieux dans la vie sociale antillaise.

La colonisation française s'est accompagnée, pendant très longtemps, du règne sans partage de l'Église catholique. Mais, depuis trente ans, les choses ont bien changé. De nombreuses petites Églises protestantes, souvent de provenance américaine, se sont installées dans les îles et se sont développées. Les adventistes, les évangélistes, les pentecôtistes, l'Assemblée de Dieu et les Témoins de Jéhovah ont maintenant pignon sur rue.

Comme toutes les confessions issues de la Réforme, ces Églises sont marquées par un certain retour à l'Ancien Testament. Certaines entretiennent en outre chez leurs fidèles le sentiment que la fin du monde et le Jugement dernier sont proches et développent un aspect mystique de l'« âme antillaise».

F. G. - Y a-t-il aussi des croyances et des rites originaires d'Afrique comme à Haïti et au Brésil ?

P. F. - On ne trouve ni en Guadeloupe ni en Martinique rien de semblable au vaudou haïtien et au candomblé de Salvador de Bahia. On sait seulement que les devins et les voyantes n'y chôment pas. Mais les Antillais n'ont pas l'exclusivité de la magie et de la sorcellerie. Pour ceux d'entre eux qui se réclament du christianisme, ce sont là des agissements diaboliques qu'ils condamnent. Pas plus que l'Église catholique, les petites Églises protestantes n'ont de faveur ou même d'indulgence pour un héritage religieux censé provenir d'Afrique. Ce qui ne veut pas dire que quelque chose de cet héritage n'est pas présent dans l'inconscient collectif.

E G. - Toi qui fus de ton propre aveu plus sénégalisant que Senghor lui-même, que penses-tu des indépendantistes ?

P. F. - Dans le cadre du grand mouvement de la décolonisation qui a entraîné la fin des empires coloniaux de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas et de la France au cours des années 1950 et 1960, il était inévitable que le problème de l'indépendance se pose pour les Antilles françaises. C'est pour éviter cette solution qu'en 1946 le législateur a fait de la Guadeloupe et de la Martinique deux départements français. C'était la suite logique d'une politique qui avait commencé par l'envoi de députés aux États généraux de 1789 et qui s'était poursuivie par l'élection de représentants aux assemblées françaises des républiques successives. Il reste que la départementalisation ne faisait pas disparaître la toute-puissance du centralisme parisien et n'empêchait pas que ce centralisme contesté à Toulouse, à Rennes et à Strasbourg ne soit contesté plus âprement encore à Basse-Terre et à Fort-de-France, en raison de l'éloignement géographique et des spécificités historiques. La départementalisation ne faisait pas non plus disparaître un certain racisme anti-Noir toujours présent en métropole.

Là se trouve le terreau de l'indépendantisme aux Antilles. Le mouvement s'est manifesté fortement dès 1967 et, après une période de latence, il semble qu'il ait repris de la vigueur actuellement.

F. G. - Pourtant, aux élections législatives ou municipales, les indépendantistes font des scores assez modestes. Pourquoi ?

P. E - Fiers de leur identité culturelle, les Antillais ont sous les yeux des éléments de comparaison qui leur font redouter d'être complètement séparés de la France. En Guadeloupe comme en Martinique, arrivent clandestinement, de plus en plus nombreux, des immigrés en provenance de l'île voisine de la Dominique, ancienne colonie anglaise devenue indépendante en 1978, et d'Haïti, indépendante depuis les premières années du XIXe siècle. On sait par ailleurs que le niveau de vie dans ces deux pays est extrêmement bas. C'est sans doute ce qui explique les faibles scores des indépendantistes en Guadeloupe ou en Martinique, du moins en partie.

F. G. - Quelle solution politique pour l'avenir ?

P. F. - Il me semble qu'il faut faire preuve d'imagination et qu'il faut trouver tin régime d'administration qui tienne compte des spécificités des deux îles. Peut-être, le statut des territoires d'outremer qui comporte un partage du pouvoir entre la métropole et le territoire pourrait, sur certains points, servir d'exemple. Finalement, l'objectif essentiel me paraît être la prise en charge par les populations concernées de leur destinée dans l'histoire future.

Il est clair que la décolonisation aux Antilles ne peut pas suivre tout à fait la même voie qu'en Afrique. En effet, l'Afrique actuelle peut considérer rétrospectivement l'époque coloniale comme une sorte de parenthèse dans son histoire, même si au cours de cette parenthèse bien des choses ont changé et même si ces changements marquent profondément les États actuels. Néanmoins, la décolonisation peut être interprétée comme une « restauration » de l'autorité africaine, ainsi que le pensait Doudou Gueye : rétablissement de la continuité avec les langues africaines interrompue par l'imposition de la langue du colonisateur, réappropriation de l'héritage culturel négligé ou méprisé pendant la parenthèse coloniale.

Aux Antilles, nous nous trouvons dans une situation bien différente. Il ne saurait être question de revenir à un état de la société et à une culture antérieure à la colonisation puisque les populations antillaises sont précisément le produit historique d'une colonisation qui a conduit des Européens à émigrer dans les îles, qui a contraint des Africains à y être emmenés de force par la traite esclavagiste et qui a entraîné l'extermination, l'assimilation ou l'enfermement dans quelques réserves des anciens occupants amérindiens. La décolonisation ne peut, dans ce cas, être une « restauration » puisqu’avant la colonisation la société antillaise n'existait pas en tant que telle. Il faut plutôt penser aux exemples fournis par divers pays des Amériques où l'on ne saurait revenir purement et simplement aux cultures des Amérindiens bien que leurs descendants actuels et leurs héritages doivent trouver leur juste place dans la société de demain. En ce qui concerne la Guadeloupe et la Martinique, la décolonisation espérée devrait comporter la valorisation des héritages culturels des diverses composantes de la population et surtout, faute de l'impossible restauration d'une autorité traditionnelle, elle devrait s'accompagner d'une imagination créatrice d'un futur non prédéterminé.

F. G. - As-tu connu des problèmes d'adaptation dans tes séjours en **Guadeloupe ?**

P. F. - Un seul, mais d'une exceptionnelle gravité, comme tu pourras le juger toi-même. Là-bas, j'ai découvert le rhum agricole qui comporte de nombreuses variétés et que l'on peut accommoder de diverses façons. J'ai aimé d'emblée son arôme, sa richesse gustative, et ses suggestions oniriques. Mais, comme tu le sais, je m'adonne quotidiennement au bourbon depuis de nombreuses années.

F. G. - Voilà un difficile problème d'acculturation. Comment l'as-tu résolu ?

P. E - De la façon la plus simple : à midi, rhum, le soir, bourbon, et dans les occasions exceptionnelles, mais qui peuvent être assez fréquentes, rhum et bourbon alternés.

Cela dit, les séjours en Guadeloupe, ma nouvelle patrie d'adoption, se succédaient et les années passaient jusqu'à cette mémorable année 1981 qui vit la victoire électorale de Mitterrand. LOCI appelait à voter pour Mitterrand, « premier secrétaire du Parti socialiste », dès le premier tour, dans la perspective d'un gouvernement PS-PCF sans ministres bourgeois. Je n'avais aucune peine à suivre, en l'occurrence, la discipline de parti. Cependant, beaucoup de mes amis qui avaient jadis appartenu au Parti communiste s'étonnaient que je me prononce en faveur d'un personnage comme Mitterrand.

Je leur répondais par une fable qui jouait sur leur désir d'en finir avec Giscard et, plus globale ment, avec le gouvernement de la droite. Je leur disais : « Supposons que vous marchiez vers un but déterminé et qu'un gêneur vous barre la route. Supposons aussi que vous n'ayez pour toute arme qu'un caillou resté dans la boue du chemin. Que feriez-vous ? Eh bien, le gêneur, c'est Giscard, l'homme de la droite, et le caillou, c'est Mitterrand ; alors, ne faut-il pas se servir du caillou pour le lancer contre le gêneur ? » Je ne suis pas sûr que cette image biblique de David contre Goliath ait exprimé fidèlement la conjoncture électorale de 1981, mais c'est ce que cette situation m'inspirait.

Avec l'OCI je votai donc Mitterrand tout en conservant mon opinion sur l'homme qui allait incontestablement permettre à la gauche d'accéder au pouvoir après plus de vingt ans d'« exil» Mais, bien entendu, cette victoire de la gauche débouchant sur un gouvernement PS-PCF-Radicaux de gauche ne pouvait pas satisfaire les militants de l'OCI, toujours tendus vers l'imminence de la révolution et sa préparation. Malgré tout, l'« état de grâce » dont bénéficiait Mitterrand démobilisa quelque peu les militants pendant un temps très court, puis ils retrouvèrent leur position d'opposants. Les universitaires, du moins la plupart d'entre eux, vivaient sur un petit nuage. À Paris-VII, la victoire de la gauche était célébrée par des « pots » comme si le pays sortait d'une ère de ténèbres. Je ne participai pas à ces réjouissances. D'ailleurs, la vie quotidienne reprit assez vite son cours ordinaire et la vie politique son rythme habituel.

À l'unité d'enseignement et de recherche (UER) de sciences sociales qui avait succédé au département de sociologie, j'étais entouré d'amis : Pierre Ansart, Jean Duvignaud, Gérard Namer, Antonio Benenati, Marie-Claude Vettraino-Soulard et Jean Devèze qui furent rejoints plus tard par André-Marcel d'Ans, Eugène Enriquez et Sonia Dayan. Nous constituions alors, selon le jugement d'un collègue de Paris-V, un des meilleurs pôles de sociologie existants. Et la réputation de mes amphithéâtres dépassait largement les limites du campus Jussieu.

En 1984, j'eus le bonheur de devenir pour la seconde fois grand-père avec la naissance du fils de ma fille Dominique. De sa mère, ce beau garçon reçut le prénom biblique de Raphaël et de son père, admirateur des Sikhs, celui de Singh. Aujourd'hui, Raphaël-Singh assume, me dit-il, parfaitement les deux.

Les années 1980 étaient le temps des campagnes d'agitation pour faire sortir de leur prison des condamnés politiques purgeant leur peine dans divers pays. Ainsi, je fus mêlé à la campagne pour la libération du mathématicien Léonid Pliottchtch, enfermé dans une clinique psychiatrique spéciale quelque part en URSS. Quand il en fut sorti, il vint à Paris, et nous le reçûmes à la maison avec des camarades et des collègues qui avaient milité pour sa libération. Et nous avons pu lire sur son visage combien il avait été éprouvé par son séjour dans la « fosse aux serpents ». Puis l'OCI me propulsa à la tête d'un comité pour la libération de deux syndicalistes péruviens des mineurs de fer, Cuentas et Quadros, que le gouvernement de Lima avait incarcérés. **Non** seulement nous organisions des meetings où le public nombreux exigeait de ce gouvernement l'élargissement immédiat de nos amis, et des campagnes de signatures aux mêmes fins, mais encore nous harcelions et faisions harceler téléphoniquement l'ambassade du Pérou à Paris. Un jour, le chargé d'affaires de cette ambassade me répondit au téléphone : « Soyez sûr, Monsieur le Professeur, que je tiens autant que vous à la libération de MM. Cuentas et Quadros, car j'en ai assez d'être bombardé de communications sur cette affaire. » Effectivement, au ton de sa voix, on pouvait comprendre qu'il était à bout de nerfs. **Peu** de temps après, nos deux syndicalistes recouvraient la liberté, puis venaient à Paris où ensemble nous avons fêté et, bien entendu, arrosé notre commune victoire.

Tout en militant, je continuais mes recherches et mes publications. Dans *Les Métamorphoses de la crise. Racismes et révolutions au XXe siècle,* ouvrage paru en 1985, je continuais ma « défense et illustration » du marxisme sans pour autant m'interdire de revenir aux problèmes des identités culturelles qui me semblaient prendre une importance nouvelle et exiger de nouvelles approches. Certains de mes camarades de l'OCI ne me cachèrent pas que cet essai leur plaisait moins que mes ouvrages précédents.

F. G. - Allons bon ! Pourquoi cette suspicion soudaine ?

P. F. - Parce que je faisais désormais, à côté du marxisme, une place à des approches intellectuelles différentes, à des approches qui prenaient en compte les problèmes d'identité culturelle comme non réductibles aux explications par la division en classes sociales et par la lutte des classes.

Évidemment, j'avais déclaré en 1979, dans une interview au journal *Le Monde : «* La prétendue conciliation entre les "sciences sociales" et le marxisme est comparable au mariage de l'eau et du feu. » Et, cinq ans après, je me rendais compte que le marxisme, même débarrassé du dogmatisme stalinien, ne permettait pas de tout comprendre, notamment les phénomènes historiques étroitement liés aux appartenances ethniques ou nationales. Alors n'allais-je pas me trouver devant l'alternative suivante : ou bien faire coexister la méthode marxiste et d'autres approches, ou bien trancher entre le marxisme et ces autres approches

? Et, dans les deux cas, j'allais être en difficulté en raison de mes attaques antérieures contre le fonctionnalisme, le structuralisme et le systémisme.

F. G. - Quelle solution as-tu choisie ?

P. E - Je n'ai rien choisi du tout. Petit à petit, j'ai été conduit par le cours de mes recherches à ne plus me servir de la méthode marxiste comme d'une méthode exclusive, unique et à l'abandonner quand elle ne me permettait pas d'avancer plus loin. Cela aboutit aux environs de 1989 à ce que je ne me considère plus comme un marxiste et à traiter Marx seulement comme l'un des maîtres de l'étude en profondeur de l'histoire universelle et, plus spécialement, des sociétés modernes. J'avais d'ailleurs publié en 1985 un « Que sais-je ? » consacré à la biographie de Marx que j'avais rédigé avec beaucoup d'amour, mais qui avait peut-être été une façon d'en finir avec une doctrine. Il aurait été logique, dans ces conditions, que je quitte l'OCI devenue PCI. Pourtant ce n'est pas ce qui s'est passé. Ma démission est intervenue seulement en 1989-1990, mais pour d'autres raisons.

20. Fascinante Asie

FRANÇOIS GEORGE - Te voici de nouveau dans une situation de crise ou, si tu préfères, de métamorphose.

PIERRE FOUGEYROLLAS - N'exagérons rien. Ma rupture avec le Parti communiste et ma rupture avec le gouvernement sénégalais ont été l'aboutissement de crises aiguës. Mon abandon du marxisme, comme vision exclusive de l'être humain et du monde, s'est fait progressivement, c'est pourquoi je préfère parler de métamorphose.

Cela dit, je voudrais te parler de mon premier voyage au Japon, en 1982, car il a constitué pour moi la révélation d'un monde beaucoup plus différent du monde européen que ce que m'avaient montré l'Afrique et, bien entendu, les États-Unis. Et c'est cette différence plus grande qui a modifié ma relation à notre planète.

Ce voyage s'est accompli dans le cadre de relations universitaires franco-japonaises qui, tous les trois ans, entraînaient alternativement la venue de Français à Tokyo et de Japonais à Paris. Jusqu'à nos jours, nous avons été fidèles à ces successives alternances de telle sorte que j'ai fait trois séjours au Japon. Je précise que *ces* rencontres périodiques s'accomplissaient par discipline ; ce sont des sociologues japonais qui nous ont reçus en tant que sociologues français et vice-versa. En 1982, nos collègues japonais étaient encore sous le coup de la victoire de la gauche en France et de l'entrée de ministres communistes au gouvernement. L'un d'entre eux nous demanda quelle différence il y avait entre le régime actuel de la France et celui d'une démocratie populaire comme il en existait encore en Europe centrale et orientale. Nous avons eu du mal à lui faire comprendre que la France ne se trouvait pas sous la dictature du Parti communiste. D'autres voulaient connaître les différences existant entre les nationalisations, les étatisations et les collectivisations des entreprises. Nous avions du mal à montrer qu'un service public n'était pas forcément une entreprise dominée par l'appareil d'État et à réfuter l'idée selon laquelle les nationalisations auraient été des collectivisations complètement destructrices de la propriété privée.

Le principal représentant des sociologues japonais était le professeur Fukukama qui connaissait bien la France, qui parlait parfaitement notre langue et qui faisait preuve de beaucoup d'humour et de beaucoup de sympathie dans ses relations avec nous. Lui et sa femme étaient des hâtes parfaits. Un jour, la délégation des sociologues français donna une conférence de presse au Nippon Press Center de Tokyo avec une traduction simultanée. Comme je demandais à Fukukama si mon intervention avait été bien traduite, il me répondit avec malice : « Vous pouvez considérer qu'entre ce que vous avez dit et ce que votre traductrice en a tiré, il y avait un certain rapport. » De quoi me rendre modeste. En 1988, nouveau séjour au Japon. Fukukama savait que j'avais été longtemps marxiste et que j'étais en voie de démarxisation. Aussi me dit-il : « Vous êtes devenu marxiste ainsi que beaucoup d'autres intellectuels occidentaux parce qu'il y a dans le christianisme des dogmes bizarres, comme celui de l'Incarnation qui fait naître Dieu-le-Fils d'une vierge. Pour vous en débarrasser, vous avez adopté une doctrine que vous avez cru rationnelle. Puis, vous avez compris qu'elle ne l'était pas tellement. »

J'ai constaté, en parlant avec d'autres sociologues japonais, qu'ils éprouvaient une répulsion pour le crucifix. Cette image d'un mort qui venait de subir le supplice que les Romains infligeaient aux esclaves leur paraissait incompatible avec la dignité d'un être réputé divin.

Au demeurant, Fukukama prétendait être athée parce que, selon lui, le bouddhisme dont il se réclamait était non pas une religion, mais une simple philosophie. Il reste que dans les grands temples bouddhistes de Tokyo, de Kyoto et d'autres villes on pouvait voir les fidèles se recueillir, prier et déposer une offrande en frappant deux ou trois fois dans leurs mains en vue d'appeler sur eux la bienveillance d'esprits invisibles, mais tout-puissants. N'étaient-ce pas là des rites religieux par excellence ?

Cette manière de négociation avec les puissances invisibles, n'était-ce pas ce que les juifs, les chrétiens et les musulmans appellent le paganisme ? Je fais aux esprits un cadeau pour que, en retour, ils m'accordent ce que je désire ou qu'ils soient favorables à la satisfaction de mes désirs. Dans les rites des religions traditionnelles africaines, j'avais perçu quelque chose de semblable, et là-bas le paganisme répondait exactement à son étymologie, c'était bien une affaire de *pagani,* de paysans. Mais dans le temple d'Asakusa, au cœur du tissu urbain de l'immense ville de Tokyo, c'était plus étonnant, voire étrange. On pouvait se demander si les pratiquants de tels rites n'étaient pas psychologiquement différents des fidèles des religions du Livre. Certes, il serait imprudent d'imaginer que certains peuples sont plus ou moins angoissés que d'autresH1 n'en faut pas moins constater que dans les religions du Livre il n'y a pas de commune mesure entre l'infinité du Créateur et la finitude des créatures. N'est-ce pas ce qui a fait qualifier par Hegel le judaïsme de *religion du sublime ?* Et n'est-ce pas cette absence de commune mesure qui engendre et maintient singulièrement l'angoisse du croyant ? Le paganisme, en revanche, tendrait à réduire l'angoisse dans le marché qu'il organise entre les fidèles et les esprits du monde invisible.

Ce que je découvrais aussi dans mes pérégrinations japonaises, c'est que dans ce pays les religions, loin de s'opposer, se complétaient. On ne pouvait pas se demander quels étaient les pourcentages respectifs de Japonais shintoïstes, bouddhistes ou chrétiens : cela n'aurait eu

aucun sens. Quelques jours après sa naissance, l'enfant japonais est porté au temple shinto pour une cérémonie au cours de laquelle lui est conféré son nom. Dans son âge mûr, le même individu se préoccupera de son salut après la mort ; il fréquentera alors le temple bouddhiste et les textes de la sagesse bouddhique. Au Japon, on n'est donc pas shintoïste ou bouddhiste ou encore chrétien. On a recours à plusieurs religions, singulièrement au shinto, religion traditionnelle représentative de l'identité collective, et, plus tard, au bouddhisme, porteur d'universalité. Il m'a même été dit qu'un mariage particulièrement chic pouvait comporter, le matin, une cérémonie shintoïste, à midi, une cérémonie bouddhique et, le soir, une bénédiction donnée dans une église catholique nippone.

Invité au domicile d'un collègue japonais, j'ai pu voir un petit autel des ancêtres qui se trouvait à la place d'honneur dans le salon. Il m'a été clairement expliqué que le culte des ancêtres était pratiqué par un grand nombre de familles. Ainsi existaient et existent une religion de la famille, comme on vient de le dire, une religion de la communauté nationale, le shinto, et une religion du salut personnel, à travers la transmigration des âmes, le bouddhisme.

À ces trois niveaux, je crois qu'il s'agit de religions et non de simples philosophies, en raison des rites qui accompagnent et qui sous-tendent les croyances. Néanmoins, le sens du mot religion est sensiblement différent au japon de ce qu'il est en Occident ou dans le monde musulman. C'est pourquoi j'ai fait référence au mot paganisme sans donner à ce dernier une connotation péjorative ou laudative. Mais, devant l'autel des ancêtres de mon hôte tokyote, comment n'aurais-je pas pensé aux Lares et aux Pénates du paganisme des anciens Romains ? Et comment les purs et sobres temples shintoïstes ne m'auraient-ils pas fait penser aux temples élevés par ces mêmes Romains à la déesse Rome, expression de leur identité collective et de leur État ?

F. G. - Tu me parles des croyances et des pratiques religieuses des Japonais, ce qui est fort intéressant. Et leurs mœurs ?

P. E - Lors de mon premier voyage, j'ai été frappé par la propreté des villes et par la discipline collective observable chez les adolescents et chez les adultes. Les lycéens et les lycéennes vêtus d'uniformes bleus ou gris, très seyants, entraient en rangs dans leurs classes et se tenaient de la façon la plus correcte dans la rue.

En France, la télévision a montré des « pousseurs » qui, dans le métro de Tokyo aux heures de pointe, aident les voyageurs à entrer dans les wagons. Le public a interprété cette action en termes de violence et de discipline imposée. En réalité, les Japonais sont fidèles à une politesse et à un contrôle des mouvements corporels qui excluent toute bousculade ou même tout frôlement de corps à corps. C'est précisément parce que l'on ne se bouscule pas dans le métro de Tokyo que des pousseurs sont nécessaires pour que la foule puisse trouver place dans les wagons aux heures de pointe.

La discipline que l'on peut observer chez les Japonais est une discipline spontanée. L'individualisme extrême qui règne actuellement dans les sociétés occidentales n'existe pas ou n'existe pas encore dans l'Empire du Soleil levant. Sa modernisation s'est

accompagnée du maintien de représentations et de conduites traditionnelles, à la différence de ce qui s'est passé en Occident. Le fameux conflit de la modernité et de la tradition qui a marqué l'histoire de l'Occident pendant cinq siècles et que cet Occident a exporté en Afrique n'a pas marqué les derniers cent ans du Japon ou les a marqués autrement. Ainsi, c'est l'empereur Meiji qui a lancé d'en haut, dès 1868, l'entreprise d'industrialisation et, plus généralement, de modernisation du pays en rétablissant le pouvoir impérial par l'abolition du shogunat et en incitant les grandes familles aristocratiques à diriger elles-mêmes la transformation de l'économie. Ce que l'on appelle parfois en Europe « la révolution Meiji » se nomme au Japon, plus proprement, la « restauration Meiji ».

Bien entendu, il faut être prudent, car le Japon n'est pas immunisé contre les crises et les ruptures révolutionnaires toujours possibles dans l'avenir. En tout cas, il a produit un modèle de modernisation original qui n'est probablement pas exportable, mais qui mérite examen.

Entre mon premier et mon second voyage au Japon, j'eus la joie d'apprendre, le 10 septembre 1987, la naissance de ma seconde petite-fille à laquelle son père, mon fils Frédéric, et sa mère, Léonie, donnent les prénoms d'Alice et d'Ilona. Très vite, sa vivacité d'esprit a fait et continue à faire le bonheur de son entourage.

Quelques semaines après, l'unité d'enseignement et de recherche en sciences sociales de Paris-VII devient une unité de formation et de recherche (UFR). Ce changement d'appellation signifie que le directeur de l'UER a des pouvoirs plus grands que ceux de l'ancien directeur de l'UER. Le conseil de l'UER m'élit directeur, fonction que je conserverai jusqu'à mon passage à la retraite et à mon statut de professeur émérite, le l[er] octobre 1992.

Peu de temps avant cette ultime métamorphose, j'étais invité par les chercheurs de l'Institut de sociologie de Pékin à me rendre en Chine pour y prononcer des conférences et organiser des échanges entre cet Institut et l'université Paris-VII qui portait désormais le nom de Paris-VII-Denis-Diderot. Cette invitation, je la devais à mon ancienne étudiante de doctorat de sociologie, Mme Song Yunxin, qui jouait un rôle important à la direction des syndicats de la République populaire. Ma femme m'accompagnant, nous voici partis pour ce pays qui nous attirait et qui nous posait beaucoup de questions politiques depuis de nombreuses années. Un de mes anciens étudiants chinois, Gao Hu-cheng, qui occupait de hautes fonctions au ministère du Commerce extérieur, nous accueillit et nous fit les honneurs de la capitale.

Nos voyages au Japon nous avaient préparés à la « découverte » de la Chine. Car si les sociologues japonais étaient tous franchement hostiles au régime politique de Pékin, ils reconnaissaient, sans que l'on ait besoin de les en prier, que la Chine était culturellement leur mère, comme elle l'était pour les autres nations d'Asie orientale. Les inscriptions en caractères chinois sont visibles dans cet immense espace et permettent à des locuteurs de langues différentes de déchiffrer les mêmes significations.

Notre hôte, en Chine, fut le professeur Song Shuwei qui dirigeait, à Pékin, une équipe de chercheurs en sociologie. Il ne parlait pas français, mais nous disposions des services

permanents d'un excellent interprète, Mâ Shengli, qui avait naguère obtenu, à Paris, un doctorat d'histoire avec une thèse consacrée au socialisme de Jaurès.

On me dit que la sociologie chinoise avait connu, au début du XXe siècle, des débuts prometteurs en relation avec des universités britanniques et des universités américaines. Malheureusement, sous la République populaire, elle avait été supprimée, dans la recherche comme dans renseignement, et remplacée par l'imposition du matérialisme historique à la sauce stalinienne, et, pendant la Révolution culturelle, les ex-professeurs et les ex-chercheurs en sociologie avaient été envoyés aux champs pour qu'ils soient plus près des masses paysannes et qu'ils les connaissent mieux. Song Shuwei nous dit que le Parti l'avait alors envoyé travailler dans une rizière pendant que Mâ Shengli était enrôlé dans une section des gardes rouges, ce qui était devenu par la suite un sujet de plaisanteries entre eux.

Après la mort de Mao et les convulsions politiques qui l'ont suivie, Deng Xiaoping rétablit l'enseignement et la recherche sociologique en attendant des enquêtes menées, dans un esprit objectif, par les nouveaux sociologues une meilleure connaissance de la société et des aspirations des individus.

C'est pourquoi le professeur Song m'avait demandé de préparer une conférence sur l'histoire de la sociologie française en vue d'en tirer des enseignements au profit de la jeune sociologie chinoise. Je prononçai cette conférence à l'Institut de sociologie de Pékin, puis à l'Institut de sociologie de la République populaire de Chine, puis à l'Institut des sciences politiques de Pékin, enfin à l'Institut des sciences politiques de la République populaire de Chine. Chaque fois, je me trouvai devant une trentaine de personnes spécialisées qui prenaient beaucoup de notes et qui, après ma conférence, me posaient de nombreuses questions, généralement fort pertinentes.

Connaissant mon passé politique, Song Shuwei m'avait aussi demandé de préparer une deuxième conférence traitant de l'implosion de l'URSS et de l'effondrement du Parti communiste de l'ex-URSS. Cette conférence, je l'ai prononcée successivement dans les mêmes lieux que la précédente. Le plus souvent, je traitais de la sociologie française le matin, et de la fin de l'URSS l'après-midi. La seconde conférence suscitait, elle aussi, de nombreuses questions mais j'observai qu'elles m'étaient le plus souvent posées avec beaucoup de précautions, probablement en raison du caractère naguère tabou du sujet.

Quant à moi, je posais des questions sur des sujets qui pouvaient encore passer pour brûlants. Une fois, seul avec certains collègues parlant français, je leur demandai si le Grand Bond en avant de 1958, et la Révolution culturelle de 1965-1968 avaient fait beaucoup de morts. L'un d'eux me répondit d'un ton grave : « Si vous voulez avoir un ordre de grandeur, il faut penser aux victimes des camps d'extermination nazis de la Deuxième Guerre mondiale. » Bien qu'une telle déclaration ne comportât guère de précision, je fus atterré en l'entendant. Ne s'agissait-il pas, dans les deux cas, des effets terribles de la mise en application d'une idéologie par un pouvoir absolu ?

Une sociologue spécialisée dans l'étude des destructions de monuments, de sculptures et de fresques par les gardes rouges durant la Révolution culturelle me dit que ces destructions avaient été immenses. Je lui fis remarquer que je venais de visiter, les jours précédents, la Cité interdite, le Palais d'été, le Temple du Ciel et l'admirable Temple des Lamas qui me paraissaient en bon état de conservation. Mon interlocutrice me précisa que ces monuments et ces sanctuaires avaient été protégés et sauvegardés, dans la capitale, par l'Armée, mais qu'en province il n'en avait pas toujours été de même, de telle sorte que les effets du vandalisme des jeunes maoïstes demeuraient considérables et irréparables.

F. G. - Que pensaient de Mao Zedong tes collègues chinois ?

P. F. - Sur ce point, je crois que les opinions étaient unanimes. Tous ces sociologues condamnaient les expérimentations *in vivo* décidées par Mao et exécutées sous son autorité, notamment le Grand Bond en avant et la Révolution culturelle. Cependant, ils continuaient à respecter en Mao le fondateur de la République populaire de Chine.

Au temps de la dernière impératrice, la Chine était tombée sous la domination des puissances étrangères. Chacune de ces puissances avait taillé dans la chair de l'Empire du Milieu des « concessions » où elle était souveraine. Puis, de 1931 à 1945, les armées japonaises avaient envahi et occupé une grande partie du territoire chinois et infligé aux populations occupées les pires traitements. Dans les parties de la Chine où Tchiang Kaï-chek avait établi son pouvoir, l'influence de son allié, les États-Unis, était considérable. On comprend que pour les Chinois d'aujourd'hui c'est bien Mao Zedong qui, en fondant en 1949 la République populaire, a restauré l'indépendance perdue de l'ancien Empire du Milieu. Dans certaines de ses déclarations, Mao affirmait franchement qu'il se considérait comme le successeur des empereurs chinois et non de Tchiang ou même de Sun Yat-sen.

F. G. - Alors, où est le communisme dans tout ça ?

P. F. - Manifestement, il n'occupe plus la place centrale. En fait, en 1992, les sociologues chinois que j'ai rencontrés, et probablement beaucoup de leurs compatriotes, avaient compris que l'économie collectivisée, et à plus forte raison étatisée, ne pouvait conduire qu'à de très graves échecs, voire à des catastrophes. Ce qui était dans l'air, c'était les privatisations, les zones ouvertes au commerce international et les fruits que l'on attendait de la politique de libéralisation économique de Deng Xiaoping. Le communisme apparaissait rétrospectivement comme inséparable des entreprises les plus néfastes et les plus meurtrières de Mao.

Une fois dissipées les illusions idéologiques, il reste aux Chinois le sentiment national, la conscience d'appartenir à la nation la plus peuplée du monde, bref une puissante identité collective. J'ai ressenti auprès d'eux la force de *ce* vécu. Néanmoins, je crois qu'il ne faut pas parler trop vite de nationalisme. Je distingue, pour ma part, l'expression du sentiment national que l'on peut appeler le patriotisme et cette idéologie agressive qu'est le nationalisme. Mes interlocuteurs de Pékin souhaitaient que l'on reconnût l'existence d'une civilisation de l'Orient ou de l'Extrême-Orient au centre de laquelle se situait la culture chinoise. Cela dit, ils reconnaissaient volontiers l'existence de la civilisation occidentale et entendaient bien tirer de fructueux enseignements de certains de ses aspects.

F. G. - Soit. Mais que pensaient-ils du régime politique actuel et de l'avenir ?

P. F. - Au cours d'une excursion à la Grande Muraille et d'une visite des tombeaux des Ming, l'un de nos accompagnateurs osa nous dire que le développement futur de son pays exigerait la fin de la « dictature du Parti communiste ». Je fus étonné de sa franchise et de la brutalité de l'expression. Ce que veulent les dirigeants de ce parti, c'est moderniser la Chine, au prix de l'instauration d'une économie très largement capitaliste, à condition de continuer à détenir le pouvoir politique. Et c'est le maintien de ce pouvoir que le collègue que je viens d'évoquer mettait en cause, du moins à terme. Sur l'évolution politique nécessaire, il me semble qu'il y avait tin accord assez général pour estimer que les dirigeants soviétiques, notamment Gorbatchev, s'y étaient mal pris et que c'est précisément comme ça **qu'il** ne fallait pas faire. La répression sanglante des manifestations étudiantes de la place Tian An Men était déplorée et même condamnée, mais mes interlocuteurs pensaient que le tour finalement pris par ces manifestations l'avait rendue inévitable. Il faut d'ailleurs avoir visité cette place au fond de laquelle se trouve la façade extérieure de la Cité interdite pour comprendre le caractère politiquement unique, je dirais presque sacré, de ces lieux.

État indépendant, grande puissance potentielle, la Chine ne saurait s'aligner sur les idéaux politiques de l'Occident. Les Chinois ne sont pas insensibles aux libertés démocratiques pour lesquelles les Occidentaux ont combattu dans leurs propres pays durant l'ère moderne. Mais ils ont depuis longtemps constaté que ces libertés instaurées en Grande-Bretagne et en France n'ont pas empêché les maîtres de ces pays de coloniser, de dominer et d'exploiter de nombreux peuples hors d'Europe.

F. G. - Les libertés démocratiques et les droits de l'homme ne sont-ils pas des idéaux universels ?

P. F. - Ce sont des idéaux universels. Il n'en est pas moins vrai que si nous, en Occident, nous les tenons pour tels, ils sont souvent considérés, en Asie et en Afrique, comme des produits idéologiques de cet Occident qui lui ont parfois servi à dissimuler des ingérences politiques inacceptables. De ces convictions différentes, nous devons tirer des leçons.

M'adressant à mes étudiants de Paris-VII-Denis-Diderot, il m'arrivait de dire : « La modernité peut être comparée à une pièce d'or ; sur l'une de ses faces, on peut lire "démocratie", et sur l'autre, "nation". Si l'on oublie de considérer l'exigence nationale, on risque d'atrophier la modernité. Ma visite en Chine a renforcé en moi cette conviction. »

Un an après cet enrichissant voyage, le 26 août 1993, mon fils aîné, Bernard, m'apprend par téléphone à Royan, où nous étions en vacances, la naissance de mon nouveau petit-fils, Paul-Joseph, fils de Frédéric et de Léonie. C'est le plus jeune des Fougeyrollas auquel ses parents ont donné le prénom de mon père, Paul. Belle continuité !

21. Vers la nouvelle pensée

FRANÇOIS GEORGE - Tu n'as pas attendu ton voyage en Chine pour t'occuper du fait national.

PIERRE FOUGEYROLLAS - Effectivement, en 1987, j'avais publié un essai intitulé : *La Nation. Essor et déclin des sociétés modernes.* Dans cet ouvrage, je refusais de considérer la nation

comme une réalité « éternelle », ce que l'on avait trop souvent fait à droite. Et je refusais aussi de la tenir pour le résultat d'un contrat entre les citoyens ainsi qu'on le croyait généralement à gauche. Je restais fidèle au marxisme en estimant que la communauté nationale était un produit de l'histoire. Mais je m'en séparais sur l'appréciation de son importance dans l'histoire moderne. Loin de se réduire au cours de la lutte des classes, révolution des nations et les conflits entre les nations revêtent, dans des circonstances déterminées, une portée majeure pour le devenir des sociétés. Telle était mon hypothèse de travail.

La nation française, selon moi, n'existait ni au temps de Vercingétorix ni au temps de Saint Louis. Elle n'existait pas non plus à l'époque de Jeanne d'Arc qui fut plutôt la championne héroïque d'une dynastie, celle des Valois, contre les descendants par les femmes de Philippe le Bel, que l'héroïne d'une nation qui n'existait pas encore. La nation française n'est pas non plus née de la Fête de la Fédération célébrée sur le Champ de Mars, le 14 juillet 1790. Elle se forme lentement à partir du XVIe siècle, sous les règnes de François I" et d'Henri II. Quant à la Fête de la Fédération, c'est non pas la naissance de cette nation, mais le moment de sa prise de conscience ou, si l'on veut parler comme Hegel, le moment de son passage de *Y en-soi* au *pour-soi.*

Mon objectif, c'était de faire comprendre que la nation ne devait pas être confondue avec le nationalisme. C'était aussi de montrer que le XXe siècle était le moment historique au cours duquel le phénomène national tendait à s'universaliser. Né en Europe, il avait atteint les Amériques aux xv me et XIXe siècles et il gagnait maintenant l'Asie et l'Afrique, bref, le monde entier. Le nationalisme pouvait s'entendre de deux façons : le nationalisme des nations déjà réalisées, qui était une idéologie agressive et expansionniste, et le nationalisme des peuples colonisés en lutte pour leur indépendance qui devrait s'appeler plutôt « patriotisme » et qui trouvait dans cette lutte sa légitimité. Au PCI, ce livre ne plut guère. Au lieu d'un article élogieux dans *Informations ouvrières* dont mes ouvrages précédents avaient bénéficié, il m'est seulement demandé une interview. Ainsi, mes camarades montrent clairement qu'ils ne prennent pas à leur compte mes affirmations relatives au phénomène national. Rien d'étonnant pour une organisation qui place l'internationalisme au-dessus de toute appartenance nationale. Il est vrai qu'en 1986 Jean-Christophe Cambadélis et Benjamin Stora, deux dirigeants de l'organisation, avaient entraîné une grande majorité de cadres et de membres de l'Union nationale des étudiants de France indépendante et démocratique (UNEF-ID) hors de l'orbite du PCI pour passer avec armes et bagages au Parti socialiste. J'avais alors refusé de les accompagner en raison de mon appréciation critique de la politique du PS. On pouvait donc comprendre que, peu de temps après, les dirigeants du PCI se soient peu souciés de jeter l'anathème sur moi.

À l'élection présidentielle de 1988, Pierre Boussel, dit Lambert, que le grand public ne connaissait pas, sortit, pour ainsi dire, de l'ombre et se présenta au nom du Mouvement pour un Parti des travailleurs (MPPT) qui englobait sans s'y réduire les trotskistes du PCI. C'est avec plaisir que j'obtins de mon université un amphithéâtre où il a pu tenir un grand meeting qui rassembla de nombreux militants et qui fut aussi suivi par certains de ces étudiants qui étaient passés au Parti socialiste tout en continuant à se poser pas mal de questions.

L'année 1989 fut tout entière occupée par la célébration du bicentenaire de la Révolution française. Les politiques et les historiens, relayés par les journalistes, s'employaient à distinguer une « bonne » révolution, celle de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, celle des années 17891790, et une « mauvaise » révolution, celle des massacres de Septembre et de la Terreur, celle des années 1792-1794. Je pensais à Clemenceau qui, à l'occasion du premier centenaire, avait déclaré : « La Révolution est un bloc. » Pour ma part, il me semblait que la société française de 1789 et la société russe de 1917 avaient besoin de profondes réformes. Or, ceux qui avaient compris cela et qui avaient tenté d'accomplir ces réformes avaient échoué devant des obstacles infranchissables pour eux. D'où la révolution qui en allant beaucoup plus loin que les réformes indispensables a finalement permis qu'elles soient inscrites dans le tissu social. Quand des réformes essentielles se heurtent à des obstacles que les réformateurs ne parviennent pas à vaincre, la révolution éclate et déferle comme un torrent balayant tout sur son passage. Une fois le torrent rentré dans son lit, on s'aperçoit que les changements initialement désirés ont été accomplis. N'est-ce pas quelque chose de cet ordre que Clemenceau a voulu dire ?

J'exposai ces idées au cours d'un colloque sur *La Révolution de 1789 aux Antilles* qui se tint à la Noël 1989, en Guadeloupe, à Basse-Terre, et je constatai que les débats sur cette période de notre histoire et sur la signification du régime colonial étaient toujours aussi passionnés. Un philosophe parisien alors à la mode s'en prend à moi ; je riposte et j'enregistre avec satisfaction le soutien de la plupart des Antillais. Pour la première fois, je me trouve en Guadeloupe pour la Noël et les fêtes de la nouvelle année. La nature est encore meurtrie par les ravages du cyclone Hugo. Que d'arbres arrachés, que de plantations gravement endommagées ! Cependant, la luminosité me paraît encore plus belle que pendant l'été, les repas de fête encore plus savoureux et les rapports entre les personnes encore plus chaleureux.

De retour à Paris, ce qui se passait à l'Est retenait toute mon attention. Au cours des manifestations de l'année écoulée dans les grandes villes de l'Allemagne de l'Est, les foules avaient commencé à scander à l'adresse des apparatchiki : « *Wir sind das Volk* » (Nous sommes le peuple), en conséquence nous voulons le pouvoir. Mais, bien vite, ces mêmes foules avaient clamé : « *Wir sind ein Volk* » (Nous sommes un peuple), exigeant ainsi la réunification du territoire de la nation allemande. Je comprenais que sous la question des régimes de l'Ouest et de l'Est il y avait toute la force du sentiment national. Évidemment, la question décisive se situait pour moi encore plus à l'est, c'est-à-dire en URSS.

La thèse trotskiste que le PCI défendait avec une pleine conviction, c'était que, dans la crise du stalinisme que nous étions en train de vivre, les travailleurs soviétiques accompliraient la *révolution politique* annoncée jadis par Trotski. Autrement dit, ces travailleurs renverseraient le pouvoir de la bureaucratie stalinienne « usurpatrice et parasitaire » pour rétablir la démocratie prolétarienne issue de la révolution d'Octobre.

Moi, j'avais le sentiment que cette analyse ne correspondait pas aux événements en train de se produire. Je sentais que les Russes et les autres peuples de l'URSS cherchaient à renverser le régime sous lequel depuis trop longtemps ils vivaient et souffraient, que, dans leur rejet,

ils ne feraient pas de différence entre, d'une part, Staline et, d'autre part, Lénine et Trotski et qu'ils chercheraient à rétablir une continuité avec leurs héritages historiques respectifs. Dans ma cellule, je disais, au grand scandale de mes camarades, que bientôt Leningrad s'appellerait à nouveau Petrograd. À quoi le responsable de la cellule indigné me rétorquait : « Tu ne verras pas ça, tout simplement parce que les travailleurs soviétiques ne le permettront pas. » Et dire que j'avais seulement parlé de Petrograd et que je n'avais pas osé imaginer que les Russes remonteraient dans le temps jusqu'à Saint-Pétersbourg !

En désaccord avec les thèses du PCI sur l'avenir de l'URSS et des États apparentés et avec l'idée de l'imminence de la révolution, j'en informai Pierre Lambert qui me dit : « Es-tu encore marxiste ? » Je lui répondis : « Non. » j'entendais par-là que je ne reniais pas l'enrichissement intellectuel que Marx m'avait apporté, mais que je voulais désormais me référer aussi à d'autres penseurs qu'a lui. Lambert m'a compris et nous avons décidé de nous séparer politiquement tout en conservant les sentiments d'une amitié réciproque.

J'avais besoin de m'isoler intellectuellement pour tenter d'y voir clair dans ce qui m'apparaissait comme un nouveau devenir du monde et pour y voir clair en moi-même. Au début de la dernière décennie du XXe siècle, une idée s'imposait à moi avec une force croissante, à savoir que nous vivions la fin des Temps modernes.

E G. — Donne-moi des preuves !

P. E - Il me semble que l'utilisation de l'énergie nucléaire, les débuts de la navigation interplanétaire, les progrès considérables des sciences de la vie et les nouveaux moyens d'information et de communication bouleversent complètement la condition humaine. Pour résumer mon propos, je dirai que de la Renaissance à nos jours, c'est-à-dire durant les Temps modernes, le progrès des sciences et de leurs techniques d'application a donné à l'humanité une domination croissante sur la nature tandis que l'individu était considéré, du moins en Occident, comme la valeur suprême et que les gouvernements devaient de plus en plus tenir compte des opinions publiques. Or, tout s'est passé comme si ces moyens de maîtrise de la nature et des êtres humains eux-mêmes s'étaient retournés contre eux. Aujourd'hui, les industries polluent la nature environnante et le biotope de notre espèce est menacé. Par ailleurs, le gigantisme de nos concentrations urbaines massifie les individus, et les moyens de communication de masse risquent en permanence de conditionner, de manipuler, voire de fabriquer les opinions publiques. Une nouvelle problématique surgit : celle de la maîtrise des instruments de la maîtrise sur la nature et sur nous. C'est cela qui m'a conduit à penser, depuis assez longtemps et de plus en plus intensément, que nous vivons la fin des Temps modernes.

F. G. - Quelle conclusion en tires-tu ?

P. F. - J'en conclus que la plupart des concepts dont nous nous servons encore pour penser, au sens le plus élevé du terme, sont dépassés et incapables de donner des solutions adéquates aux nouveaux problèmes que je viens d'évoquer. C'est pourquoi j'en appelle à l'émergence de la *nouvelle pensée* qui sera, un jour, en situation d'engendrer les futurs concepts dont nous avons besoin. Pour le moment, je constate que le « pouvoir spirituel » qui a anciennement appartenu aux clercs et qui, par la suite, a été exercé par les universitaires se trouve désormais entre les mains des journalistes ou,

plus précisément, des journalistes des médias et, plus précisément encore, de ceux de ces journalistes qui sont devenus les managers des médias, singulièrement de la télévision. N'est-ce pas là un trait caractéristique des Temps modernes finissants et de l'ère nouvelle commençante ?

F. G. - Cette ère, d'autres l'ont appelée « postmoderne » ?

P. F. - Je l'ai fait dans deux de mes bouquins et dans quelques communications de colloques ou quelques articles de revues, mais maintenant j'hésite à recourir au terme de « postmodernité » parce que certains auteurs l'ont utilisé dans un sens différent du mien et qui s'est imposé dans l'usage courant.

Pour moi, la postmodernité ne désignait que ce qui allait suivre les Temps modernes sans que l'on puisse, dès maintenant, préjuger de *ses* contenus culturels. En revanche, pour les postmodernistes « orthodoxes », si j'ose m'exprimer ainsi, cette ère nouvelle serait caractérisée par une fin de l'histoire, une fin du politique et un déferlement du quotidien auxquels je ne crois pas.

Je voudrais échapper à une querelle verbale et en rester à mon hypothèse de base touchant la fin des Temps modernes et la nécessité de penser autrement le devenir actuel et futur de l'humanité. Je crois que l'histoire n'est pas finie ou en train de finir, et qu'elle revêtira probablement d'autres formes, ce qui n'est pas la même chose. Je crois que la politique, elle non plus, n'est pas en train de mourir. Il ne faut pas confondre la désaffection des citoyens à l'égard des partis et des politiciens et leur désintérêt vis-à-vis de leur société et des problèmes de cette société. On doit, à mon avis, parler d'une mutation ou d'une métamorphose du politique plutôt que de sa fin.

Mais, bien entendu, cette mutation ou cette métamorphose nous contraint à aborder autrement l'étude des phénomènes sociaux et, parmi eux, des phénomènes politiques en partant notamment de l'influence que les médias ont sur eux. Car cette influence modifie, sous nos yeux, le déroulement et peut-être même la nature de ces phénomènes.

E G. – Par exemple ?

P. F. - Le 16 janvier 1991, à huit heures du matin, je me trouve dans un studio d'Antenne 2 pour participer à une émission au cours de laquelle quelques spécialistes sont invités à dire ce qu'ils pensent de la façon dont cette chaîne de télévision a rendu compte des événements du Proche-Orient, depuis l'invasion du Koweït par les troupes irakiennes, le 2 août précédent, jusqu'à ce jour qui se révélera être la veille de la guerre du Golfe. Je suis là en tant que sociologue des médias. Cun des deux animateurs de l'émission me présente au public en s'adressant à moi : « Monsieur Fougeyrollas, vous êtes professeur à l'université Paris-VIII... » Je l'interromps pour rectifier : « Pas à Paris-VIII, mais à Paris-VII. » Sans s'excuser de son erreur, l'animateur déclare imperturbable : « Paris-VII, Paris-VIII, aujourd'hui, particulièrement, ça n'a pas beaucoup d'importance, mais je sais que les professeurs sont très attachés à leurs universités respectives. » On entre ensuite dans le vif du sujet. Ce que je pense de la façon dont Antenne 2 a rendu compte des événements de ces derniers mois ? « D'une manière générale, je reproche à la télévision – pas seulement à Antenne 2 – de ne pas séparer suffisamment dans ses journaux l'information du commentaire. Et, en ce qui concerne les

journaux télévisés qui se sont succédé depuis l'entrée de l'armée irakienne sur le territoire du Koweït, j'ai eu l'impression de me trouver en présence d'une entreprise de propagande. »

Alors le second animateur intervient sur un ton défensif : « Avez-vous des exemples ? » M'étant préparé à ce genre de questions, je cite un bulletin de la veille dans lequel Antenne 2 accusait l'intransigeance de Bagdad de rendre la guerre inévitable et j'évoque une ultime tentative française pour sauver la paix que l'intransigeance américaine venait de torpiller. J'évoque aussi les photos de Saddam Hussein prises sous un certain angle, notamment en contre-plongée, de telle sorte que le personnage ait l'air particulièrement agressif.

Mon interlocuteur réplique : « Nous accusez-vous de le diaboliser ? » Selon moi, il y a effectivement une volonté de diabolisation. La presse écrite et les médias occidentaux ne comparent-ils pas Saddam Hussein à Hitler ? Je cite le sénateur Ted Kennedy qui a déclaré : « Saddam Hussein n'est pas Hitler et le Koweït n'est pas la Tchécoslovaquie. »

Je précise que je n'ai aucune sympathie particulière pour le Président irakien. Cependant, je déclare qu'en usant de stéréotypes souvent répétés, les médias ont aggravé la tension et ont ainsi contribué plus à la psychose de guerre qu'à l'information du public. À ce moment-là, le premier animateur reprend la parole pour annoncer qu'il va être en communication avec renvoyée spéciale de la chaîne à Amman, et nos échanges s'arrêtent là.

Ce qui compte, pour moi, c'est d'avoir dit publiquement ce que je pensais sur une question difficile en un moment décisif. Au mois d'octobre précédent, nous séjournions au Maroc en bénéficiant de l'hospitalité de nos amis Halim de Fès. Nous avions pu constater le fossé qui séparait, sur la situation au Proche-Orient, l'opinion marocaine, notamment celle des jeunes, de l'opinion occidentale.

Sans doute le monde vu de Fès ou de Dakar ne peut-il pas être identique au monde vu de Paris ou de Londres. Mais n'est-il pas souhaitable que les différences ne se transforment pas en hostilité réciproque ?

F. G. - La pluralité des cultures n'est-elle pas génératrice de conflits ?

P. E - C'est vrai, mais ce n'est pas une raison suffisante pour oublier qu'à travers la pluralité des cultures existe une incontestable unité de l'espèce humaine. Quelle personne de bonne volonté n'aurait-elle pas été profondément émue par ces images télévisuelles de février 1990 qui nous montraient Nelson Mandela sortant de son tombeau carcéral et marchant simplement la main dans la main avec sa femme Winnie ?

F. G. - **Comment faire pour que la conscience de l'unité empêche les conflits entre les cultures sans pour autant méconnaître leur pluralité ?**

P. F. - N'est-ce pas là une nouvelle problématique exigeant de nouveaux concepts pour être convenablement pensée ?

À cet égard, de fréquents séjours en Tunisie, dus à la fidèle amitié de Kamel Benzarti, le directeur général du Centre d'études, de recherches et de documentation en matière de jeunesse, d'enfance et de sport, ont ouvert de nouvelles voies à ma réflexion. En effet, de même que la France a été

séculairement façonnée par le catholicisme, de même la Tunisie a été modelée par de nombreux siècles d'islam. Cependant, sous cette différence, n'y a-t-il pas une grande compréhension mutuelle qui précisément évite à la différence d'engendrer des sentiments d'hostilité ? Il est vrai que la Tunisie a connu, au long de son histoire, des influences multiples qui l'ont protégée du dogmatisme et du sectarisme. Il est vrai aussi que la France moderne s'est laïcisée et ouverte petit à petit au pluralisme culturel. Certes, la relation franco-tunisienne constitue un exemple privilégié, mais je crois qu'à partir de lui il est possible d'avancer dans la question qui nous occupe.

Au demeurant, sur cette même question, un voyage au Brésil en 1993 et un autre au Venezuela, en 1997, m'ont beaucoup appris. Ils m'ont d'autant plus appris que l'Amérique latine était restée pour moi, jusqu'à ces dates, une *terra incognita.*

À l'occasion d'un colloque national des sociologues, je fus invité au Brésil, grâce à Jorge Novoa qui, après avoir été mon étudiant à Paris-VII, est devenu professeur à l'Université de l'État de Bahia. J'ai « découvert » le Brésil autrement qu'en touriste. De Sâo Paulo à Recife, j'ai été ébloui par la beauté de ce pays-continent, comme tant d'autres l'ont été avant moi. J'ai constaté avec plaisir qu'une certaine place y était faite à l'apport africain tout en notant que les Amérindiens qui habitaient cette terre avant la venue des Portugais demeuraient assez largement en marge de la société d'aujourd'hui. D'ailleurs, quand fut célébré, tout récemment, le cinq centième anniversaire de l'arrivée des Portugais, définie comme la fondation du Brésil, les Amérindiens ont fait clairement connaître qu'ils avaient été complètement oubliés dans cette affaire.

J'ai pu faire la même constatation au Venezuela où je fus invité par l'Université de Carabobo et reçu par le professeur Jaime Carillo. Pour moi, la reconnaissance des cultures amérindiennes en Amérique latine ne relève pas seulement d'une exigence de justice intellectuelle. Elle est indispensable à la pleine réalisation des nations, car comment distinguer, par exemple, la nation mexicaine de la nation péruvienne si ce n'est, en grande partie, par les différences entre les peuples amérindiens respectifs ?

F. G. - Est-ce que ta *nouvelle pensée* peut résoudre de tels problèmes ?

P. E — Le marxisme et le freudisme ont dominé les esprits, tantôt séparément, tantôt ensemble, pendant une période aujourd'hui révolue. Le fonctionnalisme, le structuralisme et le systémisme qui ont tenté de les remplacer n'ont connu que des règnes éphémères. La *nouvelle pensée* doit se présenter, à mon avis, comme un refus de ces doctrines, voire de ces systèmes qui prétendaient tout expliquer et avoir réponse à tout. C'est là son aspect *critique,* héritier de ce qu'il y a eu de meilleur dans la tradition philosophique. Elle doit ensuite inventer les concepts qui permettront de poser et, si possible, de résoudre les problèmes sur lesquels nous achoppons actuellement. C'est là son aspect *organique,* héritier de ce qu'il y a de positif dans la pensée religieuse et dans la créativité sous toutes ses formes.

E G. - Tu proposes donc **une nouvelle vision du monde et de l'être humain, rien que ça !**

P. F. - Tu remarqueras que le marxisme et le freudisme ont eu, l'un et l'autre, la prétention d'être de telles visions. En fait, chacun d'eux était une vision partielle. Le marxisme visait les processus socio-historiques et le freudisme les processus psychosexuels. Le premier était

une approche de l'être collectif, le second une approche de l'être individuel. Quant au fonctionnalisme, au structuralisme et au systémisme, ils se sont réduits également à des visions partielles. Le fonctionnalisme repose sur ce postulat que tout phénomène humain remplit une fonction nécessaire. Le structuralisme suppose que les phénomènes humains soient réductibles à des structures linguistiques et le systémisme qu'ils fassent nécessairement partie de systèmes, de sous-systèmes et ainsi de suite.

La *nouvelle pensée* se traduira peut-être par une nouvelle vision du monde et de l'être humain, une nouvelle *Weltanschauung,* quand elle sera parvenue à échapper au caractère partiel qui a marqué les visions précédentes. D'où l'indispensable recours à l'héritage philosophique, à l'héritage religieux et à l'héritage de la créativité tant dans les lettres et les arts que dans les sciences et les techniques. Ce recours ne saurait se traduire par la juxtaposition des différents héritages. Il implique, au contraire, la fusion, la synthèse de leurs aspects les plus significatifs. Car, loin de consister en un retour en arrière pour le plaisir de la contemplation du passé, il a pour fin le dévoilement et l'engendrement de notre futur.

Remerciements

Nous exprimons notre gratitude à Marie-Jeanne Manuellan qui a gracieusement transcrit nos dialogues de 1999, à La Buffatière.

P. E et F. G.

Un philosophe dans la Résistance

Pierre Fougeyrollas appartient à cette génération d'intellectuels qui ont rejoint le parti communiste dans la Résistance et qui lui sont restés fidèles après la Libération, jusqu'à l'invasion de la Hongrie par les chars soviétiques en 1956.

Après une période de rejet du marxisme dans ses livres et dans la revue, Arguments, il est nommé professeur à l'Université **de Dakar et devient un proche de Léopold** Senghor. Il professe alors un nationalisme africain radical qui précipite son retour en France au début des années 1970. Professeur à l'université Paris-VII, il redevient marxiste et adhère au groupe trotskiste de l'OCI, convaincu de l'imminence de la révolution prolétarienne mais qui le laisse au demeurant composer une œuvre originale. François George mène ce dialogue comme un chef d'orchestre, tantôt mettant la truculence du personnage en valeur, tantôt soulignant l'épaisseur historique d'une époque où l'on jouait sa vie ou son existence dans ses choix politiques**.**

PIERRE FOUGEYROLLAS

Pierre Fougeyrollas, philosophe,
est professeur honoraire l'université Paris-VII.

FRANÇOIS GEORGE

François George, philosophe,
est haut fonctionnaire.